

« Sans Visa » : Montaigne en « librairie »

# Le Monde



15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14741 - 6 F

SAMEDI 20 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## Afrique du Sud : la violence, toujours...

Le délicat processus engagé depuis deux ans en Afrique du Sud vient de subir un nouveau coup dur. Alors que les négociations entre le pouvoir blanc et le Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela plâtraient, les violences risquent de se multiplier après le massacre, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juin, de trente-neuf personnes, dans une cité noire au sud de Johannesburg, par des membres de l'Inkhata, le parti conservateur à dominante zoulou.

La date de cette tuerie - la plus sanglante survenue depuis 1990 sur le fond de la lutte pour le pouvoir à laquelle se livrent l'ANC et le mouvement du chef Mangosuthu Buthelezi - ne semble guère fortuite. La veille, le mouvement de M. Mandela et ses alliés avaient lancé une campagne d'élections de messe, destinée à accélérer la mise en place d'un gouvernement intérimaire et l'élection d'une assemblée constituante.

Cette campagne, qui doit culminer en août avec une grève nationale, marque un tournant dans la stratégie de l'ANC : la rue est invitée à s'engager à nouveau dans la bataille, les manifestations de masse étant censées contraindre le gouvernement à la démission. On est loin des espoirs nés au lendemain du référendum du 17 mars, consultation qui avait fourni au président Frederik De Klerk la caution de la communauté blanche dans sa recherche d'une solution négociée.

La radicalisation de l'ANC n'est pas le fruit du hasard. Elle fait suite à l'échec des négociations futures - et un peu trop abstraites - sur l'avenir constitutionnel du pays, qui ont lieu au sein de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA). Il y a un mois, la deuxième session plénière de cette instance s'était achevée sur un constat peu encourageant. Blancs et Noirs s'étaient montrés incapables de fixer les modalités leur permettant de partager le pouvoir.

Or l'instauration d'un gouvernement intérimaire multiracial est un préalable à la cessation des « violences politiques », comme disent pudiquement les Sud-Africains. Depuis les affrontements d'août 1990 qui avaient anéanti les cités noires de la région de Johannesburg, plus de sept mille personnes ont été tuées dans ces violences. Très souvent, les forces de sécurité ont été montrées du doigt, mais les diverses commissions d'enquête nommées pour définir les responsabilités n'ont jamais conclu à l'implication de la police et de l'armée, en dépit de témoignages parfois précis.

Cette fois encore, les récits des survivants sont accablants pour les forces de l'ordre. Selon certains témoins, les assaillants zoulous étaient accompagnés de policiers, lesquels auraient même assuré le transport des agresseurs. Les radicaux de l'ANC ne manqueraient certainement pas de tirer partie de cette collusion. Déjà, le secrétaire général du mouvement, M. Cyril Ramaphosa, a accusé M. De Klerk et son gouvernement de « complaisance ». Un pavé de plus dans le mare du président.

Lire page 9 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

M0147 - 0620 0 - 6.00 F



Le recul du gouvernement à l'Assemblée nationale et la ratification du traité de Maastricht

## La révision de la Constitution pourra être soumise au Congrès

L'Assemblée nationale a adopté, en deuxième lecture, dans la nuit du jeudi 18 juin au vendredi 19 juin, par 388 voix contre 43 et 2 abstentions, le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maastricht, dans la version issue des travaux du Sénat. La RPR n'a pas pris part au vote. Le président de la République, qui avait demandé la suppression d'une disposition donnant aux sénateurs un droit de veto sur les conditions d'application du droit de vote et

d'éligibilité des ressortissants européens aux élections municipales, a renoncé à sa requête après avoir constaté la détermination de l'UDF. Celle-ci apparaît comme la principale bénéficiaire du débat, alors que M. Mitterrand n'a pu corriger son faux pas de la veille qu'au prix d'un sérieux recul. Le vote conforme des deux Assemblées va permettre au Parlement, réuni la semaine prochaine en congrès à Versailles, d'adopter définitivement la réforme de la Constitution.

## Un pas de clerc de M. Mitterrand

par Thierry Bréhier

L'affrontement au sein même du camp européen n'a pas eu lieu. M. François Mitterrand, après avoir laissé entendre qu'il y était prêt, a, au dernier moment, renoncé lorsqu'il a mesuré que son adversaire, l'UDF et elle seule, ne faiblirait pas. Le président de la République n'a donc pas voulu prendre le risque d'une défaite, qui aurait été la sienne mais aussi celle de l'Europe.

Pour permettre le succès de cette grande œuvre, à laquelle il veut attacher son nom, il a préféré, jeudi 18 juin au soir, reculer sur un élément du fonctionnement des institutions jugé mercredi matin essentiel.

Lire la suite page 10



## Le cauchemar yougoslave

I. - Un autre Koweït ?

par André Fontaine

Il y a bientôt un an, le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie exerçaient le droit de sécession, reconnu à toutes les Républiques yougoslaves par le préambule de la Constitution de 1974. Quarante-huit heures plus tard, l'armée fédérale, qui se veut le principal garant de l'unité de la Fédération, intervenait en Slovénie, sans mandat bien clair du pouvoir politique. Ainsi s'engageait, pour le malheur

des uns et la honte des autres, la « guerre civile yougoslave ». En réalité, elle n'est pas plus « civile » que « yougoslave », puisque, loin de couper en deux une même nation, elle oppose une nation à d'autres. Très exactement la nation serbe avec sa cousine monténégrine, aux autres peuples que leur avaient unis la poigne de fer du roi Alexandre, puis celle de Tito. Président communiste, et de père monténégrin, de la Serbie, Slobodan Milosevic se présentait trop comme « l'homme fort » dont

avait besoin un pays au seuil de l'anarchie pour ne pas rêver de chasser les bottes du maréchal. Mais il lui a fallu rabattre de ses ambitions. Non seulement la présidence fédérale dont il faisait partie a conduit le 8 juillet, sous les auspices de la CEE, les accords de Brioni - entraînant de facto l'indépendance de la Slovénie, que les troupes fédérales évacuèrent quinze jours plus tard - mais, le 27 avril, il s'est résigné à la proclamation d'une « deuxième Yougoslavie », ouverte certes à quiconque

faisait partie de l'ancienne, mais réduite pour le moment à la Serbie et au Monténégro. Ce qui signifie que Belgrade a pris, au moins provisoirement, son parti de l'indépendance des quatre autres Républiques ex-fédérées.

Lire la suite page 4

Lire également « A Zvornik, ville « libérée » et martyre » par FLORENCE HARTMANN

page 3

et « L'homme du gouvernement » par ROGER FAUROUX, page 2

### POINT

#### Les élections en Israël

La vaine des nouveaux immigrants venus de l'ex-URSS est la grande inconnue des élections législatives du 23 juin. page 8

#### L'unité du Yémen compromise

La recrudescence des attentats politiques risque de remettre en cause deux ans d'unification Nord-Sud. page 7

#### Superphénix « bridée » à 30 % de sa puissance

La direction de la sûreté des installations nucléaires a recommandé au gouvernement de limiter à 30 % la puissance de Superphénix, dans l'hypothèse d'un redémarrage du réacteur. page 28

#### Nouvelles mesures pour les agriculteurs

Le gouvernement va mettre au point avec les organisations professionnelles des mesures d'accompagnement de la politique agricole commune réformée. page 19

### SANS VISA

■ Saint-Laurent : l'omnibus du golfe ■ A Londres, l'échec du futur ■ Coup d'œil : Theilandiastan ■ Escalade ■ La table ■ Les jeux pages 27 à 34

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

COLLECTION "FORCE 10"

Lunettes Force 10 hommes et dames, en cadre métallique et plastique.

JOAILLIER

8, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - 42.60.30.85

La Clarté, 74, Champs-Élysées, Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Desvilles • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Séoul • Tokyo • En vente aussi chez tous les opticiens agréés.

## A eux de jouer

Fin d'études au Conservatoire national d'art dramatique : les élèves deviennent acteurs

par Michel Cournot

Coop de théâtre (no coup de tête, peut-être même mauvais coup) : Racine et Molière se trouvent expulsés du Conservatoire. Pas un seul élève n'a joué quelque chose d'eux, pendant ces journées de fin d'année 1991-1992. De mémoire d'acteur, ça ne s'était jamais vu. Pleurer sur l'ingratitude ? Non. Mais l'air de jeunesse, l'insouciance, la liberté d'Alfred de Musset, se confondaient jusqu'à ce jour, ne faisaient qu'une allégorie, qu'une espérance, avec la vocation même des jeunes actrices et acteurs. Et l'appoint irremplaçable de Racine était d'astreindre en douceur, mais souverainement, les acteurs naissants à imaginer une voix informelle pour former des paroles simples - ce

qui est une assise de l'art du théâtre. Ils étaient quatre professeurs qui chaperonnaient les élèves. La classe de Philippe Adrien a travaillé trois auteurs : Brecht, Claudel, Genet. Avec un rappel aussi de Beckett.

L'ascendant du professeur était flagrant. Il a la qualité, rare à ce point-là, d'organiser gestes et voix en des magies simples, sans lourds ornements, et qui font ressortir le nerf vital de l'œuvre. Avec ses élèves, Adrien atteint une telle mise au point, un tel charme, et une telle intelligence, de toutes les composantes du jeu, qu'à première vue les dons, la présence personnelle, de chaque actrice ou acteur, ne sont pas décelables. Vous ne pouvez pas les isoler de la cadence de l'ensemble.

Lire la suite page 16

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 6 DH ; Turquie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 C CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 50 p ; Italie, 200 L ; Japon, 200 Y ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRN ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 25 ; USA (autres), 2,50 \$.

مكتبة العالم



## DÉBATS

Vichy

## Ne tirez pas sur les juges

par Bernard Jouanneau

Le tollé suscité par l'arrêt Touvier ne doit pas abolir toute réflexion sur les rapports entre la justice et l'histoire. Pour avoir cru que rien ne devait échapper aux juges, pas même l'histoire lorsqu'elle était malmenée par les révisionsnistes, j'ai d'autant moins compris qu'à quelques années d'intervalle, les juges de Touvier disent le contraire de ce qu'avaient dit les juges de Faurisson. Lorsqu'il s'agit, à l'aube des années 80, de réagir en face du révisionnisme renouveau, devenu aujourd'hui négationnisme arrogant, les associations de lutte contre le racisme, les associations d'anciens déportés et les associations de résistants avaient déclenché une série d'actions en justice pour que soient réprochées les tentatives de falsification de l'histoire des « assassins de la mémoire », selon la formule de Pierre Vidal-Naquet.

Même si, finalement, ils ont condamné Faurisson qui n'avait pas eu « même une parole de compassion pour les victimes », les juges ont refusé d'écrire l'histoire, estimant qu'ils n'en avaient ni la compétence, ni la charge. Ils ont posé pour principe qu'il n'appartenait pas aux juges d'écrire l'histoire, ni même de la juger, ni de prendre parti dans une querelle d'historiens. Les victimes ont dûment ressenti leur refus. Le législateur en a pris acte dans la loi du 13 juillet 1990 en incriminant la contestation des crimes contre l'humanité, reconnus par une juridiction établie en vertu de l'accord de Londres de 1945.

Les juges se voyaient dès lors invités à réprimer le négationnisme, sans avoir à prendre parti entre ceux que Faurisson appelle inexactement les « révisionnistes » et les « exterminationnistes ». Il leur suffisait de vérifier si l'extermination des juifs par la chambre à gaz avait été condamnée ou non par le tribunal international de Nuremberg. Le tribunal de Paris l'a fait. Il a permis à Robert Faurisson, soit comme témoin, soit comme prévenu, d'exprimer publiquement à nouveau ses thèses, à l'audience. Il s'est bien gardé de prendre parti dans une controverse qui lui échappait désormais et, pourtant, voilà qu'aujourd'hui d'anciens juges se découvrent la vocation d'historiens, et de quels historiens !

Il est vrai que, dans le premier cas, il s'agissait de l'histoire des autres, celle des Allemands, et qu'aujourd'hui il s'agit de la nôtre, de l'histoire de France, que défendent contre l'évidence les résistants de l'anti-France. On peut comprendre la déception, l'amertume et la révolte des victimes qui sont toujours les mêmes. Celles qui se sont vu refuser en justice le droit à la vérité historique voient aujourd'hui, judiciairement et provisoirement consacré, le droit au mensonge. Faut-il réellement s'en étonner ?

## Entre mémoire et exutoire

En vérité, non, dès lors que l'on attend des juges plus et moins que ce qu'ils sont capables de donner : plus de connaissance et moins de subjectivité, moins de partialité et plus de rigueur scientifique, plus de modestie et moins de jargonisme, plus d'humanité et moins de détachement. On a sans doute trop espéré de la justice et des hommes qui la rendent. Il y a sans doute dans la confiance qu'on leur a faite un peu d'aveuglement. Celui de l'enfant qui s'en remet à son père du soin de décider de ce qui sera bien pour lui ; celui aussi de Ponce Pilate qui ne veut surtout pas voir ni décider de ce qui ne le regarde pas ; et voilà qu'on leur demande à la fois de servir de relais à la mémoire, d'exutoire à la vengeance, d'apaisement des victimes.

Où a fait valoir le respect de la mémoire et la nécessité de la transmettre pour justifier de tels procès. On avait sans doute raison dans le but poursuivi. Il n'est pas certain qu'on ait choisi le bon moyen. Le choix que l'on a fait postulait une condamnation certaine de ceux que l'on décidait de poursuivre ; alors que le recours à la justice n'est jamais assuré du résultat que l'on poursuit. Le malheur est qu'on n'avait pas le droit à l'erreur. « Procès-mémoire », « procès-souvenir », « procès-prétexte », « procès-exutoire », il y avait un peu de tout cela dans le procès Touvier qui allait avoir lieu, comme il y a aussi de cela dans les autres qui suivront. Si tel était le but, on a oublié seulement que tout procès a ses règles et ses risques. Et surtout ses juges ont eu de ce point de vue, et on ne peut pas leur reprocher, et on ne devrait s'en plaindre, et ceux qui se défendent de les tenir dans leur main, ni ceux qui feignent de s'effaroucher des pressions qu'ils ont eux-mêmes eu leur temps exercées sur eux. Les juges ont leurs humeurs, leur passé, leur éducation, leur formation, leur tempérament, leurs idées politiques, leurs relations, leurs lectures, leurs ambi-

tions, leurs déceptions et leurs enthousiasmes. On peut leur demander de dire le droit s'ils s'en souviennent et s'ils prennent le temps d'ajuster leurs connaissances. On peut leur demander d'être à l'écoute du citoyen, du plaideur et de ses avocats. On peut leur demander un extrême dévouement à l'histoire générale. On peut leur demander une abnégation totale et un courage surhumain.

Mais on ne peut pas leur demander d'incarner le bien, la vertu, la morale, le droit, la justice, l'histoire et de tenir tout à la fois le rôle de Dieu, du philosophe, de l'historien, du prêtre. Et pourtant, c'est ce qu'on attendait de ceux qui avaient en charge l'affaire Touvier, et c'est sans doute aussi ce qu'on attend de ceux qui ont en charge l'affaire Bousquet et l'affaire Papoo. Or le juge est une personne et la collégialité n'a pas pour effet de conférer aux trois personnes réunies l'infailibilité, la vertu et l'intelligence.

## Un droit pénal international

Je comprends que, tant qu'il existera encore des victimes, l'histoire ne suffise pas et que la justice ait d'abord son mot à dire, mais elle ne doit pas le remplacer. Je ne peux pas suivre ceux qui, blessés, touchés ou déçus par l'arrêt Touvier, s'en prennent au passé, aux convictions ou même aux inclinations politiques des magistrats de la Cour. A la limite, leur identité importe peu et mieux vaudrait pour eux, comme pour nous, que nous ne les connaissions pas. Une fois pour toutes, ils sont irresponsables à titre personnel et la justice est en elle-même inattaquable. Il y a comme cela quelques postulats, comme celui de l'assimilation de la chose jugée à la vérité, sur lesquels reposent les fondements de notre société et qui sont aussi les bornes nécessaires de l'Etat de droit.

Alors, cessons ces attaques personnelles dirigées contre des personnes qui n'ont pas le droit de se défendre et qui n'en ont pas la possibilité. Réfléchissons, plutôt, sur notre conception de la justice, si elle ne peut remplir la mission que nous lui avons confiée imprudemment, confions-la à d'autres. Après tout, le peuple souverain doit remettre chaque pouvoir à sa place et le tenir en respect, et pas l'inverse. Aucune victime ne se venge. Tout au plus demande-t-elle qu'on ne l'oublie pas. On ne lutte pas contre l'oubli par

un procès qu'on fioit par oublier. On lutte contre l'oubli en entretenant la mémoire de génération en génération.

A chacun, à sa place, de le faire comme il le ressent, au moment opportun et sous la forme la plus appropriée. Que l'initiative individuelle et associative retrouve sa place et sa force ! Mais que les pouvoirs publics, qui se sont un peu vite dévoués sur la justice du soin d'entretenir la mémoire, prennent conscience du poids de la tradition qu'ils ont à livrer aux générations. Qu'ils se le disent une fois pour toutes, le révisionnisme, le négationnisme sont à nos portes. Ce ne sont pas les procès qui les feront reculer. Qu'ils leur en fasse, de temps en temps, pour les remettre à leur place, mais qu'on ne s'estime pas quitté pour autant. Mais, alors, lorsqu'on demandera aux juges de se prononcer, de grâce, qu'ils se s'en remettent pas à eux pour décider de notre passé, de notre culpabilité collective d'antan, qui est après tout la leur comme la nôtre. Qu'ils aient à juger des hommes, lorsqu'ils leur seront déférés, au regard de règles précises qui leur seront fixées par le peuple souverain qui peut s'exprimer aussi bien au Parlement français qu'au Parlement de Strasbourg.

Après tout, et puisque l'on parle tant du devoir d'inspiration, il est peut-être temps de réfléchir pour les générations futures à l'élaboration d'un droit pénal international minimum dont l'application serait confiée aux juridictions nationales, faute pour les nations d'être assez sages pour constituer une juridiction internationale permanente pour connaître des crimes contre l'humanité. Tant que ni l'un ni l'autre n'existeront et ne seront pas en état d'être mis en œuvre, nous serons à la merci de nouveaux arrêts Touvier, avec tous les débats qu'ils provoqueront dans l'opinion, mais aussi les suspensions, qu'ils déclencheront sur le fonctionnement des institutions.

On a les institutions qu'on mérite et il suffit de le vouloir pour les changer. N'attribuons pas aux hommes qui les font fonctionner les vices qui leur sont inhérents. Comme si nous n'avions rien à nous reprocher, ni rien à faire d'autre.

► Bernard Jouanneau est avocat au barreau de Paris et président de « Mémoire 2000 ».

## Les camps français

M<sup>me</sup> Anne Grynberg, universitaire et auteure de l'ouvrage *Les Camps de la honte* (La Découverte), nous a adressé les réflexions suivantes après la publication par plusieurs hebdomadaires de documents photocopiés en fraude aux archives départementales de la Haute-Garonne (*le Monde* des 28 et 30 mai).

Les documents d'archives relatifs aux camps français ne sont ni rares ni oubliés, mais, au contraire, nombreux et accessibles aux chercheurs. Grâce à eux, ainsi qu'à des témoignages, leur histoire sort peu à peu de l'ombre.

Les premiers camps ont ouvert sous la Troisième République pour les étrangers jugés « indésirables » du fait de leurs activités politiques et pour les vaincus de la guerre d'Espagne. A la déclaration de guerre, une mesure d'internement frappa les « ressortissants ennemis » globalement confondus avec la cinquième colonne. On compte alors plus de quatre-vingt-dix lieux d'internement.

Le 4 octobre 1940, le gouvernement de Vichy adopte une loi sur l'internement des étrangers de race juive. Ces derniers sont rassemblés dans des camps déjà ouverts : Gurs, Le Vernet, Agde... ou dans de nouveaux centres comme Nod, Rieucadoux, Rivesaltes. En février 1941, il y a quarante mille juifs dans les

camps du Sud. Soumis à des conditions de vie déplorables, des centaines d'entre eux, victimes de la « maladie de la faim », meurent dans une indifférence quasi générale. Seules les œuvres caritatives les secourent matériellement et moralement. Elles considèrent les internements comme une priorité, mais l'entreprise est malaisée.

Sous l'égide du comité de Mma, des centres d'accueil sont ainsi ouverts pour ceux qui quittent les camps. Toutefois, des contrôles administratifs et policiers continuent de peser sur eux. A partir des déportations d'août 1942, certains juifs sont donc facilement retrouvés et partent vers la mort. Entretemps, d'autres réussissent à sortir et à se « fondre » dans la société.

C'est dans ce contexte que se situe l'ouverture du château de Doux, initiative cynique consistant à demander à des juifs étrangers démunis d'acquiescer les frais de leur propre détention. Ce furent souvent les œuvres, les aides, qui payèrent les frais de pension, espérant que cela serait une porte vers la liberté. La confiance accordée à Pétain a été tenace.

Cette histoire douloureuse ne doit pas être occultée, mais analysée avec sérieux et mesure, sans faire appel au sensationnel qui, les premières émotions passées, risque d'aboutir à un nouveau oubli bardé de bonne conscience.

ANNE GRYNBERG

Yougoslavie

## L'honneur du gouvernement

par Roger Fauroux

Je viens d'avoir le privilège d'accompagner Bernard Kouchner en mission humanitaire dans la région de Sarajevo. Deux jours de présence là-bas, dans ces villages bombardés, suffisent pour constater que le Liban, cette fois, s'est installé au cœur de l'Europe et que les chefs de guerre locaux sont bien décidés à régler au canon leur contentieux ancestral jusqu'à la mort du dernier civil, sans pitié.

Sauf si la nouvelle diplomatie faite en France finit par s'imposer aux chancelleries : nous étions bien, la veille de l'attaque, les seuls Européens, avec nos sept canons boursés de vivres et de médicaments, à rouler par des chemins impossibles vers l'hôpital de Visoko.

Quand l'histoire redevient tragique, et c'est le cas, on ne dit pas, on fait, et on fait tout de suite, parce que les blessés, eux, n'attendent pas. C'est l'honneur du gouvernement français d'avoir le premier ouvert une lucarne à l'action humanitaire à côté de la diplomatie classique. Ensuite, le docteur Kouchner a dû jour des coups pour finir par créer un vrai ministère de l'urgence. On aimerait que tous les gouvernements des Douze, et aussi Bruxelles, suivent maintenant notre exemple, car, à un moment où l'Europe ex-communiste tombe jour après jour en morceaux, l'ouvrage risque, hélas, de ne pas leur manquer.

La violence, bien sûr, n'a pas cessé depuis 1945 de régner sur toute une partie du continent, mais elle était cachée au fond des camps ou dans les misères quotidiennes des sociétés, là où les caméras ne pénétraient pas. Les chancelleries pouvaient dormir tranquilles, l'équilibre de la terre tenait lieu de paix, et tout était finalement considéré comme fréquentable pourvu qu'il eût un siège à l'ONU et qu'on n'ait pas regardé de trop près d'où il tirait son pouvoir et comment il l'exerçait.

Le paysage, en quelques années, a fondamentalement changé : d'abord, le sang est à la mode, et, grâce à quelques journalistes qui font courageusement leur métier, nul ne peut fermer les yeux sur les Guernica qui se perpétuent ou se préparent. Et puis, avec la fin de la guerre froide, le « Machin » ouestien est enflo devant, au moins virtuellement, un vrai instrument de paix, puisque pour la première fois sans doute dans l'histoire de l'humanité, l'idée d'un droit universel, qui s'imposerait au besoin par la force aux impérialismes

nationaux, ne relève plus tout à fait de l'utopie.

Certes, nous n'en sommes pas encore là, et le chemin est long qui mène d'une résolution des Nations unies à la levée des barages. Sauf à s'ouvrir un chemin par la force et à provoquer quelques morts supplémentaires, militaires et civils confondus, il a fallu dans le Haut-Karabach et il faudra sans doute autour de Sarajevo aux observateurs et aux soldats de l'ONU des jours et peut-être des semaines pour neutraliser un aéroport et créer un corridor humanitaire. Une fois que la violence s'est installée sur le terrain, elle ne lâche pas facilement prise, et, dans l'intervalle, le massacre des innocents continue.

## La méthode Kouchner

Certes, ce bricolage diplomatique a posteriori, qui constitue, après l'aide d'urgence de type Visoko, le deuxième volet de l'urgence humanitaire, n'est lui-même, pour essentiel qu'il soit, qu'un pis-aller. De même que le dix-neuvième siècle a inventé les guerres préventives, la méthode Kouchner préconise l'intervention *a priori* de contingents de l'ONU sur les frontières menacées, dans ces quelques jours où le destin semble hésiter entre la guerre et la paix et où les diplomates se parlent encore. C'était possible en Bosnie-Herzégovine, où un gouvernement démocratiquement élu et reconnu internationalement l'avait en vain réclamé ; malgré l'insistance de la France, l'ONU a hésité trop longtemps. Si l'on veut éviter que la libération des Balkans ne s'étende de la Bosnie au Kosovo, et demain peut-être à la Macédoine, il faudrait que les « casques bleus », pour le salut des populations, s'installent massivement dans ces parages.

Bien sûr que ces nouvelles pratiques supposent l'élaboration d'un nouveau droit et la mise en place de règles précises dans l'exécution des décisions qui pourraient être déléguées à des organisations régionales. Il est clair aussi que le principe de la souveraineté absolue des nations – autre nom de l'immunité des gouvernements quels qu'ils soient – risque de s'en trouver bousculé. Mais à un moment où les nationalités sont en train de devenir folles, la vie ou la mort des peuples est à ce prix.

► Roger Fauroux est ancien ministre.

## COURRIER

## Une affaire politique

Personne ne met en doute que Paul Touvier ait commis des crimes. Personne ne nie que l'Etat français ait à son actif – ou plutôt à son passif – des décisions intolérables.

Pour autant, le régime de Vichy n'a jamais été un régime fasciste, ou alors il s'agissait vraiment d'un fascisme bâtarde, sans parti unique, sans idéologie dominante, sans véritable continuité politique, puisqu'une de ses caractéristiques fut la lutte et l'alternance de clans : Duran, Laval, etc.

Après le 11 novembre 1942, la disparition de la zone libre entraîna la disparition de l'autonomie du régime de Vichy et la substitution de l'ordre nazi intégral à l'ordre vichyssois de la période précédente. Les attendus si décriés des magistrats de la cour d'appel correspondent donc à peu près à la réalité et n'ont rien de révisionnistes. On voit mal comment on pourrait leur reprocher d'appliquer en la circonstance la seule définition donnée du crime contre l'humanité, celle de la Cour de cassation.

Ce qui démontre clairement le caractère politique et même politique de toute cette affaire c'est le refus obstiné de placer sur le même pied les cas Touvier et Boudarel, tous deux également amnistiés. Le second étant non seulement un criminel comme le premier, mais en outre un traître, puisqu'il opéra pour le compte de l'ennemi et à la fois contre ses compatriotes et contre son gouvernement démocratiquement élu. Paul Touvier pouvait au moins – et ce n'est pas une excuse mais une explication – se justifier vis-à-vis de lui-même en estimant que son action se plaçait dans le cadre d'une hiérarchie, pour le compte d'un gouvernement légitime, sinon légitimement, mis en place par un vote massif d'une Assemblée issue d'un scrutin peu contestable puisqu'il s'agissait

de celui de 1936, et qui, s'il avait été recouru au référendum, aurait de toute évidence été confirmé par 90 % des Français, du moins en 1940.

Le caractère politique de ces retours sur un passé peu glorieux est encore davantage souligné par les poursuites engagées contre Maurice Papoo pour son rôle de secrétaire général à la préfecture de Bordeaux (et son erreur ultérieure qui fut d'être ministre RPR) face à l'actuel, par le président de la République, à l'Élysée, de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur à un ancien intendant de la police de Vichy dans les Alpes-Maritimes où l'armée d'occupation italienne s'efforçait d'évacuer les juifs pourchassés par la police française. Il est vrai que l'intéressé, au demeurant fort honnête homme, et silencieusement antisémite, avait en lui, le bon goût de terminer sa carrière comme parlementaire socialiste.

Pour avoir émis un commentaire sarcastique sur un jugement condamnant un commerçant à un an de prison ferme pour une erreur de comptabilité, j'ai été poursuivi pour outrage à magistrat pendant cinq ans, le juge d'instruction qui partageait, semble-t-il, mon point de vue ayant fait soigneusement dormir l'affaire. J'ai d'ailleurs été gracié en 1981 par M. Mitterrand après que divers gardes des sceaux de droite, en dépit de leurs assurances répétées, se furent montrés incapables de classer cette affaire dérisoire. J'aimerais donc savoir si des poursuites vont être engagées contre ceux qui, à l'origine de colonies, notamment dans le *Monde*, ont osé pas hésiter à utiliser contre les magistrats auteurs de l'arrêt Touvier des commentaires autrement épiques du type : « révisionnisme », « déformation coloniale », « docteur », sous-entendu, raciste.

PHILIPPE MALAUD  
Ancien ministre  
et ancien président du CNR

## Réflexions sur l'hégémonie idéologique

En tant que l'un des observateurs internationaux omnis en automne 1990 par la délegation internationale de la justice et de l'homme (FIDH) pour examiner la procédure des affaires Papoo, Bousquet et Touvier, j'ai suivi avec grand intérêt l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris concernant ce dernier et la discussion publique à laquelle il a donné lieu en France.

Je me permets deux commentaires : 1) Il me semble qu'il manque dans la discussion les éléments concernant la nature des crimes pour lesquels M. Touvier a été condamné à mort après la guerre. Ces faits pourraient nous éclairer quant à la qualification de « crimes contre l'humanité » concernant les faits pour lesquels il est maintenant inculpé.

Si les crimes pour lesquels il a été jugé après la guerre sont de la même nature que ceux qui lui sont reprochés en 1992, cela peut expliquer – le cas échéant – le caractère empreint d'hégémonie idéologique des faits jugés par la chambre d'accusation.

Si, au contraire, les premiers faits sont plus ou moins d'une autre nature que les derniers, cela n'est pas susceptible de renforcer l'accusation actuelle.

2) La chambre d'accusation a concentré son raisonnement sur le fait de savoir si le régime de Vichy avait un caractère d'hégémonie idéologique. Mais la simple adhésion de l'inculpé à un organisme étatique ou non étatique sous-tendait des principes d'hégémonie idéologique. Il n'est donc pas évident que des éléments nécessaires à une condamnation

(de même que d'autres organisations nazies) pour « crimes contre l'humanité ».

Cette documentation internationale fait directement partie des éléments d'interprétation de la loi française de 1963.

Il n'est donc pas suffisant d'examiner le caractère d'hégémonie idéologique du régime de Vichy. Il faut aussi faire le même examen pour la milice indépendamment de son appartenance à l'Etat.

GUNNAR NERDRUM  
Avocat à la Cour suprême  
de Norvège

## Le Monde

Édité par la SARL, Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaume, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappat  
directeur de la rédaction  
Jean-Louis Gault  
directeur de la gestion  
Manuel Liebert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)  
Yves Agnès  
Jacques Amalric  
Thomas Farnet  
Philippe Hariman  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(éditeur)  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Bonville (1944-1959)  
Jacques Fournet (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE MONTMARTRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Téléc. : 40-65-25-29  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-ROUVE-MÉRY  
94452 RIVY-LE-LOUÏS CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Téléc. : 40-65-30-10

De l'espace  
des transp  
en commun  
l'espace partagé



Handwritten note in a box: *Handwritten text in Arabic script.*

# ETRANGER

## camps français

Handwritten notes and signatures in the left margin.

## L'honneur du gouvernement

Handwritten notes in the left margin.

### HAUT-KARABAKH

## Nouvelle retraite arménienne face aux chars azérbaidjanais

Les forces de Bakou ont encore avancé, jeudi 18 juin, à l'intérieur de l'enceinte du Haut-Karabakh, poursuivant leur contre-offensive lancée six jours plus tôt. Selon le président Ter Petrossian, les revers inattendus des Arméniens sont dus à la remise récente de chars soviétiques aux Azerbaïdjanais.

De passage à Paris mercredi 17 juin à son retour de Rio, le président arménien Levon Ter Petrossian a rencontré à sa demande le président François Mitterrand, pour plaider, a-t-il dit, « l'envoi d'urgence de cent à deux cents » observateurs de l'ONU aux frontières du Haut-Karabakh. M. Ter Petrossian a affirmé lors d'une conférence de presse, avoir obtenu une promesse de soutien, à la fois du président français et du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, pour que sa demande soit transmise au Conseil de sécurité.

Celui-ci a prévu d'examiner jeudi le rapport que M. Boutros-Ghali doit présenter sur la mission de l'ONU qui s'est rendue dans le Haut-Karabakh et qui serait favorable à l'envoi d'observateurs pour surveiller l'acheminement d'aide humanitaire après l'instauration d'un cessez-le-feu, selon des sources diplomatiques à New-York.

Bakou a toujours refusé l'envoi d'observateurs de l'ONU aux frontières de l'enceinte arménienne qu'il considère comme un territoire azérbaidjanais. Mais, aux pourparlers de Rome préparatoires à la conférence de Minsk tenue sous l'égide de la CSCE, les représentants de Bakou et d'Erevan sont parvenus à un accord portant sur un appel au cessez-le-feu et un déploiement d'observateurs dans la région, a indiqué le chef de la délégation arménienne. La conférence qui devait s'ouvrir mardi prochain à Minsk a été reportée de quelques jours.

### La fin de l'enfer

Pour le président arménien, en effet, la conférence de Minsk « est venue à l'échec » et les médiateurs persistent à vouloir « saboter » l'acheminement de la seule aide humanitaire au Haut-Karabakh (« territoire azérbaidjanais » selon l'ONU et la CSCE), condition avancée par Bakou et qui provoque le refus des dirigeants arméniens de l'enceinte de participer aux pourparlers. M. Ter Petrossian affirme que la seule solution est l'instauration préalable d'un cessez-le-feu, accompagné de garanties de sécurité pour la population arménienne. Et ces garanties nécessitent, a-t-il dit, non seulement des observateurs, mais aussi des forces de maintien de la paix.

La reprise par les Azerbaïdjanais d'une partie des villages passés au printemps aux mains des Arméniens pourrait obliger les dirigeants du Haut-Karabakh à assouplir leur position. L'avancée des Azéris sur le terrain constitue en effet un renversement de situation : le sentiment prévalait que les forces de Bakou,

démoralisées, resteraient longtemps inférieures à celles des Arméniens, en cadres et équipement.

L'explication donnée par M. Ter Petrossian est la suivante : une centaine de chars de l'ex-armée soviétique sont passés début juin aux mains des Azéris, qui les ont immédiatement dirigés, sur trois axes, contre le Haut-Karabakh. Sur le premier axe (contre Chavushan, au-dessus du Haut-Karabakh) les forces arméniennes n'ont pas résisté et 16 000 nouveaux réfugiés, selon le président arménien, ont refuié à l'intérieur de l'enceinte. Sur les deux autres axes, au nord-est, l'avance azéris a été un moment contenue, mais leurs chars se trouvaient jeudi à 5 kilomètres seulement de Mardakert, principale localité du nord de l'enceinte, empli de nouveaux réfugiés. La remise des chars russes aux Azéris s'est-elle faite dans l'insécurité qui règne désormais au sein de l'armée azéris, ou a-t-elle répondu à un plan concerté de Moscou ? Le président arménien n'écarte aucune des deux hypothèses. Il précise que des protocoles ont été signés par Moscou et les trois Républiques du Caucase pour que les parts d'armement soviétique qui doivent leur être remises le soient « dans les mêmes proportions et au même rythme ». Mais, dit-il, « l'équilibre a été rompu ».

Le commandant en chef des forces de la CEI, le maréchal Chapoïchikov, a recommandé jeudi la possible participation, à titre individuel, d'officiers russes ou ukrainiens à l'offensive azéris et ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'éventuelle participation d'unités entières, démentie par Bakou.

S. Sh.

GRECE : protestation surprise de l'OTAN. — La Grèce a protesté, jeudi 18 juin, auprès de l'OTAN après qu'un Mirage grec de type F1 s'est abîmé en mer alors qu'il tentait d'intercepter deux avions de combat turcs au nord de la mer Egée. Le ministre grec de la Défense, M. Varvitsiotis, a annoncé cette démarche sans donner davantage de précisions sur la teneur de la protestation. L'accident, dans lequel un pilote a été tué, a eu lieu alors que deux Mirage F1 grecs tentaient d'intercepter deux F-16 turcs qui, selon le ministre grec de la Défense, « étaient entrés dans l'espace aérien grec sans avoir l'autorisation des services de contrôle aérien ». — (AFP)

CEI : Accord « commercial » entre les 15 anciennes Républiques de l'URSS. — Les onze ministres du commerce des Etats de la CEI, celui de la Géorgie et ceux des trois Pays baltes, réunis à Bichkek (Kirghizistan), ont décidé jeudi 18 juin de fixer, d'ici au 1<sup>er</sup> septembre, le volume pour 1993 de leurs échanges aux prix du marché mondial. — (AFP)

### BOSNIE-HERZÉGOVINE : l'amertume des Musulmans vivant sous domination serbe

## A Zvornik, ville « libérée » et martyre

Les combats ont baissé d'intensité, jeudi 18 juin, à Sarajevo, où des progrès ont été réalisés dans les négociations en vue de la réouverture de l'aéroport. En outre, un convoi organisé par l'association humanitaire française Equilibre et transportant 180 tonnes d'aide a pu pénétrer jeudi dans la capitale bosnienne. A Istanbul, l'Organisation de la conférence islamique (OCI) a appelé l'ONU à recourir à une action militaire si les sanctions économiques et l'interdiction de la Serbie et du Monténégro s'avèrent inadéquates.

### ZVORNIK (Bosnie-Herzégovine)

de notre envoyée spéciale

Dans la vallée encaissée de la Drina, là où le ruisseau marque la frontière entre la Serbie et la Bosnie, Zvornik arbore les couleurs serbes. Située sur la rive bosnienne, cette ville à majorité musulmane est passée sous le contrôle des autonomistes serbes de Bosnie-Herzégovine dès le début de la guerre.

Le 6 avril, les milices serbes avaient investi la ville et l'avaient « libérée » en quelques jours. La prise de Zvornik avait fait près de deux mille morts, selon un observateur européen qui a découvert des rues jonchées de cadavres quelques heures après la fin des combats. Le père Atanasije Jestic, l'un des plus éloquents défenseurs de la cause serbe au sein de l'Eglise serbe orthodoxe, a dénoncé le massacre de plus de quatre cents civils musulmans, froidement exécutés pour la plupart après les combats.

Aujourd'hui, des murs criblés de balles, des vitres cassées et quelques toits détruits par l'artillerie serbe témoignent d'une action ponctuelle pour venir à bout rapidement des quelques poches de résistance musulmane. Ailleurs, cette petite ville industrielle de 42 000 habitants, où les HZM ont

poussé au milieu d'une architecture marquée par l'occupation ottomane et autrichienne, est restée intacte. A la mi-avril, les autonomistes serbes ont établi leur autorité sur 70 % du territoire du district de Zvornik, proclamé la mobilisation générale des Serbes et l'obligation, pour tous ceux qui avaient fui devant les combats, de rentrer reprendre le travail, l'absence impliquant le licenciement et la perte des droits sociaux.

Employée à la mairie, Stobodanka Mistic est rentrée après s'être réfugiée pendant sept jours de l'autre côté de la rivière, en Serbie. Sur les douze familles qui vivaient dans son immeuble, il n'en reste plus que quatre. « Mais la plupart des appartements ne sont pas vides, car des réfugiés serbes venus des territoires tenus par les Musulmans s'y sont installés », explique-t-elle.

### Survivre avec des rations

L'absence de vieux objets et de souvenirs qui encombraient la petite cour de l'immeuble laisse supposer la possibilité de retour des anciens habitants. Selon les estimations de Stobodanka, les trois quarts des habitants ont quitté la ville. Ceux qui sont restés ou qui sont venus trouver un abri dans ce coin de Bosnie où les armes se sont presque toutes essayées de survivre avec les rations de la Croix-Rouge et les stocks constitués avant la guerre. Dans les rues désertes, seuls quelques enfants errant. Les magasins sont fermés. « Nous trouvons du pain, mais, pour les produits laitiers, il faut passer le pont ».

En dépit du calme apparent qui règne à Zvornik depuis près de deux mois et demi, la région n'a pas été « pacifiée » et le calme-faux reste en vigueur, de 20 heures à 5 heures. Marko Pavlovic, le chef de la défense territoriale du district, dénonce « les tentatives de sabotage », d'infiltration et d'embuscade. Le week-end dernier, « les terroristes musulmans » ont fait sauter, à moins de 30 kilomètres

de la ville, le système d'approvisionnement en eau de la commune. Quelques jours plus tard, dix-huit territoires serbes ont été tués dans une embuscade par les forces musulmanes.

« La guerre n'est pas finie, la ligne de front se rapproche et nous sommes désormais à la portée de l'artillerie des Musulmans de Tuzla et de Kisejka », explique un ingénieur devenu le « commandant Marko ». N'affichant ni haine ni haine envers les Musulmans de la région qui, pour beaucoup, ont accepté de remettre leurs armes et de reconnaître l'autorité du pouvoir autonomiste serbe, il constate que la meilleure solution serait d'homogénéiser les territoires en procédant à une permutation des populations par enclaves, afin d'avoir le moins possible de territoires mixtes.

Une « purification » ethnique qui, selon lui, devrait se faire par consentement et sous l'égide de l'ONU. S'il reconnaît que cette mesure est « rétrograde », il constate néanmoins qu'elle devrait permettre de sauver des milliers de civils « qui sont les principales victimes de la guerre ». Pour le moment, dix-huit familles musulmanes ont fait une demande écrite pour échanger leurs propriétés contre celles de Serbes implantés en territoire musulman. Le processus devrait se poursuivre avec les 2 500 Musulmans retenus en camp d'isolement pour avoir caché des armes. Ces prisonniers devraient être échangés avec leurs familles contre des Serbes.

Mais les milliers de Musulmans qui ont joué le jeu de la loyauté, en remettant leurs armes et en reconnaissant le pouvoir serbe, attendaient en échange le droit de rester sur leurs terres. Aujourd'hui, ils sont victimes de représailles et de mesures discriminatoires, accusés à partir. A Kozluk, l'un des quatre villages musulmans enclavés dans les territoires contrôlés par les Serbes, plus de 3 000 personnes vivent en état de siège. A 15 kilomètres au nord de Zvornik, séparés de la Serbie par la Drina, ils

n'ont pas été ravitaillés depuis deux mois et demi. La vie s'est arrêtée à la date indiquée sur le vieux journal jauni suspendu dans le bureau de tabac : le 3 avril. La seule commerce ouvert est un café qui ne sert que des jus de fruits fabriqués dans l'usine locale.

« Nous avons hissé le drapeau serbe dans le village pour montrer notre loyauté », explique le maire musulman de Kozluk, Fadil Banjanovic, contraint de faire du zèle devant Mlle, un jeune Serbe de Bosnie mobilisé à Belgrade pour venir défendre sa patrie natale et qui accompagne les journalistes étrangers. « Pour leur sécurité ». Mais la malice est trop grande pour que soit contenu le colère de cet homme traître.

« Nous avons accepté de collaborer parce que les autorités serbes avaient promis que nous continuerions à vivre comme avant », explique Fadil, qui raconte que les Musulmans n'ont pas le droit de quitter le village, qu'ils ne peuvent pas s'asseoir à la même table que les Serbes, que plus de cinq cents Musulmans ont été licenciés et que de nombreuses voitures ont été volées. « Il y a quelques jours, des soldats serbes sont venus et ont tué froidement un paysan qui travaillait dans son champ. Nous avons peur, et nous nous terrons chez nous », poursuit-il en évoquant les rafles et les humiliations subies quotidiennement par la population. « Nous sommes en cage, pris en otage, si ça continue nous serons obligés de prendre le maquis ».

Pour le maire de Kozluk, le transfert de populations est inacceptable : « Si nous sommes expulsés, nous reviendrons nous battre pour défendre nos terres ». Fadil Banjanovic, qui croit encore à la cohabitation des Serbes et des Musulmans, souligne que ses voisins serbes qui ont le droit de circuler librement partagent en cachette leurs provisions avec les habitants du village. « Si cela ne tenait qu'à nous, il n'y aurait jamais eu la guerre en Bosnie-Herzégovine ».

FLORENCE HARTMANN

## A Paris, le président de la Macédoine a plaidé pour la reconnaissance de sa République

La non-reconnaissance de la République ex-yougoslave de Macédoine par la CEI « porte en soi de très grands dangers, de très grandes menaces » pour la région : tel est le message que le président macédoine Kiro Gligorov a délivré, jeudi 18 juin, à M. Roland Dumas à l'occasion d'une brève visite à Paris.

Ce à quoi le ministre des affaires étrangères a répondu en pressant instamment son interlocuteur de trouver un compromis dans la crise qui oppose Skopje à Athènes sur la

dénomination de la République de Macédoine, crise qui bloque toute reconnaissance de cette dernière par les Douze.

La Grèce s'oppose, en effet, à ce que la Macédoine soit reconnue sous ce nom, qu'elle considère comme appartenant exclusivement au patrimoine grec. Une position que M. Gligorov considère comme « irréaliste », se demandant si, en fin de compte, la reconnaissance ne peut être obtenue, aux yeux de l'Europe, que par la guerre. « La Grèce peut appeler la Macédoine

comme elle veut », mais, pour la communauté internationale, il ne peut s'agir que de la Macédoine, a insisté le président Gligorov, soulignant qu'il était hors de question pour son pays d'abandonner ce nom.

Rappelant que « les conditions juridiques et diplomatiques d'une reconnaissance (de la Macédoine) étaient remplies », M. Dumas a déclaré à son interlocuteur que la France ne comptait pas, pour autant, déroger à la règle de l'unanimité dans les prises de décisions

des Douze, laissant entendre que la Macédoine ne pourrait être reconnue qu'après un compromis aura été trouvé avec Athènes.

Il a également insisté pour que des contacts directs s'établissent entre les deux parties. M. Gligorov n'a pas demandé de médiation française. Cependant, M. Dumas a précisé que Paris était prêt à « aller à la recherche d'une solution » à la crise, « dans le cadre des Douze ».

Y. H.

## De l'espace.

En ville, des transports en commun c'est plus d'espace partagé.

Pour que ça circule, il faut investir dans les transports en commun.





## EUROPE

## Le cauchemar yougoslave

Suite de la première page

En revanche, M. Milosevic a moins renoncé que jamais à rassembler sous sa coupe les quelque deux millions de Serbes qui vivent en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Et l'on a bien des raisons de s'interroger sur ses intentions à l'égard des Hongrois de Voïvodine et, plus encore, des Albanais du Kosovo, pour ne pas parler de la Macédoine dont l'opposition d'Athènes, pour qui il n'est, souvenir d'Alexandre le Grand, d'autre Macédoine que grecque, retarde la reconnaissance par la CEE.

Apaisement en Croatie  
déchaînement en Bosnie

Les combats ne se sont apaisés en Croatie que pour mieux se déchaîner en Bosnie : Sarajevo est soumise à un pilonnage aveugle, le

nombre des morts dépasse maintenant les sept mille et celui des réfugiés est dix fois supérieur. Il n'y a là rien de surprenant : l'évacuation de la Slovénie l'été dernier a permis aux fédéraux et aux milices serbes locales de concentrer leur effort sur la Croatie, et de s'assurer le contrôle de l'essentiel des zones peuplées majoritairement ou pas de Serbes, et d'où les Croates se sont massivement enfuis. Les troupes de l'ONU veillant à éviter les incidents, tout ce que cherche Milosevic, c'est à prolonger assez longtemps pour que personne n'envisage plus de le remettre en question un *status quo* qui lui convient.

Il sait qu'il ne peut renverser le pouvoir du président Tadjman, avec lequel il aurait envisagé un partage de la Bosnie. En revanche, il traite le gouvernement bosniaque en quantité parfaitement négligeable. Les fédéraux et les formations serbes sur place, qui alignent quelque 70 000 hommes, tiennent près des trois quarts du territoire de la

République. Les trêves sont violées à peine conclues, et les « casques bleus », qui se font tirer dessus et dépouiller de leurs véhicules à l'occasion, ont toutes les peines du monde à acheminer l'indispensable aide humanitaire.

Les exactions sont monnaie courante, étant entendu qu'à celles des uns ne peuvent pas ne pas répondre celles des autres. « Brûler tout », ordonne le général serbe Mladic, qui commande les troupes installées sur les collines dominant Sarajevo. « Je n'ai jamais vu une violence pareille », déclare le délégué du Comité international de la Croix-Rouge, Roland Sidière, dont le collègue Frédéric Méunier a trouvé la mort à ses côtés. La guerre est toujours atroce, mais là-bas, c'est la destruction sauvage et le non-respect total du droit humanitaire (1).

On ne saurait oublier pour autant que l'artillerie fédérale a bombardé, il y a peu, à plusieurs reprises Dobrovnik — qui fait partie du « patrimoine mondial de l'humanité » — recensé par l'UNESCO — et Zadar. Comme il ne se trouve, dans ces deux villes-musées, en fait d'objectifs militaires, que quelques centaines de miliciens croates, on ne saurait écarter l'explication par le terrorisme culturel : d'innombrables églises attestent l'ancienneté en ces

lieux d'une présence occidentale et catholique que les Serbes ont d'autant plus tendance à détester que, durant la dernière guerre, le régime des « Oustachis » croates avait entrepris, à coups de massacres et de conversions forcées, de liquider purement et simplement l'orthodoxie.

Le souvenir de cet holocauste est encore vivant chez beaucoup, et notamment chez plusieurs des chefs de l'armée fédérale. Cela dit, c'est une erreur de voir dans la

conscience en quelque sorte les contradictions de la défunte fédération. En témoigne avec éclat la juxtaposition des clochers, des minarets et des coupôles byzantines ou celles des avis mortuaires collés sur les murs : le croisement du prophète y côtoie la croix des catholiques croates, celle des orthodoxes serbes, l'étoile rouge des communistes ou les symboles maçonniques.

Selon le recensement de 1981, sur un peu plus de 4 millions d'ha-

tion : elle n'a mis aucune hâte à la quitter.

Alija Izetbegovic, l'actuel président de Bosnie-Herzégovine, a certes été jeté en prison, en 1982, pour « nationalisme » et « islamisme », mais c'était peut-être plutôt pour ses accusations manifestes de s'en prendre à son seul communisme. Non seulement, en effet, il est le seul des actuels présidents des six Républiques fédérées à n'avoir jamais appartenu à la Ligue des communistes yougoslaves (LCY), mais c'est avec le plein accord des deux grands partis serbe et croate de Bosnie qu'il a été élu, en décembre 1990, à son poste. En mai précédent encore, un sondage avait montré que l'immense majorité de la population souhaitait demeurer dans le cadre fédéral. C'est d'ailleurs dans cette République que l'on compte le plus de mariages mixtes, et, Croatie (8,5 %) mise à part, le plus de gens se déclarant « Yougoslaves » : 7,9 % contre 5,3 au Monténégro, 4,7 en Serbie, 1,3 en Slovénie, 0,7 en Macédoine.

Cette idylle aurait-elle pu durer ? « Les peuples des Balkans », a dit superbement Churchill, sont chargés de plus d'histoire qu'ils n'en peuvent porter. Ce n'est guère plus vrai qu'en Bosnie.

Envahie par des tribus slaves après la chute de l'Empire romain, longtemps vassale de la Hongrie, elle venait de mettre la main sur l'Herzégovine, quand, après une brève période d'indépendance, elle tomba, à la fin du Moyen-Âge, sous la coupe des Turcs. Ils en furent chassés par l'insurrection de 1875. L'arbitrage du tsar attribua alors à l'empereur d'Autriche, François-Joseph.

Pris entre les revendications contradictoires des Croates et des Serbes, il en fit en 1908 une « terre d'empire » (Reichland), au statut comparable à celui de l'Alsace et de la Lorraine au sein du Reich allemand. Mais son neveu, le prince héritier François-Ferdinand, était favorable aux thèses croates : c'est ce qui lui valut de tomber à Sarajevo, le 28 juin 1914, sous les balles du Serbe de Bosnie (Gavrilo Princip, que Belgrade devait par la suite au rang de héros national). La demande de réparation adressée par Vienne à la Serbie provoqua, comme on sait, la première guerre mondiale. On peut donc dire que celle-ci a été la conséquence directe de l'antagonisme séculaire entre la Bosnie-Herzégovine.

Après s'être trouvée plutôt bien, de 1920 à 1941, de la dynastie serbe qui régnait sur la Yougoslavie, elle fut de toutes les provinces du royaume celle qui paya le plus lourd tribut à la seconde guerre mondiale. On a déjà parlé des massacres commis par les Oustachis et leurs associés musulmans. Mais les partisans y avaient établi leur principale base d'opérations, et ils y menèrent non seulement contre les nazis et leurs collaborateurs locaux, mais contre les *Ichavats* serbes du général Mihailovic, aux ordres du gouvernement royal en exil, une lutte sans merci.

À la Libération, Tito éleva la Bosnie-Herzégovine, au même titre que la Serbie, la Croatie, la Slovénie, la Macédoine et le Monténégro, au rang de République fédérée. Fils d'un père croate et d'une mère slovène, il voulait ainsi équilibrer le poids des Serbes (36 % de la population yougoslave, et une vieille tradition hégémonique) au sein des instances fédérales. Or, c'est précisément sur cette tradition hégémonique que, prenant délibérément le contrepied de la position du maréchal, M. Milosevic s'est appuyé pour s'emparer du pouvoir et le conserver. C'est parce qu'il a rencontré ce faisant l'attente d'une grande partie de ses compatriotes qu'au moment même où les électeurs non seulement de la Bosnie-Herzégovine, mais de toutes les autres Républiques, à la seule exception du Monténégro, rejetaient massivement le communisme, le parti néocommuniste qu'il dirige a remporté hant la main les élections serbes de la fin 1990.

L'attente à laquelle étaient parvenus quelques semaines plus tôt, pour les élections et la répartition des principaux postes de la République, les partis serbe, croate et musulman de Bosnie était déjà une sorte de miracle. Il était évidemment condamné du jour où se faisait plébisciter en Serbie un chantage du nationalisme, pour ne pas dire du revanchisme.

ANDRÉ FONTAINE

(1) Entretien dans l'*Hébédo*, de Genève, du 27 mai.(2) Cette précision est empruntée, avec plusieurs autres de cette étude, au livre passionnant de Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie* (Payot), dont Bernard Fétis a rendu compte dans le *Monde* du 11 juin.Prochain article :  
Un autre Saddam ?

Si vous n'avez pas la climatisation dans votre voiture,  
vous pouvez toujours  
vous arrêter pour boire un verre d'eau fraîche.



CITROËN présente TOTAL

CHEZ CITROËN DU 11 AU 30 JUIN LES SÉRIES CITROËN "CLIM":  
LA CLIMATISATION POUR SEULEMENT  
1500 F\* DE PLUS

SUR LES SÉRIES CITROËN "CLIM" AX, ZX, BX, XM.\*\*

Ou bénéficiez de :

- 90 % de remise sur toutes les options constructeur à concurrence de 6 000 F TTC maximum d'achat d'options, ou de
- 30 % de remise sur les accessoires CITROËN

Offres non cumulables entre elles, valables chez les membres du réseau CITROËN affichant l'opération, pour toute commande d'un véhicule neuf particulier CITROËN passée entre le 11 et le 30 juin 1992, dans la limite des stocks disponibles.

\* Tarif spécial "séries CITROËN Clim" du 11/06/92. Ausage Modèle 1992. \*\* Sauf sur séries CITROËN "CLIM" équipées d'un climatiseur à automatique intégral pour 3 800 F TTC de plus.



CITROËN

guerre actuelle une guerre de religion.

Comme au Liban, comme en Irlande, la religion constitue, certes, en Europe orientale une composante importante des identités en lutte : elle n'en est pas la composante principale, qui, dans le cas des Républiques ex-yougoslaves, comme dans celui de la Pologne ou de la Slovaquie, est, sans l'ombre d'un doute, nationale. Mais il est vrai qu'un mur invisible prolonge au travers de l'Europe du Sud-Est la ligne du partage des empires d'Orient et d'Occident. « L'Europe s'arrête où s'arrêtent les cathédrales gothiques », a pu constater l'historien Georges Duby.

La Serbie  
au banc des accusés

En tout cas, le fait est là : un an après la victoire alliée sur l'Irak, qui devait donner le coup d'envoi du « nouvel ordre international » promis par George Bush, un conflit majeur se déroule à nos portes. Gouvernements et opinions ont mis trop longtemps à en mesurer la portée. Les prises de position contradictoires des chancelleries n'ont fait, comme on le verra, que compliquer les choses. Mais aujourd'hui l'indignation contre la Serbie est quasi générale, faisant oublier que les autorités croates n'ont guère essayé, au moment de la proclamation de l'indépendance, de rassurer leurs ressortissants serbes. La Russie, amie traditionnelle de la Serbie, s'associe aux sanctions prises par le Conseil de sécurité, et la Chine communiste n'est pas en état de recourir, pour défendre le point de vue de Belgrade, à son droit de veto. Le *Wall Street Journal* d'hésite pas à comparer la Bosnie à un « nouveau Koweït », tandis que pour le *Washington Post*, et pour bien d'autres, Milosevic est un « autre Saddam ».

De là à préconiser contre lui une nouvelle opération « Tempête du désert », il n'y a qu'un pas, que certaines puissances d'outre-Atlantique hésitent d'autant moins à franchir que le président bosniaque a demandé à l'aviation américaine de détruire les positions d'artillerie serbes autour de Sarajevo. Le même James Baker qui s'était précipité à Belgrade, en juin 1991, pour manifester l'opposition résolue des États-Unis à l'éclatement du 22 mai : « En dernier recours, si ces mesures échouaient [les sanctions décrétées par le Conseil de sécurité à l'encontre de la Serbie et du Monténégro] et seulement si elles échouaient, il faudrait alors selon moi envisager ce qui pourrait être fait dans le domaine militaire. » C'est à peu de chose près ce que l'on disait au début de la crise du Golfe.

Le cas du Koweït était d'une clarté solitaire : il s'agissait de l'annexion pure et simple, *manu militari*, d'un Etat membre des Nations unies par un autre. Celui de la Bosnie-Herzégovine est autrement compliqué :

a) A part les travailleurs étrangers, le Koweït n'est peuplé que d'Arabes, on y parle qu'arabe, on n'y pratique qu'une religion, l'islam. Il n'a qu'un maître, l'émir Jaber al-Sabah : rien de comparable en Bosnie, dont la population est si diversifiée qu'elle résume et

bitants, la Bosnie-Herzégovine comptait 32 % de Serbes, — soit trois fois plus que la Croatie et infiniment plus, Serbie mise bien entendu à part, que les autres Républiques — 18,3 % de Croates, et 39,3 % de Musulmans. Du fait d'une natalité beaucoup plus forte, ceux-ci seraient aujourd'hui, selon une estimation communément admise, 44 %.

On a bien la musulmans, avec un M majuscule. Partout ailleurs le mot s'écrit avec une minuscule et désigne un adepte de l'islam. Pas dans l'ex-Yougoslavie, depuis que Tito a décidé, en 1968, d'aimer baptiser : si l'on ose dire — les descendants des Slaves islamisés au temps de la domination turque (2).

b) Autre différence essentielle avec le Koweït : la Yougoslavie n'est jamais remise du choc pétrolier de 1979. Dix ans plus tard, le niveau de vie moyen était retombé à ce qu'il était en 1968. L'inflation annuelle dépassait les 2 600 %, le service d'une dette extérieure de 20 milliards de dollars absorbait la moitié des rentrées de devises, la garantie de l'emploi et les contraintes de cette autogestion qui avait un moment séduit tant de socialistes et de syndicalistes français paralysaient toutes les tentatives de redressement des entreprises. Partout fleurissaient la fraude et la corruption.

La République  
la moins séparatiste

C'est en vain que deux premiers ministres fédéraux successifs, Mikulic et Markovic, ont essayé d'introduire l'économie de marché : si le second a réussi à casser l'inflation, que la guerre a de nouveau naturellement déchaînée, ils se sont heurtés à une nomenclature aussi soucieuse que la soviétique de préserver ses privilèges, et à des travailleurs qui craignent de faire les frais de l'austérité annoncée.

Une idée répandue voulait que les Yougoslaves, champions avérés du système D, trouveraient toujours les moyens de s'en tirer : « La description habituelle de l'anarchie qui règne ici, et à laquelle rien n'est comparable dans le cadre européen », écrivait par exemple en 1987 le *revue Ekonomika Politika*, de Belgrade, est parfaitement exacte, mais souvent incomplète : ce qui lui manque, c'est la reconnaissance du fait que cet état de choses... assure longue vie au système politique et social actuel.

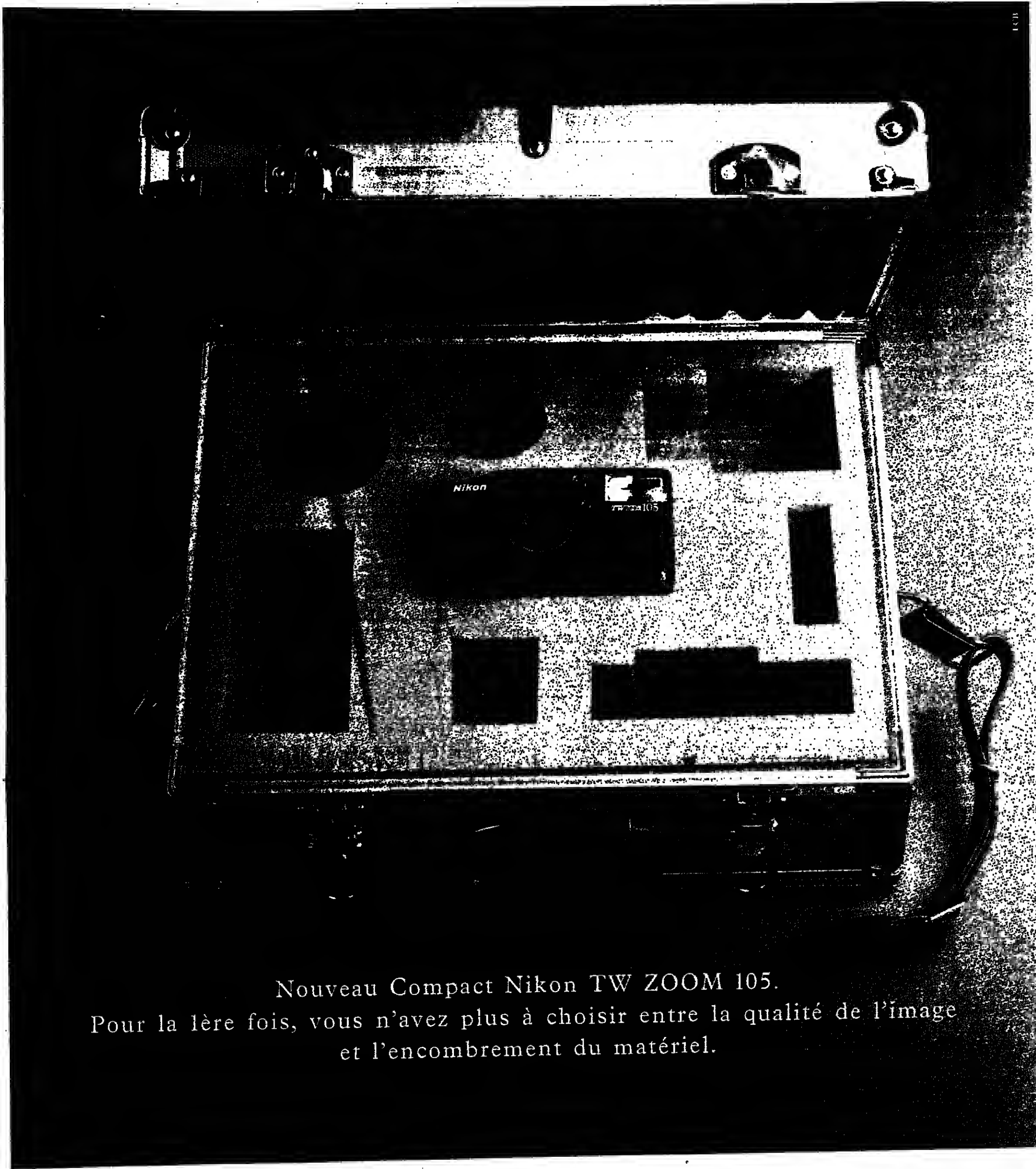
A force d'aller à l'eau, la croche a pourtant fini, comme il était prévisible, par se casser. Les citoyens d'une Yougoslavie en bon état de marche — comme ceux d'une URSS prospère — n'auraient pas été aussi pressés d'en provoquer l'effacement. On n'aurait pas assisté à la répétition de ce phénomène classique qui veut que, dans les périodes de graves difficultés économiques, les privilèges se fassent facilement de venir en aide à ceux qui sont à la traîne.

Rien d'étonnant dès lors à ce que le séparatisme ait été d'abord le fait des deux Républiques les plus riches, la Croatie et la Slovénie. Avec un PNB par tête à peine supérieur à celui de la Macédoine et du Kosovo, et inférieur de moitié à celui de la Croatie, la Bosnie était quant à elle l'une des parties les plus défavorisées de la fédéra-





هكذا زامن لاجملا



Nouveau Compact Nikon TW ZOOM 105.  
Pour la 1ère fois, vous n'avez plus à choisir entre la qualité de l'image  
et l'encombrement du matériel.

Les très belles images ne sont plus le privilège des appareils reflex. Et la créativité ne se mesure plus en quantité de matériel.  
Avec le nouveau Compact Nikon TW Zoom 105, le passionné exigeant accède à la qualité reflex. Avec, en plus, une extraordinaire facilité d'utilisation.  
L'âme du compact Nikon TW Zoom 105, c'est son objectif: un 37-105 équipé de verres spéciaux "ED". Une technologie jusqu'ici réservée aux objectifs  
professionnels, une pureté d'image jamais vue en compact. Côté mise au point, pas d'erreur possible: un système anti-flou emprunté  
aux reflex assure une netteté optimale. Et pour vos images à mettre en lumière, un flash intégré puissant, que ne renierait pas un bon reflex.



**Nikon**

Documentation complète disponible en écrivant à Nikon France S.A. 191, rue du Marché Rollay 94504 Champigny/Marne Cedex

## nement 1 juillet

ées de la FNSEA dans le d'une base de référence pour mes de compensation prévues réforme de la PAC. Tous les es, sauf une poignée d'agri- rs du Gers (berceau de la ination rurale), de Haute-Ga- de l'Aveyron et de la Côte- se sont rangés à ce compro-

Coordination rurale, dans un unique, assure que « l'absence ultia tangible » de la rencontre ignon « renforce la détermina- l'enthousiasme des ruraux de e à se mobiliser dans l'opéra- que d'aucuns ont appelé le cos de Paris ». Vendredi un au matin, indique notre cor- ndant à Orléans, des agricul- bloquaient, à l'appel de la EA et du CDJA du Loiret, les ponts du département ainsi rois pont du Cher, coupant la d'Orléans en deux.

fense

## in s'oppose ar Thomson

hains jours, entérine ce vote. lablement, Thomson avait déjà déjouer la manœuvre d'une e sous-commission de la nse obligeant le groupe français engager à reprendre à son pte les plans de retraite et de tations sociales de LTV. Ce qui fait. Mals Thomson, qui a déjà é 20 millions de dollars aux nciers de LTV, ne cache pas certaine préoccupation dans la ure où, parallèlement à la nte décision de la sous-com- sion, le sénateur Robert Byrd moorée, Virgile-Occidentale), sident de la commission des rropriations au Sénat et uche adversaire de la cession LTV, relayé par son collègue yd Bentsen (démocrate, Texas), une la rédaction d'une proposi- y de loi qui bloquerait effective- nt la transaction.

Dans le même temps, Thomson rsult sur le terrain administratif course d'obstacles qui doit lui mettre de gagner à sa cause suc- sivement les défenseurs de la islation antitrust, de la sécurité ionale et, enfin, le département la défense lui-même. Ces diffé- ts organismes devront rendre rs conclusions avant le 4 juillet. président Bush disposera uite d'un délai de quinze jours ur approuver la vente de la ne américaine ou, au contraire, ur donner raison à ceux qui, roquant le rôle de l'Etat-actio- ire dans le groupe français, pen- nt que « autoriser Thomson à rendre LTV, c'est autoriser le vernement français à nationali- 'ette société », selon l'argument uvent développé en privé par le ndem Lockheed-Martin-Martins. i désespoir de cause, celui-ci ne opposera pas à une réponse sitive du Pentagone et du prési- nt Bush à la reprise par Thom- n, mais à la condition qu'elle soit sortie de conditions telles que le oupe français ne pourrait que scier l'affaire.

ALAIN FRACHON  
et SERGE MARTI

à partir de septembre

## es coréennes en France

ercialiser 2 000 véhicules en 1992, 000 en 1993, 7 000 l'année sui- ante et 10 000 ensuite. Dans un remier temps, son réseau de oncessionnaires comptera trente tablissements et une centaine fin 994.

Hyundai est le plus puissant des onglomérats de Corée du Sud (le monde l'Economic du 28 février). les activités vont de la construction ronale à la puce électronique, en assant par la chimie et les travaux ublics. Dans le domaine de l'auto- nobile, la Hyundai Motor Company i produit l'an dernier 1,6 million de éhicules (voitures, camions, auto- us et engins spéciaux), dont 1,2 million sur le territoire coréen.



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : deux mois après les élections législatives

## La « guerre de succession » et les réticences sur l'Europe aggravent les divisions des travaillistes

La crise provoquée au sein de la direction du Labour par la défaite électorale du mois d'avril se prolonge. Le débat européen accentue ces conflits internes, et nuit à la « reconversion » de M. Kinnock.

LONDRES

de notre correspondant

Il n'était sans doute pas si urgent, comme l'a fait M. Bryan Gould, candidat au poste de numéro 2 du Parti travailliste, de décoller la « guerre des chefs » pour pourvoir au remplacement de M. Neil Kinnock, démissionnaire depuis la défaite électorale du Labour, le 9 avril. Au moins tant que le parti n'avait pas analysé en profondeur les raisons de son échec, et tiré les conclusions qui s'imposent. Or tout s'effectue en même temps et dans la précipitation, donnant l'image d'un parti en proie au doute et profondément divisé. Les échéances européennes aggravent cette confusion car les travaillistes se montrent incapables d'exprimer une position claire sur la ratification du traité de Maastricht.

M. Gould souhaitait mettre sur la place publique les erreurs de la campagne électorale, sans éluder les responsabilités de quiconque. Il s'attaquait ainsi à la politique économique défendue par le chancelier de l'Échiquier du cabinet fantôme, M. John Smith, candidat incontestable à la succession de M. Kinnock. M. Gould savait si bien que ses chances étaient minces face à un tel adversaire

qu'il postulait en même temps pour la fonction de « numéro deux ». Cette stratégie était doublement suicidaire : l'élection aura lieu le 18 juillet et M. Smith, qui apparaît comme le favori vaillant, aura probablement pour adjoint M. Margaret Beckett. Comme M. Smith, celle-ci a déjà obtenu le soutien des principales centrales syndicales.

L'ironie, ou le paradoxe, veut que chacun soit d'accord pour mettre fin — dès le congrès d'octobre — aux prérogatives des syndicats, qui contrôlent 40 % du collège électoral pour l'élection du leader du parti. Ceux-ci, que l'on croyait prêts à cet *aggiornamento*, sembleront octroyer plus réticentes aujourd'hui. Cette épreuve de force intervient au moment où un rapport interne analysant les raisons de la défaite électorale incrimine essentiellement l'image traditionnelle du parti et sa responsabilité collective, ce qui évite d'attaquer directement la direction sortante. L'auteur de cette analyse est le secrétaire général du Labour, M. Larry Whitty.

## Un programme défectueux

Selon lui, c'est la perspective même d'une victoire travailliste qui a conduit au grand nombre d'électeurs indécis à voter en faveur des conservateurs. Le Labour était vu comme « un parti du passé ». La presse tabloïd (populaire), largement favorable au Parti conservateur, a sa part de responsabilité, estime M. Whitty, mais c'est davantage le programme du

parti qui est en cause : il reflétait « une incapacité à projeter une vision suffisamment forte, moderne et prospective de la Grande-Bretagne ». Ce rapport va contribuer à exacerber les divisions internes. Or celles-ci sont déjà profondes sur la question européenne, qu'il s'agisse de la simple adoption du projet de loi de ratification du traité de Maastricht, ou de son approbation par référendum. Ce « *flood* » a déjà fait une première victime, en la personne de... M. Kinnock. Soucieux — à cinquante ans — de poursuivre, sous une autre forme, sa carrière politique, l'ancien chef des travaillistes était candidat à la présidence de la Confédération des partis socialistes européens. Il vient de faire marche arrière devant les réticences des partenaires européens du Labour.

Les Allemands et les Français, notamment, ont fait savoir que l'ambiguïté de la position du Labour — qui menace de voter contre la ratification du traité de Maastricht — rend difficile une présidence travailliste d'un groupe de partis fondement pro-européen. M. Kinnock a lui-même estimé qu'il y aurait un certain « *ill-gisme* » entre la position du Labour à Westminster et ses éventuelles responsabilités à Strasbourg. Cette réticence accentue l'impression d'un Parti travailliste incapable de définir une ligne politique claire, ce qui facilite la tâche de M. Major : dans la pratique, l'opposition est devenue aplopie.

LAURENT ZECCHINI

ITALIE : tandis que M. Amato se donne dix jours pour former un gouvernement

## Aucun parti n'est épargné par la crise

C'est dans un paysage politique italien profondément troublé que M. Giuliano Amato va tenter de former un gouvernement (le Monde du 19 juin).

ROME

de notre correspondant

« Je prends les commandes d'une embarcation sur une mer déchaînée » : première déclaration, jeudi 18 juin, de l'aspirant président du conseil, le socialiste Giuliano Amato, chargé à la mi-journée par le président de la République, M. Oscar Luigi Scalfaro, de tenter de former un gouvernement. Après le sursis de soulagement quasi général devant la désignation de M. Amato — octroyée à M. Scalfaro, empêché depuis deux semaines dans d'embarrasantes tractations entre partis qui bataillaient, entre autres, sur la volonté du dirigeant socialiste, M. Bettino Craxi, d'occuper lui-même la place. — Thème qui posait enfin venant de soldes, au moins temporairement, les comptes du passé.

Or le bilan est bien déséquilibré, car les grands partis ont eu beau, jusqu'ici, ignorer royalement les enseignements réformatifs des législatives d'avril dernier, les traces de ce petit « tremblement de terre » sont apparues bien visibles lors de l'interminable marathon pour l'élection du président de la République, et les sillons se sont encore creusés avec les marchandages sur la présidence du conseil.

C'est donc avec une majorité quadrupartite sortante très affaiblie et des partis branlants et fissurés que M. Amato va devoir construire son projet de gouvernement. Le

plus bel exemple est la Démocratie chrétienne, où les courants traditionnels, désormais en guerre ouverte, incapables de se mettre d'accord pour désigner un nouveau secrétaire du parti, ont décidé, faute de mieux de « congeler » à son poste — le terme est authentique — le secrétaire sortant démissionnaire, M. Arnaldo Forlani.

## La bousc Milanais

Côté socialiste, la situation est plus périlleuse encore, et la bousc de l'affaire de corruption milanaise n'en a pas moins éblouissant un parti bien compromis, barré du même coup, pour des raisons officiellement « morales », la route du palais Chigi à M. Craxi. L'affaire n'est pas allée toute seule, et après avoir posé presque un ultimatum à ses partenaires démocrates-chrétiens (« ou vous me choisissez ou le parti passe à l'opposition »), M. Craxi a fini par se retirer mercredi dernier, déboulant la situation et du même coup sauvant, en quelque sorte, les meubles.

En effet, M. Amato, un de ses proches, est, pour l'instant, aux commandes, et M. Craxi, en attendant, comme le disent déjà d'anciens, ou hypothétique « grand retour », va reprendre les rênes d'un parti qui s'était quelque peu embellé. Là aussi les réformateurs seront sévères : la base, notamment dans le fin milanais, commençait à hanter dangereusement le ton, et, instillant l'opportunisme de certains de ses lieutenants, le secrétaire du PSI — en délicatesse déjà avec son dauphin trop ambitieux, le ministre de la justice Claudio Martelli — avait rendu public, il y a quelques jours,

un document étonnant dans lequel il « remerciait » ironiquement ceux qui avaient choisi ce moment décisif pour le critiquer.

Quant aux partis hors de la coalition, leur situation n'est guère plus fautive : le PDS (ex-PCI) est au centre d'une nouvelle polémique sur des arrivées tardives de fonds de Moscou au Parti, et le Parti républicain (PRI-Isi), bien que s'étant doté d'une nouvelle virginité depuis qu'il a quitté le gouvernement, il y a quelques mois, est, lui aussi, engagé dans le boudoir milanais, qui, selon les dernières estimations, se soldent déjà par une cinquantaine d'arrestations.

La tâche de M. Amato sera-t-elle, paradoxalement, facilitée par cette situation mouvante ? Peut-être, car, devant les urgences économiques, les appels à l'ordre de la Communauté européenne et les assassinats de la Mafia, tous sont conscients qu'il faut se décider à aller de l'avant. Et vite. Pour le reste, M. Amato a déjà fait savoir qu'il y aura moins de ministres (vingt-cinq au lieu de trente et un sans doute) et surtout, ce sera temps de malaise milanaise, qu'ils seront « irréprochables ». Optimiste ou pressé, le nouveau désigné se donne dix jours pour tout boucler.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Si Scalfaro d'un élu socialiste. — M. Renato Altissimo, secrétaire local du Parti socialiste à Lodi, près de Milan, s'est suicidé, mardi 16 juin, rapporte la presse italienne. Entendu mais non inculpé dans le cadre de l'enquête sur la corruption milanaise, il avait démissionné, lundi, de ses fonctions. — (AFP).

## DIPLOMATIE

Les référendums sur la ratification du traité de Maastricht

## Large succès du « oui » en Irlande

Suite de la première page.

La conclusion récente des négociations sur la réforme de la Politique agricole commune, avec des bénéfices considérables pour l'Irlande, a aussi influencé les agriculteurs qui, de toute évidence, ont voté massivement en faveur du traité de Maastricht.

Cela dit, la campagne menée dans les circonscriptions par les représentants de la formation principale du pays, le Fianna Fáil (nationaliste) du premier ministre, M. Albert Reynolds, a été, de l'avis général très médiocre, contrastant avec la ferveur manifestée par leurs partenaires au gouvernement, les démocrates progressistes : de façon méthodique, sur les ondes de la radio, à la télévision, au sein des circonscriptions — et au départ de ressources très limitées — la petite formation libérale de M. Desmond O'Malley a fait face aux arguments persuasifs des divers groupes anti-Maastricht, en particulier l'organisation catholique de droite Pro Life (Pour la vie).

Cette organisation, dirigée par un dissident du Fianna Fáil, le sénateur Des Hanafin, s'est opposée avec violence au traité de Maastricht, en avançant l'argument selon lequel la question de l'avortement était plus importante que celle de l'union politique et économique de l'Europe, et même plus importante que le destin de l'Irlande dans cette union.

L'organisation a bénéficié du soutien de nombreux membres du clergé qui, dans leurs sermons, inséraient de façon subtile le message anti-Maastricht. L'épiscopat, pour sa part, a refusé, dans sa déclaration sur le référendum, de se prononcer pour le « oui » ou le « non ». Cependant, en ce qui concerne l'avortement, la campagne de ce référendum ou fait que préparer celle de l'autisme.

M. Reynolds s'est engagé à organiser un deuxième référendum, sur l'avortement, pour le mois de novembre. Cette question lui posera beaucoup de problèmes, même au sein de sa propre formation dont les membres ont été très réticents pour participer à la campagne en faveur du « oui » à Maastricht.

JOE MULHOLLAND

La fin du voyage de M. Eltsine aux Etats-Unis

## M. Bill Clinton soutient le programme d'aide à la Russie

Le président russe, M. Boris Eltsine, est arrivé, jeudi 18 juin, au Canada pour une visite d'une journée à l'issue d'un sommet de deux jours à Washington avec le président George Bush, marqué par la signature d'un important accord sur le désarmement.

Avant de quitter les Etats-Unis, M. Eltsine s'est également entretenu avec M. Bill Clinton, le gouverneur de l'Arkansas, qui sera le candidat démocrate à l'élection présidentielle de novembre. M. Clinton a exprimé son soutien au programme d'aide à la Russie transmis par M. Bush au Congrès, et que celui-ci tarde à approuver.

En arrivant à Washington, M. Eltsine avait surpris ses interlocuteurs en affirmant que des prisonniers de guerre américains auraient été transférés vers l'ex-URSS pendant la guerre du Vietnam.

Le gouvernement de Hanni a vigoureusement démenti ces informations, jeudi, et M. Gorbachev, l'ancien président soviétique, a

qualifié les propos de M. Eltsine de « sensationnels ». Par ailleurs, l'agence ITAR-TASS a annoncé qu'une mission américano-russe s'est rendue, jeudi, à Pechora, dans le nord de la Russie, pour enquêter sur le cas d'un prisonnier américain, capturé pendant la guerre de Corée, qui serait toujours détenu dans un camp russe. — (AFP, Reuters).

## Au Danemark, le gouvernement estime que la balle est dans le camp de la CEE

Les députés danois ont approuvé jeudi 18 juin à l'unanimité (132 voix pour, les autres étant absents) une motion où ils s'engagent, comme le gouvernement l'avait fait quelques jours plus tôt, à respecter la volonté populaire exprimée lors du référendum du 2 juin sur le traité de Maastricht.

Tandis qu'on lui demandait quelles avaient été les réflexions personnelles de ses onze collègues de la CEE, le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, dont la réputation de fin humoriste est plus à faire, a refusé de répondre, en s'abritant derrière le secret professionnel et celui de la vie privée. Mais il ne rait pas de tout. Les accords de Maastricht avaient été approuvés dans l'hémicycle à une forte majorité (130 voix contre 25) le 12 mai. Le gouvernement estime que la balle est dans le camp de la CEE et attend les suggestions de ses partenaires européens avant de prendre lui-même une initiative. (Corresp.)

M. Pierre Sané (Sénégal), nouveau secrétaire général d'Amnesty International. — M. Pierre Sané, militant de longue date pour la démocratie en Afrique, a été nommé, jeudi 18 juin, secrétaire général d'Amnesty International. Depuis 1988, il dirigeait la branche régionale pour l'Afrique de l'ouest et centrale du Centre de recherche pour le développement international, une organisation canadienne d'aide au développement. M. Sané remplacera à partir d'octobre prochain le Britannique Ian Martin. — (AFP).

## Nominations

## M. Bouillane de Lacoste ambassadeur à Tunis

M. Jean-Nath Bouillane de Lacoste a été nommé le 17 juin ambassadeur à Tunis, en remplacement de M. Alain Grenier.

(Né en 1934, diplômé de l'Ecole nationale d'administration, M. Bouillane de Lacoste a été en poste à Santiago du

Chili (1973-1975), à Pékin (1975-1979), directeur adjoint du personnel à l'administration centrale (1980-1982), ambassadeur à Vientiane (1982-1985), ministre conseiller à Londres (1985-1989). Il était directeur adjoint des affaires politiques depuis mars 1989.)

La visite en France de M. Martin Lee

## Le chef du Mouvement démocratique de Hongkong souhaite que la politique européenne distingue la colonie de la Chine

M. Lee, chef de file du Mouvement démocratique de Hongkong, a été reçu jeudi 18 juin à Paris par M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères. Vendredi 19 juin, il devait rencontrer, notamment, M. Jacques Chirac, maire de Paris. M. Lee souhaite que la politique européenne distingue la colonie de la Chine.

M. Lee est devenu une personnalité de premier plan lorsque son Mouvement démocratique a, l'an dernier, remporté les deux tiers des sièges lors des premières élections dans la colonie britannique. Catholique, très déterminé lorsqu'il s'agit de défendre la démocratie et les droits de l'homme — « *inséparables de la prospérité économique* » — M. Lee s'est récemment rendu à Londres par M. John Major. Il compte en effet sur le premier ministre britannique pour cesser de « brader » les intérêts de Hongkong face à la Chine, en y instaurant enfin un système représentatif et démocratique.

Après des années de reculade devant Pékin, le temps est venu, estime M. Lee, de défendre les aspirations démocratiques des Hongkongais. Il attend beaucoup du futur gouverneur, M. Chris Patten, ancien président du Parti conservateur britannique, qui prendra ses fonctions dans quelques semaines. Il n'a pas de mots assez durs, en revanche, pour le précédent gouverneur, lord David Wilson, qui, lors de son mandat « pathétique », « a né la démocratie ».

## Bête noire de Pékin

Bête noire de Pékin, M. Lee a bien l'intention de rester à Hongkong après sa rétrocession de 1997, afin d'y défendre les droits de ses compatriotes. Il a peu d'illusions sur une aide extérieure : « Nous ne pouvons espérer qu'un gouvernement puisse être notre sauveur », dit-il. Il souhaite surtout, dès lors, que les puissances étrangères, et notamment les pays européens, dont la France, adoptent envers Hongkong, une politique qui ne soit pas le simple prolongement de leur politique chinoise. Nos intérêts, explique-t-il, sont différents : ainsi certains transferts de technologie, interdits par le COCOM à un pays communiste comme la Chine, sont autorisés pour Hongkong.

L'attitude déterminée de M. Lee, et le succès qu'il rencontre à Hongkong, irritent de plus en plus Pékin, dont la querelle avec Londres sur le

nouvel aéroport de la colonie vient de rebondir. L'attitude de la Chine envers la colonie, qui n'a pas toujours été marquée par une cohérence de propos, a été, ces derniers temps, de chercher à contourner la méfiance de l'opinion à son égard. Pékin a ainsi formé un groupe de 44 conseillers chargés d'« expliquer » au public son refus catégorique de toute démocratisation.

La persistance du malaise envers Pékin exprimée par M. Lee a été illustrée au cours de la récente commémoration de la tragédie de Tiananmen. Des milliers de manifestants ont réclaté, devant la représentation officielle chinoise à Hongkong, une libéralisation politique sur le continent. Pékin, pour sa part, a nié avoir dressé une liste de personnes formant le noyau dur de ces milieux revendicatifs.

P. de B. et F. D.

Favorable à une application des accords de Paris

## Pékin presse les Khmers rouges de désarmer

Après avoir longtemps adopté une position attentiste, Pékin a apparemment décidé de faire pression sur ses protégés Khmers rouges afin qu'ils cessent de violer les accords de paix au Cambodge et reviennent sur leur refus de désarmer. A Paris, cependant, M. Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, a estimé jeudi 18 juin qu'il était « un peu tôt pour parler de sanctions » à l'encontre des Khmers rouges.

PÉKIN

de notre correspondant

Le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, vient d'indiquer que Pékin s'oppose à tout ce qui entrave l'application des accords de Paris. Il a toutefois accompagné ce propos d'un appel de tous à « la patience ». Fort de ce soutien, le prince Sihanouk, actuellement en visite à Pékin, s'est adressé de façon assez pathétique aux Khmers rouges : « Je supplie la partie du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges) de bien vouloir se joindre sans délai aux trois autres factions afin de participer au désarmement », écrit le prince dans un message adressé aux membres

du Conseil national suprême. L'ancien monarque a laissé la porte ouverte à des discussions en soulignant que « si telle ou telle faction estime que certains problèmes ne sont pas encore résolus, la résolution de ces problèmes pourra se réaliser progressivement ». Mais, a-t-il ajouté, « il ne faut pas prendre ces problèmes comme prétextes pour ne pas appliquer la phase 2, ou d'autres dispositions des accords de Paris ». D'avis général, la Chine a jusqu'à présent joué le jeu des accords de paix de Paris. Mais elle s'aperçoit qu'elle ne peut pas si facilement faire oublier son ancienne association avec sa créature « polpotienne ».

Elle sait, par ailleurs, que l'influence dont elle dispose sur les Khmers rouges dépend dans une bonne mesure de la stratégie qu'ils sont décidés à appliquer. Si les hommes de M. Pol Pot entendent rester partis prenants au règlement international, Pékin — qui leur fournit une assistance matérielle, telle la logistique de leurs déplacements à l'étranger — peut les modérer. S'ils décident au contraire de jouer leur va-tout militaire pour tenter de faire capoter un règlement politique du conflit, la marge de manœuvre chinoise est très réduite.

F. D.



552 (من لايصل)

## PROCHE-ORIENT

# Yémen : l'unité compromise

La recrudescence des attentats politiques risque de remettre en cause deux ans d'unification Nord-Sud

SANAA

de notre envoyé spécial

Qui sont les auteurs de la vague d'attentats ayant coûté la vie, au cours des deux derniers mois, à une quinzaine de responsables du Parti socialiste yéménite (PSY) - et dernièrement, le 14 juin, au frère de l'actuel premier ministre, M. Hajdar Abou Bakr Al-Attas, ancien président du Yémen du Sud ? Nul ne peut répondre avec précision, pour le moment, car les enquêtes officielles n'ont pas été capables jusqu'à présent - on l'ont pas voulu, affirment certains - d'apporter la moindre indication à ce sujet. Voici, pour les services du ministère de l'Intérieur, minimisant encore la gravité de ces attentats en affirmant qu'il s'agit de « règlements de comptes » à l'intérieur de ce parti qui en a connu bien d'autres, jusqu'à être au pouvoir au Yémen du Sud, et qui, deux ans après la proclamation de l'unité entre les deux anciennes Républiques, partage le pouvoir à Sanaa avec le parti du Congrès du peuple (PCG) du chef de l'Etat, M. Ali Abdallah Saleh, ancien président du Yémen du Nord.

Il a fallu que le ministre de la justice, M. Abdel Washeh Salam, un des principaux dirigeants du Parti socialiste, soit blessé dans une nouvelle attaque, le 26 avril, pour que les autorités consentent à se départir de leur légèreté en proposant une récompense de 2 millions de riyals à quiconque fournirait des informations susceptibles de conduire à l'arrestation des auteurs de ces attentats. Le gouvernement, émergent de sa longue somnolence, a aussi fait approuver par le Parlement une loi réglementant le port d'armes dans les grandes villes, mais non pas son interdiction que réclamait le PSY. Coup d'épée dans l'eau, dans la mesure où la plupart des attentats sont vraisemblablement l'œuvre de « professionnels » paraissant jouir de puissantes mais occultes protections. Certains parlent à ce sujet d'« escadrons de la mort » formés dans des camps militaires à Sanaa par les services parallèles dirigés par les proches du président Saleh. Mais, là encore, ce ne sont que des présomptions.

Les dirigeants du PSY, qui ont fait preuve jusqu'à présent d'une certaine fermeté, ont été à la base du parti, ne veulent pas élever les choses et se contenter de réclamer des vérités générales. « Les ennemis de la démocratie et de l'unité », ainsi semble-t-il, d'éviter de nuire à l'unité Nord-Sud que tout le monde ici considère comme irréversible. Le ministre de l'Administration locale, M. Mohamed Salih Abdallah, l'ancien « Mohsen » des redoutables services de sécurité du Sud, devenu « démocrate » et libéral, prêche lui aussi la circonspection. Il ajoute cependant : « C'est vrai que nous devons faire preuve de patience. Mais toute patience a ses limites ». Un avertissement lourd de menaces. Comme leurs homologues du Nord, les forces de sécurité du Sud, bien que disposées théoriquement au leadership de l'unification, ont conservé clandestinement leurs structures. Elles n'ont pas encore réagi aux attentats visant les chefs du PSY, mais on sait qu'elles sont bien organisées et disposent d'une longue expérience de l'action souterraine. Plus grave encore, la fusion tant annoncée des deux armées du Nord et du Sud n'a pas encore eu lieu, les deux parties ayant jugé préférable de garder leurs unités propres au cas où les choses traient mal.

Le rêve du président Saleh

En attendant, les relations ne cessent de se détériorer entre le président Saleh et le vice-président Ali Salem El Beid, qui est en même temps le chef du PSY. Ce dernier, en janvier dernier, a frôlé la rupture en se retranchant dans sa résidence pendant trois semaines pour marquer son désaccord avec le chef de l'Etat qui voulait dissoudre le Conseil présidentiel de cinq membres (trois originaires du Nord et deux du Sud) pour concentrer le pouvoir avec des pouvoirs largement discrétionnaires. Un rêve que le président yéménite n'est pas disposé à abandonner et qu'il vient à nouveau de formuler pour avoir, a-t-il dit aux dirigeants socialistes qui se plaignaient du manque des services de sécurité, « les moyens de combattre le terrorisme avec plus d'efficacité ». Une fois de plus, le vice-président El Beid a « boudé » le pouvoir, dont il détient théoriquement près de la moitié, mais en allant cette fois-ci à Aden où ses amis sont majoritaires.

L'approche de la date des élections législatives, qui devront se dérouler avant le 22 novembre prochain, et qui décideront de l'avenir du régime du Yémen unifié, metant ainsi fin à la période transitoire qui octroyait au PCG et au PSY la totalité du pouvoir, a exacerbé les passions politiques. On ne parle plus à Sanaa, comme il y a deux ans, de « nos frères égarés du Sud qui ont regagné le bercail », mais plutôt des « despot

« sanguinaires d'Aden » qui, après avoir « détruit » le sud du pays, viennent apporter la zizanie et la ruine dans le Nord. Ou en veut surtout aux accords d'unité qui ont donné aux sudistes une part trop belle du gâteau, et on affirme dor comode fer que les élections de novembre remettront les choses en place, en marginalisant les socialistes.

Le docteur Abdallah Makaleh, recteur de l'université de Sanaa, que l'on dit proche du président Saleh, estime qu'on a nullement besoin de recourir aux armes pour « éliminer » les socialistes du pouvoir. « Les élections suffiront », dit-il, ajoutant que les islamiques de l'Isalah (un rassemblement englobant les Frères musulmans, les tribus du Nord, traditionnellement tournées vers l'Arabie saoudite et certains hommes d'affaires conservateurs), « feront, malgré leur fanatisme, de meilleurs partenaires que les socialistes ». Le prés

dent Saleh ne partage apparemment pas ce point de vue extrême. Certes, il souhaite réduire l'influence du PSY, mais il redoute un face-à-face périlleux avec les groupements traditionnels et religieux de l'Isalah - proches de l'Arabie saoudite - qui réduiraient singulièrement sa marge de manœuvre.

Au cours de leurs entretiens avec les journalistes étrangers, les dirigeants du PSY affirment qu'ils sont prêts à payer « le prix de l'unité » et qu'ils acceptent les résultats des élections « si elles sont libres ». Mais en réalité, tant que les institutions des deux anciens Yémens ne seront pas vraiment unifiées et que ne sera pas mis en place un Etat moderne, centralisé et laïc, les socialistes s'efforceront contre vents et marées de maintenir intactes leurs positions à la tête de l'Etat et de l'armée. Ils savent qu'une défaite de leur parti aux élections ouvrira la voie au retour en

force des pouvoirs tribaux et religieux. Aussi s'efforcent-ils de négocier avec le président Saleh une forme d'alliance entre le PSY et le PCG.

L'ultimatum saoudien

Les entretiens en vue de la constitution d'une liste électorale commune PSY-PCG traînent cependant en longueur et risquent de capoter devant l'opposition de l'Isalah, présidé par le cheikh Abdallah El-Ahmar, tout puissant chef de la confédération des tribus Hached, qui estime que l'accord en préparation entre les deux grands partis au pouvoir est contraire à la Constitution et à la démocratie. Pour sa part, l'Isalah essaie de mettre sur

un regroupement ceotriste, ayant déjà conclu une alliance contre-nature avec le parti Baas - laïc, pro-irakien - et s'efforçant d'entraîner dans son sillage quelques petites formations nassériennes.

Pour rendre les choses encore plus compliquées, l'Arabie saoudite multiplie ses efforts en vue de déstabiliser ce Yémen unitaire et démocratique qui la dérange. Les récentes découvertes pétrolières au Yémen, bien que fort modestes (dans le meilleur des cas la production du pays ne sera que de 400 000 barils par jour fin 1993), ont eu le don de contrarier les Saoudiens qui, en avril dernier, ont adressé des mises en demeure aux sociétés pétrolières, leur intimant l'ordre de « mettre fin à leurs opérations qui se déroulent en territoire saoudien ».

Le but de cet ultimatum indirect à Sanaa est double : d'abord, exacerber le conflit frontalier qui oppose depuis

plusieurs décennies les deux pays, et surtout, rédoire les chances du Yémen de sortir de la grave crise provoquée par les sanctions économiques qui lui ont été infligées par l'Arabie saoudite et ses alliés du Golfe, pour avoir soutenu l'Irak, et qui lui coûtent plus de 1 milliard de dollars par an.

Devant tant d'embûches, beaucoup se demandent si le scrutin aura bien lieu avant le 22 novembre. Comme M. Yaddoumi, le rédacteur en chef de la *Shawa*, l'hebdomadaire de l'Isalah, qui estime que les élections seront repoussées aux calendes grecques. « Si finalement elles ont lieu, leurs résultats seront certainement falsifiés », ajoute-t-il, doutant fortement de la « démocratie à la yéménite ». Une certitude toutefois : d'ici à l'échéance de novembre, les prochains mois seront vraisemblablement décisifs pour le Yémen.

JEAN GUEYRAS

Certes, il y a plusieurs façons de se rendre au musée, mais avouez que c'est quand même plus pratique de s'y rendre en train.



Fig. 1.

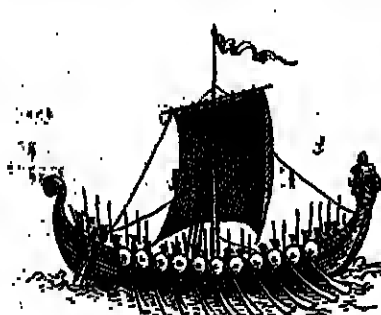


Fig. 2.



Fig. 3.

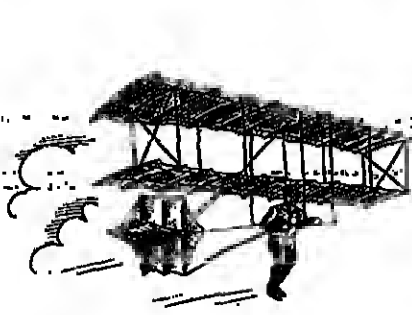


Fig. 4.



Fig. 5.

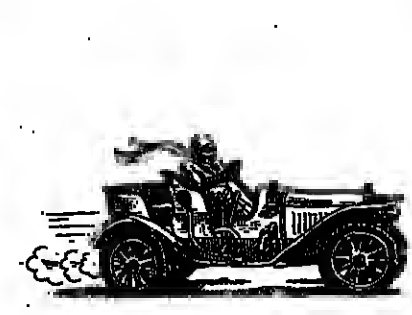


Fig. 6.

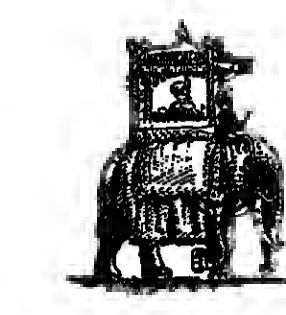


Fig. 7.



Fig. 8.

200 musées en Ile-de-France.

De tous temps, l'Homme a cherché le moyen le plus pratique pour se déplacer. Voilà pourquoi aujourd'hui l'Homme préfère se déplacer en train. Desservant tout le territoire de l'Ile-de-France, le train vous offre, au-delà de vos trans-

390 gares SNCF.

ports quotidiens, une multitude de possibilités d'enrichir votre temps de loisir. Que vous ayez envie de découvrir le château de Versailles que l'on peut atteindre depuis la ligne C du RER ou les lignes de Paris-Montparnasse et de Paris-Saint-

2,2 millions de voyageurs par jour.

Lazare, le château de Fontainebleau accessible depuis Paris-Lyon ou encore Rambouillet depuis Paris-Montparnasse, quelles que soient vos envies ou vos besoins, il serait étonnant que vous ne trouviez pas un train à votre convenance.

Les musées avec les trains d'ILE-DE-FRANCE.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.



## POINT / LES ÉLECTIONS EN ISRAËL

### Le poids des nouveaux immigrants

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Vous, les Russes, commencez à nous emm...! Qu'est-ce que vous nous avez amené en Israël, hein? »

— Mais...

— Il n'y a pas de mais... Des prostituées et des non-juifs voilà!

— Ah, pardon...

— Et en plus vous voulez tout, tout de suite! Vous n'arrêtez pas de geindre! Moi, quand je suis arrivé ici, il n'y avait rien!

Devant des badauds rigolards, avec ses ressentiments, ses cliaté et ses outrances, telle était une tentative de dialogue enregistré, fin mai, dans le centre piétonnier des quartiers ouest de Jérusalem. Poignée de tracts en main, M. Yuli Kostarovsky, ancien dissident soviétique et présentement chef de file de Da, l'un des trois partis nouvellement en lice pour attirer les voix « russes », essayait, comme il dit, « de faire passer le message des juifs ex-soviétiques » dans la population israélienne. Son interlocuteur émettait un vieux monsieur, mal fagoté, tout nat et kippa bleue vissée sur un crâne à moitié ébouré. Un « Marocain » peut-être, mais peu importe. Comme l'écrivait cette semaine dans une publication travailliste, Sergueï Bardin, un journaliste nouvel immigré venant de l'ex-URSS, c'est un fait que « l'aliya (immigration) soviétique en Israël a créé une situation similaire à une tentative de transplantation d'organe. Le corps national sait qu'il en a besoin et, paradoxalement, son organisme fait tout pour le rejeter ».

#### « Les immigrants les plus gâtés »

Depuis deux ans et demi, quatre cent mille personnes, soit dix pour cent de la population juive israélienne, ont quitté la défunte URSS pour rejoindre l'État hébreu. Deux cent quarante mille d'entre elles disposent du droit de participer au scrutin du 23 juin. Autant dire que leur vote, qui équivaut à plus d'une demi-douzaine de sièges à la Knesset, pèsera d'un poids déterminant dans un corps électoral généralement assez statique. Certains s'en plaignent. « Vous ne trouvez pas cela incroyable, demande un militant religieux, que des gens qui arrivent d'Odessa ou de Moscou, qui ne parlent pas l'hébreu, qui ignorent tout de nos problèmes et qui d'ailleurs s'en moquent, deviennent le chef de notre avenir pour les cinq ou dix prochaines années? »

« Refrain connu », rétorque un résident francophone de Jérusalem. « On disait la même chose des juifs marocains, puis des turcs, des yéménites et même des milliers de

juifs russes qui sont arrivés en Israël dans les années 70. La différence, bien sûr, est qu'une grande part de la vague soviétique précédente (environ cent cinquante mille personnes) était authentiquement sioniste. Laïcs et même antireligieux pour 99 % d'entre eux, les nouveaux arrivants n'ont, pour la plupart, choisi Israël qu'à défaut de pouvoir s'établir ailleurs, la porte des Amériques et de l'Europe développée étant presque totalement fermée à l'immigration.

« Ah! C'est bien l'aliya la plus gâtée que j'aie jamais vue », se lâchait début juin le célèbre ministre du logement, M. Arié Sharon. « Ce ne sont pas les problèmes de la nation qui les intéressent mais uniquement leur sort personnel, les questions matérielles. » Dans des hôtels minables et surpeuplés, des logements préfabriqués éloignés de tout, avec, surtout, un chômage qui touche plus d'un tiers des familles, leur sort est globalement assez triste — bien qu'il puisse paraître plus confortable que celui réservé à certains Israéliens défavorisés, sépharades (juifs orientaux), voire arabes — et expliquerait cette espèce d'obsession matérialiste qui leur est souvent reprochée.

Le principal responsable de cette « situation absolument tragique et désagréable », selon M. Nathan Cheteharski, ancien et célèbre dissident soviétique devenu conférencier et éditorialiste dans un magazine politique, c'est le gouvernement en place qui, comme disent les travaillistes, « dépense des milliards de fonds publics dans la colonisation idéologique des territoires arabes occupés. Dans une lettre ouverte adressée le 9 juin aux deux principaux candidats en lice, MM. Itzhak Shamir et Itzhak Rabin, l'ancien « prisonnier de Ston », libéré en 1986 par M. Gorbatchev après cent années de prison, met les points sur les i.

Président du Forum sioniste des juifs soviétiques, une organisation qu'il a créée, M. Cheteharski évoque la condition déplorable des quinze mille enseignants de l'aliya ex-soviétique, des neuf mille médecins, des mille cinq cents ingénieurs de travaux publics, des dix mille artistes et de tous les scientifiques dont les talents sont ignorés. « Que comptez-vous faire concrètement pour mettre un terme à leurs difficultés? » demande-t-il. Moins d'une semaine avant l'élection, il n'avait toujours pas reçu de réponse.

Nul ne peut dire, pourtant, que les juifs israéliens se désolent de cet électoral. Rares sont les spots politiques, diffusés quotidiennement sur la chaîne nationale de télévision, qui ne sont pas soutenus en russe. En revanche, les

sous-titres en arabe — fréquemment utilisés pour la retransmission des films, par exemple, et destinés à une population non juive mais néanmoins israélienne qui dispose du droit de vote et qui représente quand même huit cent mille âmes — sont presque complètement absents de la publicité électorale. Mais c'est une autre histoire...

Avec un journal télévisé quotidiennement présenté dans la langue de Fouchkine et une vingtaine de publications diverses en caractères cyrilliques, on ne peut pas dire que la communauté russeophone soit laissée dans l'ignorance de ce qui se passe. Tzipit, un institut de sondage qui s'est fait une spécialité d'ausculter cette communauté, la décrit comme généralement conservatrice mais très marginalement « idéologique ». Nouvellement confrontés aux us et coutumes d'une société démocratique, les « Russes d'Israël » se sont peut-être convaincus que leur vote pouvait vraiment faire une différence et ils sont devenus pragmatistes.

#### « Nous d'abord, les colons ensuite »

« Moi je suis pour l'annexion et la colonisation des territoires, nous disait, par exemple, M<sup>me</sup> Luba Kaminskaya, dans sa petite HLM de Gilo, aux portes de Jérusalem. Mais je crois que le gouvernement doit d'abord s'occuper de nous et veiller à ce que l'aliya soviétique continue. Pourquoi donnerait-il, à ceux qui arrivent aux religieux, aux colons alors que nous autres n'avons même pas de travail? » Ni M<sup>me</sup> Kaminskaya, venue de Kiev, ni Boris qui arrive de Kiev, ni Victor, ni aucun de ceux que nous avons rencontrés dans les différents « centres d'adaptation » réservés aux « Russes », n'ont voulu dire pour qui ils allaient voter le 23 juin.

Mais, pour une fois, les sondages sont tous à peu près d'accord entre eux : parce qu'ils ont été déçus par le pouvoir en place, parce qu'ils le regardent directement responsable de leurs maux, parce qu'au fond de leur âme ils sont tous encore un peu « socialistes » et qu'ils attendent beaucoup de l'État, les « Russes » s'apparentent à voter à une forte majorité (au moins 60 %) contre le parti de la droite nationaliste (Likoud) qui les a accueillis sur la « Terre promise ». Comble d'ironie de l'histoire, ce sont eux qui, après avoir fui le communisme agonisant, font peut-être la victoire de la gauche travailliste et socialiste en Israël.

PATRICE CLAUDE

### La proportionnelle absolue et ses méfaits

Réformer le système électoral en Israël est, semble-t-il, une mission aussi impossible que nécessaire. Depuis plus de trente ans, des tentatives sont entreprises régulièrement pour remédier aux tares et carences du système qui avait été adopté en 1948 lors de la création de l'État hébreu : le scrutin de liste proportionnelle avec une circonscription unique.

Ce n'est que récemment, le 18 mars 1992, au terme d'une vigoureuse campagne menée par plusieurs groupes de pression, qu'une première réforme importante a été votée par la Knesset. Le projet a été approuvé à une large majorité (55 voix contre 32) mais un peu à la sauvette, après avoir été sérieusement édulcoré et il pourrait encore être amendé, voire abrogé, avant même d'entrer en vigueur. Car cette réforme n'a pas été conçue pour être appliquée aux élections du 23 juin mais seulement à la consultation suivante, qui devrait avoir lieu, en principe, en 1996.

Faute de pouvoir réunir une majorité sur une véritable modification du mode de scrutin, les promo-

teurs du projet se sont résignés à trouver un palliatif. La principale innovation est l'élection directe (pour quatre ans) du premier ministre — actuellement désigné par le président de l'État qui choisit le chef du parti qui a les meilleures chances de former une coalition de gouvernement. Cette élection se fera, s'il le faut, en deux tours. Parallèlement, 120 députés seront élus (également pour quatre ans) au scrutin proportionnel, qui reste inchangé. Autrement dit, chaque Israélien devra mettre deux bulletins de vote dans l'urne : pour son candidat au poste de premier ministre et pour une liste de députés présentée par un parti.

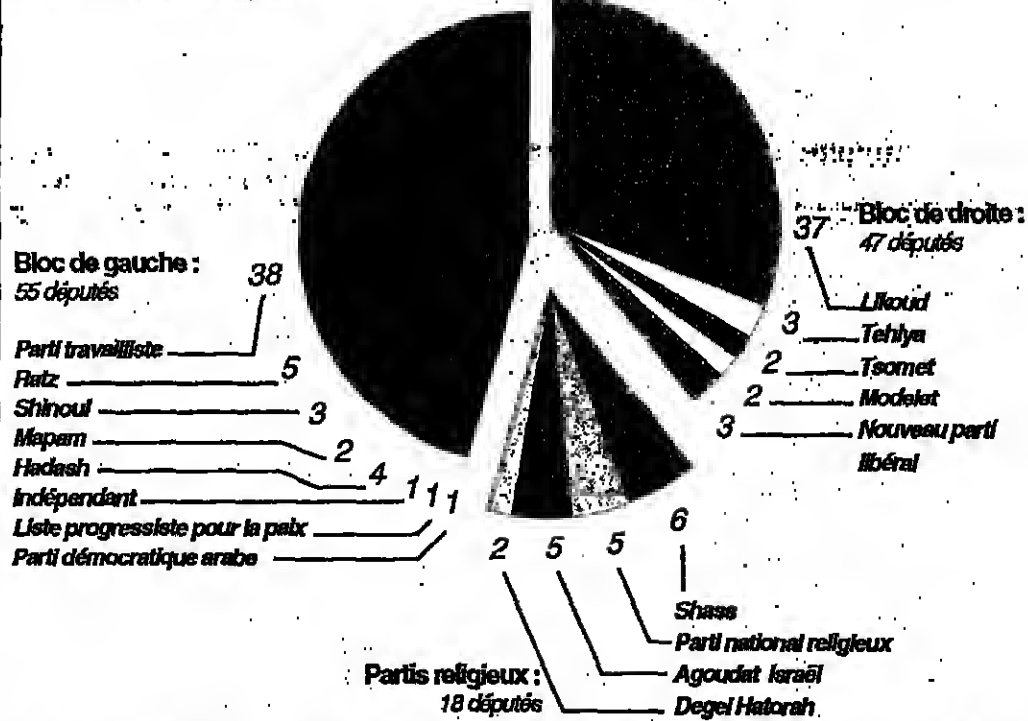
Ce système, que certains qualifient de semi-présidentiel, est censé renforcer les pouvoirs du premier ministre, qui disposera notamment du droit de dissoudre la Knesset. Cependant, pour éviter des abus de pouvoir, des amendements — des garde-fous — ont été introduits en extrême, qui visent la réforme d'une partie de sa substance. C'est ainsi que le chef du gouvernement, élu au suffrage universel, devra malgré tout obtenir de la Knesset l'in-

vestiture de son cabinet. Ce qui l'obligera à continuer de se livrer au jeu tant décrié des tractations avec les petits partis pour réunir une majorité parlementaire.

En attendant cette réforme, qui fait toujours l'objet de vives controverses, les Israéliens se rendront aux urnes, le 23 juin, pour voter selon un système qu'ils connaissent depuis près de quarante-cinq ans et qui favorise l'existence de mini-formations politiques en leur permettant de négocier au prix fort le soutien indispensable qu'elles apportent aux grands partis appelés à gouverner. La seule différence, non négligeable, est que, cette fois, la « barre » d'éligibilité a été élevée de 1 à 1,5 % des suffrages exprimés, ce qui concrètement entraînera l'élimination de toutes les petites listes qui ne recueilleraient pas quelque 40 000 voix. Pour le reste, le scrutin de liste proportionnel est maintenu avec cette particularité israélienne : tout le pays constitue une seule circonscription.

HENRI BAINVOL

#### Les partis actuellement représentés à la Knesset en nombre de sièges



A gauche, Hadash ou Front démocratique pour la paix est le parti anciennement communiste pour lequel votait beaucoup d'électeurs arabes israéliens. Ratz (Mouvement des droits civiques), Shinoui et Mapam se sont regroupés sous l'appellation de Meretz, pour l'actuelle campagne électorale. Parmi les partis religieux, Agoudat Israël et Deguel Hatorah (ultra-orthodoxes) ont fait de même sous la bannière Torah unifiée.

#### Les programmes du Parti travailliste et du Likoud

### Faut-il annexer les territoires occupés?

Le Likoud de M. Itzhak Shamir, comme le Parti travailliste de M. Itzhak Rabin, sont tous deux favorables à la poursuite du processus de paix entre Israël, les Palestiniens et les pays arabes voisins. Ils sont également d'accord pour rejeter a priori toute concession sur le statut de Jérusalem, capitale éternelle de l'État juif, et s'opposent à la création d'un État palestinien. À partir de ce postulat, il y a à la fois une différence fondamentale et quelques divergences ou nuances.

Le Likoud rejette catégoriquement tout compromis territorial et refuse par avance de céder la moindre parcelle d'Eretz Israël (territoires occupés inclut). Le Parti travailliste, selon son programme officiel, estime au contraire qu'aucun progrès n'est possible, si Israël ne montre pas sa volonté de parvenir à un compromis territorial en échange de la paix et de la sécurité sur tous les fronts.

Le Likoud est favorable au dialogue avec les Arabes de Judée-Samarie (Cisjordanie occupée) et de la bande de Gaza en vue de parvenir à un accord intérimaire

conforme aux accords de Camp David. Il est cependant précis que ces accords, tels qu'ils sont lus par le parti de M. Shamir, énoncent qu'il n'y aura pas de partition territoriale et excluent définitivement l'émergence d'un État palestinien à l'ouest du Jourdain. Pour le chef du Likoud, il est entendu qu'en fin de compte, l'État hébreu revendiquera le droit à la souveraineté sur l'ensemble de la Cisjordanie et du territoire de Gaza.

#### Les négociations avec les Palestiniens

Les travaillistes, eux, sont moins catégoriques quant à une solution définitive. Ils estiment que l'imposition de l'autorité israélienne sur tous les territoires constitue, à long terme, une situation insupportable pour la société. Ils se prononcent clairement contre l'annexion de territoires à forte densité de population palestinienne, ce qui aboutirait logiquement à l'examen de la citoyenneté israélienne à 1,8 million de Palestiniens et à un État bi-national.

M. Itzhak Rabin a par ailleurs promis que, s'il devenait premier ministre, il ordonnerait le gel

des implantations dans tous les territoires (sauf la partie orientale de Jérusalem annexée en 1980) pendant au moins une année.

Le leader travailliste fait une distinction entre les implantations « politiques » dont l'extension sera interdite et les colonies dites « de sécurité » (ville de Jourdain) qui pourront être agrandies. Pendant la campagne électorale, l'ancien ministre de la défense a également promis que sous son gouvernement les négociations de paix entre Israël et les Palestiniens des territoires seraient menées de manière continue et non, comme à l'heure actuelle, avec de longues interruptions entre chaque session. C'est ainsi, promet-il, que les Palestiniens des territoires devraient jouir d'une autonomie « personnelle » — il n'est pas question d'étendre l'administration palestinienne à la gestion des terres et de leurs ressources — dans les six à neuf mois.

Sur les contacts entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la position travailliste est subtilement différente de celle du Likoud. En principe, M. Shamir ne consent à négocier

qu'avec les Palestiniens des territoires — résidents de Jérusalem exclus — et à condition qu'ils ne soient pas officiellement délégués par l'organisation « terroriste » de M. Arafat. En fait, chacun sait que l'ensemble des délégués palestiniens a fait allégeance à l'OLP, et c'est pour mettre un terme à cette hypocrisie, quotidiennement dénoncée par la presse en Israël, que les travaillistes préconisent l'amendement de la loi anti-terroriste qui interdit tout contact avec l'OLP.

Au sujet des rapports entre la religion et l'État, un sujet qui enfamme régulièrement les passions de l'arène politique, les positions sont diamétralement opposées : bien que largement laïc, le Likoud rejette catégoriquement toute idée de séparation alors que les travaillistes la prônent. Pour le reste, les différences entre les deux grands partis d'Israël sont tellement mineures que personne ne les a remarquées.

PATRICK DUJARDIN

#### Nouvelles candidatures

### Du lobby des taxis à la méditation transcendante

Vingt-cinq listes se disputent le 23 juin, en Israël, les suffrages de 3,4 millions d'électeurs inscrits. Lors de la dernière consultation, en novembre 1988, le nombre des inscrits était de 2,9 millions et la participation électorale atteignit 80 %. Plus de 55 000 voix se retrouvèrent disséminées après s'être portées sur des listes marginales n'ayant pas atteint le seuil minimal pour l'obtention d'un siège à la Knesset. L'élevage de ce seuil, de 1 % à 1,5 % des voix exprimées, a entraîné quelques regroupements. Mais le nombre des mouvements marginaux, disposant d'une chance très limitée de siège à la 13<sup>e</sup> Knesset, reste assez élevé.

Une dizaine de listes tenteront pour la première fois d'entrer à l'assemblée :

— Da : parti « russe », dont le sigle signifie à la fois « oui » et « Démocratie et Aliya ».

— Mouvement pour le renouveau d'Israël : autre parti de nou-

veaux immigrants venus de l'ex-URSS.

— La Torah et le pays : parti du rabbin extrémiste Moshe Levinger, champion d'une conquête musclée et définitive des territoires occupés.

— Tzipor : liste qui prône une réforme électorale en profondeur.

— Parti des femmes : mouvement pour l'égalité des sexes.

— Droit de la nature : mouvement pour la solution des problèmes d'Israël par la méditation transcendante.

— Main dans la main : parti pour la défense des retraités.

— Sur les roues : lobby des chauffeurs de taxi.

— Les victimes des prêts hypothécaires, pour une cause évidente.

— Pikanti : liste constituée par un gros commerçant qui entend lutter contre les excès de la fiscalité.

P. C.

De l'URSS à la CEI



## AMÉRIQUES

CUBA : alors que M. Fidel Castro courtise les investisseurs « yankees »

### La population est invitée à creuser des abris en prévision d'une invasion américaine

Où l'enthousiasme révolutionnaire fait pour cause de pénurie, rien ne vaut d'agiter une prétendue menace extérieure pour tenter de remobiliser les foules. Comment expliquer autrement la psychose de l'invasion américaine entretenue par le régime de M. Fidel Castro ? Ce dernier, d'un autre côté, ne ménage aucun effort pour attirer les investisseurs étrangers, y compris américains, et ce avec un certain succès.

Cela ressemble à une opération de diversion, à un moment où les rationnements vont s'aggraver, à mesure que se tassent les importations en provenance des anciens pays « frères » socialistes. Pour la première fois, des responsables cubains — ceux de l'Union des jeunes communistes — ont appelé la population, dimanche 14 juin, à creuser des tunnels destinés à servir d'abris en cas d'attaque aérienne américaine. Pics et pioches en mains, ils ont montré l'exemple dans la région de Matanzas (est de La Havane).

On savait que des souterrains étaient discrètement aménagés en plusieurs endroits du pays. On vient d'apprendre, par l'agence Prensa Latina, que l'objectif était, pour la seule capitale, de construire 33 kilomètres de tunnels avant la fin de l'année. Dans la dernière édition du mensuel *Cuba Internacional*, le général Ulises Rosales del

Toro, chef d'état-major des forces armées révolutionnaires, ajoute que ces « tunnels populaires » font partie de la stratégie de la « guerre de tout le peuple » pour « défendre les conquêtes de la révolution ». « Plus de six millions de Cubains » (sur onze millions) sont prêts, assure-t-il, à « affronter une agression sous quelque forme que ce soit ».

Il est une invasion, enconcrète celle-là, dont on parle moins à La Havane : les ventes réalisées à Cuba par les filiales étrangères de compagnies américaines ont quintuplé entre 1988 et 1990 pour atteindre 300 millions de dollars. L'île cubaine a pu exporter, par leur entremise, pour près de 200 millions de dollars en 1990, selon les chiffres du département américain du Trésor.

C'est précisément pour limiter ce commerce détrempé — les États-Unis imposent un embargo commercial à Cuba depuis 1960 — que le président Bush a, en avril dernier, interdit l'accès aux ports américains à tout navire commerçant avec Cuba. Plus radical, le représentant démocrate du New-Jersey, Robert Torricelli, a déposé une proposition de loi qui prévoit notamment de suspendre l'aide américaine aux pays latino-américains ayant des liens commerciaux avec Cuba et de soumettre les filiales étrangères de compagnies américaines aux règles de l'embargo.

Cette dernière mesure avait déjà été présentée l'an passé devant le Congrès par le sénateur républicain Connie Mack, suscitant immédiatement

ment de vives protestations, de la part de la CEE et du Canada notamment. M. Bush a déclaré qu'il s'y opposerait une nouvelle fois, tout en « applaudissant » l'initiative de M. Torricelli parce qu'elle vise à « isoler Cuba jusqu'à ce qu'il y ait des changements démocratiques ». Devant la communauté cubaine de Floride — un électoral qui lui est acquis — M. Bush a promis de « maintenir la pression », prédisant que le régime Castro ne survivrait pas au-delà de cette décennie.

#### Rapatriement des profits autorisé

De l'aveu même de M. Carlos Lago, responsable de l'économie au sein du bureau politique du PC cubain, l'île a perdu 38 % de ses capacités d'exportation par rapport à 1989. Le ministre de l'Industrie vient de reconnaître que la récolte de sucre sera inférieure de 1 ou 2 millions de tonnes à celle de l'an passé (7,6 millions de tonnes), en raison notamment de la pénurie de carburant. Et la Russie de M. Boris Eltsine menace de ne plus acheter de sucre cubain — vendu contre du pétrole — à partir du second semestre de cette année.

Cependant, la stratégie du *Lider maximo* (attirer les investisseurs occidentaux dans les mines, le tourisme et le pétrole en particulier, quitte à faire des concessions au capitalisme) semble connaître quelques succès. Le gouvernement cubain affirme que soixante entreprises américaines ont été mises sur

le pied et que plus de cent cinquante autres projets sont en négociation.

Parmi les récents accords conclus, la compagnie pétrolière française Total a signé un contrat de six ans pour l'exploration de ressources offshore. Shell, BP, la suédoise Taurus Petroleum, la société d'État brésilienne Petrobras sont tout aussi actives sur des champs potentiellement prometteurs. La société canadienne Sheritt Gordon vient quant à elle de s'engager à investir 1,2 million de dollars (dit-on) pour réhabiliter des mines de nickel cubaines parmi les plus riches du monde.

Officiellement, le régime permet aux investisseurs étrangers de rapatrier leurs profits. Officieusement, le Parlement cubain doit approuver une série de garanties en ce sens en juillet. D'autres lois du marché font des progrès : les hommes d'affaires étrangers sont autorisés à embaucher ou à licencier selon leurs critères.

Un séminaire organisé par la revue britannique *EuroMoney* a réuni pendant deux jours à Cancun (Mexique) la semaine dernière les représentants de cent trente-deux compagnies, dont soixante-dix-huit américaines, devant lesquels les autorités cubaines ont fait miroiter le potentiel de leur pays, y compris dans le domaine du raffinage pétrolier. Au programme, une excursion d'une journée à La Havane, que les États-Unis n'ont pu empêcher : tous les frais étaient payés par le gouvernement cubain.

MARTINE JACOT

## AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : dans une cité noire près de Johannesburg

### L'Inkhata est accusée du massacre de trente-neuf personnes

Trente-neuf personnes ont été massacrées dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juin, dans la cité noire de Boipatong, près de Vereeniging, au sud de Johannesburg. La majorité des victimes ont été poignardées et tuées à coups de haches. Selon les habitants du ghetto noir, l'attaque a été lancée par les occupants d'un « hostel », résidence pour travailleurs migrants célibataires, contrôlée par l'Inkhata, le parti conservateur à dominante zouloue du chef Mangosuthu Buthelezi.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Plusieurs témoins en état de choc affirment, jeudi, qu'ils avaient vu une bande sauvage armée de couteaux, de haches et de pistolets, déferler sur la cité noire, entrer dans les maisons et tuer sans discernement, hommes, femmes et enfants. Certains n'ont pas hésité à incriminer la police sud-africaine qui, selon eux, aurait accompagné les assaillants jusqu'au cœur du bidonville.

Les forces de sécurité s'efforcent en fin de matinée de contenir les habitants de Boipatong en colère. « Partez ou vous risquez d'être tués », lançait à un groupe de journalistes un policier convaincu que le ghetto noir allait « devenir un champ de bataille ».

Les forces de l'ordre craignent qu'une vague de représailles ne soit lancée contre les résidents de l'« hostel » où étaient partis les agresseurs.

Tante la journée, les policiers, en treillis de camouflage, lourdement armés, avaient visité les maisons dévastées et sorti des cadavres atrocement mutilés, dont ceux d'une jeune femme enceinte et d'un bébé de neuf mois tué à coups de couteau dans la tête.

#### La police mise en cause

L'impartialité des forces de l'ordre est une fois de plus mise en doute. Un pasteur travaillant pour l'organisation religieuse *Peace Action* a affirmé avoir prévenu le commissariat de police de ce qui allait se produire. Mais les policiers, qui avaient cessé de patrouiller peu de temps avant la tragédie, ne sont revenus sur les lieux que dans la matinée de jeudi. Le secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Cyril Ramaphosa, et le dirigeant communiste Joe Slovo, se sont rendus sur les lieux du drame.

« Ce massacre est une tragédie nationale, mais n'avons jamais rien vu d'ouïssi horrible », a déclaré M. Ramaphosa, en ajoutant que « cette tuerie » mettait « sérieusement en danger le processus de négociations » engagé avec le pouvoir blanc.

Cette flamèche de violence survient alors que les relations entre le gouvernement et l'ANC sont au plus bas, après l'échec, le mois dernier, de la deuxième session plénière de la Conférence pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA).

En réponse aux accusations proférées contre les forces de l'ordre, le porte-parole du ministère de l'Intérieur a attribué la responsabilité du massacre à l'organisation de M. Mandela. Selon lui, l'ANC a fait monter trop haut la tension en lançant, mardi 16 juin, une vaste campagne d'actions de masse (le Monde du 18 juin).

Le chef de la police a affirmé qu'une commission d'enquête avait été chargée de faire la lumière sur cette « terrible affaire ». Le président de la République, M. Frederik De Klerk, s'est déclaré « choqué » par ce massacre et a affirmé que son gouvernement n'aurait « pas de repos tant que les coupables » n'auraient « pas été identifiés ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## REPÈRES

### IRAN

Plusieurs morts lors de nouvelles émeutes

Après les émeutes du 30 mai à Machhad (le Monde daté 31 mai-1er juin), de violents affrontements ont opposé les forces de l'ordre à des manifestants dans la ville de Bouken, en Azerbaïdjan occidentale, dans le nord-ouest de l'Iran, faisant dix-sept tués et blessés, a rapporté, jeudi 18 juin, le quotidien *Salam*, organe des radicaux islamiques. Un autre quotidien, le *Journalet-Asr*, avait indiqué deux jours auparavant que trois gardiens de la révolution avaient été tués dans l'est de l'Iran, par des membres de l'organisation des Moujahedines du peuple, principal mouvement d'opposition armée au régime.

Par ailleurs, selon la radio iranienne, Fayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique, a graté ou communiqué les peines de 1528 détenus, à l'occasion de deux fêtes religieuses. (AFP)

### TCHAD

Une tentative de coup d'État aurait été déjouée

D'importantes forces armées ont pris position sur différents points stratégiques de N'Djamena, jeudi 18 juin, tandis que le gouvernement dénonçait dans un communiqué les préparatifs d'un « coup de force » par un groupe de militaires dirigé par le colonel Abbas Kori, ministre des travaux publics et des transports.

« Un groupe mené par Abbas Kori (...) préparait une insurrection depuis 72 heures et un coup d'État était prévu pour aujourd'hui », a précisé le ministre de l'Information, en ajoutant que plusieurs personnes impliquées dans l'opération avaient fui N'Djamena. Le colonel Kori, considéré comme l'un des leaders de l'extrême gauche qui avait aidé M. Idriss Déby à prendre le pouvoir en décembre 1990, avait lui-même quitté le capital, selon des sources officielles. Des sources gouvernementales, en indiquant qu'avec des militaires il s'était déjà opposé à M. Déby en avril dernier. (AFP, Reuters)

### TERRITOIRES OCCUPÉS

Les négociateurs palestiniens ont rencontré

M. Arafat en public

Les négociateurs palestiniens des territoires occupés ont ouvert mardi à Annan, pour la première fois publiquement, le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, qui leur a réservé un accueil chaleureux. Récemment, des membres de la délégation pale-

stinienne aux pourparlers de paix avaient eu des entretiens avec M. Arafat, mais ils avaient eu lieu dans une relative discrétion.

Le chef des négociateurs palestiniens, M. Hadeed Abdel-Chafi, et ses deux plus proches conseillers, M. Fayyad Hussein et M. Hanane Achraoui, doivent faire le point sur les négociations de paix avec les dirigeants de l'O.L.P. L'État d'Israël interdit tout contact avec l'O.L.P., considérée comme un groupe « terroriste », et a fréquemment engagé des poursuites contre les Palestiniens ou les Israéliens qui ont bravé cette interdiction. (AFP, Reuters)

### NÉPAL

Amnesty International s'inquiète des violations des droits de l'homme

Amnesty International s'inquiète, dans un rapport publié mercredi 17 juin, de « l'insuffisance des mécanismes de protection des droits fondamentaux au Népal ». Reconnaissant

que le gouvernement de M. G. P. Koirala, en place depuis les élections du 12 mai 1991, a très nettement amélioré la situation qu'il trouvait sous la monarchie absolue, l'organisation humanitaire se déclare cependant inquiète. Elle estime que, malgré l'entrée en vigueur de la Constitution démocratique de 1990, ces mécanismes sont encore « insuffisants ». Ainsi s'expliqueraient une recrudescence de violations, telles que la torture d'opposants, particulièrement des communistes, une propension de la police à ouvrir le feu un peu facilement, notamment contre les manifestations, comme ce fut le cas le 6 avril à Katmandou où sept personnes ont été tuées par balles. Amnesty a enquêté, par ailleurs, du faible dynamisme des autorités à enquêter sur les violations des droits de l'homme commises durant les trois décennies de monarchie absolue. L'organisation estime, en effet, que de telles enquêtes ont une vertu pédagogique, pour la police notamment.

### EN BREF

ALGERIE : nouvelles agressions contre les forces de l'ordre. — Selon l'agence officielle de presse APS, un militaire a été tué par balles, jeudi 18 juin, dans le quartier populaire de Badjarah à Alger. Un autre militaire et un policier ont été blessés, le même jour, dans la capitale et à Ksar-Al-Boukhari. Une soixantaine de membres de forces de l'ordre ont été tués depuis l'instauration de l'état d'urgence en février. Par ailleurs, M. Aboudir Belkaid, ministre de la communication, et Kaddi Merbah, ancien chef du gouvernement, ont, dans un entretien publié jeudi par le quotidien *El Watan*, dénoncé comme un « faux fabriqué de toutes pièces » le document révélé la veille par le journal *Esslem* et indiquant que les résultats de l'élection du président Chadli en 1988 avaient été truqués (le Monde du 19 juin). (AFP, Reuters)

COTE-D'IVOIRE : des peines de prison à nouveau requises contre les dirigeants de l'opposition. — Le procureur de la cour d'appel d'Abidjan, M. Tia Koné, a requis, jeudi 18 juin, une peine de trois ans de prison et 10 000 francs d'amende contre le chef de l'opposition, M. Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), et ses treize coaccusés, dont le président de la Ligue des droits de l'homme, M. René Dégni Ségni. Ces derniers sont tenus pour responsables des destructions commises lors d'une manifestation de l'opposition le 18 février 1992 à Abidjan (le Monde du 18 juin). Le verdict a été mis en délibéré le 23 juin. (AFP)

GUATEMALA : plus de 150 exécutions sommaires depuis le début de l'année. — La Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG), affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme, a indiqué, jeudi 18 juin, que 157 personnes ont été exécutées sommairement cette année. Depuis l'arrivée au pouvoir du président Jorge Serrano en janvier 1991, 3 038 personnes ont été victimes de violence (dont 1 049 exécutées sans jugement) et 197 détenus ont « disparu », selon le même rapport de la CDHG. (AFP)

LIBAN : nouvelles accrochages entre les forces israéliennes et le Hezbollah. — Une fillette a été blessée lors d'un raid, mercredi 17 juin au Liban du Sud, par deux hélicoptères israéliens contre le village de Sididjine, place-forte du Hezbollah pro-iranien, a indiqué la police libanaise. Deux habitations ont été détruites et plusieurs autres endommagées lors de cette attaque qui a eu lieu près de six heures après un accrochage entre une patrouille israélienne circulant dans la zone de sécurité, occupée par Israël au Liban, et des combattants du Hezbollah postés au nord de celle-ci. (AFP)

NAMIBIE : les peuples autochtones revendiquent leurs droits traditionnels. — Rénalis les 17 et 18 juin à Windhoek (Namibie), les délégués des peuples autochtones de Namibie, du Botswana, d'Angola et de Zambie, ont exigé que la chasse et la cueillette soient considérées comme « un droit d'usage de la terre ». La conférence, qui devrait

désormais se réunir une fois par an, a adopté des résolutions demandant la reconnaissance des langues et des médecines traditionnelles ainsi que le bénéfice pour les « Bushmen » des ressources de la chasse aux animaux sauvages (... du tourisme et des safaris photos). (AFP)

NIGER : treize militaires portés disparus après une attaque des rebelles touaregs. — Treize militaires nigériens sont portés disparus à la suite d'une embuscade tendue par les rebelles touaregs, vendredi 12 juin, dans la région d'Iferouane, à 1 200 kilomètres au nord de Niamey, a-t-on appris de source militaire. (Reuters)

PARAGUAY : l'Assemblée constituante a approuvé la nouvelle Constitution dans un climat tendu. — Accablant ses travaux après sa décision d'interdire la réélection de l'actuel président, le général Andrés Rodríguez, l'Assemblée constituante du Paraguay a approuvé, jeudi 18 juin, la nouvelle Constitution de coup d'État. Estimant que son « honneur » avait été « souillé » par cette interdiction, le général Rodríguez, dont le mandat se termine l'an prochain, boudera la cérémonie de promulgation de la Constitution mais devrait néanmoins signer le texte. Environ 7 000 de ses partisans avaient manifesté mercredi en faveur de sa réélection. (AFP)

RECTIFICATIF. — La carte du Golan publiée dans nos éditions du 18 juin comportait une regrettable erreur d'échelle (25 km et non pas 250).

**Le Monde** **DOSSIERS & DOCUMENTS**

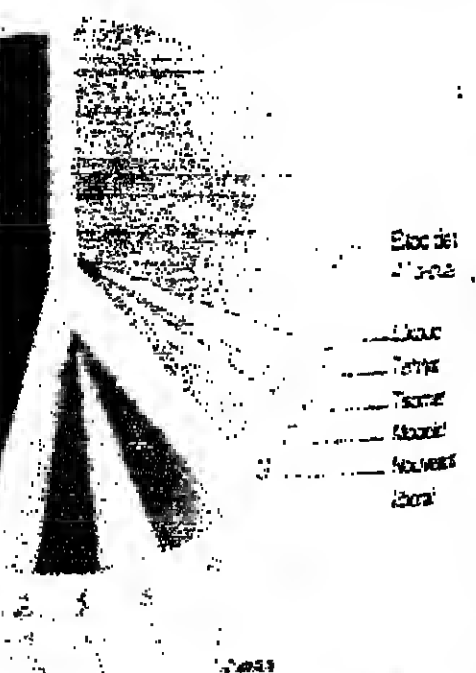
Numéro de juin 1992 - 10 F

# De L'URSS à la CEI

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

absolue et ses méfaits

représentés à la Kness



Du lobby des taxis méditation transcendante



## POLITIQUE

# L'adoption du projet de révision constitutionnelle par l'Assemblée nationale Le gouvernement s'est rallié au texte

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit de jeudi 18 juin à vendredi 19 juin, par 398 voix contre 43, le projet de révision constitutionnelle issu des travaux du Sénat. Les groupes du PS, de l'UDF et de l'UDC ont voté pour, à l'exception de quelques défections individuelles.

Pronostiqueurs en déroute, feuilleteurs déboussolés : le Palais Bourbon a tangué comme un bateau ivre, ce jeudi 18 juin. De coups de théâtre en rebondissement, les choses allaient si vite que les plus savantes combinaisons se trouvaient frappées d'obsolescence d'une minute à l'autre. Certes, au bout du compte, l'Assemblée retrouve des lignes de partage devenues familières sur la question européenne : une connivence entre socialistes, libéraux et centristes (le camp des pro-Maastricht) répondant à des écologistes, à des gaullistes et communistes (le camp des anti), des indécis et des silencieux. Mais pour ce retour à la case départ, que de frissons !

Jeudi en début d'après-midi, l'impasse semble, en effet, totale. La partie de bras de fer qui s'est engagée, dès mercredi, entre le gouvernement et le Sénat à propos du droit de veto que le Palais du Luxembourg s'est octroyé sur le dossier du droit de vote des ressortissants communautaires permet à l'opposition de refaire une unité jusque-là en lambeaux. La réunion de la commission des lois de l'Assemblée, mercredi soir, scelle ces retrouvailles entre le RPR, qui a déjà quasiment arrêté sa décision de « non-participation », et l'UDF et l'UDC, résolues à s'abstenir si le gouvernement s'obstine à vouloir amender le minutre sénatorial. Inquiets de voir les choses se gâter, les députés socialistes pleident

nuprés de Maitignon, toute la maison de jeudi, en faveur d'un amendement de compromis qui serait acceptable par les députés de l'UDF et de l'UDC. Mais, à l'ouverture de la séance publique, ceux-ci restent inflexibles dans leur volonté de voter conforme le texte du Sénat. « Nous ne sommes pas prêts à manger notre chapeau », lance M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire). M. Bernard Bosson (UDC, Haute-Savoie) ajoute qu'« il faut en finir au plus vite » car l'enlèvement de la procédure « fait perdre au camp pro-européen une trentaine de parlementaires à chaque navette ».

La tinalité du discours de M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Gar-

onne), rapporteur de la commission des lois, ne laisse pas d'avantage entrevoir d'issue. « L'Europe ne doit pas servir de prétexte à une modification constitutionnelle qui lui est étrangère, avertit-il. Doit-on, pour l'Europe, sacrifier si peu que ce soit ce qui, pour les constituants de 1958, était essentiel, à savoir l'équilibre entre l'Assemblée et le Sénat ? (...) Ne pourrait-on pas imaginer que l'Assemblée parvienne à convaincre les sénateurs qu'ils nous conduisent sur une pente institutionnelle dangereuse ? » Peu conciliante, cette ligne est destinée à ménager l'effet de surprise que le gouvernement souhaite provoquer. Proclamant sa « volonté de dialogue », le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, annonce aussitôt, en effet, qu'il dépose un amendement de compromis prévoyant, à propos de la loi organique relative au droit de vote et d'éligibilité des ressortissants communautaires au scrutin municipal, que « les dispositions relatives au Sénat sont votées dans les mêmes termes par les deux assemblées ».

M. Bérégovoy : « des arrière-pensées partisans »

Peu concernés par ces échanges, les communistes poursuivent, de leur côté, leur offensive en déposant une exception d'irrecevabilité (signifiant que le texte est contraire à une ou plusieurs dispositions constitutionnelles). La motion est rejetée par 405 voix contre 42. Les partisans de M. Jean-Pierre Chevènement au PS et les amis de

M. Philippe Séguin au RPR s'y associent.

Après une suspension de séance mise à profit par les députés pour se recueillir au mémorial du Mont-Valérien en hommage au 18 juin 1940, la discussion reprend à 22 heures dans un climat complètement bouleversé. L'amendement de M. Vauzelle ayant échoué à séduire l'UDF et le RPR, le gouvernement sort le « grand jeu ». M. Pierre Bérégovoy est là, annonciateur d'une nouvelle donne. Il expose d'abord ses intentions devant le groupe socialiste, qui l'applaudit. Les députés PS, qui avaient en privé ne rien comprendre aux humeurs anti-sénatoriales de M. François Mitterrand et se vnaient « aller dans le mur » à grande vitesse, respirent à nouveau. En séance, devant un hémicycle suspendu à ses lèvres, le premier ministre explique que l'amendement introduit par le Sénat « soulève une question importante » dans la mesure où, précisément, il touche à l'équilibre des pouvoirs entre les deux assemblées. Inuant la sollicitude vis-à-vis de l'Assemblée, il ajoute qu'il était de son « devoir d'alerter la représentation nationale » avant d'appeler les députés à se « déterminer en conscience ». Enfin, il annonce sa décision : il « retire » l'amendement du garde des sceaux. « S'il y a eu des arrière-pensées partisans dans ce débat, conclut-il, elles n'émanaient pas de nos rangs ».

Cette fois, l'effet de surprise joue à plein. Mais déjà - tout va si vite - la chronique dérape sur un autre terrain, celui de la désunion de

l'opposition. Car l'UDF et l'UDC se réunissent ostensiblement du repli de M. Bérégovoy. « Nous nous félicitons que le gouvernement respecte le pouvoir constituant de nos assemblées », déclare M. Charles Millon (Ain), président du groupe UDF. Si la procédure continue, il se trouvera probablement une majorité des trois cinquièmes au Congrès pour réviser la Constitution et permettre ainsi à l'Europe de franchir un pas important. M. Jacques Barrot (Haute-Loire), président du groupe UDC, renchérit en saluant la « sage décision » du gouvernement. « Nous aurions pu éviter, ajoute-t-il, ce malentendu et toute cette discussion incompréhensible autour de textes voulant dire finalement la même chose. Il ne s'agit nullement de changer l'équilibre des pouvoirs mais de faire en sorte que le Sénat se prononce sur ce qui le concerne comme le veut la Constitution ».

M. Chirac à l'UDF : « le péché de la honte »

Sur les bancs du RPR, c'est la stupefaction mêlée de colère. Les protestations fusent : « Lamentable ! », « Canassa ! ». Des tambours de gracieuseté se déversent sur M. Millon. « Vous portez le péché de la honte », lui lance M. Chirac tandis que M. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine) le traite, pas moins, de « pourri » et de « social-traitre ». Une nouvelle suspension de séance offre aux députés RPR l'occasion de s'égayer dans la salle des Quatre-Colonnes, fureur au bandulière, sans trop savoir s'il faut ouvrir le feu

## Un pas de clerc de M. Mitterrand

Suite de la première page

Cette priorité donnée à l'Europe permet la réunion rapide du Congrès, et donc le vote définitif de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. Députés et sénateurs vont ainsi pouvoir se rassembler à Versailles dès la semaine prochaine, mardi 23 ou jeudi 25 juin, ce qui permettrait à M. Mitterrand de participer au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté à Lisbonne, les 26 et 27, avec en poche une Constitution « européenne ».

Pour lui, ce sera un incontestable succès, mais qu'il aura obtenu au prix fort. D'abord parce que la qualité juridique du chapitre ajoutée à la Loi fondamentale est loin d'être parfaite (le Monde du 18 juin). Ensuite, parce qu'il eût dû concéder aux exigences de la majorité sénatoriale bien plus qu'il n'avait l'intention de le faire. Enfin et surtout, parce que, pour avoir un moment estimé qu'il pourrait limiter ses concessions aux sénateurs, il e perdu l'ultime bataille à l'Assemblée nationale, et contribué à démontrer qu'il n'avait rien fait, en la matière, sans la bienveillance de l'UDF.

Aujourd'hui, les amis de M. Valéry Giscard d'Estaing peuvent légitimement prétendre que le succès de la révision constitutionnelle, et donc la victoire de l'Europe, est autant le leur que celui de M. Mitterrand.

### La bataille pour la présidence du Sénat

Pourquoi alors cette fausse manœuvre du chef de l'Etat ? Incontestablement, son dossier constitutionnel est solide. L'équilibre institutionnel voulu par les constituants de 1958 ne donnait un droit de veto au Sénat que sur des domaines strictement limités. Depuis, les membres de la seconde chambre du Parlement n'ont eu de cesse de chercher à récupérer une partie des prérogatives qu'elle détenait lors de leur grande époque, la III<sup>e</sup> République, quand ils avaient les mêmes pouvoirs que les députés. Ce recul constitue un précédent dont ils ne manqueraient pas de se prévaloir. Cela confirme que toute révision constitutionnelle par la voie parlementaire est des plus risquées sauf à accepter, par avance, que la Sénat en profite pour accroître ses propres pouvoirs.

La bonne marche du processus d'intégration européenne pouvait aussi inciter M. Mitterrand à se montrer vigilant, tant les sénateurs ont montré qu'ils n'acceptaient guère le droit de vote des étrangers communautaires. Leur permission de s'opposer, dans l'avenir, à la tradition législative de ce principe admis à Maastricht fait donc courir un danger certain.

Mais avant de s'engager dans une guerre, il faut dresser l'inventaire de ses propres armes, et de celles de

l'adversaire. Cette analyse n'a apparemment pas été poussée assez loin tant mardi soir par les membres du gouvernement présents au Sénat que mercredi par M. Mitterrand. Pour faire plier les sénateurs, il fallait avoir l'appui d'un minimum une partie des députés de l'UDF. Imaginer cela possible, c'était oublier plusieurs éléments. D'abord que cette famille de la droite e toujours été favorable au bicamérisme, puis qu'elle sait que l'Assemblée du Palais du Luxembourg lui est, du fait même de son mode d'élection, largement favorable.

Pour en défendre l'existence, M. Giscard d'Estaing n'avait pas hésité en 1969 à s'opposer au général de Gaulle. Seul parmi les principaux responsables politiques, il e même proposé, à plusieurs reprises, d'augmenter les pouvoirs du Sénat. D'autre part, l'UDF pouvait d'autant moins aider M. Mitterrand que l'actuelle campagne sur la ratification de Maastricht lui permet de se mettre en avant, alors qu'une bataille institutionnelle, contre le Sénat, aurait redonné le premier rôle au président de la République.

Des contingences encore plus immédiates interdisent aussi tout soutien de l'UDF : la bataille pour la présidence du Sénat. Aucun des camps en présence ne pouvait se permettre de donner l'impression qu'il ne se battrait pas jusqu'au bout pour le prestige de la deuxième chambre. Si l'UDF ne l'avait pas fait, le RPR aurait pu à nouveau faire prévaloir ses prétentions. Et au sein de l'UDF, ni les centristes ni les libéraux ne pouvaient laisser penser qu'ils désertaient ce combat, tant la compétition est vive entre eux pour savoir qui succèdera à M. Alain Poirer. Les rénovateurs ont, sans difficulté, fait prévaloir cette analyse auprès des élus-majors de leurs partis.

Tant cela explique l'attitude intransigente prise par les députés de l'UDF comme de l'UDC. Pour s'assurer la fidélité de quelques centristes dont la fermeté aurait pu vaciller sous le poids de leur foi européenne, MM. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, et Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, ont réuni les deux groupes ensemble. Le gouvernement n'avait plus de marge de manœuvre. Pour répliquer, il ne lui restait que la bombe atomique d'un référendum constitutionnel organisé très vite. Mais outre que M. Mitterrand ne pouvait être assuré, loin s'en faut, de l'emporter (M. Millon s'étant aussitôt prononcé, dans cette hypothèse, pour le « non »), il était techniquement impossible de consulter les électeurs avant le mois de septembre. Il lui fallait donc se replier.

La lettre envoyée mercredi matin par M. Pierre Bérégovoy à M. Alain Poirer, avec le plein accord, bien entendu, de M. Mitterrand, a été soulignée la gravité de la décision prise par le Sénat, comportait aussi une dernière phrase qui indiquait qu'il était du devoir du premier

ministre « d'alerter la représentation nationale avant qu'elle ne se prononce définitivement ». Toute la journée du jeudi, des responsables socialistes ont demandé que la procédure d'alerte ne devienne pas une déclaration de guerre. MM. Laurent Fabius et Henri Emmanuelli, notamment, sont intervenus dans ce sens tant à Maitignon qu'à l'Assemblée. Finalement, avant de se rendre à la cérémonie du mont Valérien, le chef de l'Etat et le premier ministre ont convenu qu'il fallait renoncer à demander à l'Assemblée nationale de corriger le texte du Sénat.

Restait alors à habiller cette recule. M. Bérégovoy en fut chargé. Il put faire valoir, à l'Assemblée, au Sénat, à l'Europe une telle priorité qu'il était prêt à des concessions, dès lors que les parlementaires, qui seuls disposaient du pouvoir continuant, étaient décidés à accepter l'accroissement des prérogatives des sénateurs. De plus, il fit mine de se satisfaire de l'intervention donnée par M. Jacques Barrot de la version du projet imposée par ses amis du Palais du Luxembourg, qui, d'après le président du groupe UDC au Palais-Bourbon, ne modifiait pas l'équilibre des pouvoirs voulu par la Constitution.

### La marginalisation du RPR

Le premier ministre espère que les « travaux préparatoires » aideront son successeur, qui aura, éventuellement, à faire face, dans quelques années, à un refus du Sénat d'intégrer dans le droit français les modalités du droit de vote des citoyens européens aux élections municipales françaises.

L'affaire était alors entendue : le pouvoir avait été contraint de subir la volonté de l'UDF. Pour celle-ci, la victoire est totale, et M. Charles Millon, qui avait mené la bataille, avait toute raison d'être satisfait : non seulement il avait remporté son bras de fer avec le gouvernement, mais il avait obtenu la marginalisation du RPR. Dans une opposition, celui qui est en état de discuter la majorité et surtout de lui imposer ses vues tient le premier rôle. Aujourd'hui, c'est très clairement le cas de l'UDF, et non plus du RPR. La déception de celui-ci est d'autant plus vive qu'entre mercredi midi et jeudi soir il avait pu espérer que le faux pas de M. Mitterrand permettrait à l'opposition de refaire son unité et aux amis de M. Chirac de faire oublier ses propres atterroissements.

L'UDF a gagné, mais la droite est dans un triste état : la sortie théâtrale de l'hémicycle des députés RPR n'a permis de visualiser brutalement son éclatement. Cela laissera forcément des traces. La façon dont M. Mitterrand n'a géré le dossier européen lui avait déjà permis d'aboutir à ce résultat. Son pas de clerc de mercredi a failli lui faire perdre cet avantage. Il n'a réussi à le regagner jeudi, mais au prix d'une reculée qui a redonné des forces à une partie de ses adversaires, et rapplé à ses propres amis que lui aussi peut se tromper.

THIERRY BRÉHIER

### POINT DE VUE

## Vers la recomposition

par Jean-François Merle

LES protestations de ceux qui, de droite comme de gauche, jurent que la débat européen n'est en rien le prétexte d'une recomposition de la vie politique française sonnent à peu près aussi juste que les exhortations de ceux, parmi les responsables socialistes, qui ont promis des années durant que le tournant de politique économique et sociale prise en 1983 ne constituerait qu'une « parenthèse ». On sait ce qu'il en est advenu.

Si l'an veut que les Français aient de nouveau quelque considération pour la vie publique, et pour ceux qui prétendent les y représenter, il faut leur parler vrai. Et leur dire qu'un effet le débat engagé sur l'Union politique, économique et sociale de l'Europe a proposé de la refaçon du traité de Maastricht constitue l'annonce d'une recomposition de la vie politique française. Ce n'est pas principalement autour de l'Europe que s'opère cette recomposition. En France, c'est l'élection présidentielle qui déplace les lignes et provoque les restructurations de notre paysage politique. Rien de durable n'interviendra donc avant 1995. Mais la dimension européenne sera incontestablement un facteur décisif de cette redistribution des cartes.

Un fait nouveau commence à émerger depuis 1988, c'est-à-dire depuis qu'il n'y a plus de majorité ébranlée pour une seule formation politique à l'Assemblée nationale, un fait nouveau qui était en germe dans la campagne présidentielle de François Mitterrand autour du thème de « la France unie », et que le débat européen dégage chaque jour davantage de sa gangue idéologique. Ce fait nouveau réside dans l'apparition de trois silvages fondamentaux, qui traversent aujourd'hui l'ensemble des formations politiques.

Le premier de ces silvages est, bien sûr, celui de la construction européenne. Ou plus exactement, le silvage qui partage ceux qui considèrent que beaucoup des problèmes essentiels qui se posent à nos sociétés (croissance, emploi, environnement, sécurité, développement équilibré

du Sud) ne trouvant plus de réponse pertinente au niveau de l'Etat-nation et ceux qui s'y accrochent encore, faute de trouver ailleurs une affirmation identitaire.

Au regard de cet enjeu, la traité de Maastricht et l'Union européenne ne sont à l'évidence que des étapes. Mais quel paradoxe de constater que ceux, à gauche en particulier, qui reprochaient hier, pendant la guerre du Golfe, à l'Europe de ne pas exister face à la grande puissance américaine, refusent aujourd'hui à l'Europe les moyens de se constituer, de son tour, en grande puissance capable de peser sur la paix, la sécurité et le développement du monde !

### La nature du contrôle démocratique

Le deuxième silvage tient à la conception que l'an se fait de l'Etat, de la puissance publique, de son rapport à ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile » et à la réforme. Ce silvage-là ne recoupe pas le premier, tant s'en faut. Il y a des partisans de l'Union européenne pour qui celle-ci ne résume à la construction d'un grand marché, ni plus ni moins. D'autres, à gauche, considèrent que, si l'an veut résoudre les problèmes de nos sociétés à un niveau plus efficace que celui de l'Etat-nation, ce n'est évidemment pas pour laisser cet espace nouveau livré aux seules forces aveugles et imprévoyantes de l'économie de marché.

C'est bien, au contraire, pour organiser une volonté et une action collective, donc une puissance publique, à plus grande échelle. Les tenants de l'Etat-nation appellent cela « abandon de souverainetés ». Quel vocabulaire révélateur, et quel aveu de faiblesse et d'absence de confiance en soi, que celui qui considère toute délégation de pouvoir comme un « abandon », là où la seule vraie question est celle de la nature du contrôle démocratique sur ceux qui exercent le pouvoir qui leur a été confié !

La puissance publique qu'il faut construire à l'échelle européenne

pour affronter les défis du prochain siècle devra répondre d'emblée à de nouvelles exigences en matière de décentralisation, de contrôle démocratique, d'équilibre des pouvoirs. Est-ce parce que nous n'y sommes pas encore qu'il faut pour autant refuser de se situer à la dimension géographique pertinente pour s'attaquer aux vrais problèmes ?

Le troisième silvage, plus classique, tient à l'équilibre entre l'économique et la social, entre le progrès et la solidarité. La répartition des fruits de la croissance a-t-elle un sens à un échelon différent de celui où se déterminent les conditions financières, monétaires et sociales de la croissance ? Comment assurer à chaque individu des protections et des chances suffisantes pour que nul ne soit exclu, ne soit « laissé au bord du chemin » ? Voilà une partie du débat qui ne cache derrière l'horrible concept de « subsidarité »...

Aucun de ces silvages, au le voit, ne recoupe l'échiquier politique actuel. Dans les deux à trois ans qui viennent, c'est autour d'une réponse cohérente à ces trois interrogations majeures, en d'autres termes une vision d'ensemble de la société française et de la place de la France dans le monde, que devra s'organiser le débat public pour l'échec fondamental que, du fait des institutions de la V<sup>e</sup> République, structure la vie politique française : l'élection présidentielle.

Voici une quinzaine d'années, Jean-Pierre Chevènement avait emprunté à Antonio Gramsci le titre d'un de ses livres : le Vieux, le crâne, le neuf. La crise, c'est quand le vieux est déjà mort et que le neuf n'arrive pas à naître : nous y sommes. Ayns conscience que nous n'en sortirons qu'en s'organisant pour la reconstruction de la vie publique qui s'organise lors de l'élection du président de la République au suffrage universel.

Proche de Michel Rocard, Jean-François Merle est premier secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine du PS et maire de Châtenay-Malabry.



# POLITIQUE

## et le débat sur le traité de Maastricht voté par le Sénat

sénatorial, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, est venu personnellement au Palais-Bourbon annoncer la décision du gouvernement de retirer cet amendement.

Les groupes UDF et UDC se sont « efforcés » de ce geste, déclenchant la colère du RPR. Sur la plan d'abord sur le gouvernement au sur l'UDF. M. Philippe Séguin (Vosges) dénonce ce « spectacle pitoyable » et les « pantalonades ». M. Alain Juppé s'élève contre l'indignité de pouvoir et exprime son « étonnement » de voir « la façon dont certains de nos parlementaires ont dit merci au gouvernement ». Il y a à l'heure actuelle des conjonctions qui me paraissent très éloignées de la morale politique, ajoute-t-il, tout en révisant fortement à la baisse les ambitions passées de l'Union pour la France (UPF) qui « n'aura plus la même signification qu'avant ». An même moment, la commission des lois, convoquée précipitamment pour autoriser le retrait des deux amendements de M. Gouzes préalablement adoptés, résonne de diatribes d'une rare verve. M. Jean-Jacques Hysted (UDC, Seine-et-Marne) se fait « insulté », selon ses propres mots, par M. Pierre Mazeaud

politique, la première partie de cette procédure parlementaire de révision constitutionnelle (le vote conforme des deux assemblées) s'achève donc comme elle avait commencé, à savoir sur fond de désunion de l'opposition et de rapprochement entre le PS, l'UDF et l'UDC sur le dossier européen.

(RPR, Haute-Savoie) qui l'affablie d'un déditif « faux card ». Entamée sous le signe de l'épreuve de force entre l'Élysée et le Sénat, la journée s'achève donc par un pugilat entre le gaullisme et la démocratie chrétienne. Qu'importe désormais la question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu de débattre) défendue par M. Mazeaud, qui explique que le traité de Maastricht est « inacceptable » et « mort-né » depuis le rejet danois. Elle sera rejetée par 282 voix contre 163, chiffres qui prouvent — comme au Sénat — que les communistes s'associent systématiquement aux motions de procédure déposées le RPR, alors que celui-ci leur rend rarement la politesse. Mais, déjà, les esprits sont ailleurs. Le RPR demande une nouvelle suspension de séance — on en est à la quatrième — à l'issue de laquelle il décide, arguant de « l'incertitude » du gouvernement et de

« l'indignité » du débat, de ne pas participer au vote.

Il est une heure du matin : tous les députés gaullistes quittent l'hémicycle, comme pour mieux souligner la complexité entre l'UDF, l'UDC et le PS. Il ne reste plus à M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, qu'à assurer que « les vrais patriotes sont ceux qui disent non à la France isolée dans un continent défilé ». Les chevronnés tentent, eux, un dernier baroud d'honneur en défendant deux amendements — sur la citoyenneté européenne et sur le passage à la monnaie unique — qui sont rejetés. Le texte est voté conforme vers 4 heures du matin, sous les applaudissements, moins les paumes communistes. Le psychodrame s'achève enfin. Reste maintenant l'épilogue versaillois.

FREDERIC BOBIN

## L'analyse du scrutin

Le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht a été adopté à l'Assemblée nationale, dans la nuit du 18 au 19 juin, par 388 voix contre 43 et deux abstentions.

Ont voté pour :  
- 258 PS sur 271 ;  
- 1 RPR sur 126 ; M. Pierre de Benoîtville ;  
- 78 UDF sur 89 ;  
- 39 UDC sur 40 ;  
- 12 non-inscrits sur 24 : MM. Jean-Michel Boucheron, Jean-Marie Cambedoré, Jean Chaboud, Jean-Claude Chennou, Jean-Marie Duillet, Serge Franchis, Alexandre Léonelli, Alexis Pota, André Thien

Ah Koon, Emile Vermeulen, Marcel Wachter, Aloys Warhouwer.  
Ont voté contre :  
- 26 PC sur 26 ;  
- 5 PS : MM. Jean-Yves Antier, Roland Caron, Jean-Pierre Chevènement, Jean-François Delahais, Michel Sadoch ;  
- 7 UDF : MM. François d'Aubert, Alain Giottoz, Roger Lesia, Alain Maynard, Jean-Luc Pirel, André Ross, Philippe de Villiers ;  
- 1 UDC : M. Christine Boutin ;  
- 4 non-inscrits : MM. Jean-Pierre Perceuil Dela-Rocca, Christian Spiller, M. Marie-France Sturbois, M. Yves Vidal.

Se sont abstenus :  
- 2 PS : Jean-Pierre Fourré, M. Hélène Mignon.  
N'ont pas pris part au vote :  
- 6 PS : MM. Guy-Michel Chauveau, André Delahais, François Londe (nommé au gouvernement), Jean-Pierre Michel, M. Christine Moya, M. François Patriat ;  
- 125 RPR ;  
- 4 UDF : MM. Henri Bayard, Daniel Colin, Hubert Falco, Pierre Micaut ;  
- 3 non-inscrits : M. Léon Bertrand, M. Martine Daugrillat, MM. Jean-Michel Dubernard, Elie Hoarau, Auguste Legros, Michel Noir, Jean Royer, Maurice Serghien.

## Un comité central du PCF

## M. Marchais crie haro sur M. Herzog

Réuni jeudi 18 juin à Paris, le comité central du PCF a ouvert sa campagne pour le « non » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht. Un vif incident a opposé M. Marchais à M. Herzog.

En décembre 1990, dans la résolution finale concernant les travaux de leur vingt-septième congrès, les dirigeants du Parti communiste français affirmaient leur volonté de réconciliation générale avec leurs contestataires. Il était question de passer l'éponge sur les disputes antérieures pour « travailler ensemble » en bannissant « toutes les formes de comportement autoritaire, tout de haut, tout manquant à la loyauté, à la franchise et à la fraternité qui caractérisent les rapports entre communistes ».

La suite des échanges internes avait déjà démontré qu'il s'agissait là d'un vœu pieux et aujourd'hui il ne reste plus rien de ce programme. Entre la ligne majoritaire incarnée par M. Georges Marchais et le courant critique représenté par M. Charles Fiterman le fossé n'a cessé de se creuser. Surtout depuis que M. Philippe Herzog et les autres animateurs de la section économique du PCF sont à leur tour entrés en dissidence ouverte avec le secrétaire général du parti.

La précédente réunion du comité central avait ainsi été marquée par une passe d'armes inédite, puisqu'on avait vu M. Fiterman et ses amis faire ouvertement concurrence au « parlement » du parti en donnant une conférence de presse jointe de la place Colonne-Fabien pendant que M. Herzog continuait de porter la contradiction à M. Marchais suivant les formes conventionnelles (Le Monde des 22 et 23 mai).

Cette confrontation permanente s'est enrichie, jeudi 18 juin, d'un épisode tout aussi singulier puisqu'on a vu M. Herzog, cette fois, claquer la porte du comité central alors que, pour sa part, M. Fiterman préférait s'exprimer dans les colonnes de la Croix pour juger « insuffisantes, décalées et en retard » les orientations de la direction. Les travaux étaient consacrés au lancement de la campagne électorale du parti pour le « non » au

référendum annoncé pour la ratification du traité de Maastricht. En charge du rapport introductif, M. Francis Wurtz venait d'échouer les militants à « aborder cette grande bataille avec confiance et avec toute l'audace qui sied aux périodes d'optimisme et de reconquête » et d'exposer longuement la stratégie suivie par le « major » : « Maastricht constitue un véritable programme de gouvernement pour la droite en France. (...) L'arrogance de la droite met en lumière combien la tactique politique de François Mitterrand et des dirigeants du Parti socialiste à l'égard de la droite se retourne finalement contre la gauche elle-même. (...) L'affaire est désormais entre les mains des Français. Ils ont, avec ce référendum, la possibilité de changer profondément la donne de la situation politique du pays. (...) La dynamique en faveur du « non » démontre une dynamique « à l'initiative de la gauche ». (...) Notre « non » est de gauche. (...) Notre « non » est de gauche. Plus il sera nombreux, plus s'élargira la perspective pour les forces de progrès dans notre pays ».

## Un incident provoqué

La discussion venait de commencer et M. Anicet Le Pors, notamment, s'était exceptionnellement montré conciliant. L'ancien ministre de la fonction publique avait relevé « dans les toutes dernières expressions publiques de Georges Marchais, confirmées par le rapport de Francis Wurtz, une certaine « volonté de rattraper le retard sur le déficit démocratique » des analyses du parti sur l'Europe. Il en avait pris acte tout en regretant que le PCF ait jusqu'à joué « petit bras » et tout en estimant que, dans son ensemble, le propos de M. Wurtz demeurait « hors du temps ».

M. Herzog se proposait d'enfoncer le clou. Il se permit de constater que certaines de ses propositions précédentes avaient été prises en compte par le rapporteur, mais que son désaccord avec les réaffirmations majoritaires en déclarant « inacceptable » l'appel à voter « non » sans la perspective d'une autre solution ». A l'appui de sa démonstration, l'ancien chef de file des communistes aux élections

européennes de 1989 se référa à de récents propos du secrétaire général pour mieux souligner sa « différence de conception de la droite, donc, de campagne ». Mais lui en prit.

C'est au moment où M. Herzog expliquait, lui aussi, que le PCF avait « pris du retard sur l'Europe » et avait déjà été obligé de changer de position qu'il fut interrompu par M. Marchais et qu'il en résulta, à huis clos, le dialogue suivant.

M. Marchais : « Toi et moi, nous avons une divergence fondamentale sur la conception future de l'Europe et le rôle du parti communiste. (...) L'Europe est désormais d'actualité dans l'Europe du capital ».

M. Herzog : « Tu me fais un procès stalinien ».

M. Marchais : « Tu m'insultes ».

M. Herzog : « C'est toi qui m'insultes en langage et en thèmes ». Où sont les preuves ? Dans aucune de mes propositions, dans aucune de mes écrits tu ne trouveras la moindre preuve de ce que tu avances. C'est ça un procès stalinien ! C'est ignoble !

Et M. Herzog quitta la salle en précisant qu'il ne retournerait pas en séance jeudi.

Il apparut ensuite que l'incident avait été délibérément provoqué par l'intervention de M. Marchais fut le signal qu'attendait plusieurs autres membres du comité central pour crier haro sur le chef de file des économistes du parti. Une demi-douzaine de partisans de la ligne majoritaire, MM. Henri Garino, Nicolas Marchand, Guillaume Laybros, Jacques Denis, Jean-Marie Langouren, Jean-Paul Jougny, Michel Duffour, prirent en effet la parole pour accuser M. Herzog de « mentir », de « cultiver l'ambiguïté et le flou », de « ralentir la campagne contre la direction du parti », et de le faire en « s'appuyant sur divers « épices » à conviction » visiblement préparées pour la circonstance, en fournissant ainsi aux mêmes la preuve qu'il ne s'agissait pas d'un réquisitoire spontané.

Cela s'empêcha pas M. Marchais de proclamer la fin : « Travailler ensemble, c'est ma ligne et personne ne m'en fera changer ».

ALAIN ROLLAT

## Union sacrée de circonstance contre le Front national

Une liste composée à parts égales de candidats de gauche et de droite s'opposera à la réélection de M. de Chambrun (FN) à la mairie de Saint-Gilles (Gard)

### SAINT-GILLES

de notre envoyé spécial

Sur le papier, l'élection s'annonce difficile pour M. Charles de Chambrun. Très difficile ! Certains de ses adversaires affirment même que l'affaire sera entendue au soir du premier tour. Maire démissionnaire de Saint-Gilles, un gros bourg du Gard d'environ deux mille âmes, le comte franco-américain de Chambrun, descendant de La Fayette, membre du bureau politique du Front national et vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, affronte une élection municipale partielle dont la première manche est prévue le 21 juin.

C'est l'aboutissement d'une crise à rebondissements qui a duré de nombreux mois, réduisant par vagues successives la large majorité municipale — vingt et un sièges contre huit à l'opposition — jusqu'à la rendre minoritaire — quinze opposants contre quatorze « chambrunistes ». En 1989, pourtant, c'était tout beau, tout nouveau.

En trois ans, bien des illusions se sont envolées. Les amis de M. Jean-Marie Le Pen ne reviennent pas, à l'heure, de faire de cette ville un laboratoire du « Front », la forteresse d'où partirait la reconquête, le lieu symbolique de la lutte contre l'immigration et de combat pour le « droit ». Les clandestins allégrement employés dans les exploitations fruitières n'avaient qu'à bien se tenir. On allait voir ce qu'on allait voir ! On promettait la création d'un million d'emplois réguliers. M. Prope était aux commandes. On ne parlait pas encore des mirifiques projets d'élevage de gambas (poissons dévorés de moules), de géothermie, d'aquarium géant autour des arènes, d'enfouissement des déchets industriels et ménagers en petite Camargue mais la mythomanie allait pouvoir s'en donner à cœur joie.

### « Zone libre » et « zone occupée »

M. de Chambrun, secrétaire d'État de Georges Pompidou et ancien député, venait de ravir la mairie à la faveur d'une quadrangulaire. Il devenait ainsi le seul représentant du parti d'extrême droite à la tête d'une commune de plus de dix mille habitants. Le héros des uns était le honte des autres. Sur le pont métallique qui enjambe le petit Rhône, à quelques kilomètres de la ville, une main anonyme écrit « zone libre » d'un côté de l'ouvrage et « zone occupée » de l'autre.

Le président du Front national vient présenter sa liste des élections

européennes de juin 1989 en ce haut lieu de la légende bien qu'il s'agit d'être que la quinzième place à son hôtel. Pour le reconforter à peu de frais, il se déclara « convaincu » de l'élection du comte puisqu'il précéderait le vice-président du mouvement FN, M. de Chambrun, dans le premier tour, à des dissidents du RPR, dont M. Maurice Blanc, ainsi qu'à des personnes « sans engagement politique », et il avait profité du maintien de trois listes concurrentes au second tour : Majorité présidentielle (33,8 %), RPR-UDF (18,7 %) et PCF (8 %). Le bel atout, cependant, commença à bricoler assez rapidement. L'adjoint chargé du fonctionnement de la société d'économie mixte (SEM) créée pour l'achat de fruits et légumes donna vite sa démission. Et pour cause.

« Le parlement des agriculteurs était fantaisiste », dit-on dans la ville. « Le maire, qui traitait les foies, avait mis le compte bancaire de la SEM à son nom », affirme aujourd'hui M. Blanc qui est devenu son adversaire irréductible. Pendant quelques mois, M. de Chambrun aurait donc été comblé de fait de cette plateforme d'achat qui entretenait des rapports étroits avec un grosiste de Rungis. La SEM est désormais en sommeil mais l'obscurité la plus totale plane sur son bilan. L'assemblée générale n'a pas été réunie depuis plus d'un an.

Voulant reprendre en main son conseil qu'il sent flotter, le maire rédige un texte intitulé « Sitting Bull », à l'été 1990. Le « taureau assis » de Saint-Gilles veut instiller à ses adjoints la force même placée dans le mot de son bureau : « Tout homme qui dirige, qui fait quelque chose, a contre lui, ceux qui voudraient faire la même chose, ceux qui font précisément le contraire, et surtout, la grande armée des gens d'autant plus sévères qu'ils ne font rien du tout ». Le résultat ne tarde pas à arriver. Deux adjoints et deux conseillers passent dans l'opposition. Le nouvel équilibre s'établit à dix-sept contre dix. Le coup de grâce vient à la fin 1991, avec l'affaire du tractopelle. Soupçonné par M. de Chambrun de s'être ingéré dans les affaires de la commune en achetant un coin de terrain, M. Blanc est privé de ses délégations et de son bureau de deuxième adjoint. L'affaire est entre les mains de la justice. Chacun des deux protagonistes dit avoir le dossier qui enlève l'autre.

En attendant, ce nouveau chapitre des très riches heures du conseil de Saint-Gilles est fatal à M. de Chambrun. A l'examen du budget primitif, le 28 février et le 13 avril derniers, M. Blanc bascule

dans l'opposition avec deux autres conseillers. C'en est fait de la majorité. Confronté à des frondes intérieures, le maire et ses adjoints fidèles ont eu à subir également les assauts extérieurs de citoyens qui se faisaient forts d'exercer une « vigilance démocratique » sur l'activité de leurs édiles. La Biche qui rit, un samizdat local noté, à la mise en page incertaine, a fait office pendant plusieurs mois, de journal officiel des points municipaux vengés. Par ailleurs, un agriculteur, un avocat et un archiviste ont été les chevilles ouvrières d'un groupe d'étude et de réflexions municipales (GERM) qui s'est fixé pour objectif de « rassembler toutes les énergies politiques et associatives » pour, au bout du compte, botter M. de Chambrun hors des murs.

### « Une coalition contre nature »

Patience, les trois joyeux drilles ont tenté de réussir. A la base, l'union sacrée que les partis avaient ratée en 1989. La démission récente du maire et de deux de ses partisans a fait le larron. Le résultat n'est pas exactement celui qu'ils escomptaient mais une liste de circonstance a finalement été constituée.

Chef d'entreprise à la retraite, M. Roland Gronchi est donc à la tête d'une curiosité politique : une liste de trente-trois noms rassemblant des partisans de l'ancien maire, M. Louis Girard, vice-président du conseil général, qui oscille entre le centre et la majorité présidentielle, des socialistes, des communistes et des candidats sensibles aux thèses de l'opposition parlementaire. On assure que l'équité a été respectée entre la droite et la gauche. « Une coalition contre nature », affirme M. Blanc qui poursuit, devant les électeurs, son combat personnel contre M. de Chambrun au risque de faire les frais d'un duel qui ne le concerne plus.

« C'est l'alliance de la carpe et du lapin », renchérit le maire sortant qui assure bénéficier de la « bienveillance » de RPR et de UDF. Rien n'est moins sûr. Sans barguigner, M. Jean-Bouquet, maire de Nîmes et député (apparenté UDF) du Gard, a apporté son « soutien plein et entier » à M. Gronchi. M. Le Pen, lui, ne s'est pas encore manifesté. Il est vrai que M. de Chambrun insiste sur le fait que « moins d'un tiers » des candidats de sa liste sont au Front national. En 1989, la proportion était légèrement plus faible.

OLIVIER BIFFAUD

Approuvés par M. Charasse

## Les sénateurs souhaitent le report de l'application de la taxe départementale sur le revenu

Les sénateurs ont adopté, jeudi 18 juin, le projet de loi relatif à l'abolition des frontières fiscales à l'intérieur de la Communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée, qui avait déjà été adopté par l'Assemblée nationale (Le Monde du 28 mai). Ils ont d'autre part donné leur accord à la suppression anticipée du

taux majoré de la TVA, principalement pour les ventes d'automobiles et de matériels électroniques. A l'occasion de ce débat, le Sénat a adopté un amendement, présenté par M. Jean-Pierre Masseret (PS, Moselle), qui suspend l'application de la taxe départementale sur le revenu jusqu'au lendemain des prochaines élections législatives.

M. Masseret a précisé que son initiative n'avait pas reçu l'aval de son groupe et qu'elle était susceptible de « soulever des passions », mais, a-t-il ajouté, « je crois par là même éviter qu'une réforme bien intentionnée ne capote du fait de l'incompréhension ». Le ministre du budget, M. Michel Charasse, s'en est remis, pour sa part, à la « sagesse du Sénat ».

La réforme de la part départementale de la taxe d'habitation, prévue initialement pour l'automne prochain par la loi du 30 juillet

1990, et ardemment souhaitée par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a toujours rencontré l'opposition de M. Pierre Bérégovoy, du temps où il était ministre de l'économie et des finances.

J.-L. S.

**ISTH** INSTITUT SUPÉRIEUR DE TRAVAIL  
PRÉPAS  
• HEC • ESCP • ESCAE  
Enseignement approfondi d'admission  
• Stages intensifs gratuits  
SUCCÈS CONFIRMÉS  
Centre Auteuil 42 24 10 72  
PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2  
21 Juin  
**François LEOTARD**  
Le n° 1 de la nouvelle génération  
Rediffusion à 1 heure du matin



Lentement et non-exécution des décisions

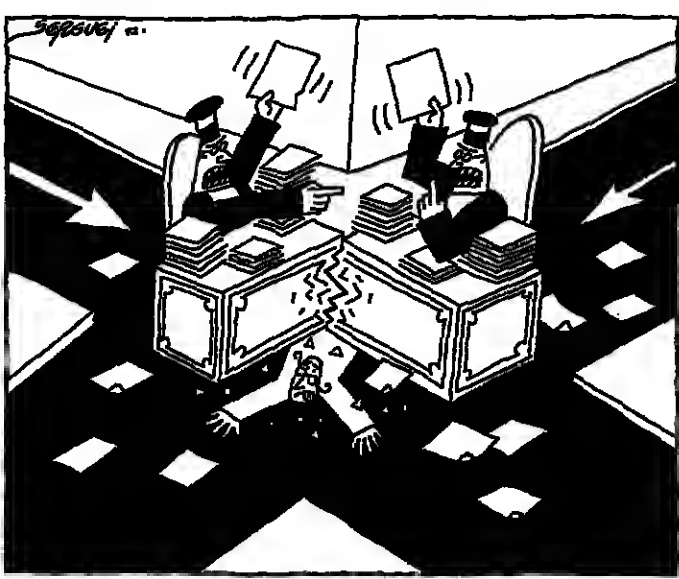
## Un rapport du Sénat dénonce la « grave crise » de la justice administrative

Le président de la commission d'enquête du Sénat sur le fonctionnement de la justice administrative, M. Hubert Haenel, et son rapporteur, M. Jean Arthuis, ont déposé, mercredi 17 juin, le rapport de la commission d'enquête sur le fonctionnement de la justice administrative. Le rapport de cette commission d'enquête créée en décembre 1991 propose de « rapprocher » le juge judiciaire et le juge administratif.

Souvent mal connue, parfois ignorée, la justice administrative tranche les conflits dans le silence et la discrétion. Ses décisions touchent pourtant au cœur de la vie quotidienne : c'est au juge administratif que l'on s'adresse pour contester un refus de permis de construire, dénoncer une imposition, ou s'opposer au passage d'une ligne à haute tension au-dessus de son jardin. Les juridictions administratives examinent aussi certains litiges touchant à l'environnement et tranchent en dernier ressort les recours des « déboutés du droit d'asile ».

Après un premier rapport sur la justice judiciaire, en 1991 (Le Monde du 13 juin 1991), le Sénat s'est donc penché six mois durant sur le sort de cette justice discrète « qui préfère régler ses affaires en famille ». Le constat des sénateurs est sévère : « Moins voyante et moins médiatisée, la crise de la justice administrative n'est pas moins grave que celle de la justice judiciaire », note le rapport. Elle confirme une profonde crise de l'Etat de droit et alimente un soupçon sur le droit de l'Etat.

An premier rang des critiques émis par la commission, figure la lenteur. Un mal qui n'est pas récent : en 1921, le juge administratif avait attendu treize ans avant de statuer sur le dommage causé à un enfant blessé par un bâtiment. Aujourd'hui, il faut, en moyenne, deux ans et deux mois pour obtenir un jugement en première instance. Les appels sont également plus rapides : le délai moyen est de deux ans devant le Conseil d'Etat et d'un an et quatre mois devant les cours administratives d'appel. Les efforts accomplis ces dernières années afin de désenclaver la justice administrative ont été nuls par l'augmentation continue des



recours : depuis le milieu des années 70, le nombre des requêtes n'a cessé de croître, passant de 24 000 en 1976 à 78 000 en 1991.

Cette lenteur se double d'un principe que les sénateurs jugent « exorbitant » : en vertu du « privilège du préalable », les décisions administratives sont immédiatement exécutoires, qu'il y ait ou non un recours. Certains agriculteurs ont donc la satisfaction d'apprendre au bout de plusieurs années de procédure que les remboursements qui leur ont été refusés étaient en fait dus.

## L'exécution des décisions

Le taux de non-exécution est encore faible - 2,5 % selon le Sénat - mais il ne cesse de croître : de 1975 à 1987, le nombre de saisines de la section du rapport et des études a été multiplié par six. Cette non-exécution grève de confort dans leur sentiment ceux qui estiment que le juge administratif, trop proche des vis-à-vis de l'administration, n'est pas vraiment un juge », note le rapport.

Aux yeux du Sénat, ces dysfonctionnements sont liés à l'attitude de l'administration, qui préfère souvent la voie du contentieux à celle des accords amiables, mais aussi à l'échec des réformes accom-

plées ces dernières années. Malgré l'allègement des procédures et la création, en 1987, des cours administratives d'appel, la justice administrative est, selon le mot des sénateurs, « en retard d'une réforme ». Les moyens accordés restent insuffisants : près de la moitié des tribunaux administratifs vivent à l'étroit et le sous-équipement informatique est souvent la règle.

Le rapport, qui dénonce le manque de greffiers et de magistrats - les effectifs ont crû moins rapidement que le contentieux - souligne également les conditions de travail difficiles qui règnent dans les juridictions : certains personnels de greffe sont recrutés dans des conditions de légalité des plus incertaines par le biais de TUC ou de contrats emploi-solidarité, les consultations de banques de données juridiques sont parfois rationnées pour cause d'économies budgétaires, et les secrétaires ont souvent du mal, faute de personnel, à taper les jugements en temps voulu.

## Le juge des excès de pouvoir

Face à cette crise, le Sénat, qui souligne son attachement à la justice administrative, propose de rapprocher les deux ordres de juridiction, judiciaire et administrative. Les échanges de magistrats pourraient être favorisés par la

voie du détachement, les juristes pourraient se voir offrir les mêmes garanties de procédure et les jurisprudences pourraient être harmonisées. Une démarche salutaire, notamment en matière d'indemnisation : actuellement, en raison des différences de jurisprudences, un patient victime d'un accident dans un établissement public hospitalier ne touche pas le même indennité qu'un malade victime du même accident... dans une clinique privée.

Le Sénat, qui souhaite que l'administration développe des modes alternatifs de règlement des litiges (recours gracieux, conciliation, transactions ou arbitrage), propose également de clarifier la répartition des compétences. Les frontières entre le territoire du juge administratif et celui du juge judiciaire sont, il est vrai, parfois difficiles à dessiner : un dommage causé par une grue est ainsi confié à un juge judiciaire si l'engin est monté sur roue (responsabilité du fait d'un véhicule de l'administration) et au juge administratif si la grue est fixe (dommage de travaux publics). Le Sénat propose donc de recentrer les interventions du juge administratif autour de l'exercice de pouvoir, le juge judiciaire devenant compétent en matière indemnitaire quel que soit l'auteur du dommage.

Reste à agir en amont, avant même que le litige éclate. L'inflation constante du contentieux prend en effet sa source dans une dérive régulièrement dénoncée par

le Conseil d'Etat : la prolifération du droit. Comment respecter le principe selon lequel « nul n'est censé ignorer la loi » lorsqu'on sait qu'il existe en France 7 500 lois et plus de 360 000 décrets et arrêtés ministériels applicables ? De plus, note le Sénat, « les réglementations sont aujourd'hui changeantes, disparates, complexes et mal articulées entre elles ».

La commission, qui souhaite « améliorer la qualité juridique des textes et leur cohérence », propose donc de renforcer la « réflexion juridique » à chacune des trois étapes qui rythment l'écriture d'un texte. La formation juridique des agents publics et des élus locaux pourrait ainsi être améliorée pour que la première version des textes soit plus claire. Dans un second temps, afin de maintenir la cohérence d'ensemble des règles juridiques, la Chancellerie pourrait « redevenir le ministère de la Loi », tandis que le Conseil d'Etat disposerait de plus de temps pour étudier les projets de lois ou de décret.

En abordant le troisième temps, celui de l'examen des textes au Parlement, les sénateurs esquissent un véritable *mea culpa* : afin d'améliorer la qualité des lois décrets et sénateurs, soulignent la commission, devraient remplir leur tâche avec « plus de rigueur qu'ils ne le font aujourd'hui ».

ANNE CHEMIN

## L'affaire de la Sages

L'avocat de M. Michel Rey proteste contre les méthodes de M. Van Ruymbeke

M. Charles Libmann, l'avocat parisien assurant la défense de Michel Rey, président de la SAGES, incrimine et dénonce dans le dossier instruit par le magistrat rennais Renaud Van Ruymbeke sur le financement du PS et du PC dans la Sarthe, a annoncé, jeudi 18 juin, qu'il se « déchargeait » de cette défense afin de « protester contre l'utilisation de la détention comme moyen de pression » sur l'inculpé.

Selon M. Libmann, le magistrat aurait, le 12 juin au cours d'une audition, proposé à son client « un marché » lui permettant d'être remis en liberté dans les plus brefs délais. Le magistrat avait alors signifié à Michel Rey une nouvelle inculpation pour trafic d'influence aggravé, ce qui permettait de prolonger au-delà des quatre mois légaux une mise en détention provisoire commencée le 24 février. Alors que Michel Rey accusait le coup, M. Van Ruymbeke aurait, ajoute l'avocat, évoqué sa mise en liberté en échange d'informations complémentaires sur le dossier en cours. A quoi Michel Rey aurait rétorqué qu'il n'avait « rien à offrir au juge pour prix de sa liberté ».

M. Libmann a reçu le soutien du bâtonnier de Paris, M. Georges Flécheux, qui s'est élevé contre « un procédé malheureusement trop souvent pratiqué et qui reste sans sanction ».

## DÉFENSE

Un nouveau système d'orientation expérimenté à Mâcon

## Des conscrits sélectionnés par des jeux vidéo

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a assisté, jeudi 18 juin, au centre de sélection de Mâcon (Saône-et-Loire), à la présentation d'un nouveau système - inspiré des jeux vidéo - d'orientation des jeunes conscrits, appelé ESPACE (emploi d'un système de passage automatisé et de correction des examens). En expérimentation, ce système devrait être étendu à toute la France d'ici à 1995.

## MACON

de notre envoyé spécial

« Bienvenue à bord, je m'appelle Alex ». Derrière sa console, M. Joxe écoute avec attention les consignes de l'ordinateur. Tirant vers lui les deux manettes, le ministre de la défense se lance dans un voyage vers le passé. Sur son écran vidéo, un vaisseau spatial laisse la place aux images stylisées de l'Angleterre victorienne. « Votre manœuvre a réussi », lui indique la voix digitalisée.

Depuis un peu plus d'un an, près de deux mille conscrits ont, comme lui, été enfermés dans une des six cabioles bleues, surmontées d'un gyrophare, installées dans le centre de sélection de Mâcon, qui reçoit 28 000 jeunes gens chaque année. Mais, à la différence du ministre qui n'y a séjourné, porte ouverte, que quelques courts instants, ils y restent entre quatre-vingt minutes et deux heures. La plupart prennent cet examen très au sérieux. Seuls, quelques-uns ont déclenché la balise jaune de détresse pour demander de nouvelles explications sur le fonctionnement de l'appareil ou pour se sortir après avoir débranché la « barbarie » du système.

Car, si ESPACE se présente comme un jeu vidéo, c'est avant tout un impitoyable moyen de sélection et d'orientation des jeunes conscrits. Après leur avoir appris à effectuer un certain nombre de tâches avec les deux manettes et le clavier de onze touches, le programme de l'ordinateur, réglé en fonction de leur niveau scolaire, va ensuite tenter (multiplication des ordres, inversion des commandes) pour faire échouer les candidats. Les officiers qui travaillent depuis sept ans sur ce système disent vouloir « par des événements imprévus, générer de l'émotion, faire chuter la performance du candidat à la tâche principale jusqu'au zéro absolu ».

## Généralisé en 1995

Ainsi, non seulement le traditionnel NAG (niveau d'adaptation générale) du jeune conscrit peut être mesuré, mais, grâce aux onze mille informations recueillies pendant l'examen, ses temps de réaction, sa vulnérabilité au stress, son sens de l'espace, etc. peuvent être connus avec précision. Ces informations sont essentielles pour les officiers orienteurs : un appel dirigé vers les chars peut se révéler très émotif dans une situation diffi-

cile, et un artilleur beaucoup trop lent pour les opérations de tir.

La diminution des crédits militaires et la réduction du service militaire à dix mois rendent indispensable l'amélioration des méthodes de sélection des 230 000 conscrits renouvelés chaque année. Il s'agit également d'améliorer la perception de l'armée par les jeunes générations. « Chaque fois qu'un jeune a eu le sentiment d'être mal employé pendant son service national, il risque de garder un jugement négatif sur l'idée même de défense nationale », a souligné M. Joxe à Mâcon.

Le système ESPACE pourrait être généralisé en 1995. Il remplacerait les tests écrits qui passent actuellement tous les conscrits, au cours de ces fameux « trois jours » réduits en réalité à deux demi-journées. Il faudrait préalablement dégager les crédits nécessaires pour équiper chacun des dix centres de sélection de quarante à cinquante cabines à 250 000 francs l'unité.

CHRISTOPHE DE CHENAY

La missile français Apache retourne par l'Allemagne. - Le missile air-sol Apache conçu par Matra et Aerospatiale a été retenu par les services techniques allemands et la Luftwaffe pour équiper l'avion d'attaque Tornado. Capable de disperser des sous-munitions en vol, l'Apache, qui atteint une portée de 150 kilomètres une fois lancé d'avion, est un missile destiné à la destruction de pistes aériennes. Le choix de la Luftwaffe doit être confirmé par le Bundestag. Le groupe allemand DASA sera associé à l'industrialisation du missile sur le Tornado.

Des hélicoptères Super-Puma pour la Norvège. - Le groupe franco-allemand Eurocopter a vendu, pour l'équivalent de 300 millions de francs, douze hélicoptères Super-Puma à la société norvégienne Helikopter Service AS, spécialisée dans les liaisons avec les plates-formes pétrolières en mer du Nord. Ces hélicoptères lui seront livrés en 1993-1994. Depuis l'an dernier, le marché mondial des hélicoptères civils et militaires manque le pas, notamment en Asie-Pacifique où il a longtemps été florissant. Eurocopter s'attend à un chiffre d'affaires en 1992 en baisse de quelque 10 % sur celui de 1991, qui s'est élevé à 12,6 milliards de francs. Durant les cinq premiers mois de 1992, les prises de commandes ont été d'une quarantaine de « machines » auprès du consortium Eurocopter.

## Les Africains du Mont-Tonnerre

Dans une impasse du quinzième arrondissement de Paris, un étrange chassé-croisé de locataires sur fond de tentative de rénovation immobilière

Apostrophe de la rue de Vaugirard, l'impasse du Mont-Tonnerre, créée en 1877 et portant le nom d'un ancien département français dont le chef-lieu était Mayence, était autrefois cachée par une haie de saules. Aujourd'hui, ce n'est plus que bruits, rumeurs et plaintes qui viennent buter contre les lourdes façades du musée Bourdelle, entourant l'étroite venelle.

Les locataires du 8, impasse du Mont-Tonnerre, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, réunis en association, viennent d'écrire à M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée chargée du logement et du cadre de vie, lui demandant d'intervenir auprès du propriétaire des lieux, promoteur de son métier, pour qu'il respecte leurs droits. Cette triste affaire, née au pied de la tour Maine-Montparnasse, exhale tous les remugles de la jungle immobilière de la capitale.

Le 8 dessine un carré d'un étage aux logements modestes, répartis autour d'une petite cour intérieure égayée par des fleurs, sauges ou précieuses, dont un superbe lis des prés est rare. Un pan du « Montparnasse » d'aujourd'hui a échappé au bulldozer et au béton. On y vit en harmonie, et seule les commodes du quartier viennent parfois troubler la quiétude du lieu.

## Dialogue orageux

L'affaire commence le 25 avril 1990, quand un promoteur, le SNC « 2A » domiciliée 12, galerie Montmartre, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement, et représentée par M<sup>me</sup> Annie Groult, acquiert le 8, impasse du Mont-Tonnerre. Le promoteur envisage de construire à cet emplacement un édifice de quatre étages à usage d'habitation avec bureaux en rez-de-chaussée et un parc de stationnement de deux niveaux. Le 18 février 1992, « dans l'attente de l'avis définitif de l'inspection générale des carrières », la mairie de Paris refuse le permis de construire.

Avant de bâtir, il faut démolir. Le promoteur adresse donc un congé à chacun des locataires. Mais la majorité des occupants des logements acquitta un loyer régi par la loi de

1948. Certains sont âgés de plus de quatre-vingt ans et habitent l'impasse depuis soixante ans. Selon la législation, la SNC « 2A » se doit de reloger ses locataires avant de raser le bâtiment. Saule proposition faite : un havre, toujours sous la loi de 1948, dans le quartier de la Goutte-d'Or en pleine rénovation. Refus des locataires. « Nous nous serions retrouvés dans une situation semblable à celle que nous connaissons aujourd'hui », affirme l'association.

Le dialogue devient alors orageux avec M<sup>me</sup> Groult, qui, selon les locataires, a pris le parti de ne plus répondre à leurs lettres. Le 8, impasse du Mont-Tonnerre, étant toujours occupé, le permis de démolir est refusé par le maire de Paris. Et le maire de l'arrondissement, M. René Galy-Dejean (RPR), écrit à l'association : « Ce permis sera accordé par le service compétent de l'Hôtel de Ville uniquement lorsque deux conditions seront remplies : la société concernée doit produire les conventions de logement requises par la loi et attester de la libération effective de la totalité des locaux ».

Le promoteur ne désarme pas. Il assigne devant le tribunal d'instance du 15<sup>e</sup> arrondissement un des locataires dont le bail venait à expiration le 31 octobre 1991. Le tribunal, en date du 19 mars 1992, rend ses conclusions et déboute la SNC « 2A ». Le bail est renouvelé pour six ans. Entre-temps, le promoteur change d'identité et s'appelle désormais « SNC 2A groupe API ». Il n'est plus domicilié dans le centre de Paris mais 11 bis, avenue Victor-Hugo, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement.

Cette querelle n'aurait rien, hélas, que de très banal dans la vie quotidienne de l'immobilier si, au mois de février, quatre Africains ne se présentaient 8, impasse du Mont-Tonnerre, pour « démolir » cinq appartements vides. Dans les quartiers parisiens où une opération de rénovation a été engagée, on mure portes et fenêtres sans prendre l'avis des riverains. Ici, on brise les parpaings. Alerté, le commissaire du 15<sup>e</sup> arrondissement, selon les locataires, que le propriétaire a donné son accord à cette opération commando. Les gra-

vats tombent dans la cour. Ils sont toujours là, en gros tas sales et gris.

« Depuis, six appartements sont occupés par des familles africaines. Ce qui nous a tout d'abord agréablement surpris, car si le propriétaire faisait récupérer les lieux, nous pouvions supposer que son projet de démolition était abandonné », déclare l'association. On pouvait aussi se demander pourquoi le promoteur accueillait de nouveaux locataires alors qu'il avait donné congé à d'autres. Bien organisés, ces Africains sont peu bavards et paraissent obéir à un meneur.

## De la colle sur les boîtes aux lettres

Impasse du Mont-Tonnerre, on a bien vite déchanté. Et ainsi que les locataires l'ont écrit à M. Koff Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'Intégration, « Par cet acte, le propriétaire, par une sorte de persécution, cherche à nous démolir et à faire en sorte que nous perdions nos droits ». Et d'ajouter : « Si le promoteur arrive à ses fins, ces familles africaines ne subiront-elles pas le même sort que nous ? » Selon l'association, la vie quotidienne n'est plus désormais qu'une suite « de provocations et de menaces verbales, de nuisances à grande coupe de débâcles et d'ordures déversées sur les gravats de la cour ». Elle rappelle que M<sup>me</sup> Groult « avait menacé verbalement de faire installer des « familles de Malians » dans les appartements vides ».

Samedi 13 juin, une locataire porte plainte au commissariat pour nuisances phoniques. Elle revient chez elle et trouve les serrures de sa boîte aux lettres pleines de colle. Elle retourne au commissariat porter plainte. Aujourd'hui, une pétition circule dans l'impasse pour dénoncer les nuisances occasionnées par les nouveaux occupants du 8 qui troublent le calme et le bon voisinage. Face à ces accusations, que répond le promoteur propriétaire des lieux ? « Je n'ai rien à dire, rien à expliquer », déclare M<sup>me</sup> Groult. C'est court et sans appel.

JEAN PERRIN



# SOCIÉTÉ

## JUSTICE

### Deux banquiers ont été écroués dans l'affaire du Brest Armorique Club

**BREST**  
de notre correspondant

M. Jacques Fabet, juge d'instruction à Brest, chargé de l'enquête sur les finances du Football club d'Armorique, a prononcé mercredi 17 juin deux inculpations pour complicité de banqueroute. M. Cadelbert, ex-sous-directeur de la banque Sudameris, et M. Laurent Dufau, directeur de la Banca Commerciale Italiana, laquelle a repris la

Sudameris, ont été tous deux placés sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt de Brest. M. François Yvnes, président du club de 1981 à 1991, avait été précédemment inculpé dans cette même affaire de banqueroute par moyens ruseux et de détournement d'actif puis incarcéré du 23 janvier au 13 mars (Le Monde du 25 janvier).

Le magistrat instructeur s'intéressait depuis plusieurs mois à la banque Sudameris où il avait mené une perquisition le 5 février. Peu après, il avait fait de même au

domicile de M. Cadelbert, qui n'est plus salarié dans cette banque.

La Sudameris était devenue en 1986 le banquier du club brestois. M. Cadelbert avait en charge ce dossier. Il se trouve que cette banque est bien implantée en Amérique latine, notamment en Colombie, et que le Football club d'Armorique s'est offert à une récente époque des vedettes sud-américaines. La question est de savoir pourquoi la Sudameris s'est fait le bailleur de fonds du club tout en ne pouvant reconnaître ses difficultés financières, difficultés qui n'ont cessé de s'accroître pour atteindre un déficit de 150 millions de francs.

Cette même banque, et particulièrement M. Cadelbert, fait par ailleurs l'objet d'une plainte de Charly Chaker, l'ex-médecin du Brest Armorique, président de l'Association pour le développement des relations arabo-françaises (ADRAF), inculpé pour abus de confiance, escroquerie et faux en écriture privée et de commerce (Le Monde du 18 janvier). Celui-ci affirme qu'il n'a pas été correctement informé de l'état des finances du club.

GABRIEL SIMON

## Anx assises de la Haute-Garonne

### La mort du tout petit Paul

Au procès des parents d'un enfant de sept semaines frappé à mort et laissé sans soins, la cour d'assises de la Haute-Garonne, s'est tenue le 18 juin, les circonstances atténuantes, la déchéance constatée par les psychiatres. Elle a condamné Alain Fabre, le père, à dix-huit ans de réclusion criminelle, et Geneviève Marty, la mère, qui était poursuivie pour privation de soins et non-assistance à personne en danger, à quatre ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis.

hantaient, des souvenirs d'enfants interdits qui tentaient de grandir ailleurs, pratiqués par des décisions de justice.

Le petit Paul, ils n'avaient pas voulu qu'on le leur retire comme les autres maltraités ou qui assistaient à des scènes d'une violence inouïe. La menace planait pourtant : une antenne de services sociaux était installée au premier étage de l'immeuble. Une assistante sociale, deux semaines avant la naissance de Paul, avait, dans un rapport adressé à la direction départementale de la solidarité, demandé « une mesure de protection sur l'enfant à venir ». Le compte tenu des dangers potentiels. Mais rien n'avait été fait.

## Naufragés

Naufragés d'une passion exclusive, retranchés du monde, baignés de vin, rodés aux coups, Geneviève Marty et Alain Fabre s'étaient repliés sur eux-mêmes. Ils refusaient toute intervention de l'extérieur. Elle avait été mise en place pendant dix ans et lui ouvrait chez Dessault pendant dix-sept ans. S'étant trouvés par le biais d'une petite annonce, ils s'étaient pour la première fois rencontrés sur le parking d'un supermarché. Ils avaient décidé de vivre ensemble, et ensemble ils avaient sombré.

Il était violent et ne supportait pas qu'un bébé pleure. Alors, il cognait, sur elle d'abord, puis sur les enfants. Ces enfants qu'elle plaçait comme en sa jette des essiettes à la figure. On les avait l'un après l'autre licenciés. Ils avaient accumulé les dettes, se fournissaient au Secours catholique et dans les poubelles des grandes surfaces. Les voisins bouchaient leurs oreilles quand les cris devenaient trop stridents. Une jeune femme — une seule — un jour, brava le silence et les « signa », finit par convaincre la gendarmerie de venir chercher Adeline, qui était couverte de bleus.

Le père de la jeune femme multiplie les procédures pour tenter de soustraire sa fille à ce compagnon de cauchemar. En vain. Et ce 23 avril, quand on découvre le bébé martyrisé, les deux ementa d'abord firmant bloc, se soutenant l'un l'autre en présentant des versions démentes d'un impossible accident, décrivant complaisamment des biberons qui n'avaient jamais été donnés.

Puis ils firent le choix de renvoyer à l'autre la responsabilité d'une telle monstruosité. Elle, avec sa jupe écossaise et son corsage blanc, jouait les dames patronnesses. Lui, avec sa tête de méchant de western et ses yeux d'un bleu cobalt, bougonnait à l'unisson des mensonges en clement ann amour du « petit » devant une cour d'essies hébétées. Replissés sur un amour devenu haine, sur leurs secrets trop lourds, ils prenaient l'air buté de gémis qui ont fait une grosse bête.

AGATHE LOGEART

Inculpation du patron d'une discothèque parisienne pour proxénétisme aggravé. — Depuis la fermeture nocturne des allées les plus chaudes du bois de Boulogne, les prostitués sud-américains ont « délocalisé » leurs activités en Italie, dans divers sous-bois de la région parisienne et dans

Paris intra-muros. Une quarantaine exercent leurs spécialités dans les toilettes d'une discothèque réputée du XV<sup>e</sup> arrondissement, dont le patron vient d'être inculpé de proxénétisme aggravé par un juge d'instruction parisien, M. Laurence Le Vert.

## PARIS

Selon l'AFP

### Pour le préfet se posent deux préalables au relogement des familles installées à Vincennes

Le préfet de la région Ile-de-France, M. Christian Sautter, a déclaré, le 18 juin, dans un entretien à l'AFP, que deux préalables s'imposent au relogement des familles qui « campent » sur l'esplanade du château de Vincennes : une « information fiable » sur leur nombre, leur identité, leur composition, et l'acceptation par elles des « hébergements provisoires mais très corrects » qui leur ont été proposés.

Les représentants des familles avaient refusé, début juin, les propositions de relogement dans des baraques de chantier ou dans un centre d'éducation surveillée en grande banlieue. M. Christian Sautter, qui rappelle que 70 000 personnes sont prioritaires sur le fichier des mal-logés à Paris, indique que des toilettes mobiles ont été installées, que la Ville de Paris a ouvert, à sa demande, une consultation de PMI dans le douzième arrondissement et délégué une sage-femme sur le terrain. « Un mini-bus emmène les familles jusqu'à des bains-douches. Notre priorité est humanitaire, affirme-t-il, mais il n'est pas question de favoriser l'installation d'un campement fixe et durable ».

GABRIEL SIMON

## MÉDECINE

A la veille du procès du sang contaminé

### M. Kouchner demande une expertise juridique sur les conditions de départ du docteur Garretta de la direction du CNTS

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a demandé une expertise juridique concernant le contrat liant la Fondation nationale de transfusion sanguine et le docteur Michel Garretta, ancien directeur général du Centre national de transfusion sanguine. Le docteur Garretta, poursuivi pour ne pas avoir retiré du marché des produits sanguins « corrompus et toxiques » au cours des années 1984 et 1985, comparait avec trois autres médecins, à partir de lundi 22 juin, devant le tribunal correctionnel de Paris.

On précise dans l'entourage de M. Kouchner que le ministre de la santé et de l'action humanitaire avait trouvé « scandaleux » les termes du contrat passé en 1991 au moment du départ du docteur Garretta du CNTS. Ce contrat prévoyait le règlement des conséquences financières de ce départ. Il fixait le montant des indemnités de rupture du contrat de travail (près de 3 millions de francs) et prévoyait « l'assistance juridique » de la Fondation.

Inquiet d'apprendre que la transfusion sanguine française réglerait les frais d'avocat du docteur Garretta, voire les éventuelles condam-

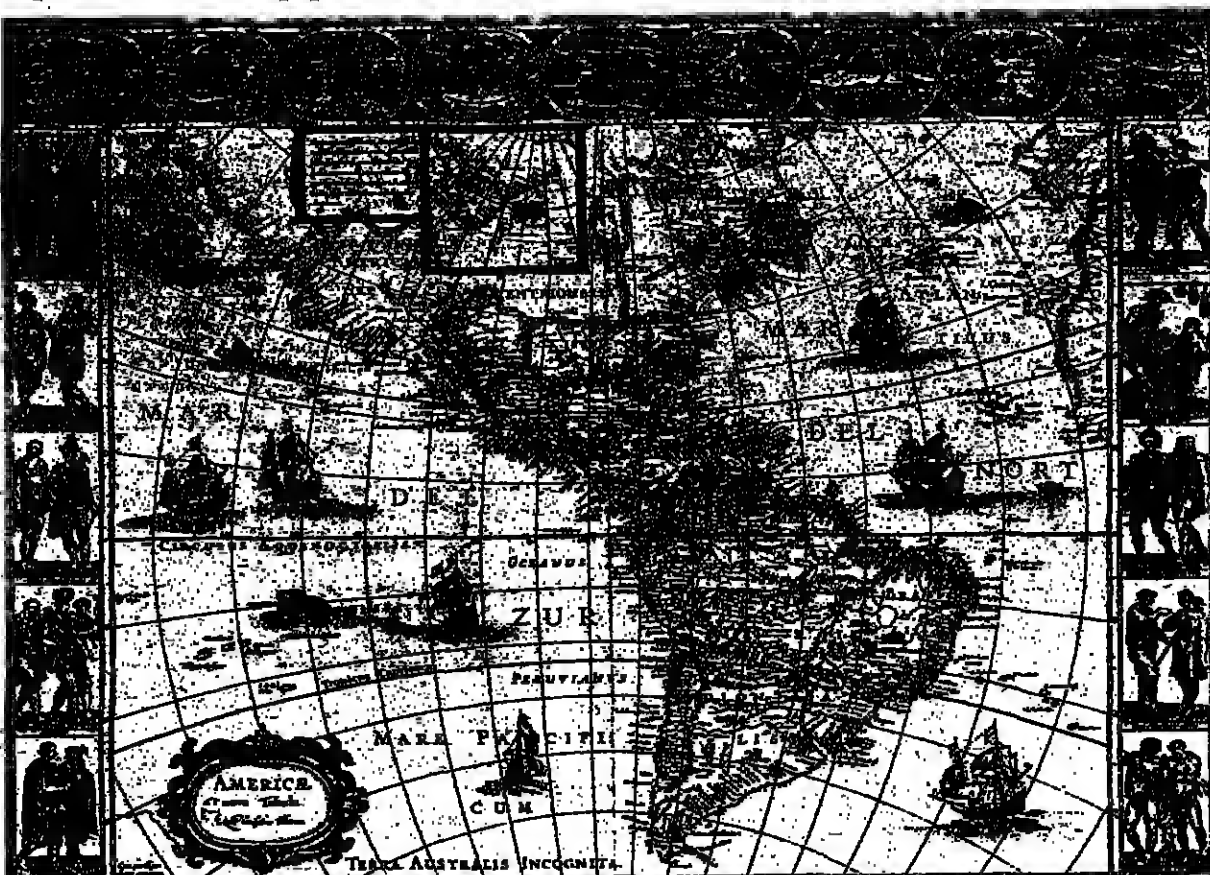
nations pécuniaires encourues par l'ancien directeur général du CNTS, M. Kouchner a demandé une consultation juridique au cabinet de M. Michel Vauzelle, ministre de la justice.

## « Inacceptable et indigne »

« Je trouve inacceptable et indigne que l'on sorte cette affaire de la veille du procès, nous a déclaré M. Xavier Charvet, avocat du docteur Garretta et du CNTS. A quoi cela sert-il, sauf à discréditer le conseil du docteur Garretta. Il est clair que mon client, s'il devait être condamné, réglerait lui-même les amendes le concernant personnellement. En revanche, les indemnités susceptibles d'être versées aux victimes le seraient par la FNTS. J'ajoute que le contrat liant cette fondation et mon client n'a été signé le 13 juin, dans le cadre du protocole de départ du docteur Garretta, par M. Jean Sérignan, chef de la Mission de contrôle économique et financier auprès des organismes à caractère social ».

JEAN-YVES NAU

### C'est Monsieur C. Colomb qui aurait apprécié nos vols quotidiens sans escale.



Washington - Chicago - Los Angeles et même San Francisco au départ de Paris.

Quelques heures suffisent aujourd'hui à United Airlines pour rallier Washington, Chicago et tout aussi quotidiennement à partir du 1<sup>er</sup> juin Los Angeles et San Francisco. Quelques heures qui vous paraîtront d'autant plus courtes que United Airlines et l'ensemble de ses équipages feront tout pour qu'elles vous soient agréables. Alors, à moins que vous ne vouliez revivre la traversée ponctuée de mout et mout escales de Christophe Colomb, composez sur votre minitel le 3614 UNITED, contactez United Airlines (au 48 97 82 82 pour Paris et au numéro vert 05 01 91 38 pour la province), ou bien encore votre agence de voyages. Vous découvrirez ainsi par la même occasion notre programme de fidélisation Mileage Plus, grâce auquel vos kilomètres parcourus vous permettront de repartir gratuitement vers n'importe quelle destination United Airlines dans le monde.

**UNITED AIRLINES**



# LE RENDEZ-VOUS SOLDES D'ÉTÉ



**SOLDES**  
20-50%  
**DAKS**

269 rue Saint-Honoré  
75001 Paris Téléphone 42-60-22-19  
WE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

## SOLDES MONSTRES

Chez Ashford, pour la 1<sup>re</sup> fois, soldes sur toute la collection, cuir véritable, entièrement cousue "Good Year".



Catalogue gratuit sur demande.

4, rue du Général Lamoignon, Paris 17<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Bate - Tél. : 48 98 91 66  
24, rue de Châteaudun  
Paris 9<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> R.D. de Louvre  
Tél. : 42 80 43 72

**Ashford**  
le pur style anglais

## LE RETOUR DES SOLDES.

Voici venu le temps béni des soldes, le temps béni des rêves accessibles. Deux fois par an, en effet, le luxe est à la portée de tous. Et tout ce qui vous semblait seulement conçu pour les « autres », les « nantis », est désormais à vous, pour vous. Sans vous ruiner !

Autrefois les soldes proposaient des articles hors saison ; on achetait au printemps des articles de l'hiver dernier au risque d'être démodé l'hiver à venir ! Il n'en est plus ainsi. Au seuil de l'été, vous allez pouvoir vous offrir tout ce que les magasins n'ont pas vendu au printemps. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres ! Mais, comme l'époque est morose, vos achats d'aujourd'hui vont permettre à ces mêmes magasins de se réapprovisionner pour l'automne à venir... en attendant les prochains soldes d'hiver ! La roue tourne, et c'est bien ainsi. Dans cette page, des soldes, certes, mais pas n'importe lesquels. Des soldes et des promotions soigneusement sélectionnés, triés, palpés, réfléchis, sûrs.

### 40 % SUR LES IMPERMÉABLES

Chez « Mon Imper », les soldes débattent aujourd'hui, avec, bien entendu, ses fameux imperméables proposés avec des remises allant de 20 % à 40 %, c'est-à-dire que vous y trouverez un Burberry's à partir de 2 000 F ! En ce qui concerne les collections de prêt-à-porter hommes et femmes, voici 30 % sur les vestes, les costumes et les tailleurs. On trouve aussi des pantalons à partir de 300 F, des chemises et chemisiers de marques à partir de 200 F... Mon Imper vous offre aussi une promotion séduisante : pour l'achat de deux pantalons « extensibles », griffés Saint-Hilaire, un jean de la même qualité et de la même griffe vous sera gracieusement offert ! 700 F l'unité ! Mon Imper, 63, faubourg Poissonnière, 75009 Paris.

### TÉLÉPHONEZ MOINS CHER !

C'est chez Gapie que l'on achète toute la téléphonie à des prix de demi-gros, et c'est encore mieux en ce moment grâce à des promotions d'été qui vous donnent une occasion de revoir et de moderniser vos installations à des prix défiant toute concurrence. Par exemple, des téléphones sans fil à partir de 390 F au lieu de 590 F, un répondeur-enregistreur intelligent à distance, également à 390 F au lieu de 590 F. Si vous voulez un répondeur qui soit, en plus, télécommandable à distance, vous permettant ainsi de changer vos messages où que vous soyez, voici le Sony Tam 30, à 690 F au lieu de 990 F. Gapie vous propose également un grand choix de téléfax dont le premier à 2 950 F au lieu de 3 500 F, muni d'un chargeur de cinq documents. Gapie, 189, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Tél. : 40-36-28-97.

### LES PIEDS EN PAIX !

On ne dira peut-être jamais assez combien la chaussure Ashford « chausse » bien et avec toute l'élégance britannique, puisqu'elle est fabriquée en Angleterre dans les meilleures peausses et... cousues Good Year ! Mais encore, son rapport qualité-prix est des plus séduisants avec un prix moyen de 870 F pour une paire ! Alors, comment annoncer ses soldes, forcément encore plus séduisants ? Vous trouverez une vingtaine de modèles au choix, chacun soldé individuellement. Par ailleurs, Ashford propose une ligne d'accessoirs, deux de très belles chemises classiques, en coton, aujourd'hui soldées à 295 F. Les modèles sport sont en jean ou velours pour 200 F ! Cravates en soie à partir de 180 F... Ashford, 4, rue du Général-Lanrezac, 75017 Paris, et 24, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

### LA VESTE DAKS

#### « ON SALE »

Quand les soldes deviennent des « sales », en anglais, cela se passe chez Daks, et c'est toujours un grand moment puisqu'on peut enfin s'offrir la fameuse veste que l'on regarde sur les vitrines depuis si longtemps. Et, parfois même, deux pour le prix d'une ! En effet, voici des vestes en lin, soldées à 50 %, 1 675 F au lieu de 3 350 F ; pour les modèles classiques en coton ou laine, 30 % de remise ! Toujours impeccable, voici le pantalon Daks en toile de laine, avec sa ceinture, à 770 F au lieu de 1 100 F, ou en coton, soldé à 525 F. Côté accessoires, les remises sont de 50 % avec des pulls en coton à 425 F et des chemises à 400 F. Pour madame, voici une sélection de tailleurs en laine légère, et qu'en ne présente plus, soldés à 50 %, donc, à partir

de 1975 F, des chemisiers à 300 F, etc. Daks, 269, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.

### LA VOGUE EN FÊTE !

C'est lundi 22 juin le jour officiel de grand départ des soldes chez La Vogue, à deux pas de l'Opéra Garnier, avec, par exemple, des costumes signés Armani, en laine fine, croisés, à 3 690 F au lieu de 5 250 F. On aime aussi beaucoup les pantalons en microfibre au prix spécial de 399 F et les blousons en soie lavée soldés à 590 F seulement ! Au rayon chemise, voici des chemisettes signées Cardin, soldées à 239 F, signées Dior à 350 F. On y trouve aussi le fameux voile misse, si léger et tellement agréable quand il fait chaud, 470 F la chemise et 590 F le blouson. La Vogue, 38, bd des Italiens, 75009 Paris.

### PROMOTIONS DÉCORATIVES !

Découvrez la nouvelle collection Mark Hampton chez Jade, temple de la décoration anglaise. Il s'agit d'une série de meubles reproduits à l'identique d'après des modèles du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, réalisés pour de riches planteurs américains. Vous pouvez profiter des prix de lancement, ils ont lieu en ce moment. Il y a également des soldes chez Jade, avec des remises allant de 20 % à 50 % sur des objets aussi divers que lampes, falences, tapis dont des kilims, aussi sur les anti-quités. Voici un très beau canapé Biedermeyer soldé 27 000 F au lieu de 45 000 F, un sofa-canapé XIX<sup>e</sup> siècle soldé 16 000 F au lieu de 22 000 F. Jade, 71, av. des Ternes, 75017 Paris.

### DE RICCI A THIERRY MUGLER

C'est chez Raymond Lescur que se trouvent rendez-vous beaucoup de grandes griffes : Nina Ricci, Thierry Mugler, Misa Misa, Guy Laroche, Burberry's... et cela, en ce moment, avec de 20 % à 50 % de remise. Par exemple, des robes « liberty » en coton, signées Burberry's, soldées à 950 F, des ensembles (magnifiques) de la collection Nina Ricci week-end, en fil meroisé, à 2 145 F au lieu de 4 290 F, soit 50 % de remise. Cela concerne également Monsieur. En effet, son rayon propose, notamment, Burberry's, soldés à 525 F. Côté accessoires, voici des remises allant de 30 % à 50 % Raymond Lescur, Centre Maine-Montparnasse, 17, rue de l'Arrivée, 75015 Paris, et aussi 125, rue de Sévres, 75006 Paris.

### COSTUMES DE MARQUES

On ne peut pas vraiment parler de soldes chez DGM (Dépôt Grandes Marques) puisque en temps normal ses prix sont déjà de 30 % à 50 % inférieurs à ceux pratiqués ailleurs. On dira plutôt des promotions. Par exemple, 15 % sur les costumes légers en coton, en lin, les deux mélangés, etc., dans des coloris beige, noir, vert et bordeaux. C'est-à-dire des costumes à partir de 900 F. Côté grandes marques, on trouve chez DGM, pêle-mêle : Dior, Ungaro, Cerruti, Renoma, Féraud et autres Fath ! De très sympathiques survestes à multipoches à seulement 500 F, sans oublier une remise de 15 % sur tous les imperméables légers, à savoir à partir de 850 F ! DGM, 15, rue de la Banque, 75002 Paris (3<sup>e</sup> étage).

### INTÉRESSANT !

Chez Latreille, il n'y a que la qualité qui compte, c'est sans doute la raison pour laquelle ce magasin perdure depuis bientôt cent ans. Pour Madame, des griffes classiques de très bonne qualité vous attendent : Ramonon, Pringle of Scotland, Giffon... que vous trouverez en soldes avec des remises allant de 20 % à 40 %. Même chose pour Monsieur. Vous trouverez des vêtements de grande qualité, sans oublier un important détail : Latreille réalise encore de vrais retouches et met un vêtement pratiquement à plat si besoin est. Voici des vestes 100 % coton à 1 115 F au lieu de 1 395 F, des pantalons en laine et polyester à 408 F au lieu de 510 F... Latreille, 62, rue Saint-André-des-Arts, 75006 Paris.

### A L'ANGLAISE

Quand on découvre des soldes à l'anglaise, c'est la fête ! Vous en avez la preuve chez Burberry's, qui les commencent le 22 juin et dans ses douze boutiques à Paris et en province ! Pour elle, un imperméable court, en coton vent-vert, 2 450 F au lieu de 3 190 F, des tailleurs à manches courtes et jupe droite, marine, rouge ou pêche, 2 235 F au lieu de 2 800 F. Monsieur pourra s'offrir le fameux trench-coat en coton, olive, beige foncé ou beige rosé, à 3 500 F au lieu de 4 600 F ou les non moins célèbres imperméables en coton, droits à manches raglan, ivoire ou tilleul, 2 450 F au lieu de 3 150 F. Voici encore des blousons en coton soldés à 995 F, et encore... et encore... Burberry's, 8, bd Malesherbes, 75008 Paris.

## UTILES ET FUTILES

### Utiles et futiles.

Apportez un souflet d'ouverture à votre temps précieux grâce à la gamme de montres Camel Trophy. Elle existe en trois modèles de chrono différents. Le design, très viril, est très plaisant, avec son air solide et authentique. Ces grosses montres se portent avec un bracelet de cuir naturel. Leurs cadrans se déclinent en quatre coloris : blanc cassé, noir, kaki ou tabac, les couleurs des aventuriers ! De 1 780 F à 2 990 F selon le chronomètre choisi, chez les horlogers...

### Un sourire de star.

Dorénavant, vous pourrez toujours avoir le sourire d'une star grâce à Harrison qui propose sa nouvelle brosse à dents : « La Rechargeable » ! Cette brosse est munie d'une capsule de dentifrice dans le manche ; ainsi, toujours prête à l'emploi, il suffit de mouiller la brosse et pousser une ou deux fois sur la cartouche. Le dentifrice apparaît, et c'est parti ! 45 F en pharmacie.

### Au soleil.

Comme à ce que nous avions écrit par erreur, les lunettes de soleil Lucia Bé ne se trouvent pas chez les opticiens ! Elles préfèrent le pharmacien. Pour vos plages de l'été, vous pouvez être sûrs et sûres de trouver, sous cette griffe, une monture à votre goût : ronde et rétro, colorée et sportive, déstructurée et artiste, onale et italienne... et cela à des prix doux, de 100 F à 350 F seulement.

### Les délices estivales !

Il fait bien trop chaud pour se mettre en « cuisine » et, pourtant, on a bien envie de bonne chose ! C'est ainsi que Latreille va vous servir la pin griffe à ses nouveaux plats d'été, par exemple une délicieuse terrine de veau à la sauce tomate, 30 F, une croquette gourmande de carpaccio de bœuf, 40 F, ou peut-être préférez-vous un plat léger comme le pot de daurade avec ses légumes provençaux à 120 F et, pour terminer le repas, un apéritif prolongé aux abricots, 255 F le kilo. Ce n'est qu'une petite sélection de ce que vous trouverez dans les boutiques Latreille, 44, rue de Bœ à Paris par exemple.

GUNNAR P.

## SOLDES A L'ANGLAISE

à partir du lundi 22 juin chez

**Burberrys**  
OF LONDON

8, bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. 42.66.13.01  
56, rue de Passy, 75016 Paris. Tél. 42.88.88.24  
55, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. 45.48.52.71

BORDEAUX - LILAS - LYON - MARSEILLE - NANTES - NICE - STRASBOURG - TOULOUSE

## MODE MASCULINE

**On ne trouve pas de soldes au Dépôt des Grandes Marques**  
**Vente sans intermédiaires**

Les griffes les plus prestigieuses des couturiers français et italiens (dont on ne peut citer les noms).

Les collections printemps-été 92 au prix de dégriffé.

**-15%** sur les costumes coton et lin et sur nos prix habituels

du 38 au 64

**atelier de retouches**

ouvert

du lundi au samedi de 10 heures à 19 heures

**D.G.M., 15, rue de la Banque (75002)**  
**M<sup>o</sup> Bourse. Tél. : 42-96-99-04**

recommandé par « Paris pas cher » et « Gault et Millau »

**LATREILLE**  
PREPAREZ-VOUS, C'EST LA FÊTE !

**soldes d'été**  
Mardi 23 Juin

QUALITES IRREPROCHABLES  
PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
Tél. 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

**LUNDI 22, 1<sup>er</sup> jour des SOLDES**

**LA VOGUE**

38, boulevard des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2

**RAYMONDE LESCUR**  
**SOLDES**

MUGLER, N. RICCI, G. LAROCHE, BURBERRY'S...

Centre Maine-Montparnasse - PARIS-15-  
125, rue de Sévres - PARIS-6<sup>e</sup>

**GAPIE**

189, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.  
Métro : Gare du Nord  
Tél. : 40-36-28-97.

**MON IMPER**

**SOLDES A L'ANGLAISE**  
Prêt-à-porter hommes et femmes  
63, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 PARIS

**JADE**  
An eye for the unusual

**SOLDES MONSTRES**  
avant travaux d'embellissement  
à partir du 16 juin 1992

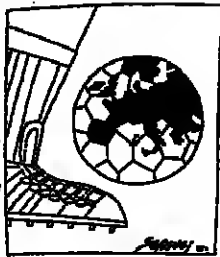
JADE, L'ART DE VIVRE A L'ANGLAISE SUR 2000 M<sup>2</sup>  
IMPORTATION DIRECTE DE MEUBLES ANCIENS ET  
RÉÉDITIONS, SIÈGES ET CANAPÉS, TAPIS/DECO

Conseils et services en décoration. Vente aux professionnels sur rendez-vous.

71, avenue des Ternes, 75017 Paris  
Tél. (1) 40-55-02-19  
57 bis, rue d'Anteuil, 75016 Paris  
Tél. (1) 44-30-19-87  
Du mardi au samedi : 10 h à 19 h  
Le lundi sur rendez-vous



55-2000-1000



## SPORTS

FOOTBALL : le Championnat d'Europe des nations, groupe 2  
Pays-Bas-Allemagne, 3-1

### La mécanique orange

Les deux favoris du groupe 2 et de la compétition, les Pays-Bas et l'Allemagne, se sont qualifiés pour les demi-finales du Championnat d'Europe des nations, jeudi 18 juin. A Göteborg, le superbe duel au sommet entre les champions d'Europe et les champions du monde en titre a nettement tourné à l'avantage des Pays-Bas, vainqueurs 3-1 grâce à trois buts de Rijkaard (3<sup>e</sup> mn), Witschge (14<sup>e</sup> mn) et Bergkamp (71<sup>e</sup> mn) contre un de Klinsmann (53<sup>e</sup> mn). Après la défaite de la CEI face à l'Ecosse, 3-0, à Norrköping, les Allemands sont deuxième du groupe avec 3 points. Ils disputeront leur demi-finale contre la Suède, dimanche 21 juin à Stockholm. Les Pays-Bas, premiers avec 5 points, rencontreront le Danemark, lundi 22 juin à Göteborg.

GÖTEBORG

de notre envoyé spécial

Avec son toit qui fait mine de s'effondrer sur les tribunes centrales, le stade de Göteborg ressemble à des montagnes russes. Jeudi soir, les spectateurs embarqués dans ce grand manège ont renoué avec un plaisir un peu enfantine, au parfum aussi nostalgique que celui des foires d'autan : des buts, du spectacle. Simplement un beau match de football. Une chanson de gestes parfaits, une de ces parties limpides où le ballon circule de pied en pied, sans hachures, sans coups bas, pour terminer sa course à intervalles réguliers au fond des filets.

Heureux groupe 2, qui fut, tout au long de ces phases éliminatoires, d'une qualité infiniment supérieure à celle du groupe où évoluaient la France et l'Angleterre (le Monde du 19 juin). Ayant de se dissoudre dans les demi-finales, il aura assuré la qualification logique de ses deux favoris, sans oublier d'accorder des accessits à chacun de ses deux outsiders.

Pour que le choc entre les champions du monde et les champions d'Europe ne se transforme pas en un nouveau colloque de comptables, il avait même pensé à prendre toutes ses précautions. Il avait interdit l'usage de la règle à calcul aux joueurs des Pays-Bas, condam-

nés à gagner pour se qualifier. Après la mi-temps, alors que chaque équipe aurait pu se crisper sur ses positions, les nouvelles de la débâcle de la CEI eurent l'effet de transformer la partie en un match amical, pour le seul plaisir du jeu.

A aucun moment Allemands et Néerlandais n'ont semblé vouloir régler leurs vieux comptes, solder leur éternelle querelle de domination sur le football européen. Sans les supporters avaient pensé à saborder mutuellement leurs hymnes, par des bordées de sifflets et d'insultes. Les joueurs, eux, se sont offert une répétition grandeur nature, et rapidement sans enjeu, de ce qui pourrait constituer la prochaine finale de ce championnat d'Europe.

Regarder l'adversaire droit dans ses buts

Les questions de suprématie étaient de toute manière tranchées depuis longtemps. En une mi-temps de rêve, les joueurs des Pays-Bas avaient tout simplement écrasés les Allemands, gravement handicapés par l'absence de plusieurs joueurs cruciaux. Lorsqu'ils jouent de cette manière, les Néerlandais sont au ballon rond ce que les All Blacks furent à l'ovale, du temps de leur splendeur. Ils réussissent le miracle de posséder un joueur décisif à chaque poste. Et le talent individuel de chacun, sans jamais parasiter l'ensemble, se met humblement au service de la tactique commune, cette manière habituelle de dédier le jeu défensif, qui asphyxie le football moderne, pour mieux regarder l'adversaire droit dans ses buts. Les Pays-Bas deviennent alors un catalogue de la perfection, dans lequel tous les sélectionneurs du monde doivent rêver de piocher.

Il souhaitait posséder une vieille gloire ultramédiatique, un capitaine de route transformé en équipier modèle par ses limites actuelles ? Qu'ils consultent la page 11 du Monde, ils découvriront l'attitude de Guilt, le défenseur l'attaquant le plus dévoué de la planète, un passeur hors-pair que seule une insigne malchance empêche de retrouver son efficacité d'autan ? Qu'ils passent au rayon Van Basten. Ils y trouveront un attaquant sans complexés, un jeune loup parfaitement intégré à la meute des vieux briscards ? C'est au chapitre Bergkamp.

An scin de cette débâche de génie, les Hollandais ne sont pas même dépourvus d'un homme à tout faire : Frank Rijkaard. Dans

la fragile mécanique orange, qui aura tout de même mis deux matches à se régler, entre Koeman l'amorisateur et les attaquants pistons, il est le lubrifiant. Celui qui arrondit les aspérités du jeu, qui cotracte les premières butées tout en relançant la machine vers l'attaque. Parmi les trois Milanais, sa personnalité discrète l'a toujours placé un peu en retrait. Dernier arrivé dans le club de Silvio Berlusconi, le joueur originaire du Surinam ne possède ni la longue chevelure ni la carrure de star de Guilt, son copain d'enfance. Il ne campe pas fièrement aux avant-postes comme Van Basten. Mais Rijkaard se trouve partout ailleurs.

Jeudi soir, il a inscrit un premier but qui lui ressemble : une tête sobre, toute en finesse et en intelligence. Il a créé le désordre dans la surface de réparation allemande pour mieux écarter le danger dans la sienne, en s'offrant même le luxe involontaire de dégager un ballon sur la barre transversale de son propre gardien. Il a surtout tenu ce rôle indispensable de meneur de jeu, dont Guilt, exilé sur son aile, ne s'acquiesce plus comme avant.

Cette omniprésence du milieu de terrain a dû rassurer son entraîneur, Rinus Michels. Car, depuis qu'il joue avec la sélection hollandaise, les périodes fastes de Frank Rijkaard ont toujours épousé celles de son équipe. En 1988, après une brouille avec Johan Cruyff, alors entraîneur de l'Ajaks, il était à travers le football continental et n'avait sa participation au Championnat d'Europe que quelques semaines avant son coup d'envoi. Il devint pourtant l'un des principaux artisans du triomphe orange.

An Moodiale italienne de 1990, Rijkaard explosa contre les Allemands dans une de ses colères que sa placidité sur le terrain ne laisse pas soupçonner. Son crachet dans le cou de Voller lui valut une expulsion et le surnom de « lama ». Les Néerlandais furent éliminés et Rijkaard décida alors d'interrompre sa carrière internationale. Il n'est revenu sur son choix que quelques mois avant l'Euro 92. Et après seulement cinq matches avec l'équipe, il s'impose à nouveau comme l'un de ses pions indispensables. Pour une nouvelle conquête, dont personne chez les Néerlandais ne semble plus douter.

JÉRÔME FENOGLIO

Ecosse-CEI, 3-0

### Les Ecossais dans la tradition

Malgré une victoire nette contre la CEI, par 3 à 0, jeudi 18 juin à Norrköping, les Ecossais sont, une fois de plus, éliminés dès le premier tour d'un tournoi international.

NORRKÖPING

de notre envoyé spécial

« Bertie Vogts peut nous remercier. » Les footballeurs écossais ont le sens de l'humour et singulièrement leur capitaine, Richard Gough. Le solide défenseur central des Glasgow Rangers et, avec lui ses compagnons d'armes, affichaient une telle satisfaction, jeudi soir, qu'elle en était touchante. Sans doute parce qu'ils avaient fait un formidable pied de nez à tous les pronostiqueurs et surtout parce qu'ils avaient mis la manière pour battre la CEI. Sacré Ecossais ! Ils ont marqué trois buts en quatre-vingt-dix minutes alors qu'ils étaient écrasés en vain pendant trois heures contre les défenses allemande et allemande. Il est vrai contre une équipe qui avait perdu le champion d'Europe sortant et le vainqueur de la dernière coupe du monde.

Les Ecossais, eux, avaient encore des réserves physiques - ou plutôt une bonne dose d'énergie - pour évoluer à un autre rythme que celui de scénateurs. Cette fois, l'enthousiasme, une bonne récupération du ballon, l'art du tackle et une organisation sérieuse ont suffi à faire la différence. Singulière formation que celle de l'Ecosse qui joue avec onze solides gaillards sans qu'aucun ne ressorte réellement du lot. Andy Roxburgh aurait pu avoir des joueurs d'un autre calibre, mais Gordon Strachan a mis fin à sa carrière internationale et Mo Johnston est en délicatesse avec le sélectionneur national.

Plongeon estival

De toute façon, l'Ecosse n'a jamais réussi à passer le premier tour de la phase finale d'un tournoi européen ou mondial. Roxburgh, contre la « malchance » qu'il invoque dans certains cas, a son explication : « Notre championnat est très exigeant. On joue quarante-quatre matches, plus deux coupes. Aussi, les gens arrivent les phases finales, les gens sont mentalement épuisés mais surtout mentalement. C'est pourquoi on brille en qualification et on plonge en été. » Pourtant, ces éliminations à répétition n'empêchent d'aucune manière entraîneur et joueurs. Bien au contraire, la victoire pour l'honneur contre la CEI s'appareille plus pour eux à une qualification en demi-finale qu'à une sortie prématurée d'une compétition internationale. Comme s'ils étaient heureux de rentrer à la maison après avoir fait une bonne blague.

D'ailleurs, le sélectionneur écossais est toujours d'un optimisme désarmant. Avant l'ouverture de l'Euro 92, il s'était félicité de rencontrer l'Allemagne et les Pays-Bas : « Mes joueurs se sentent bien plus à l'aise contre des équipes fortes que contre des seconds couteaux. » Il donnait l'exemple du Mondial de 1990 où son équipe avait mieux manœuvré contre le Brésil que contre le Costa-Rica. Après la défaite contre les Néerlandais, il déclarait : « C'est dans nos possibilités de battre l'Allemagne et en tout état de cause, depuis le fond des âges, l'Ecosse a rarement perdu deux fois de suite. » A l'issue de la rencontre avec l'Allemagne, il avait tout de même accusé le coup.

Aujourd'hui, Roxburgh repart de plus belle. Il ne se fait guère de souci sur son avenir à la tête de la sélection nationale. Il va continuer comme avant. Il va garder le groupe de base qui était déjà en majorité celui d'Italie en incorporant progressivement des joueurs plus jeunes. Il n'a pas l'intention de tenter de faire évoluer les habitudes. Il n'est pas question d'imposer de longs stages de préparation aux joueurs qui « n'aiment pas se sentir prisonniers ». La tradition sera quoi qu'il en soit respectée : se qualifier afin de participer à une fête en compagnie des supporters sur le Vieux Continent ou sur un autre.

MARCEL SCOTTO

DU 18 AU 29 JUIN



10 JOURS D'OFFRES  
EBLOUISSANTES



#### SERIE SPECIALE 205 ZENITH

Découvrez la 205 ZENITH rayonnante de beauté : toit ouvrant, vitres teintées, essuie-vitre arrière, lunette arrière chauffante, pneus larges, intérieur bleu et vert... Proposée en versions 3 ou 5 portes, essence ou diesel à partir de 53.400 F ttc. (1)



#### SERIE SPECIALE 309 VITAL

Tombez sous le charme lumineux de la 309 VITAL habillée aux couleurs de l'été : moquette verte, jantes de siège verts, ceintures de sécurité vertes... Existe en versions 3 ou 5 portes, essence ou diesel, à partir de 61.800 F ttc. (2)

REPRISE DE VOTRE ANCIEN  
VEHICULE JUSQU'A  
7000<sup>F</sup>

Quels que soient l'âge et l'état de votre voiture, nous la reprenons 5.000 F ttc minimum ou 6.000 F ttc ou 7.000 F ttc, et plus si sa valeur le justifie, pour tout achat d'une PEUGEOT neuve identifiée "reprise 5.000, 6.000 ou 7.000 F". (3) (4)

JUSQU'A 90%  
DE REDUCTION SUR LES  
OPTIONS CONSTRUCTEUR

Vitres teintées, peinture métallisée, toit ouvrant électrique, direction assistée... vous pourrez bénéficier d'une réduction de 90% sur les options constructeur. (4) (5)

(1) 205 ZENITH 3 portes essence. Prix ttc A.M. 92 au 02/06/92. Modèle présente 205 ZENITH 3 portes essence bleue miroir. Prix ttc A.M. 92 54.855 F ttc au 02/06/92. (2) 309 VITAL 3 portes essence 1124 cm3. Prix ttc A.M. 92 au 01/06/92. Modèle présente 309 VITAL 5 portes essence. Prix ttc A.M. 92 au 01/06/92. (3) Carte grise à votre nom depuis 3 mois au moins. (4) Du 18 au 29 juin 92 inclus, offre non cumulée avec d'autres offres commerciales pendant la même période et réservée aux personnes physiques pour l'achat d'une PEUGEOT neuve A.M. 92 chez les concessionnaires et agents PEUGEOT affichant l'opération. (5) Réduction à concurrence de 5.000 F ttc maximum d'achat d'options figurant sur le tarif constructeur et à l'exclusion des autoradio, radio-cassettes et/ou levres.

RÉSEAU PEUGEOT.

PEUGEOT

SIRENE. La Source Sûre

Optimisez la numérisation et la qualité de vos mailings, grâce aux listes d'adresses issues du fichier de toutes les entreprises et établissements.

Un service de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE :

INSEE - Edim au 200 M - 15 Bd Adolphe Bellet - 75025 Paris Cedex 14



## CULTURE

## ARTS

## Bonn, de l'Allemagne à l'Europe

L'ancienne capitale veut devenir un pôle artistique, scientifique et financier

BONN

de notre correspondant

Bonn accueillait le mercredi 17 juin le gala de la culture européenne, venu de tous les horizons. On y inaugure en grande pompe le nouveau Centre d'art et d'exposition conçu à l'époque où personne n'osait imaginer la chute du mur de Berlin et où la cité rhénane était encore capitale de l'Allemagne fédérale. Le maître des lieux, M. Peter Hühns, premier conservateur du Musée national d'art moderne de Paris, fondateur du Musée d'art contemporain de Los Angeles et du nouveau Palazzo Grassi de Venise, homme-orchestre des expositions « Paris-New-York », « Paris-Berlin », au Centre Pompidou, n'a pas failli à sa réputation.

Il a réuni pour son exposition d'ouverture 150 œuvres majeures du siècle pour retracer les grandes étapes de l'art contemporain. Il présente également la première grande rétrospective consacrée à Niki de Saint Phalle. Révisé, l'artiste faisait les honneurs, sur l'immense terrasse dominant le musée, d'un jardin imaginaire regroupant une trentaine de fontaines et de sculptures, dont l'esquisse de sa future « cathédrale du monde » commandée par la Ville de Nimès.

Conçu par l'architecte autrichien Gustav Peichl, le nouveau Centre prend sa place à l'entrée du quartier gouvernemental de Bonn, sentinelle discrète des allées et venues du pouvoir. Cette ouverture à contre-courant de l'histoire a permis au chancelier Kohl, qui inaugurerait les lieux aux côtés du président de la République, M. Richard von Weizsäcker, de souligner que l'on n'oublie pas Bonn malgré la décision de reléguer de Berlin la vraie capitale du pays réunifié.

Les dix dernières années avaient

vu le gouvernement multiplier les grands projets pour effacer la réputation provinciale de Bonn. En attendant son transfert à Berlin, le Bundestag va bientôt s'installer dans son nouveau siège, ultramodern et flamboyant. Le Centre d'art et d'exposition, flanqué du nouveau Musée d'art musical, voisine l'année prochaine avec la Maison de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne.

Tout cela prendra place dans le futur centre administratif, culturel et scientifique à vocation européenne qu'espère devenir Bonn pour oublier qu'elle fut capitale. Alors que les plans d'installation du gouvernement à Berlin traînent en longueur, la cité du Rhin, qui continuera à abriter une bonne moitié de l'administration fédérale, engrange les compensations. Elle devrait recevoir de nouveaux instituts, notamment dans le domaine de la recherche et de l'environnement. Enfin, sa vocation européenne face à Bruxelles et à Strasbourg pourrait être symbolisée par l'installation de la future banque centrale européenne.

HENRI DE BRESSON

Une gravure de Rembrandt vendue 1 550 000 F à Londres. Une gravure de Rembrandt, les Trois Croix, représentant le Christ et les deux voleurs en croix, a été vendue 1 550 000 livres (1 550 000 francs) le 18 juin chez Christie's à Londres. Plusieurs autres gravures de Rembrandt, la Coquille, Femme tenant une flèche, Femme au bain, ont trouvé preneur à des sommes comprises entre 400 000 F et 600 000 F. Le montant total de cette vente, comprenant deux cent cinquante gravures de maîtres (dont Dürer), avoisine les 7 millions de francs.

## CINÉMA

## La nuit des dupes

VERSAILLES RIVE GAUCHE de Bruno Podalydès

Arnaud, un jeune homme BCBG, s'apprête à recevoir une fille pour un dîner en tête-à-tête, dans son studio-kitchenette quelque part à Versailles. Les préparatifs tout penser à cette publicité d'il y a quelques années, « Et hop, Frisette », qui avait des allures guillerettes. Bonne mise en condition par l'humour. La fille, Claire, venue de Paris, s'égare dans les rues de Versailles. Arnaud se trouve aux toilettes lorsqu'elle sonne, enfin, à sa porte, d'autant le réduit est tout proche. Monteux, Arnaud n'ose pas tirer la chasse d'eau — cela s'entendrait. A cause de ce geste qu'il n'a pas voulu faire, les insonorages, les quiproquos et les situations absurdes vont se multiplier. C'est le principe du gag bou-

de neige. Bruno Podalydès, qui est sûrément un cinéphilie averti, a réussi avec ce moyen-métrage (présenté au Festival de Cannes dans la section « Cinéma en France ») une nouvelle cinématographie qui, à partir d'une situation triviale, se développe, s'arrose, sur un rythme rapide, en une comédie satirique et délicate. De jeunes Versailles de la bonne société portant des noms à part (Claire Bretecher, le bonhomme de la boutique de Claire Bretecher se comportent comme des pignons et s'entassent avec des musiciens bohèmes et allemands dans l'appartement exigu soudain transformé en cabine des Marx Brothers (*Une nuit à l'opéra*). Heureux mariage du cinéma burlesque et de la bande dessinée. *Versailles rive gauche*, c'est quarante-sept minutes de bonheur et de jubilation.

J. S.

## Synthétique

JERSEY GIRLS de David Morris

Il y a deux ans, une drôle de virée autoroutière de deux marginaux mal embouchés et notablement imbibés révélait un cinéaste indépendant prometteur. Le film s'appelait *Fast Forward*, et son auteur David Morris. Est-ce bien le même qui a signé cette laborieuse comédie de meurtres ? Oui, affirme le dossier de presse.

On ne retrouve pourtant rien de l'irrévérence tonique du précédent film, dans ce « conte de fées moderne » qui narre comment une jeune Italo-Américaine banquissière conquiert le cœur d'un yuppie de Manhattan, en passant outre aux barrières de classes et à l'Hudson River. Décidément, trouve le prince charmant, Toby (Jami Gertz, trop jolie pour qu'on doute une seconde de la réussite de son entreprise) colle aux basques du cynisme homme d'affaires Sal (Dylan McDermott, pris dans les glaces de la convention). Elle connaît l'impasse sur gaffe, selon les poncifs les mieux établis du genre jadis illustré par *Madame Sans-Gêne*.

Bien avant que la plébiscite et l'homme à la Mercedes aient aboli l'avenir de la pauvre idiote et du riche crétin — qui finira par renoncer aux biens matériels (et à Sheryl Lee, mieux connue sous le nom de Laura Palmer) au profit de l'amour pur et prolifique.

J.-M. F.

## Noces de saccharine

LE PÈRE DE LA MARIÉE de Charles et Nancy Myers

George Banks (Steve Martin) est très malheureux. Sa ravissante fille de vingt-deux ans, va se marier avec un jeune entrepreneur brillant et cordial. Comme Spencer Tracy avide dans l'appartement exigu soudain transformé en cabine des Marx Brothers (*Une nuit à l'opéra*). Heureux mariage du cinéma burlesque et de la bande dessinée. *Versailles rive gauche*, c'est quarante-sept minutes de bonheur et de jubilation.

Le sourire humide et le regard fondant de Diane Keaton (la mère de la mariée) donnent le ton de la distribution, à deux exceptions près. Steve Martin met toute sa science du comique (timing, gestuelle) au service d'un personnage qui consomme bien plus d'énergie qu'il n'en dégage. Martin Short en ordonnanceur de pompes funéraires oublie de faire preuve du bon goût américain (ah ! la robe de la mariée) qui baigne ce film étonnant de conformisme au point de réveiller les pires instincts. On se prend à souhaiter que les gangs des Bloods et des Crips viennent régler leurs comptes dans le salon de la famille Banks.

T. S.

## MUSIQUES

## Une saveur particulière

Les quatre « farse » du jeune Rossini superbement mises en scène et plutôt bien interprétées

FESTIVAL ROSSINI à l'Opéra-Comique



La splendide décoration de Carlo Tommasi représentant la baie de Naples dans l'Opéra-Comique

« Surtout faites beaucoup de barbières ! », aurait dit le vieux Beethoven à Rossini qui, en 1822, avait depuis quelques années déjà rompu avec l'opéra buffa pour se vouer tout entier et presque définitivement à l'opéra seria. On a longtemps pensé que Rossini aurait été plus avisé s'il avait suivi le conseil de son père mais, depuis que ses œuvres sérieuses ont été tirées de l'oubli, il apparaît que sa grandeur fut précisément de ne pas se limiter à cela.

Vues sous cet angle, les quatre « farse » en un acte de ses premières années (1810-1813) pourraient sembler de peu de poids. Pourtant, indépendamment même de la question de savoir si beaucoup de compositeurs ont atteint à vingt ans une telle maîtrise de plume, ces coups d'essai sont déjà des coups de maître, et l'on comprend sans peine la rapidité avec laquelle Rossini se détacha du lot de ses confrères. En outre, comme chez la plupart des créateurs, les premières réussites ont été contenues en germe toutes les promesses de l'avenir possèdent une saveur et une densité particulières.

C'est assez dire que les coproductions de l'Opéra de Cologne et du Festival de Salzbourg qui forment le petit Festival Rossini présenté actuellement à la salle Favart sont autre chose

que d'anciens divertissements de fin de saison. Mais l'impression ne serait pas moins forte si la réalisation des spectacles n'était exceptionnellement signée. Les mises en scène de Michael Hamppe, dans l'esprit de la comédie palatine, fonctionnent avec une précision et un naturel parfaits. Les décors de Carlo Tommasi et les costumes de Carlo Diappi sont à l'unisson : on se croirait à Naples (avec une vue sur la baie qui fait applaudir la salle au lever du

rideau), ou à Paris vers 1812, superbement décalés et grandement scénarisés au fil de l'action. La direction musicale de Maurizio Benincasi enfin est d'une légèreté dans la verve et d'une tendresse dans les moments plus sentimentaux — car il y en a dans ces mariages de jeunesse plus que dans le *Barbier de Séville* — qui rendent justice à des partitions pleines d'inventions et parfois d'espérances instrumentales ; en outre, elle est toujours

attentive aux moindres inflexions des chanteurs. Dans la fosse, l'ensemble instrumental Jean-Valter Audoli accomplit la prouesse d'être à la fois léger et précis : on ne sent pas ce souci d'« assurer » qui, dans la plupart des orchestres aujourd'hui, ruine la musicalité.

Faux couples

Si la distribution n'est pas exceptionnelle à proprement parler, on passe assez vite sur certaines insuffisances qui se dissolvent dans la magie du spectacle. Dans la *Scala di Sete*, deux artistes se détachent nettement : Nina Thomas (Giulia) qui, outre un timbre chaleureux et des qualités d'expression, possède cet art inimitable de glisser capricieusement d'une note sur l'autre dans les vocalises, et Alessandro Corbelli, baryton à la voix bien timbrée et chanteur-acteur irrésistible dans le rôle du serviteur. On s'amuse franchement de la suffisance prononcée de son Cernusco, mais la performance de l'artiste est si étonnante de perfection qu'on ne sait plus très bien si on a seulement envie de rire. Le faux couple qu'il forme avec sa maîtresse Giulia est assez troublant (comme les faux-vrais couples de l'Occasion fa la ladrona). On n'est pas très loin de *Cott fan Tulle*. En cela, Rossini n'est pas encore de son siècle. Il y viendra. Ce sera son seul progrès au prix d'un effort qu'il fera payer à ses administrateurs par les quarante ans de silence qui suivront Guillaume Tell.

GÉRARD CONDÉ

La *Scala di Sete* et l'Occasion fa la ladrona, les 20, 22 et 24 juin à 19 h 30 ; le *Cambiale di Matrimonio* et le *Signore Bruchino*, les 2, 4, 6, 8, 10 et 12 juillet à 19 h 30. Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 440 F.

OLIVIER BOASSON

## ERIC CLAPTON

et ELTON JOHN à l'Hippodrome de Vincennes

Partant du principe qu'il vaut mieux écrire très gros sur une pancarte pour être lu de loin, Eric Clapton pince de grosses notes sur sa Stratocaster pour que tout le monde l'entende bien. On n'en attendait pas moins de la part de « Slowhand » (son surnom), qui, en vingt-cinq ans de carrière, a appris à moduler son jeu en fonction de son environnement sonore. On ne joue pas dans un hippodrome où avaient pris place vingt mille personnes comme on le ferait dans un club, surtout quand on a le vent contre soi.

Le show de Clapton est, à l'image de ses dernières productions et de ses goûts vestimentaires (Amman), sobre et de bon goût. Les figures de Guns'n'Roses, le barbu délivre une heure et demie d'un blues-rock de bon aloi, des classiques *Layla* et *White Room*, aux récents extraits de

*Journeymen*, son dernier opus. Illuminé par un toucher guitarique que lui envient tous les six-cordistes actuels, le très beau *Tears in Heaven*, dédié à son fils Connor, brille d'un éclat particulier. On savait que Clapton jouait divinement (Eddie Van Halen n'en était qu'à ses premières gammes qu'Eric s'appelait déjà « God »), un ignorant en revanche qu'il pouvait être aussi précis dans un espace aussi vaste.

Eric et Elton ont beau cohabiter sur les affiches et les billets du concert, ils ne feront pas scène commune. Elton John s'installe avec ses musiciens, et continue son concert, trois quarts d'heure après le départ d'Eric Clapton. Compartimentage parfait, au point qu'on s'interroge sur l'utilité d'un double programmation.

Elton John, qui croyait chanter sous les derniers rayons de Phébus, a revêtu pour l'occasion un costume jaune scintillant. L'élégant et mouillé, reprendra en cœur *I Guess That's Why*

*They Call it the Blues*, avec une sincérité confondante, se réchauffant seulement sur les titres up-tempo comme *I'm Still Standing* ou *I Don't Want to Go on With You Like That*. Servi par un groupe efficace et une sono exemplaire, Elton John fait défiler vingt ans de tubes. Rien à dire sur le choix des titres, rien à dire non plus sur les talents de pianiste du fier musicien. Rémémorances de Scott Joplin dans l'intro de *Sad Songs*, déginge d'arpège dans *Candle in the Wind*, si Elton John a les doigts lourds, il le fait bien oublier.

La première véritable ovation est pourtant pour une reprise de Queen (*The Show Must Go On*). Les titres du dernier album, intitulé *The One*, accrochent moins. Elton John n'en a cure, il se vengera pendant le rappel en interprétant *Sacrifice*, dont le gimmick de guitare obédient fait mouche parmi les fans désormais frigidifiés. Ainsi s'achève un concert sérieux, professionnel, et complet.

## THÉÂTRE

## A eux de jouer

Suite de la première page

C'est peu à peu, par recoupements d'une scène à une autre, que les figures se présentent. Christophe Kourtschikine, grand beau gaillard au sang vif, grande gueule au besoin, mais avec des nuances de style d'une malice assez vicieuse, a été diabolique en Toussaint Louverture de Claudel, damné en Molloy de Beckett, « down à l'envers » en S. A. Nazi de Brecht : il est né acteur, il le restera, c'est incontestable. Hélène Babu et Cyril Herliard Dubreuil ont joué, déjà beaux acteurs, la scène de la princesse et de Tête d'or mourants ; Herliard Dubreuil avait fait une composition bouffonne, étonnante, du Pozzo d'*En attendant Godot*, et Hélène Babu avait su donner le tourbillon de la douleur dans *Grand peur et misère du III<sup>e</sup> Reich* de Brecht (elle a des traits au burin et des cheveux d'or rouge, elle fait penser à un personnage de Charles-Louis Philippe, aux cheveux noirs, auquel un fermier crie : « N'approche pas, ça va d'la paille ! »).

Autres vrais acteurs vus chez Adrien : Mireille Roussel, furtif caractère, forte conscience ; Isabelle Moreau, plus secrète ; Valérie Blanchon, Philippe Metro, Anne Coesens.

La même incertitude de regard et d'écoute, dans un premier temps, se retrouve chez un autre professeur, Daniel Mesguich. Mesguich, c'est le théâtre incarné. Dès qu'il touche à un comédien, d'un page de texte, à une chaise, le théâtre est là. C'est étonnant, poétique, érotique, intelligent, redoublé d'activité des acteurs et acteurs, illusion d'optique... Et, électrisant le tout, une gaieté d'imagination de garnement incorrigible. C'est beau, c'est enivrant, allez isoler des

acteurs là-dedans ! ... Chaque scène, dans son ensemble, est si équilibrée, si bien faite, si bien dans l'axe, dévalant le réfrigérateur d'Harpagon, la nuit, pendant qu'il fait des rondes avec une bougie que vous en oubliez de vous arrêter aux acteurs.

Mais Daniel Mesguich, tout en restant le Merlin l'Enchanteur des planches, sait aussi présenter les acteurs à nu, à cru, un peu comme autrefois lors des Concours du Conservatoire. Épreuve de vérité. Et c'est Sava Lolov, prodigieux en Trofimov, l'étudiant de *La Cerise* — sa partenaire, Sandrine Kiberlain (Varia) est poignante elle aussi — qui sera méconnaissable, mais tout aussi fort, en Panceur comique du *Mariage forcé* de Molière (avec un irrésistible Sganarelle, Thomas Cousseau) ; Sandrine Kiberlain, quant à elle, est une comédienne d'un rire ambigu, magnifique, en Béatrice des *Femmes savantes* (avec Thomas Cousseau en Clitandre).

Soit dit en passant à propos de Molière, qui n'a pas été beaucoup joué au Conservatoire cette fois, les quelques scènes de lui, les *Femmes savantes*, le *Mariage forcé*, *Don Juan*, fort bien interprétés, il faut dire, nous ont fait entendre chaque fois la voix d'un auteur unique, hanté par des méditations hautes, philosophes autant que dramaturges, et d'une langue à la fois proche et d'une beauté « naturelle ». Nous savons tout cela, mais n'empêche : au Conservatoire, c'était confondant.

Chez Mesguich, autres comédiens d'un avenir sûr (s'ils ne s'abîment pas) : Cécile Sanz de Alba, Muriel Gorins, Florence Viala, Ophélie Koering et Philippe Macaigne (Elise et Cléante dans le réfrigérateur d'Harpagon), Florence

Viala (Irma des *Trois sœurs* et formidable Natalia de *La Dame en blanc* de Tchekhov).

Les dispositions des élèves ont été moins répréhensibles dans les deux autres classes, celles de Jean-Pierre Vincent et de Stuart Seide. Jean-Pierre Vincent s'est attaché avant tout à faire jouer par ses jeunes comédiens des scènes de Shakespeare traduites par Jean-Michel Déprats. Or les scènes choisies l'ont été presque sans cesse parmi ces passages de Shakespeare qui sont, essentiellement, de la rhétorique, c'est-à-dire, ces moments où l'action n'a pas lieu, et où les personnages se lancent dans des phrases contournées, codées, d'une syntaxe difficile, allusive, en un langage qui nous est insaisissable, à des faits dont nous ignorons tout.

## Leur vraie vie est ailleurs

Qui plus est, la traduction de Jean-Michel Déprats, on ne peut plus savante, cérébrale, sorte de reconstitution lexicale de certaines catégories mentales d'un temps lointain — traduction passionnante à lire à tête reposée et à comparer au texte original — est d'une épaisse obscurité si vous l'entendez au vol. Elle n'a pas un cours naturel, provoque une sorte de raideur de la conscience et des cordes vocales de l'acteur, une coupe de l'écho du public, un ténus douloureux de la scène et de la salle. Des acteurs naissants ne peuvent pas le moins du monde se manifester à travers cette bouillie pour les chats, si rigoureuse et pensée soit-elle. Les acteurs semblent maladroits, égarés.

En cours d'année, l'étude de cette traduction peut devenir un exercice de jeu profitable ; mais dans ces Journées, les acteurs sont là pour être vus par les agents, les manitous du « casting », les employeurs. Quand Mesguich fait

jouer une scène de *Richard III*, Cécile Sanz de Alba y fait entendre ses dents parce que la traduction est claire, vivante.

Jean-Pierre Vincent a fait jouer aussi des choses de Charles Wilder, Sacha Guitry, qui, elles, au contraire, ne volaient pas assez haut. Remarquez toutefois dans cette classe : Philippe Delbart, Caroline Proust, Valérie Lang, Agathe Chouchan, Mireille Brener.

Le dernier professeur, Stuart Seide, a présenté sa classe en un ordre un peu inédit. On ditons libre. Lui aussi a fait jouer une traduction de Déprats (celle de *Henry VI*). Et du Pinter un peu boulevard, du Beckett joué comme du Zola, à la naturalité de l'États Carman méphistophélique... Sophie Broust s'est montrée vraie tragédienne, retenue, dans le rôle de Phèdre de l'*Hippolyte* de Garnier. Vincent Dissez est un acteur bizarre, « pince sans jeu » comme un dit pince sans rire, feutré, drôle, lunaire. Muriel Solvay a grande allure et des arrière-pensées pen dues en Madame de Merteuil, celle du *Quartier* de Heiner Müller.

Ce qui est bien là, d'un mois de juin à l'autre, ce qui ne bouge pas, c'est, de tout cela, le plus grave, le plus beau, c'est l'émotion singulière de la vocation d'acteur : chaque jour l'immuabilité du trac, la confusion de la double vie, l'incertitude de l'avenir, l'attachement indéfectible, contrastes pour les autres, un rayon de poudre aux yeux pour alléger l'ombre d'un instant, bref ce qui n'est pas lié aux maîtres mais à cette vocation aveugle, mortelle : ces êtres dans leur jeunesse, leur vraie vie est ailleurs. Pourquoi tant d'émotion tremblante et cet art de porter beau ? Vous n'êtes pas sombres...

MICHEL COURNOT





50: من لاجل

REPRODUCTION INTERDITE

## CULTURE

Samedi 20 et dimanche 21 juin

### La Fête de la musique part en week-end

Le calendrier veut cette année que la Fête de la musique (fixée au 21 juin, qui tombe un dimanche en 1992) prenne ses aises aux deux jours.

Deux fois plus de concerts, donc, ou presque, une sélection encore plus arbitraire que les

années passées. On rappellera, pour ce qui concerne les concerts classiques en région, que l'on retrouvera les formations de chaque coin de la France en leur habitat naturel (opéras, salles de concert) pour des manifestations généralement gratuites.

#### CLASSIQUE

##### Paris-Île-de-France

Eglise Saint-Eustache, 1<sup>re</sup>. Orchestre national d'Ile-de-France, direction Jacques Mercier, avec les chorales du Val-d'Oise (Dvorak), Samedi 20 juin, de 21 h 15 à 22 h 30.

Cour carrée du Louvre, 1<sup>re</sup>. Orchestre de la garde républicaine, direction Roger Bonny (Airs d'opéra du XIX<sup>e</sup> siècle: Berlioz, Wagner, Saint-Saëns, Verdi...), Dimanche 21 juin, à 11 heures. Orchestre national de France, direction Charles Dutoit (Berlioz, Liszt, Johann Strauss fils, Johann Strauss père), Dimanche 21 juin, à 18 heures.

Auditorium du Louvre, 1<sup>re</sup>. Films musicaux (Pavarotti, Nigel Kennedy, Sergio Celibidache, Luciano Berio), Dimanche 21 juin, de 14 h 30 à 21 h 30.

Hôtel-Dieu, cour d'honneur, 4<sup>e</sup>. Chants polyphoniques méditerranéens, ensemble musical orgue et trompette, chœur des Mémores, «Divertissement», ensemble vocal Okoko, Dimanche 21 juin, de 13 heures à 19 heures.

Hôtel de Sully, 4<sup>e</sup>. «Rencontre des deux mondes», Urpi (Andes), la Camusette (spectacle baroque), trion de guitare Barza (Vivaldi, Haendel, Beethoven), Dimanche 21 juin, de 14 heures à 17 heures.

Florence-Limon, Arnaud Punt, Elizabeth Matiffet, Dimanche 21 juin, de 15 heures à 16 heures.

Musée du Moyen Âge à Chaux, 3<sup>e</sup>. Musique et chants médiévaux. Ensemble Utrique, Sylviane Chadez, Valérie Quantin, Dimanche 21 juin, de 14 heures à 17 heures.

Schola Cantorum, 9<sup>e</sup>. Orchestre de la Schola Cantorum, direction Michael Comte (Bach, Vivaldi), Dimanche 21 juin, à partir de 13 h 30.

Musée d'Orsay, 2<sup>e</sup>. Musique lyrique, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Ensemble «Groupe d'Orsay» (Puccini, Francis Poulenc), Dimanche 21 juin, à partir de 13 h 30.

Cour d'honneur des Invalides, 7<sup>e</sup>. Concert monumental. Création de Guy Reibel pour 700 cuivres, direction artistique Philippe Gumpel et Renaud Gumpel (variations sur la Marche aux flambeaux), Dimanche 21 juin, à partir de 15 heures.

Musée Rodin, 7<sup>e</sup>. Récital Christophe Rousset, clavier (Couperin, Anglès, Forqueray), Dimanche 21 juin, à partir de 15 heures.

Palais de l'Élysée, 8<sup>e</sup>. Orchestre de Paris, direction Semyon Bychkov (Ravel). En présence du président de la République et de son épouse, Dimanche 21 juin, de 19 heures à 20 heures.

Palais Garnier, 9<sup>e</sup>. Matinée portes ouvertes et concert (Verdi, Bizet), Dimanche 21 juin, de 10 heures à 22 h 30.

Eglise de la Trinité, 9<sup>e</sup>. Hommage à Olivier Messiaen (Livre d'orgue, Messe de la Pentecôte...), Dimanche 21 juin, à partir de 16 heures.

Café brasserie La Grille, 9<sup>e</sup>. Orchestre d'orchestrons de la SNCF (airs populaires traditionnels et classiques), Dimanche 21 juin, de 18 heures à 19 heures.

Opéra Bastille, 12<sup>e</sup>. Portes ouvertes et concert, Dimanche 21 juin, de 11 heures à 18 heures.

Fraserie de la gare d'Orsay, 16<sup>e</sup>. Festival Chopin, forum du piano, Dimanche 21 juin, de 11 h 30 à 19 h 30.

#### JAZZ

##### Paris-Île-de-France

Palais-Royal, colonnes de Buren, 1<sup>re</sup>. Orchestre national de jazz, direction Denis Badault, Samedi 20 juin, à partir de 21 heures.

Musée Picasso, 3<sup>e</sup>. Carte blanche à Daniel Humel, Dimanche 21 juin, de 15 heures à 22 heures.

Palais de la gare Montparnasse, 15<sup>e</sup>. Mégaconcert de jazz, Samedi 20 juin, de 18 heures à l'aube.

Grand auditorium de Radio-France, 16<sup>e</sup>. Orchestre national de jazz, direction Denis Badault, Dimanche 21 juin, de 18 heures à 19 heures.

Grande Arche de la Défense, «Black Ballad» (trio Jeff Garner, comédie musicale, Archie Shepp), Samedi 20 juin, à partir de 21 heures. Trio Jeff Garner, «Black Ballad», Dimanche 21 juin, de 18 heures à minuit.

#### ROCK

##### Paris-Île-de-France

Palais-Royal, colonnes de Buren, 1<sup>re</sup>. Beuf autour de Rie et Stéphane Elieher, Samedi 20 juin, de 13 heures à 14 heures. Concert de Stéphane Elieher, Dimanche 21 juin, de 22 heures à minuit.

Marché des enfants rouges, 3<sup>e</sup>.

Mike Rimbaud, L. H. O. Samedi 20 juin, de 9 heures à 13 heures.

Boulevard Richard-Lenoir (face métro), 11<sup>e</sup>. Les groupes des studios Campos (Pilot's Dexter, Casablanca, Hot Body Shot...), Samedi 20 juin, de 18 heures à 5 heures du matin.

Place de la République, 11<sup>e</sup>. Tony Joe White et Joe Cocker, Samedi 20 juin, de 21 h 30 à minuit.

Place Denfert-Rochereau, 14<sup>e</sup>. Eleonora, Timide et sans complexe, les Coquines, Jad Wio, Samedi 20 juin, de 20 heures à 1 heure du matin.

Les-Moulins, Podium MCM, 16<sup>e</sup>. Les groupes des studios Campos (Pilot's Dexter, Casablanca, Hot Body Shot...), Samedi 20 juin, de 21 h 30 à minuit.

Place Denfert-Rochereau, 14<sup>e</sup>. Eleonora, Timide et sans complexe, les Coquines, Jad Wio, Samedi 20 juin, de 20 heures à 1 heure du matin.

Manches-la-Jolie, «DecherRock». Concert gratuit. Jad Wio à la DécherRock, Samedi 20 juin à 17 heures.

Surest, esplanade du Mont-Valérien. In the Boondocks, Qui Qui Little Nemo, Cousin, SAEP, Samedi 20 juin, de 18 heures à 2 heures du matin.

#### Régions

Peiters sur le campus universitaire, Axel Bauer, les Innocents et Pigalle, Dimanche 21 juin.

Lyon, place de France, Concert de Bernard Lavilliers, Dimanche 21 juin à 20 heures.

Besançon, place Pasteur. Sur un camion, 40 orchestres et 6 maîtres de cérémonie pour quinze minutes, Dimanche 21 juin à 23 heures.

#### CHANSON

##### MUSIQUES DU MONDE

##### Paris-Île-de-France

Palais-Royal, colonnes de Buren, 1<sup>re</sup>. Podium découverte (Pantemps de Bourges, Studio des variétés, FAIR), Dimanche 21 juin, de 17 h 30 à 20 heures.

37, rue des Lombards, 1<sup>re</sup>. Les Troisième de Buenos Aires, trio Lino, Dimanche 21 juin, à partir de 21 heures.

Institut du monde arabe, 9<sup>e</sup>. Musiques d'Irak, Afghanistan, Iran, France, Samedi 20 juin, de 19 h 30 à 21 h 30. Musiques d'Algérie, duo Litan-Croix, Samedi 20 juin, de 21 h 30 à 22 h 30. Musiques de Turquie, France, Samedi 20 juin, de 23 heures à minuit.

Maison de l'Amérique latine, 7<sup>e</sup>. «Fiesta de la Musica» (Brésil), Dimanche 21 juin.

Andes, Cuba, Dimanche 21 juin, de 15 heures à 20 heures.

Station Aubert-Havre-Casamartin, 9<sup>e</sup>. «Paris Musette», Samedi 20 juin, de 17 heures à 19 h 30.

Musée des arts africains, 12<sup>e</sup>. Expressions d'Afrique (Tunisie, Algérie), Dimanche 21 juin, de 18 heures à 22 heures.

Musée Guimé, 16<sup>e</sup>. Musiques du Japon, d'Inde, de Chine et d'Asie du Sud-Est, Dimanche 21 juin, de 14 heures à 16 heures.

Place des Antilles, 20<sup>e</sup>. Fête des associations réunionnaises, Samedi 20 juin, de 20 h 30 à 2 heures du matin.

Nautique, esplanade du gymnase Paul-Vaillant-Couturier. Groupes locaux, Cabine 13, Salfi-Ketta, Dimanche 21 juin, de 13 heures à 21 heures.

Crétail, centre commercial du Palais. Ral avec Saba, Dimanche 21 juin à 16 heures.

Bobigny, parc de la Bergerie. Kassav, Dimanche 21 juin à 18 heures.

Argenteuil, parvis de la basilique Saint-Denis. Fête brésilienne. Catia Carvalho et les danseurs Obe-Obe, Monica Passos et les Etioles, Dimanche 21 juin, de 12 h 30 à 19 heures.

#### Régions

Tours, à la gare. Le chœur universitaire Chœur donne en création Tataro-Jours de Rémi Dubois, œuvre chorale et instrumentale à la gloire du TGV, Dimanche 21 juin, à 21 heures.

Digne-les-Bains. Une trentaine de groupes se produiront dans les différents quartiers de la ville (Sera Bourbois, les Péruvians lokari...), Dimanche 21 juin, à partir de 20 h 30.

Marseille, la Halle Pujet et dans les quartiers nord. Festival ml (Cheb Adès, Cheb Hachime, Oran'3...), Dimanche 21 juin.

WINSTON  
LEGEND  
FESTIVAL  
DU 26 JUIN AU 4 JUILLET

BO DIDDLEY  
JERRY LEE  
LEWIS  
CHUCK BERRY  
LITTLE  
RICHARD  
28/06  
LAVINE HUDSON  
JOHN  
MAYALL  
JOHNNIE  
JOHNSON  
ALBERT KING  
ALBERT  
COLLINS  
Location: Fnac,  
Virgin Megastore et agences.  
Réservation: (1) 41199900

ORCHESTRE  
DI  
PARIS  
SAÏEY PLEYEL  
Jeudi 25 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
LÉON  
FLEISHER  
RAVEL, DUTILLEUX  
Lundi 29 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
ALICE  
DE LARROCHA  
DUTILLEUX, RAVEL  
45 65 07 96

ORCHESTRE  
DI  
PARIS  
SAÏEY PLEYEL  
Jeudi 25 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
LÉON  
FLEISHER  
RAVEL, DUTILLEUX  
Lundi 29 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
ALICE  
DE LARROCHA  
DUTILLEUX, RAVEL  
45 65 07 96

ORCHESTRE  
DI  
PARIS  
SAÏEY PLEYEL  
Jeudi 25 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
LÉON  
FLEISHER  
RAVEL, DUTILLEUX  
Lundi 29 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
ALICE  
DE LARROCHA  
DUTILLEUX, RAVEL  
45 65 07 96

ORCHESTRE  
DI  
PARIS  
SAÏEY PLEYEL  
Jeudi 25 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
LÉON  
FLEISHER  
RAVEL, DUTILLEUX  
Lundi 29 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
ALICE  
DE LARROCHA  
DUTILLEUX, RAVEL  
45 65 07 96

ORCHESTRE  
DI  
PARIS  
SAÏEY PLEYEL  
Jeudi 25 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
LÉON  
FLEISHER  
RAVEL, DUTILLEUX  
Lundi 29 juin - 20h30  
SEMYON  
BYCHKOV  
ALICE  
DE LARROCHA  
DUTILLEUX, RAVEL  
45 65 07 96

## Le Monde L'IMMOBILIER

### appartements ventes

**2<sup>e</sup> arrdt**  
M<sup>re</sup> BOURSE  
BEAU STUDIO, Cuis.  
5/10 m, Poutres, Cuisine.  
Cuis. et ch. Rangement.  
520 000 F. 48-84-84-48

**3<sup>e</sup> arrdt**  
MARABAS ARCHIVES NILES  
M<sup>re</sup> PAMOTTEAU, 100 m, cuis.  
BEAU 2 P. 3<sup>e</sup> ch. cuis. 1 ch.  
meublé, climatisé, cave.  
540 000 F. 48-84-84-48

**8<sup>e</sup> arrdt**  
MONTMARTRE, 100 m, cuis.  
3 ch. 100 m, 100 m, 100 m.  
3 100 000 F. 43-35-18-38

**14<sup>e</sup> arrdt**  
MONTMARTRE, 100 m, cuis.  
3 ch. 100 m, 100 m, 100 m.  
3 100 000 F. 43-35-18-38

**7<sup>e</sup> arrdt**  
QUAI VOLTAIRE  
Part. vend beau studio  
35 m<sup>2</sup>, Cuis., sur cuis. Cuis.  
500 000 F. 48-84-84-48

**9<sup>e</sup> arrdt**  
EXCEPTIONNEL  
NUE-DE-LORETTE  
M<sup>re</sup> MARTIN  
Bel appartement, 36 m<sup>2</sup>, cuisine  
sur cuis., bain sur cuis.,  
cuis. et ch. Rangement.  
Paris 10<sup>e</sup>, 750 000 F.  
48-87-87-87 (rép.)

**PROJ. INTÉRESSANT  
MAISON 4 P.**  
M<sup>re</sup> ST-GERMAIN, Cuis., bns.  
Bon état, cuis. privée.  
Cuis. et ch. Rangement.  
Cuis., dim. 14 h 17 h.

**11<sup>e</sup> arrdt**  
M<sup>re</sup> VOLTAIRE, Prie M<sup>re</sup>  
BEAU 2 P. CUIS. 11 CPT.  
3<sup>e</sup> étage, Dégusté.  
575 000 F. 34-84-84-84  
CREDIT. 43-70-04-84

**14<sup>e</sup> arrdt**  
NATION, Prie M<sup>re</sup>  
2 PÈCES, cuis., wc, douche.  
2<sup>e</sup> étage, Cuis.  
Gardienn. Dégusté.  
398 000 F. 43-70-04-84

**14<sup>e</sup> arrdt**  
AV. DU MAINE  
Imm. récent, 3 P. 85 m<sup>2</sup>.  
130 m<sup>2</sup>, cuis., wc, tris. amél.  
1<sup>er</sup> étage, 20 m<sup>2</sup> int., 2<sup>e</sup> g<sup>r</sup>, g<sup>r</sup>  
1<sup>er</sup> 2 000 000 F. 11-33-82-43-93

**14<sup>e</sup> arrdt**  
PARC MONTROUGE, Sud  
de 32 m<sup>2</sup> s/jardin. Ét. et  
130 m<sup>2</sup>, cuis., wc, tris. amél.  
1<sup>er</sup> 2 000 000 F. 11-33-82-43-93

**14<sup>e</sup> arrdt**  
ALÉSIA, 62 m<sup>2</sup>, plain sole  
1/2 ét. 475 F. Cuisine, Dég.  
bns. 43-35-18-38

**ALÉSIA, A SANS**  
738 000 F. 2 PÈCES. 11  
CONV. Chaux, Cuis.,  
Cuis. et ch. Rangement.  
43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

**ALÉSIA**  
GD 2 P. Dég. 85. TRÈS  
BON STAND. PLEIN SUD  
AV. BALBAZAN à PARIS.  
695 000 F. 43-35-18-38

### pavillons

**LA CHATRE (36)**  
Pays de G. SAND  
Cuis., proche centre-ville,  
PAVILLON moderne de 4 P., 11  
ch + 1 véranda en bois  
sur 500 m<sup>2</sup> terrain de  
jardin d'agrément. Proximité  
aires forestières. Cuis. aménagée  
grande. Garage ind.  
Prix: 350 000 F. hors frais.  
Monsieur Robin-Duc  
196, r. Napoléon, 38 La Châtre  
Tel. 54-45-08-29

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58

**BO MURAT**  
Paris, val dans petit imm.  
BEAU 2 P. 42 m<sup>2</sup>  
R-de-ch. s/jardin et cuis.  
Living 21 m<sup>2</sup> + ch. 14 m<sup>2</sup>.  
Petite cuis. équip. e. de br.  
RISQUÉ NEUF. TRÈS CALME  
850 000 F. 42-80-16-23  
ou 47-70-08-58



## AGENDA

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-62). Le Journal intime de Sally Mara : 19 h. Rel. dim. lun. Courtes. Quirly : 20 h 30 ; sam. 15 h. Rel. dim. lun. L'Amour est aveugle : 22 h 15. Rel. dim.

**ANTOINE - SIMONE-BERTRIAU** (42-08-77-71). Le Fils sur la banquette arrière : 20 h 45 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

**ARCANE** (43-38-19-70). Le Poisson volant : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. mar.

**ATALANTE** (46-06-11-80). Le Vain du théâtre : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. mar.

**ATELIER** (48-05-49-24). Personne d'autre : 21 h. Rel. dim.

**BASTILLE** (43-57-42-14). L'Inquiétude : ven. sam. 18 h 30 ; dim. 16 h 30 ; mar. mer. jeu. 21 h.

**BATEAU-THÉÂTRE NAUTILUS** (40-51-84-53). Gère aux lueurs : ven. sam. (dimanche) 22 h 15. Martin Eden : ven. sam. (dimanche) 20 h 30.

**BERRY** (43-57-81-59). Paty, OK, Yp. KO : ven. sam. mar. mer. jeu. (dimanche) 19 h 30. Les Couleurs de la pluie : 20 h 30. Rel. lun. Les Champs-Élysées de joie : dim. 20 h 30.

**BOUFFES PARISIENS** (42-96-80-24). Sans mentir : 21 h ; sam. 18 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

**BOUFFONS-THÉÂTRE OU XIX** (42-38-35-53). La Carissie : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**LE BOURVIL** (43-73-47-84). Ma Souveraine Algérie : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**LA BRUYÈRE** (48-74-78-89). C'est bien : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

**CARÉ DE LA GARE** (42-79-82-51). Thé à la menthe ou les chiens : 20 h 15. Rel. dim. lun. Festival d'expression artistique : dim. 20 h.

**CARTOUCHEBIÉ THÉÂTRE DE L'AQUARIUM** (43-74-99-61). L'Étau : Je rêve (mais peut-être pas) : ven. sam. 21 h ; dim. (dimanche) 18 h.

**CARTOUCHEBIÉ THÉÂTRE DE LA TEMPESTE** (42-38-35-36). Salle 1. La Seconde Surprise de l'Amour : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 16 h. Salle 2. Ois, quel chemin tu nous fais ! : ven. sam. 21 h ; dim. (dimanche) 18 h 30.

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans le bébé ? : ven. sam. mar. mer. jeu. 21 h ; dim. 16 h 30.

**CINQ DIAMANTS** (45-80-51-31). Le Jeu de l'Amour et du hasard : mar. jeu. ven. sam. 20 h 30 ; dim. 17 h 30.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Bernard Malblu : ven. sam. (dimanche) 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h ; sam. 18 h.

**COMÉDIE OES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-27-21). Pérouchnok : 21 h. Rel. dim. lun.

**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15). Bal masqué : dim. 14 h ; lun. 20 h 30. Cagliostro : sam. mar. (dimanche) 20 h 30.

**LA COMTESSE D'ESCARBAGNAN** : George Dandin : ven. 20 h 30. La Folle Journée ou le Mariage de Figaro : mar. jeu. 20 h 30. La Méliade imaginaire : mar. 14 h ; dim. 20 h 30.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). L'Épouse pudique : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun.

**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-18-31). Les Larrons : dim. 15 h ; lun. 20 h ; mar. 18 h 30. Le Livre d'heures : sam. 18 h 30 ; lun. 18 h 30 ; mar. 20 h 46.

**La Relève** : ven. sam. 18 h 15 ; dim. 17 h.

**DÉCHARGEURS (TLD)** (42-36-00-02). Souris blanche : ven. sam. mar. mer. jeu. 21 h 30 ; dim. 17 h.

**DEUX ANES** (46-06-10-26). Guy Montag dans Histoires drôles : ven. sam. (dimanche) 21 h.

**DIX-HUIT THÉÂTRE** (42-26-47-47). L'Heure du diable : mar. mer. jeu. 21 h.

**EDGAR** (43-20-85-11). Le Petit et le Grand : 20 h 15. Rel. dim. Les Babes caresses : 22 h. Rel. dim.

**ESPACE MARAIS** (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro : 18 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun. La Mouette : 20 h. Rel. lun.

**ESSAION DE PARIS** (42-78-48-42). Salle 1. Titre provisoire : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 18 h. Salle 2. Et si je ? : ven. sam. 20 h 30 ; dim. (dimanche) 18 h.

**FONTAINE** (48-74-74-40). Le Cien des veuves : ven. sam. 20 h 45 ; sam. dim. 15 h 30.

**LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAURANT** (42-23-88-83). Hortense a dit Je m'en fous : 21 h. Rel. dim. lun. Angèle : 22 h. Rel. dim. lun.

**GALERIE CHRISTIAN SIRET** (42-61-46-04). A la rencontre de Marcel Proust : mar. jeu. ven. mar. 20 h 30 ; sam. 17 h.

**GRAND THÉÂTRE D'OGGAR** (42-20-90-09). Qui va à la chasse... : 20 h 15. Rel. dim. Eric Thomas dans son nouveau spectacle : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. 22 h.

**GUICHET MONTPARNASSE** (42-27-88-61). Un pour le route : 18 h. Rel. dim. Victor ou les Enfants au pouvoir : 20 h 15. Rel. dim. Epreuves du temps : lun. mar. mer. jeu. 22 h 15.

## SPECTACLES NOUVEAUX

**L'HOMME SUR LE PARAPET OU PONT** : Tourtour (48-87-82-48) (dim. lun.). 19h (17).

**LA PUCCE À L'OREILLE** : Michodière (47-42-95-22) (dim. soir. lun.). 20h30 ; sam. 17 h et dim. 16 h (17).

**QUI VA À LA CHASSE...** : Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09) (dim.). 20h15 (17).

**LE RIRE DE TCHOUKHOV** : Lucarne Forum (45-44-57-34) (dim.). 21h30 (19).

J'aurais tellement voulu être un fait divers : ven. sam. (dimanche) 22 h 15.

**HÉBERTOT** (43-87-23-23). La Vérité sur maman : mar. mer. jeu. 21 h.

**HOPITAL ÉPHEMÈRE** (46-27-03-28). L'Indien cherche le Bronx : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. (dimanche) 21 h.

**HOTEL OES MONNAIES** (46-33-39-65). Saint-Christophe Colombe : mar. jeu. ven. sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

**HUCHETTE** (43-26-38-89). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Rel. dim. La Lapon : 20 h 30. Rel. dim.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. L'Amérique, l'Amérique... : ven. sam. (dimanche) 20 h. Le Fil de Tchoukhov : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. 21 h 30. Théâtre rouge. Serashit : 18 h 15. Rel. dim. Feu le maître de Méditerranée : 20 h.

**MADELEINE** (42-65-07-09). N'écoutez pas, mesdames : ven. sam. mar. mer. jeu. 21 h ; dim. 15 h 30.

**MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE OU FORUM OES HALLES)** (42-36-27-53). Mitoz : ven. sam. mar. mer. jeu. (dimanche) 20 h 30.

**MARAISS** (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h. Rel. dim.

**MARIE STUART** (45-08-17-80). Savage Love : 21 h 15. Rel. dim. lun. My Dinner with André (spect. en anglais) : ven. sam. 18 h 30. Snow White and the three Frenchmen (spect. en anglais) : sam. 18 h ; mar. 19 h 30.

**MARIGNY** (42-65-04-41). Le Misanthrope : ven. sam. mar. mer. jeu.

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

21 h ; dim. 15 h.

**MATHURINS** (42-85-80-00). Les Palmes de M. Schutz : mar. mer. jeu. 20 h 30.

**MÉTAMORPHOSIS** (42-61-33-70). Marchand de rêve : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

**MICHODIÈRE** (47-42-95-22). La Puce à l'oreille : 20 h 30 ; sam. 17 h ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

**MONTPARNASSE** (43-22-77-74). Culture et dépendance : ven. sam. mar. mer. jeu. (dimanche) 21 h ; sam. 18 h 30.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76). Les Jumeaux : ven. dim. 20 h 30 ; sam. 18 h 30, 21 h 30.

**PALAISS OES GLACES (GRANDE SALLE)** (42-02-27-17). Grande salle. Jean-Marie Bédard : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**PALAISS ROYAL** (42-97-58-61). Sans rencontre : ven. sam. (dimanche) 20 h 30 ; sam. 15 h.

**POCHE-MONTPARNASSE** (45-48-82-97). Salle 1. Madame de La Carrière : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. soir. lun.

**PORTE SAINT-MARTIN** (42-08-00-32). Calamité et le Cardinal : 20 h 30.

**FEU LA MÈRE DE MADAME** : Tourtour (48-87-82-48) (dim. lun.). 20h30 (23).

**LA FOLLE JOURNÉE - OU LE MARIAGE DE FIGARO** : Comédie-Française (40-15-00-15), mar. et jeu. 20 h 30 (23).

**LES PALMES DE M. SCHUTZ** : Métrains (42-65-80-00) (dim. soir. lun.). 20h30 ; dim. 15 h (23).

**LA VÉRITÉ SUR MAMAN** : Hébertot (43-87-23-23) (dim. lun.). 21h (23).

ven. sam. (dimanche) 20 h 30 ; sam. 17 h 30.

**POTINIERE** (42-61-44-18). Chantal Ladesou fait le Potinier : ven. sam. mar. mer. jeu. (dimanche) 21 h.

**PRÉ-CATALAN (JARDIN SHAKESPEARE)** (43-71-14-28). Mangeront-ils ? : ven. sam. 19 h 30 ; sam. 15 h ; dim. 17 h 30.

**PROCRÉANT** (42-06-59-91). Le berge est rot : 21 h.

**RANGLAGH** (42-86-44-44). La Troisième chaise : 22 h ; dim. 20 h 30. Rel. lun. Exercices de style : ven. sam. mar. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). La Jave des mémoires : 21 h ; sam. 17 h. Rel. dim. lun. La Barbière de Séville : dim. 20 h 30.

**ROUSSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Chéri : ven. sam. mar. mer. jeu. 21 h ; dim. 17 h 30.

**SAINT-GERMES** (48-78-63-47). Enfin social : ven. sam. (dimanche) 20 h 45.

**SHOW-BUS** (42-62-36-56). Show Bus : dim. 14 h 30.

**THÉÂTRE 13** (45-88-82-22). On les beaux jours : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

**THÉÂTRE CLAVEL** (43-71-93-73). Athènes entre en scène : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 15 h.

**THÉÂTRE OES OIX-HEURES** (46-06-10-17). Prendre garde à toi : 20 h 30. Rel. dim. lun. Christophe Bréard dans Tout est show-bus : 22 h. Rel. dim. lun.

**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI** (48-05-87-89). Belle de Mai. 15 heures, 2, rue Royale (O. Bouchard).

«Le vieux quartier de la tour Saint-Jacques», 15 heures, métro Grignan, sortie place du Châtelet (Lutèce visites).

«L'Académie française et l'Institut», 16 heures, 23, quai Condé (D. Fleuriot).

«Le Montmartre de Toulouse-Lautrec», 15 h 30, métro Blanche (Approche de l'art).

«Hôtels, jardins et ruelles du Marais noir», 17 heures, métro Saint-Paul-La Marais (Lutèce visites).

«L'église de la Trinité», 17 h 30, scullé de l'église, place d'Estienne-d'Orves (Paroisse de la Trinité).

**CONFÉRENCES**

**SAMEDI 20 JUIN**

Maison de La Villette, angle avenue Corentin-Cariou et quai de la Charente, 10 heures : «Le parc de La Villette» (Rencontres avec l'architecture).

Centre Georges-Pompidou, grande salle, 11 heures : «L'art conceptuel», par G. Mollet-Vieville (Manifeste).

17, rue de l'Assomption, 14 heures : «Le jeu dans l'islam», par le docteur D. Boubakeur (Fraternité d'Abraham).

48, rue de Bassano, 14 h 30 et 15 heures : «Le jeu et coutumes nomades», par E. Fourreau (Chambre syndicale nationale de la reliure, brochure, d'urgence).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : «Les prophètes de Jean XXIII», par Nayef (Conférences Nayef).

Au cœur, le brûlé : ven. sam. 18 h ; dim. (dimanche) 15 h. La Ronde : ven. sam. 21 h ; dim. (dimanche) 17 heures.

**THÉÂTRE DE LA MAINATE** (42-08-83-33). Le Premier : ven. sam. lun. jeu. (dimanche) 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

**THÉÂTRE DE MÉNILMONTANT** (45-42-07-82). Méspris de vue : lun. mar. 20 h 30.

**THÉÂTRE DE NESLE** (45-34-61-04). Veillées funèbres : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. (dimanche) 20 h 30. Le Paix du dimanche : lun. mar. mer. jeu. 22 h.

**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-46-64-47). Un Soir au bout du monde : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-85). Histoire de la fille qui ne savait pas s'agenouiller : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. (dimanche) 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15). Salle Jean Vilar. La Nuit des rois : ven. sam. (dimanche) 20 h 30. Ubu roi : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON** (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Ruffin : ven. 20 h 30 ; sam. lun. mar. mer. jeu. 18 h 30 ; dim. 16 h, 21 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-68-43-50). Grande salle. Greek (A la grecque) : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir. lun. Petite salle. Kwenh : 21 h ; dim. 18 h. Rel. dim. soir. lun.

**THÉÂTRE SILVIA MONFORT** (45-31-10-89). L'Heure du thé chez les Pardiou : ven. sam. mar. mer. jeu. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**TOURTOUR** (48-87-82-48). L'Homme sur le parapet du pont : 19 h. Rel. dim. lun. Agnès de Dieu : ven. sam. (dimanche) 20 h 30. Fau la mère de la nuit : mar. mer. jeu. 20 h 30. Grilleuse Michèle : lun. 21 h.

**TRÉAUX OES L'ARSENAL** (42-77-47-54). Le Professeur Froppe : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Patrick Timsit : 21 h. Rel. dim.

**LA VIEILLE GRILLE** (47-07-22-11). Gladys : 20 h 30. Rel. dim. lun.

**RÉGION PARISIENNE**

**AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES-PRÉVERT)** (48-88-00-22). Les Palmes de M. Schutz : ven. 21 h ; dim. 18 h.

**BAGNOL (THÉÂTRE VICTOR-HUGO)** (47-35-58-78). Abel et Gordon dans le Densé des poudres : ven. 17 h.

**BATEAU-THÉÂTRE À COURBEVOIE (QUAI MARÉCHAL JOFFRE)** (40-54-53-53). Exilée Sade : ven. sam. (dimanche) 20 h 30.

**BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE)** (46-03-50-44). L'Ours : On purge bébé : sam. 20 h 30 ; dim. 15 h 30.

**CERGY-POINTEUSE THÉÂTRE DES ARTS** (30-30-33-33). Le Chant des Signes : ven. sam. (dimanche) 21 h.

**COURBEVOIE (ESPACE CARPEAUX)** (47-58-51-50). Dames des noires : dim. lun. mar. 20 h 45.

**ETAMPES (THÉÂTRE)** (89-82-85-28). L'Assemblée des femmes : ven. 14 h 30, 20 h 30. Femmes d'artistes : sam. 20 h.

**MALAKOFF (THÉÂTRE 71)** (46-55-43-45). La Double Inconstance : ven. sam. (dimanche) 20 h 30.

**MEAUX** (60-23-40-00). Spectacle historique de Nait : ven. sam. 22 h 30.

**MONTREUIL (STUDIO-THÉÂTRE DU TEM)** (48-58-92-08). Jeux de massacre : ven. sam. 21 h ; dim. (dimanche) 19 h.

**MONTREUIL (TUS)** (48-58-93-83). Histoire d'un petit monsieur : mar. 15 h ; sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**MORSANG-SUR-ORGE (L'ARLEQUIN)** (69-04-13-70). Madame Marguerite : dim. (dimanche) 17 h.

**LE PLESSIS-ROBINSON (AMPHITHÉÂTRE PABLO-PICASSO)** (48-30-45-29). La Ville dont le prince est un enfant : ven. sam. jeu. 21 h ; dim. 17 h.

**RUILL-MALMAISON (CENTRE EDMOND-ROSTAND)** (47-51-85-45). Poésie sur l'amour et l'humour : ven. sam. 20 h 45.

**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂTRE ALEXANDRE-GUIMAS)** (90-87-07-07). La Corbeille : ven. 20 h 45.

**VILLEJUIF (THÉÂTRE ROMAIN-ROLAND)** (47-28-15-02). Villejuif sur scène : sam. 20 h 30 ; dim. 17 h.

**VITRY-SUR-SEINE (STUDIO-THÉÂTRE)** (48-87-75-50). Les Bonnes : ven. sam. lun. mar. mer. jeu. (dimanche) 21 h.

**LA CINÉMATHEQUE**

**PALAISS DE CHAILLOT** (47-04-24-24). VENDREDI

Une histoire du film policier français : Judex (1917), de Louis Feuillade, 18 h 30 ; Dénier Aroux (1942), de Jacques Becker, 21 h.

**PALAISS DE TOKYO** (47-04-24-24). VENDREDI

Histoire permanente du cinéma : L'Amour de l'actrice Sumiko (1947), v.o. s.t. anglais, de Kenji Mizoguchi, 18 h 30 ; Les Feux de la rampe (1952), v.o. s.t.f., de Charles Chaplin, 21 h.

**CENTRE GEORGES-POMPIDOU**

**SALLE GARANCE** (42-78-37-29). VENDREDI

Le Cinéma polonais : Le Petit Hamlet (1960, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimowski ; Il torve (1960, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimowski ; Eros (1980, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimowski ; la Bourse ou la vie (1959, v.o. s.t.f.), de Jerzy Skolimowski ; Signes particuliers : néant (1955, v.o. traduction simultanée), de Jerzy Skolimowski, 14 h 30 ; Eros (1959, v.o. s.t.f.), d'Andrzej Munk, 17 h 30 ; Quand les anges tombent (1958, v.o. s.t.f.), de Roman Polanski ; Maurice (1957, v.o. s.t.f.), de Roman Polanski ; le Couteau dans l'eau (1982, v.o. s.t.f.), de Roman Polanski, 20 h 30.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS**

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30). VENDREDI

Polars en Seine : Témolins - faux témoins : Bande annonce : Les trois font la paire (1957) de Sacha Guitry, Monsieur La Souris (1942) de Georges Lecomte, 14 h 30 ; Enquêtes policières : la Crime (1983) de Philippe Labro, 16 h 30 ; Enquêtes policières : la Vie du commissariat de Belleville (1990) de Barak Tounai, la Balance (1982) de Bob Swain, 18 h 30 ; Soirée spéciale abonnée : Histoire, géographie (1982) d'Alain Fleischer, l'Aventure générale d'Alain Fleischer, 20 h ; Parade : C'est un rendez-vous (1978) de Claude Lelouch, Une fille et des fuites (1964) de Claude Lelouch, 20 h 30.

**LES EXCLUSIVITÉS**

**A BRIGHTER SUMMER DAY** (Taiwan, v.o.). 14 Juillet Parnassus, 8 (43-26-58-00).



55:20 من الياصل

# ECONOMIE

## BILLET

### Affrontement transatlantique

C'est une dangereuse partie à trois qui se joue, vendredi 19 juin à Genève, devant le Conseil du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Sur la sellette : les suites à donner aux conclusions du « panel », l'instance d'arbitrage du GATT, qui donnait raison aux Etats-Unis dans le litige les opposant à la CEE sur le régime de soutien de la Communauté à ses producteurs d'olégagineux. Les aides versées, expliquait le panel, incitent les agriculteurs à produire et, par là-même, annulent en partie la concession commerciale faite par la CEE en 1962, aux premiers jours de la politique agricole commune, en supprimant toute protection douanière sur ses importations d'olégagineux. Le panel donnait le choix à la CEE : soit modifier une nouvelle fois – comme en 1981 – le régime de soutien appliqué aux producteurs d'olégagineux ; soit engager des négociations avec ses principaux fournisseurs, conformément à l'article 28 du GATT, afin de « déconsolider » la concession de 1962, autrement dit d'accorder des contreparties tarifaires dans d'autres secteurs. Tout en n'acceptant pas les conclusions du panel, la CEE a annoncé qu'elle était prête à suivre ses recommandations en ouvrant des négociations au titre de l'article 28. Mais une nouvelle pour les Américains, dont le succès devant le panel requerrait de n'être qu'une victoire à la Pyrrhus. L'objectif américain, celui de l'Association des producteurs de soja à l'origine de la plainte, consiste à forcer la Communauté à limiter sa production, certainement par la mise en place de quotas de production, commerciales dans d'autres secteurs, que Washington veut d'ailleurs partager avec d'autres fournisseurs de la CEE, tel le Brésil. Furieux, les Américains ont annoncé leur intention d'appliquer, de façon unilatérale – ce qui est illégal – des mesures de rétorsion contre la CEE. Ils ont publié une liste de produits représentant un volume commercial de 2 milliards de dollars. C'est à partir de cette liste que seront annoncés d'ici trois semaines les produits frappés. Ces sanctions, qui peuvent signifier l'arrêt brutal des exportations de vins et fromages français ou de celles des fleurs coupées néerlandaises, porteraient sur un volume d'exportations d'1 milliard de dollars. Les Américains se sont piégés eux-mêmes. Ils peuvent essayer de s'opposer à l'ouverture de négociations au titre de l'article 28, mais l'exercice est périlleux, car revenir sur une concession moyennant contrepartie est un droit incontestable. Washington s'apprête probablement à l'affrontement. Cela pourrait être l'occasion pour le conseil du GATT (le troisième larrou) de condamner la méthode américaine.

PHILIPPE LEMAITRE

## Le gouvernement prendra des mesures d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune fin juillet

A l'issue d'une concertation avec les syndicats professionnels

Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé jeudi 18 juin qu'il mettrait en place trois groupes de travail pour définir fin juillet des mesures d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune (PAC), à l'issue d'une rencontre avec les organisations agricoles réunies au sein du Conseil national de l'agriculture française. Dans le Loiret, des agriculteurs bloquent, vendredi 19 juin, les treize ponts du département.

A l'occasion de ce Conseil national de l'agriculture – qui a réuni la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles (CNMCCA) – M. Bérégovoy a pris connaissance des propositions des organisations professionnelles. Il a proposé un examen concerté de celles-ci dans le cadre de la préparation du projet de loi de finances pour 1993, a précisé Matignon dans un communiqué.

Dans cette optique, le premier groupe de travail – sous la responsabilité du ministre du budget – examinera les questions fiscales, « en particulier, la réforme de la taxe foncière sur les propriétés non bâties », a indiqué Matignon. « Le gouvernement proposera un programme pluriannuel de réduction de cet impôt pour les exploitants agricoles ». Le deuxième groupe, sous la houlette du ministre de l'économie et des finances, est chargé d'« examiner les moyens d'adapter l'endettement des exploitants agricoles, et en particulier de celles qui ont réalisé des investissements récents, aux nouvelles perspectives d'évolution de leur production ». La situation des coopératives sera aussi examinée. « Le gouvernement proposera au Crédit agricole d'apporter sa contribution à ces travaux ».

Sous la responsabilité du ministre de l'Agriculture, le troisième groupe étudiera les problèmes posés par le financement des cotisations sociales. « Il examinera d'autre part les moyens de parvenir à une meilleure occupation de l'espace rural », traitera de la restructuration des exploitations à l'occasion notamment de leur transmission et de l'installation des jeunes agriculteurs, de la diversification des activités et du développement des zones défavorisées et de montagne.

M. Bérégovoy recevra à nouveau « d'ici la fin juillet le Conseil national de l'agriculture française pour une concertation sur les suites à donner aux premières propositions de ces groupes de travail ». Dans la foulée, il a reporté les Assises du monde rural, prévues le 26 juin, ce dont le RPR s'est « réjoui » dans un communiqué.

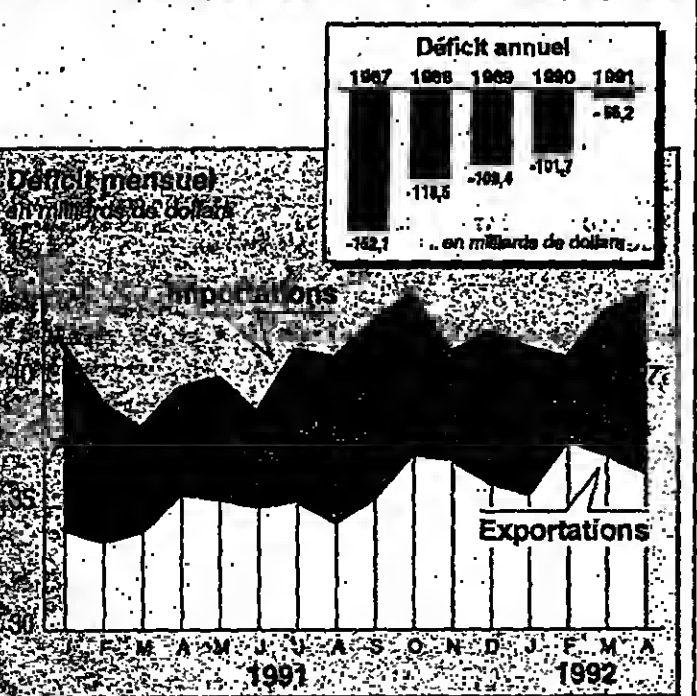
Commentant quelques heures plus tard cette rencontre, M. Raymond Lacombe, président sortant de la FNSEA, a indiqué qu'il avait trouvé le premier ministre « plus ouvert » sur l'allègement de la fiscalité agricole, la réduction de l'endettement des agriculteurs, des aides supplémentaires aux zones défavorisées et des incitations pour les cultures industrielles. Devant les céréaliers, en congrès à Rouen, il a souligné que « le syndicalisme devait se méfier des dérives politiques » et que « le mélange des genres entre syndicalisme et politique provoque des dérives des deux côtés ». Les céréaliers, en s'accordant entre eux sur les modalités d'application de la réforme de la PAC, ont réussi à préserver leur unité en se rangeant aux thèses de la FNSEA dans le choix d'un base de référence pour les primes de compensation prévues par la réforme de la PAC. Tous les délégués, sauf une poignée d'agriculteurs du Gers (bureau de la Coordination rurale), de Haute-Garonne, de l'Aveyron et de la Côte-d'Or, se sont rangés à ce compromis.

La Coordination rurale, dans un communiqué, assure que « l'absence de résultat tangible » de la rencontre à Matignon « renforce la détermination et l'enthousiasme des ruraux de France à se mobiliser dans l'opération de d'aucuns ont appelé le « blocus de Paris ». Vendredi 19 juin au matin, indique notre correspondant à Orléans, des agriculteurs bloquaient, à l'appel de la FNSEA et du CNJA du Loiret, les treize ponts du département ainsi que trois ponts du Cher, coupant la ville d'Orléans en deux.

### Le déficit commercial américain a fortement augmenté en avril

Le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis, qui n'avait pratiquement pas cessé de se réduire depuis la fin de 1990, a augmenté de presque 25 % en avril, atteignant 6,97 milliards de dollars (contre 5,58 milliards en mars). En mars 1991, le déficit avait été limité à 4,28 milliards de dollars.

L'autre cause du déficit assez inattendu d'avril est le fléchissement des exportations (8,19 % par rapport à mars mais tout de même + 2,6 % par rapport à avril 1991). Des réductions de ventes d'avions sont à l'origine de ce mauvais résultat, qui devrait être compensé. Compte tenu du niveau très compétitif du dollar, il est peu probable



Cette détérioration a deux causes, dont il est difficile de savoir si elles sont accidentelles ou si elles marquent un renversement durable de tendance. La première est une progression des importations – qui ont atteint 43,36 milliards de dollars en avril, un niveau presque aussi élevé que le record établi en octobre 1988 (43,88 milliards de dollars). La progression est de 1,6 % en un mois et de 9 % par rapport à avril 1991. Mais elle est due en grande partie au renchérissement des achats pétroliers (+16 %), provoqué notamment par la remontée du prix moyen du baril de 14,46 à 15,49 dollars. Il faudra attendre quelques mois encore pour savoir si la reprise de l'économie américaine est très molle – explique aussi ce regain d'importations.

que les exportations américaines ne recommencent pas à progresser. Sur les quatre premiers mois de l'année, elles ont en tous les cas augmenté de 6,8 % par rapport à la période correspondante de 1991.

En 1991, le déficit américain s'était fortement réduit, revenant à 66,2 milliards de dollars contre 101 milliards en 1990, du fait d'un tassement des importations (effet de la récession) alors même que les exportations augmentaient beaucoup (+7 %). La reprise en cours, aussi timide soit-elle, pourrait à nouveau creuser le déficit commercial américain et accroître les tensions commerciales vis-à-vis de Tokyo. Avec 4,21 milliards de dollars de déficit, le Japon représente à lui seul 60 % du déséquilibre américain d'avril.

### Invokant la protection des activités de défense

## Une partie du Congrès américain s'oppose à la reprise de la firme LTV par Thomson

La sous-commission de la défense à la Chambre des représentants des Etats-Unis a voté, mercredi 17 juin, un amendement visant à empêcher Thomson de reprendre les activités aéronautiques et de missiles qui lui ont été confiées par un tribunal new-yorkais en avril. En coulisse, Lockheed et Martin-Marietta, les deux candidats malheureux au rachat de LTV, continuent à faire pression sur l'administration Bush pour faire échouer au groupe français.

proposés par la partie française, alors que le tandem concurrent formé par Lockheed et par Martin-Marietta d'offrir que 415 millions de dollars.

Les deux firmes américaines étaient tellement sûres de l'emporter face à un groupe étranger qu'elles avaient refusé de surenchérir lorsque Thomson avait majoré son offre initiale de 50 millions de dollars. Une grave erreur d'appréciation. Depuis, M. Norman Marietta, le président de Martin-Marietta, ancien haut fonctionnaire à la défense et proche de l'administration Bush, se désole pas et organise la contre-offensive. De son côté, Lockheed a entrepris un lobbying au moins aussi efficace : en juger par les réactions de certains parlementaires.

prochains jours, entérine ce vote. Préfablement, Thomson avait déjà dû déjouer la manœuvre d'une autre sous-commission de la défense obligeant le groupe français à s'engager à reprendre à son compte les plans de retraite et de prestations sociales de LTV. Ce qui fut fait. Mais Thomson, qui a déjà versé 20 millions de dollars aux créanciers de LTV, ne cache pas une certaine préoccupation dans la mesure où, parallèlement à la récente décision de la sous-commission, le sénateur Robert Byrd (démocrate, Virginie-Occidentale), président de la commission des appropriations au Sénat et farouche adversaire de la cession de LTV, relayé par son collègue Lloyd Benason (démocrate, Texas), termine la rédaction d'une proposition de loi qui bloquerait effectivement la transaction.

WASHINGTON

de nos correspondants

Le rachat de Vought Helicopters, en 1974, par l'Adcoptale « était plutôt bien passé. En revanche, la reprise de Fairchild Space & Defense, en 1988, par Matra, avait déjà suscité des commentaires peu amènes. A présent, l'acquisition par Thomson-CSF, épanché par les firmes américaines Hughes Aircraft et Carlyle, des activités « défense » de LTV, un important groupe sidérurgique placé sous le chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites, soulève un tollé au Congrès et dans certains milieux politiques où l'on s'indigne de voir un secteur stratégique livré à une firme étrangère au moment où les réductions budgétaires opérées par le Pentagone entraînent de nombreux licenciements sur le sol natal. Une émotion habilement entretenue par certains dans un contexte électoral qui ne déçoit pas le débat.

En autorisant, le 10 avril, le groupe Thomson-CSF et ses deux partenaires à racheter pour 450 millions de dollars les activités de LTV, le tribunal des faillites de New-York s'était conformé à l'obligation qui lui est faite de défendre d'abord les intérêts de ses créanciers. Ceux-ci, même s'ils trouvent la somme encore insuffisante, ne pouvaient qu'être intéressés par les 450 millions de dollars (300 millions pour la branche missiles et le reste pour l'activité aéronautique).

« Nous avons bloqué la vente »

Théoriquement, les délibérations de la sous-commission de la défense à la Chambre des représentants, à la suite d'un voyage en Corée du Sud, qui importe déjà Mitsubishi, Porsche et Chrysler.

Interdites à la vente en France, les voitures de premier constructeur coréen, Hyundai, seront disponibles en France dès le mois de septembre. Elles seront commercialisées par Sonauto, qui importe déjà Mitsubishi, Porsche et Chrysler.

En l'absence d'autres précisions, il semble que les élus de cette sous-commission nient voté un amendement à un chapitre de dépenses militaires prévoyant qu'au cas où LTV serait reprise par une firme étrangère (ou contrôlée par un gouvernement étranger), le Pentagone devrait refuser de passer la moindre commande à cette entreprise américaine désormais contrôlée par un groupe étranger, condamnant du coup son existence.

Pour l'instant, il ne s'agit que d'un contre-feu allumé par une sous-commission de la défense à la Chambre des représentants. Il n'est pas dit que la commission au complet, qui doit se réunir dans les

Dans le même temps, Thomson poursuit sur le terrain administratif une course d'obstacles qui doit lui permettre de gagner à sa cause successivement les défenseurs de la législation antitrust, de la sécurité nationale et, enfin, le département de la défense lui-même. Ces différents organismes devront rendre leurs conclusions avant le 4 juillet. Le président Bush disposera ensuite d'un délai de quinze jours pour approuver la vente de la firme américaine ou, au contraire, pour donner raison à ceux qui, invoquant le rôle de l'Etat-actionnaire dans le groupe français, pensent que « l'autoriser Thomson à reprendre LTV, c'est autoriser le gouvernement français à nationaliser cette société », selon l'argument souvent développé en privé par le tandem Lockheed-Martin-Marietta. En désespoir de cause, celui-ci ne s'opposerait pas à une réponse positive du Pentagone et du président Bush à la reprise par Thomson, mais à la condition qu'elle soit assortie de conditions telles que le groupe français ne pourrait que décliner l'offre.

ALAIN FRACHON et SERGE MARTI

### Paralyse des liaisons avec le continent

## Le gouvernement évoque l'emploi de transports militaires vers la Corse

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, a estimé jeudi 18 juin, à propos de la grève commencée le 15 juin à la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée), que le conflit « n'a que trop duré ». Une commission de conciliation pourrait être réunie rapidement, sous l'égide de la direction interministérielle des affaires maritimes, pour « écouter chacune des parties ». En cas d'impasse, le gouvernement prendra « des mesures obligatoires à déboucher la situation ». M. Josselin espère « ne pas avoir à recourir à des moyens de transports militaires » pour assurer la « continuité territoriale avec la Corse ». Le secrétaire d'Etat s'exprimait dans le cadre d'une conférence

de presse sur le dossier des dockers, pour lequel il a fait part de son « optimisme raisonné ». Il a souligné notamment le « changement d'attitude » de la CGT – qu'il rencontrera jeudi prochain – depuis le vote de la loi du 9 juin 1992.

« Rectifié » – Dans le « Point de vue » du secrétaire général de la CGT, M. Louis Vianney, « Pour une dynamique de renouveau du syndicalisme », publié dans le Monde du 19 juin, un mot a été malencontreusement omis. Il fallait lire : « L'Europe sociale en pour l'instant l'Arlesienne » au lieu de « l'Europe est pour l'instant l'Arlesienne ».

### Des résultats 1991 contestés

## La COB suspend les cotations d'une filiale du groupe Pelège

Les cotations sur le marché au comptant de la SCMI (Société de cession et de coordination immobilière), filiale du groupe Pelège, sont suspendues depuis mercredi 17 juin à la requête de la COB (Commission des opérations de Bourse). Le gendarme des marchés a décidé d'utiliser une procédure plutôt inhabituelle qui l'autorise à interrompre les cotations d'une valeur quand des doutes sur les comptes peuvent nuire aux investisseurs. Or les commissaires aux comptes de la SCMI ont émis des réserves sur les résultats 1991 communiqués à la suite du conseil d'administration du 15 juin (le Monde du 18 juin).

La SCMI, qui fédère les activités du groupe Pelège dans la promotion immobilière, est en très mauvaise santé et a annoncé une perte nette part du groupe de 204,2 millions de francs l'an dernier et une baisse de 40 % de son chiffre d'affaires, qui s'est établi à 3,1 milliards de francs.

Le conflit entre la direction de la société et les commissaires aux comptes pourrait venir d'une différence d'appréciation sur l'évaluation des stocks d'immeubles construits. Un compromis pourrait être trouvé d'ici au 30 juin, avant l'assemblée générale ordinaire de la SCMI.

### Commercialisées par Sonauto à partir de septembre

## Les automobiles coréennes seront vendues en France

Les voitures de premier constructeur coréen, Hyundai, seront disponibles en France dès le mois de septembre. Elles seront commercialisées par Sonauto, qui importe déjà Mitsubishi, Porsche et Chrysler.

Interdites à la vente en France, les voitures coréennes ont vu s'ouvrir les frontières de l'Hexagone à la suite d'un voyage en Corée du ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, en février.

Quatre modèles Hyundai seront commercialisés dans une gamme de prix allant de 53 000 à 115 000 francs : la Pony, dans le bas de gamme, la Lantia et la Sonata, en moyenne gamme, et un coupé, le Scoupe. Sonauto prévoit de commercialiser 2 000 véhicules en 1992, 5 000 en 1993, 7 000 l'année suivante et 10 000 ensuite. Dans un premier temps, son réseau de concessionnaires comptera treize établissements et une centaine fin 1994.

Hyundai est le plus puissant des conglomérats de Corée du Sud (le Monde l'Economie du 28 février). Ses activités vont de la construction navale à la puce électronique, en passant par la chimie et les travaux publics. Dans le domaine de l'automobile, la Hyundai Motor Company a produit l'an dernier 1,6 million de véhicules (voitures, camions, autobus et engins spéciaux), dont 1,2 million sur le territoire coréen.



## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Tandis que le prix de l'essence est en hausse

## La production pétrolière aux États-Unis a atteint son plus bas niveau depuis trente ans

La production pétrolière américaine (9,6 millions de barils/jour en 1970) a atteint en mai (avec 7,06 millions) son plus bas niveau depuis plus de trente ans, selon l'Institut américain du pétrole (IAP). Dans le même temps, précise cet organisme, les importations (7,9 millions de barils/jour) portent à plus de 50 % la dépendance des États-Unis à l'égard du brut provenant de l'étranger et, notamment, de plus en plus, du Proche-Orient.

1991. En revanche, le prix de l'essence à la pompe a sensiblement augmenté récemment jusqu'à atteindre son plus haut niveau depuis seize mois. Selon l'American Automobile Association (AAA), un organisme privé qui regroupe des dizaines de millions d'automobilistes et qui effectue régulièrement des relevés de prix à la pompe, le prix de l'essence ordinaire sans plomb est passé la semaine dernière à 1,176 dollar pour un gallon (environ 3,8 litres) en moyenne, son prix le plus élevé depuis février 1991.

## L'Alaska protégé

Cette hausse résulte à la fois de l'accord de production conclu entre les pays membres de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP), lors de leur dernière réunion, et de l'instauration d'une nouvelle réglementation fédérale contraignant les compagnies à remplacer le butane contenu dans l'essence par des produits plus chers.

Pour exacts qu'ils soient, les chiffres de production et d'importation

de pétrole aux États-Unis, communiqués par l'American Petroleum Institute (API), doivent être replacés dans le contexte de la campagne menée par ce lobby en faveur d'un accroissement de la production domestique. Ses avis n'ont pas été retenus par le Congrès. Selon le projet de loi sur l'énergie, adopté par la Chambre des représentants le 28 mai, aucun forage supplémentaire ne pourra être effectué dans le pays au cours des dix prochaines années, pas plus que dans cette zone d'Alaska connue sous le nom d'Arctic National Wildlife Refuge et que les écologistes ont réussi à préserver. L'API a aussi chiffré à 700 000 le nombre d'emplois qui devront disparaître si ces nouvelles dispositions devaient être appliquées.

SERGE MARTI

A la recherche de nouveaux marchés

## La Géorgie souhaite s'ouvrir aux entreprises étrangères

TBILISSI

de notre envoyé spécial

Le premier congrès des chefs d'entreprise de Géorgie vient de se tenir à Tbilissi. Cette initiative est due pour une bonne part à un Géorgien né en France, M. Ramaz Papouachvili, directeur de la Maison de Géorgie à Paris. Ce dernier avait emmené avec lui une quinzaine d'hommes d'affaires français.

Les responsables économiques de l'ancien système sont presque tous restés en place en Géorgie. Ils dirigent des entreprises d'État qui n'ont pas été privatisées mais ont perdu le cordon ombilical qui les reliait à leurs ministères de tutelle à Moscou. Ils ne reçoivent plus de directives ni d'objectifs de production consociés par les bureaucraties moscovites, mais

souvent plus de pièces détachées non plus. Tous les réseaux d'approvisionnement sont désorganisés, et nul ne sait s'il doit continuer à produire pour de lointains clients, disséminés sur le territoire de l'ex-URSS. Pour couronner le tout, le gazoduc qui achemine le gaz naturel venu de Russie, et qui est la principale source d'énergie de la Géorgie, a été coupé par les Osètes du Nord, une République autonome dépendant de la Fédération de Russie, en signe de solidarité avec les Osètes du Sud régulièrement attaqués et bombardés par des « irréguliers » géorgiens.

## Protocoles d'accord

Sous le régime communiste, la Géorgie était vouée aux productions agricoles qualifiées ici de « sub-tropicales », telles que le vin et le thé. S'y ajoutaient les trois usines Sukhoi, ultra-sécrètes, qui produisaient les avions de chasse destinés à l'armée de l'air, notamment le Sukhoi 25, lent mais très maniable, et capable d'atterrir sur des pistes en terre de 600 mètres. Les livraisons de vin et de thé, ainsi que celles des Sukhoi à l'armée de l'air, se maintiennent, mais à un niveau nettement inférieur. Mais les Géorgiens cherchent d'autres partenaires et d'autres marchés.

Ils ont en particulier accepté d'ouvrir à des étrangers les portes de l'usine Sukhoi, située près de Tbilissi, qui emploie une douzaine de milliers de personnes. C'est la seule chaîne de production du Sukhoi 25. L'usine a été nationalisée par la Géorgie indépendante, mais celle-ci n'a pas indemnisé la Russie. Les appareils russes sont toujours entreposés ici. Sous un hangar, se trouvait

aussi un Sukhoi de l'armée de l'air irakienne, amené pour une visite de révision.

Les responsables géorgiens sont anxieux de maintenir cette activité aéronautique. Leurs visiteurs français, appartenant à la société Bette Finances, leur ont dit que le Sukhoi 25, débarrassé de son blindage, pouvait faire un avion d'entraînement très bon marché pour de nombreuses armées de l'air. Un protocole d'accord a été d'ailleurs signé concernant la sous-traitance de petits avions de tourisme. L'usine de Tbilissi pourrait opérer le montage, et même la construction de certaines pièces de ces appareils.

Des protocoles d'accord ont aussi été signés en vue d'une association entre des intérêts français et la compagnie maritime de Batoumi, pour l'exploitation de lignes reliant les ports de Batoumi et de Pori, sur la mer Noire, avec l'étranger. Des projets existent en outre concernant l'activité pharmaceutique (avec le groupe français UPSA), le pétrole et le charbon.

Les difficultés sont les mêmes que dans les autres Républiques de la défunte URSS. Comment établir des plans, même à moyen terme, quand on n'a aucune idée de ce que coûtera, par exemple, l'énergie dans les mois qui viennent? Le gaz et l'électricité sont vendus bien en dessous de leur prix de revient. Cela vaut aussi pour les transports. La Géorgie entend d'ailleurs part rester, pour une période indéterminée, dans la zone roublie, en proie à une forte inflation. Un casse-tête en perspective pour l'entrepreneur français, qui veut créer des villages touristiques ou importer vins et cognacs géorgiens.

DOMINIQUE DHOMBRES

## NEW-YORK

de notre correspondant

Depuis la fin de la guerre du Golfe, la stabilité des prix, assurée grâce à l'entente Washington-Ryad-Koweït-City, a toutefois permis à l'économie américaine de bénéficier d'une stabilité des prix du brut, lesquels se sont maintenus entre 18 et 22 dollars par baril depuis mars

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 18 JUIN 1992

## MESSAGE DU PRÉSIDENT

Chef d'entreprise depuis vingt-neuf ans à Matra et onze ans à Hachette, je n'ai jamais modifié ma ligne qui est celle du développement des entreprises dans l'indépendance avec le souci permanent d'améliorer leur rentabilité. Dans tous les rapports annuels que j'ai eu l'honneur de présenter aux actionnaires, de même qu'à l'occasion d'informations et de communications données aux analystes financiers et aux médias, j'ai inlassablement répété cette philosophie. L'an dernier, j'ai insisté dans mon message annuel sur la difficulté de la conjoncture, la « nécessité évidente » plus que jamais – de gérer dans la rigueur et l'obligation de « limiter les investissements lorsqu'ils débouchent sur une conjoncture mauvaise ou une récession ». C'est dans ce contexte que j'ai cessé de s'aggraver que j'ai été contraint de limiter puis d'arrêter l'effort que notre Groupe déployait pour réussir à imposer La Cinq, car la situation de cette société ne cessait de se détériorer dans un contexte unanimement hostile où Hachette se retrouvait pratiquement seul pour supporter des pertes considérables, sans que l'on puisse envisager le moindre espoir de réussite dans un délai raisonnable. L'arrêt de La Cinq, c'est un revers dans la stratégie multimédia de Hachette et une hémorragie très lourde que nous avons arrêtée à temps. J'ai l'habitude d'assumer, au sein des sociétés que je préside, mes choix comme les décisions que je prends même lorsque des événements extérieurs ont perturbé les prévisions rationnellement faites. Mais je n'ai jamais non plus perdu mon temps à regretter le passé. Le revers une fois constaté, je me tourne vers l'avenir. C'est pourquoi dès les premiers jours de janvier 1992 je me suis totalement impliqué – avec mes collaborateurs – pour trouver les moyens de recapitaliser Hachette dans les conditions les moins dommageables possibles et qui permettent au Groupe de continuer son développement. Grâce à la fidélité et à la confiance de nos partenaires financiers, nous avons défini un plan d'action qui satisfait à ces objectifs, que j'ai exposé aux médias et aux analystes le 5 mai et que nous allons mettre en œuvre au cours de cette année. Par ailleurs, l'année 1991 globalement n'a pas été satisfaisante pour ce qui concerne nos quatre grands métiers (livre, presse, audiovisuel, distribution et services) puisque nous n'avons dégagé qu'un résultat net (en dehors des éléments non récurrents) légèrement positif, en ayant réalisé plus de 50 % de notre chiffre d'affaires hors de France. Cependant notre stratégie multimédia internationale n'est pas remise en cause pour autant car nous pouvons affirmer qu'une amélioration de la conjoncture nous permettra de retrouver une bonne rentabilité, meilleure même que les bonnes années précédentes.

En effet, les valeurs du Groupe Hachette, son potentiel de rentabilité sont très encourageants pour l'avenir et renforcent le bien-fondé de la politique d'expansion multimédia internationale. Pour réussir, il faut que Hachette soit très fort et reconnu comme l'interlocuteur des plus grands groupes mondiaux. Certes, une fois recapitalisé, Hachette présentera un bilan sain, même si son endettement reste élevé. Mais le Groupe – à ce niveau – manque de puissance. C'est pourquoi je souhaite entreprendre la fusion entre les deux Groupes Hachette et Matra, car je suis convaincu que c'est aussi l'intérêt de Matra dont les positions et les atouts dans les domaines de la haute technologie sont extrêmement prometteurs.

Le nouveau Groupe sera l'un des tout premiers en France et prendra place dans les cinquante premiers mondiaux. Les activités de « Matra Hachette » seront exercées dans neuf sociétés opérationnelles qui jouiront d'une très large autonomie, à l'intérieur d'une stratégie unique commune. Je puis affirmer qu'il n'y aura pas de choc culturel puisque la philosophie de Matra et Hachette est la même. Seuls les métiers sont différents, et bien évidemment, il n'y aura aucun mélange à ce niveau. L'organisation sera simplifiée, dégageant des économies d'échelle ; en même temps que sera améliorée la rentabilité grâce à des moyens financiers accrus, mieux répartis par une allocation optimum du cash-flow, une capacité plus forte de réaction et d'anticipation.

Enfin, la pérennité de « Matra Hachette » sera assurée, et le Groupe continuera son développement dans le cadre d'un contrôle ferme – indispensable à une stratégie de long terme, ambitieuse.

Il est clair que les actionnaires de Hachette, de même que ceux de Matra, seront appelés à décider de ce projet qui leur sera expliqué dans le détail au cours d'assemblées générales extraordinaires qui devraient se tenir dans le deuxième semestre de cette année 1992. Je souhaite de tout cœur qu'ils votent favorablement et avec enthousiasme pour ce qui sera l'entrée définitive de Hachette renforcée dans la cour des très grands groupes de communication du vingtième et unième siècle.

JEAN-LUC LAGARDÈRE

## Feu vert européen à une aide de Bonn aux chantiers navals de l'ex-RDA

Le gouvernement allemand a été autorisé, mercredi 17 juin, à accorder des aides financières aux chantiers navals de l'ex-RDA et s'est engagé, en contrepartie, à réduire leur capacité de production de 40 % d'ici à 1995.

Cette décision, prise à Luxembourg par les ministres de l'Industrie de la Communauté, constitue une importante dérogation à la réglementation communautaire sur les aides publiques à la construction navale. Les aides de fonctionnement qui seront accordées par Bonn ne pourront pas excéder 36 % du chiffre d'affaires théorique de chacun des

chantiers concernés sur la période 1991-1993, et devront avoir été accordées avant la fin de l'année prochaine. Or les dispositions communautaires, applicables aux autres pays, stipulent que ces aides ne peuvent excéder 9 % du coût de construction des navires de gros tonnage, comme les pétroliers, et 4,5 % pour les bateaux de petite dimension.

Sept chantiers navals de l'ex-RDA, situés dans le Land de Mecklembourg-Poméranie occidentale, sont concernés par ces dispositions. Ils représentent 40 % des emplois dans cette région. Trois d'entre eux doivent être privatisés. — (AFP)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## SAPAR - OBLIGATIONS 9 JUIN 1989

Les intérêts courus du 3 juillet 1991 au 2 juillet 1992 seront payables à partir du 3 juillet 1992 à F 450,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 67,50 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 16,65, faisant ressortir un net de F 365,85.

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

## OBLIGATIONS PIC - 0,25 % JUIN 1988

## (TRANCHE C/A)

Les intérêts courus du 11 juillet 1991 au 10 juillet 1992 seront payables à partir du 11 juillet 1992 à F 2022,43 par titre de 20 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 303,36 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 74,81, faisant ressortir un net de F 644,26.

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

## OBLIGATIONS PIC - 0,20 % JUIN 1988

## (TRANCHE C/B) ET (TRANCHE C/C)

Les intérêts courus du 11 juillet 1991 au 10 juillet 1992 seront payables à partir du 11 juillet 1992 à F 1 016,22 par titre de 10 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 152,43 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 37,58, faisant ressortir un net de F 826,21.

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

## OBLIGATIONS 8 JUIN ET OCTOBRE 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1991 au 14 juillet 1992 seront payables à partir du 15 juillet 1992 à F 360,00 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 40,00 (Montant brut : F 400,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 19,98 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 14,80, faisant ressortir un net de F 325,22.

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

## OBLIGATIONS TMOR JUIN 1986

Les intérêts courus du 15 juillet 1991 au 14 juillet 1992 seront payables à partir du 15 juillet 1992 à F 1 366,42 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 40,72 (Montant brut : F 407,14).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 20,33 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 15,05, faisant ressortir un net de F 331,04.

## SAPAR

## OBLIGATIONS TAM JUILLET 1985

Les intérêts courus du 16 juillet 1991 au 15 juillet 1992 seront payables à partir du 16 juillet 1992 à F 1 463,05 par titre de 5 000 F après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 51,46 (Montant brut : F 514,51).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 25,69 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 19,01, faisant ressortir un net de F 418,35.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## OBLIGATIONS 8,60 %

## JUILLET 1989

Les intérêts courus du 26 juillet 1991 au 25 juillet 1992 seront payables à partir du 26 juillet 1992 à F 430,00 par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de F 64,50 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 15,91, faisant ressortir un net de F 349,59.

Les retenues mentionnées au 2<sup>e</sup> paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## OBLIGATIONS 9,94 % JUILLET 1990 (ex 14,70 % JUILLET 1983/1990 PROROGÉABLE)

Les intérêts courus du 25 juillet 1991 au 24 juillet 1992 seront payables à partir du 25 juillet 1992 à F 447,30 par titre de 5 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 49,70 (Montant brut : F 497,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 24,82 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 18,38, faisant ressortir un net de F 404,10. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 24 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

## ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

## OBLIGATIONS 11,70 %

## OCTOBRE 1979

Les intérêts courus du 25 juillet 1991 au 24 juillet 1992 seront payables à partir du 25 juillet 1992 à F 210,60 par titre de 2 000 F, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 23,40 (Montant brut : F 234,00).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de F 11,68 auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit F 8,65, faisant ressortir un net de F 190,27. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 15 mai 1992 sont parus au Journal officiel du 23 mai 1992.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

Les frères Maxwell

RÉSULT



50 من لايون

## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Inculpés d'entente frauduleuse

# Les frères Maxwell sont mis en liberté sous caution

MM. Kevin et Ian Maxwell, ainsi que l'expert financier du groupe Maxwell, M. Larry Trachtenberg, ont été remis en liberté provisoire sous caution, jeudi 18 juin, après avoir été inculpés d'entente frauduleuse et de vols multiples, pour un montant de 135 millions de livres.

trois cas, par des amis et des relations familiales. Tous trois ont dû remettre leurs passeports et doivent habiter à leur domicile respectif. Quinze inculpations ont, au total, été prononcées. Les fils Maxwell sont inculpés d'entente frauduleuse (« conspiracy to defraud ») et de vols multiples, pour un montant de 135 millions de livres.

sur la base de rumeurs, de procès par insinuations, de procès par « fuites » sélectives dans la presse, je souhaite pouvoir me défendre moi-même devant un tribunal où j'ai l'intention de contester vigoureusement et avec acharnement toutes les accusations portées contre moi.

Le procès des frères Maxwell, qui ne devrait pas avoir lieu avant un an, fera date, notamment en raison de l'ampleur des fraudes : le dernier « record », si l'on peut dire, était détenu par M. Imran Khan, l'ancien directeur de la comptabilité de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), qui était accusé d'avoir détourné 96 millions de livres.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 10 francs.

Détournement de prêts

M. Kevin Maxwell est, notamment inculpé à propos du détournement de prêts provenant de la Swiss Bank Corporation et de la Swiss Vults Bank. Diverses actions en justice vont être lancées : le cabinet Robson Rhodes, qui est le liquidateur judiciaire de BIM, tente ainsi de retrouver une partie des 450 millions de livres qui ont disparus des fonds de retraite. A sa demande, le tribunal décidera, le 20 juillet, de la responsabilité personnelle de M. Kevin Maxwell, dont la signature se retrouve sur plusieurs documents autorisant les transferts illégitimes des fonds de retraite.

Elle ne marque cependant que le début d'un long processus judiciaire. Conduits au poste de police de Snow Hill, dans la City, les trois hommes ont été officiellement inculpés, puis, en début d'après-midi, le tribunal de première instance de la City leur a accordé la mise en liberté provisoire jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre, après paiement d'une lourde caution.

M. Kevin Maxwell, considéré comme le principal héritier de l'empire industriel et qui était le plus directement impliqué dans les affaires du groupe, a dû acquiescer à une caution de 500 000 livres (1), son frère Ian de 250 000 livres, et M. Trachtenberg de 300 000 livres. Cet argent a été réuni, dans les

Dans l'affirmative, M. Kevin Maxwell pourrait être déclaré lui-même en faillite, ce qui signifie la confiscation de tous ses biens personnels. Les fils Maxwell avaient obtenu, il y a quelques mois, un prêt de 900 000 livres de leur mère, M<sup>me</sup> Elizabeth Maxwell, pour faire face aux frais de justice. Robson Rhodes pourrait, d'autre part, poursuivre diverses institutions financières (notamment des banques), afin de les obliger à récupérer des actifs (surtout des actions) qu'elles avaient saisis pour garantir des prêts à Robert Maxwell.

A la sortie du tribunal, M. Kevin Maxwell a fait la déclaration suivante : « Après sept mois de procès



« Priez pour moi... »

LONDRES

de notre correspondant

La personnalité complexe de feu Robert Maxwell est éclairée par ses dernières volontés, lesquelles figurent sur un document obtenu par le Financial Times et publié vendredi 19 juin. Cet homme roublard et autoritaire avait le souci de laisser de lui une image d'intégrité qui ne cadre pas, c'est le moins que l'on puisse dire, avec ses actions.

L'ancien magnat a légué un total de 2 millions de livres à sa famille et à ses amis, dont 500 000 livres et des biens immobiliers à sa veuve, 200 000 livres à chacun de ses sept enfants, sans compter divers autres dons, notamment une somme de 100 000 livres à M<sup>me</sup> Jean Baddeley, son ancienne secrétaire.

Le reste de sa fortune a été donné à des œuvres charitables et à plusieurs fondations privées (dont le siège est situé au Lie-

chtenstein et à Gibraltar), en bénéfice de causes comme le paix mondiale, la défense d'Israël et l'éradication de la maladie d'Alzheimer. Robert Maxwell avait aussi le souci d'assurer sa survie... éternelle : une synagogue de Jérusalem a reçu de l'argent pour que des « prières soient dites à perpétuité » pour lui-même et ses proches, le jour anniversaire de leur mort.

L. Z.

COMMUNICATION

Selon M. Jean-Luc Lagardère

Hachette devrait retrouver des résultats positifs en 1992

Les résultats d'Hachette devraient redevenir positifs en 1992 de « 100 à 200 millions de francs », et cela malgré un endettement élevé (5,8 milliards de francs), a déclaré, jeudi 18 juin, M. Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe, lors de l'assemblée générale des actionnaires. Ceux-ci ont approuvé les comptes de l'exercice 1991 (pertes de 4,9 milliard pour un chiffre d'affaires consolidé de 30,4 milliards de francs) et donné leur feu vert à la recapitalisation qui aura lieu à hauteur de 2,8 milliards de francs avant la fin de 1992.

M. Lagardère a tenté de rassurer ses actionnaires en passant en revue les différents secteurs du groupe ainsi que les moyens qui seront employés pour dégager des liquidités : les cessations d'actifs auront lieu pour 1,3 milliard de francs, à commencer par la vente de l'immeuble du boulevard Saint-Germain, qui devrait rapporter environ 500 millions de francs. Le groupe a aussi cédé sa participation d'environ 10 % dans l'éditeur italien Rizzoli pour 412 millions de francs, en dégageant une plus-value de 55 millions. L'éditeur - médiocre en 1991 - devrait s'améliorer, notamment aux États-Unis (Grolier) et en Espagne (Salva).

Après une année maussade en raison de la récession publicitaire, la presse quotidienne (groupe Provincial, Dernières nouvelles d'Alsace) et magazine (France et à l'étranger) devrait se consolider. Europe 1 communication (radio, affichage, production de films) demeurerait stable, tandis que le groupe table sur une poursuite de la croissance du secteur distribution et services (Relais H, réseau américain Curtis).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## RÉSULTATS ET ACTIVITÉS 1991

Les résultats consolidés du Groupe Framatome en 1991 sont comparables à ceux de 1990 : pour un chiffre d'affaires de 14,2 milliards de francs contre 13,6 en 1990 le bénéfice net, part du Groupe, s'élève à 986 millions de francs contre 984 en 1990.

Les événements qui ont marqué l'année reflètent le maintien de la confiance dont bénéficie le Groupe. Confiance du personnel d'abord puisqu'il a souscrit à la totalité de l'augmentation de capital réservée de décembre 1990 portant sur 200 000 actions nouvelles et lui permettant d'augmenter sa participation de 3 à 5 %. Confiance des investisseurs internationaux ensuite puisque l'émission en novembre 1991 de 250 millions de dollars de T.S.D.J. (Titres Subordonnés à Durée Indéterminée) a rencontré auprès d'eux un très vif succès.

L'activité Chaudières nucléaires a été marquée par la livraison de deux tranches de 1300 MWe, Cattenom 3 et 4, et par l'enregistrement de la commande de Civaux 1, cependant que se poursuivaient les travaux de Penly 2, Golfech 2, Chooz 1 et 2 en France ainsi que ceux de Guangdong 1 et 2 en Chine où la direction et la responsabilité du montage sont désormais assumées par le consortium Framatome/Spie-Batignolles. Par ailleurs N.P.I. (Nuclear Power International), filiale 50/50 de Framatome et de Siemens, a poursuivi le développement du produit commun en concertation avec les producteurs d'électricité français et allemands.

La coopération entre Framatome et Siemens s'est également renforcée en 1991 à l'occasion de la privatisation du secteur énergie de Skoda, puisque ces deux sociétés détiendront respectivement 10 et 57 % du capital de la future société Skoda Energo.

L'activité Services nucléaires a été soutenue tant en France qu'à l'étranger où l'événement le

plus marquant a été l'augmentation de 50 à 75 % de la participation de Framatome dans le capital de la société américaine BWNS aux termes d'un accord signé le 4 décembre 1991 avec le Groupe Mc Dermott.

Dans le domaine du Combustible l'année 1991 a été caractérisée par une augmentation des besoins. Parallèlement à l'accroissement de la participation de Framatome dans BWNS un accord signé également le 4 décembre 1991 a permis de porter à 75 % la participation de Framatome et de ses partenaires français, Cagema et Péciney, dans le capital de BWFC.

En Connexion, F.C.I. (Framatome Connectors International) a dû faire face en 1991 à une conjoncture défavorable tant aux États-Unis qu'en Europe et au Japon. Certains marchés se sont mieux comportés comme les télécommunications au l'automobile, secteur où F.C.I. a pris le contrôle d'une entreprise allemande, la société Schmid.

Les activités de Mécanique ont été également affectées par un environnement défavorable, particulièrement en début d'année 1991 et dans les activités liées à la Défense. Toutefois le niveau du carnet de commandes à la fin de l'année 1990 a permis à certaines divisions ou filiales de connaître une bonne activité en 1991, notamment Thermodyn, dans le domaine des compresseurs, ou N.E.M. qui a également enregistré au début de 1991 ses deux premières commandes de tunneliers.

En Informatique industrielle la plupart de nos activités ont été affectées par une conjoncture difficile dans un marché qui demeure étroit.

Jean-Claude Lary  
Président-Directeur Général

**GROUPE FRAMATOME**

I - ACTIVITÉ DU GROUPE	1991	1990
Chiffre d'affaires consolidé (I+II) (en millions de F)	14174	13571
dont : - Nucléaire	9312	8602
- construction de chaudières REP	5136	4916
- combustibles et services	4176	3686
- Connexion	3127	3407
- Mécanique et ingénierie diversifiée	1735	1562
II - RÉSULTAT NET DU GROUPE ET DISTRIBUTION	1991	1990
Résultat net - part du Groupe (en millions de F)	986	984
En % par rapport au chiffre d'affaires	7,0%	7,2%
Nombre d'actions	10 200 000	10 000 000
Résultat net, part du Groupe, par action (en F)	96,7	98,4
Dividende attribué à chaque action (en F)	39,20	44,00

EUROF



COURSE DU 19 JUIN

## PARIS :

## PARIS :

Second marché					(en Millions)
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4850	4850	fronch. Hôpital	1010	1000
Assenac Associés	241	235	Isener Computer	182	155 50
B.A.F.	40	40	L.P.E.M.	62	62
Bois Vannes	700	705	Locamix	70 20	70 50
Boulin (L.)	430	446 50	Mets Comm.	223	222 10
Robert (Lyon)	294	295	Mobler	174	—
C.A.L.-de-F. (C.C.I.)	725	735	Publi-Tipacchi	485	484
Calberson	385 50	385	Reine-Mp. Ess (L.)	324	324
C.E.F.	825	840	Solier Invest (L.)	96	96
CH&P	286 80	282 10	Sorin	285	285
C.N.M.	1151	1150	Soges	324	320
Comidor	286	258	TP1	478	468
Confiance	1219	—	Thomson H. (L.)	365	364
Croze	185	181	Unilog	250	247
Daphin	305 30	305 19	Viel et Cie	104	—
Dalhes	1100	1100	Y. St-Laurent Group.	838	840
Deutsche Worms Gl.	500	—			
Dewavely	1210	1215			
Doville	173 40	175 50			
Edifice	115	118			
Edifice Bolland	139	135			
Eurp. Peugeot-L.	188	188			
Financ.	123	—			
G.F.F. (group. L.)	75 50	73 95			
G.I.M.	364	364			
Gravograph	120	122			
Grifol	825	—			
I.C.C.	200	200			
Idron	51	54			

- 1 -

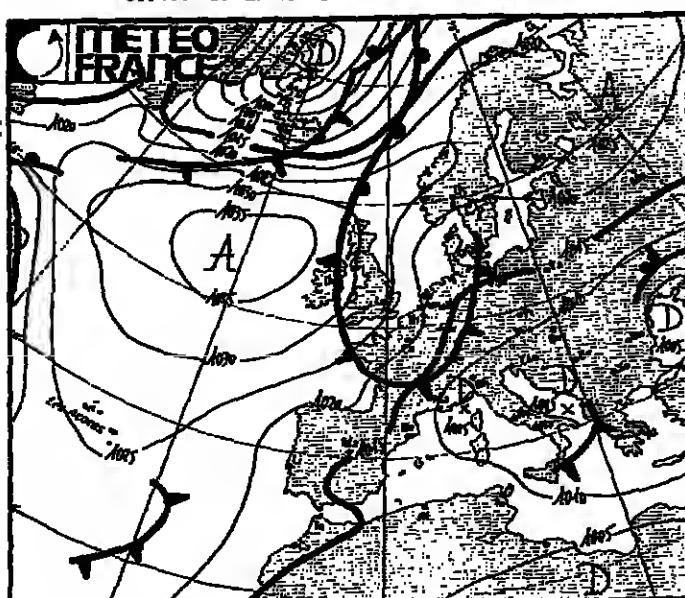




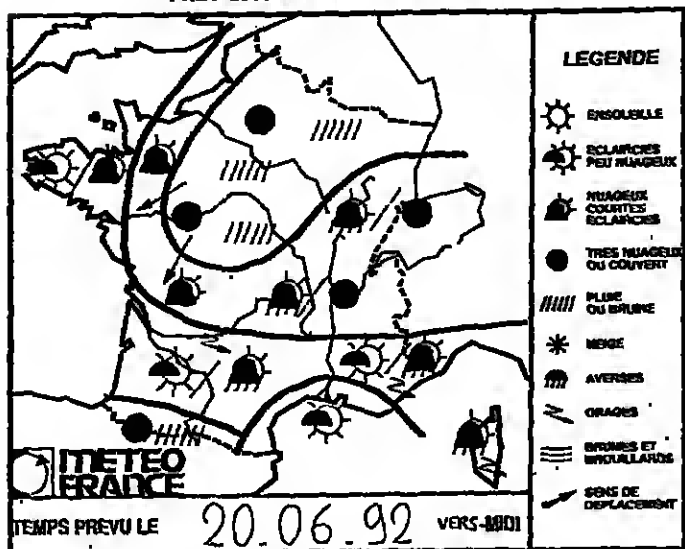


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 20 JUIN 1992



Samedi : temps frais et maussade sur l'ensemble du pays. - La météo temps pluvio-instable qui touchera le matin les régions de la Champagne-Ardenne à Rhône-Alpes et à l'Alsace gagnera en cours de journée vers l'Ouest. Le Nord, l'Île-de-France, la Normandie, le Centre puis Poitou-Charentes et Limousin seront touchés à leur tour. Les Pyrénées auront un ciel couvert avec de la pluie et même de la neige au-dessus de 1800 mètres.

Le Languedoc-Roussillon et la Provence auront du soleil grâce au vent de nord-ouest à ouest qui soufflera à 40/50 km/heure.

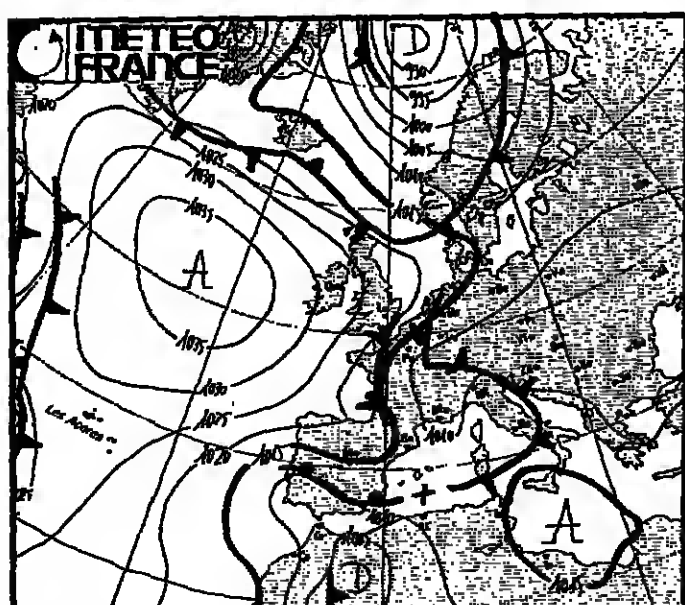
Partout ailleurs, les nuages seront présents. Quelques orages éclateront sur les Alpes du Sud.

Le vent de nord-est soufflera en Manche à 30/40 km/heure.

Les températures maximales seront de l'ordre de 8 à 10 degrés en général, localement 12 à 14 degrés près de la Méditerranée.

Les températures minimales seront fraîches pour la saison : 15 à 18 degrés sur une grande moitié nord, 18 à 20 degrés dans le Sud-Ouest et 20 à 23 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximale - minimale et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-6-1992 à 18 heures TUC et le 19-6-1992 à 6 heures TUC											
le 19-6-92											
FRANCE				ÉTRANGER							
ALACON	24	16	D	STRASBOURG	25	11	C	LUXEMBOURG	15	6	D
BARCELONNE	20	16	N	TOULOUSE	25	14	N	MADRID	25	11	D
BORDEAUX	20	13	N	TOURS	23	7	D	MARRAKECH	31	16	D
BRESE	23	8	D					MEXICO	23	15	P
CANNES	19	10	N	ALGER	25	14	D	MONTREAL	27	13	A
CHERBOURG	13	9	D	AMSTERDAM	17	3	C	MOSCOW	20	13	C
CLEMONT-FERRAND	23	9	C	ATHENS	27	13	D	NEW DELHI	42	30	D
DJON	24	9	D	BANGKOK	35	26	C	NEW YORK	26	16	C
GRANVILLE	22	14	C	BARCELONE	23	14	N	OSLO	-	-	-
LILLE	16	9	N	BEIRUTH	23	16	B	PALM-BEACH	27	17	C
LYONS	22	9	C	BEIRUTH	23	14	D	PEKIN	33	20	D
MAIRIE	24	11	C	BRUXELLES	16	8	C	ROMA	31	22	C
NANCY	23	9	D	COVINTON	16	10	D	SINGAPOUR	31	22	C
NANTES	23	10	D	DURBAN	29	24	D	STOCKHOLM	21	14	C
NICE	23	10	D	GENEVE	23	13	C	SYDNEY	16	10	N
PARIS-MONTY	19	10	D	HONGKONG	33	27	C	TOKYO	19	15	C
PAU	22	15	C	ISTANBUL	24	13	N	TUNIS	28	19	C
PERPIGNAN	27	19	C	JERUSALEM	39	25	D	VIENNE	27	15	N
PORTO-VELO	23	14	N	LE CAIRE	31	22	D	YERRE	23	-	-
RENNES	21	10	D	LONDRES	19	8	D				
ST-ETIENNE	23	10	C	LOS ANGELES	22	15	F				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	*			

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## HISTOIRE

## Le corps d'Alain-Fournier a été identifié

Le corps d'Alain-Fournier, auteur du *Grand Meaulnes*, a été formellement identifié, parmi les restes de vingt et un soldats découverts en novembre 1991 à Saint-Rémy-le-Canton, près de Verdun (le Monde du 7 décembre 1991).

Les pelons de lieutenant aux manches de l'uniforme et les chiffres réglementaires en laiton du 288<sup>e</sup> régiment d'infanterie portés sur le col avaient été retrouvés. Mais ce sont surtout les études d'anthropométrie menées par l'archéologue Frédéric

Adam qui ont levé le doute sur l'identité du squelette de l'écrivain tombé au combat le 22 septembre 1914.

Ces études ont aussi permis d'établir que l'officier Henri Alban Fournier avait succombé à ses blessures, bien que des traces d'*Empoisonnement* n'aient pas été relevées. Des signes ont accablé les témoignages selon lesquels il avait été enterré sur le champ de bataille et non fusillé par les Allemands comme on l'a prétendu parfois.

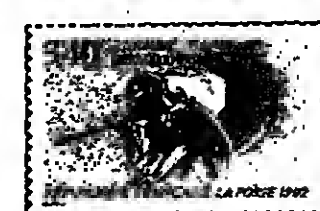
## PHILATÉLIE

## L'homme de Tautavel

La Poste mettra en vente générale, le lundi 22 juin, un timbre à 3,40 F, l'*Homme de Tautavel*. Cette émission précède de quelques semaines l'inauguration du Musée de préhistoire, présenté comme le plus grand du monde, à Tautavel, un village situé à 20 kilomètres au nord-ouest de Perpignan.

C'est sur le territoire de cette commune que Marie-Antoinette et Henry de Lumley découvrirent, le 22 juillet 1971, les restes - en particulier la face et le frontal d'un

crâne - d'un *Homo erectus* européen vieux d'environ 450 000 ans. Ils ont permis, avec d'autres restes mis en jour ultérieurement, d'en reconstituer un portrait-robot fidèle à 80 % : taille de 1,65 mètre, crâne bas, front fuyant, bonnet au-dessus des orbites, capacité cérébrale de 1 160 cm<sup>3</sup>, etc. Quelques incertitudes demeurent ce qui



concerne la forme du nez, des lèvres (qui n'ont pas de support osseux), la couleur de la peau ou l'importance du système pileux.

Un premier musée vit le jour sur le site de la découverte, 300 m<sup>2</sup> inaugurés en 1979. Le nouveau musée déplace cette surface et fait appel aux techniques les plus modernes de la muséologie.

Le dessinateur du timbre, Raymond Moretti, signe là son quatorzième timbre en huit ans. L'homme de Tautavel est une vieille connaissance pour lui qui, ayant noté de solides lieux d'antiquité avec les de Lumley depuis vingt-cinq ans, a eu l'occasion, en particulier, de créer de nombreuses affiches le mettant en scène pour des expositions ou des congrès de paléontologie humaine. Il était donc logique que ce timbre lui revienne.

PIERRE JULIEN

## En filigrane

• Ventes. - Deux ventes sur affranchissement (Jean-François Baudot, Paris, tél. : (1) 42-98-51-12), clôturées le mercredi 24 juin, et deux catalogues. Le premier concerne la quatrième partie des collections Dubus composées d'affranchissements pour les Amériques, d'un ensemble de la guerre de 1870-1871 («*épiphany*» de Metz, départ 5 000 F et 30 000 F et rubrique «*prisonniers en Allemagne internés en Suisse*») de quatre-vingts lots du duché de Savoie. Le second concerne par une sélection étonnante de «*ballons montés*» de la guerre de 1870-1871 (collection de 95 pièces plus une boule de Moulins, prix de départ 100 000 F ; *Cassette des absents* 10 du 23 novembre 1870, transportée par le Jacquard, 125 000 F). A noter aussi une collection de marques postales de la Réunion et des cartes postales d'aviation.

Vente à prix nets Rivoli Philatélie (Paris, tél. : (1) 42-60-15-12) du 23 juin : 593 lots dont 1 F camin Cérés oblitérés (4 500 F), bloc n° 4 non émis de 1945 *Marianne* de Dulac (18 000 F), épreuves d'artiste des colonies.

• Musée franco-oriental. - La poste d'Oman a émis un timbre d'une valeur de 100 baïas sur le musée franco-oriental de Mascate représentant l'entrée du musée et les drapeaux noués des deux nations.

• Œuvres sociales de la marine. - La section philatélique de l'Association pour le développement des œuvres sociales de la marine (ADOSM) participera à «*Brest 92*», exceptionnel rassemblement de voiliers, du 10 au 15 juillet (avec bureau de poste temporaire). Un document philatélique célébrant la cartographie maritime française, la première carte où figure le nom d'*'Amérique*' et la méthode cartographique de Beaufort-Beaupré, sera mis en vente au prix de 20 F. Commandes et règlements : ADOSM-Philatélie, 23, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris (CCP 10451-71 L Paris). Joindre une enveloppe timbrée au format 19 x 25 cm pour le réponse.

• Visite gratuite du Musée national du sport. - Les collectionneurs pourront visiter gratuitement le Musée national du sport (24, rue du Commandant-Guilbaud, Paris 19<sup>e</sup>) à l'occasion de la vente anticipée «*premier jour*» de l'émission commune franco-espagnole la France et l'Espagne, pays olympiques en 1992, le 19 juin, de 14 heures à 17 heures, et le 20 juin, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Berthe-Méry 94852 Ivry-sur-Seine Cedex Téléphone : (1) 49-60-33-28 Télécopie : (1) 49-60-33-29 Spécimen retour sur demande contre 15 F en timbre.

MERCREDI 17 JUIN 1992									
6	7	10	25	40	45	28			
0	1	2	3	4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
30	31	32	33	34	35	36	37	38	39
40	41	42	43	44	45	46	47	48	49
50	51	52	53	54	55	56	57	58	59
60	61	62	63	64	65	66	67	68	69
70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
80	81	82	83	84	85	86	87	88	89
90	91	92	93	94	95	96	97	98	99

## CARNET DU Monde

## Naissances

- Sejean et Dania AZZI ont la joie d'annoncer la naissance de leurs jumelles.

Ande et Joy,

le 13 juin 1992, à Paris.

## Décès

- La famille et les amis de

Lucile RASCOURRET

ont la douleur de faire part de son rappel à Dieu, le 17 juin 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le 22 juin, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6.

De préférence aux fleurs, des offrandes pourront être faites au profit des œuvres qui lui tenaient à cœur.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Brest, Paris.

Nous avons la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine BLEUNVEN, fondatrice de la société Bleunven-Monot et des établissements Tébég, survenue à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

De la part de ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Henri Monot, M<sup>me</sup> Renée Monot, De ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, De ses sœurs, Et de toute la famille.

- Villeurbanne, Montréal, Kingston (Canada).

Annie Corf, Jacques Corf, Boris Castel, Et leurs familles, ont la tristesse de faire part de la mort de

Assia,

leur mère et tante, le 15 juin 1992,

et rappellent le souvenir de

André CERF, journaliste.

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 01-45-23-88-88, lundi à vendredi, de 10 h à 18 h.

Tarif : la ligne R.T.

Thèmes régionaux : 95 F

Actualités et actualités : 85 F

Communications diverses : 100 F

Thèmes étudiants : 35 F

## WEEK-END D'UN CHINEUR

## ILE-DE-FRANCE

Samedi 20 juin

Compiègne, 14 h : art populaire.

## Dimanche 21 juin

Argenteuil, 14 h 30 : argenterie, bijoux, Carbel, 10 h et 14 h : Baccos à parfum ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux, sculptures modernes ; Nogent-sur-Marne, 14 h 30 : bijoux, tapis d'Orient ; Provins, 14 h : ornements ; Rambouillet, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes ; Saint-Germain-en-Laye, 14 h : tableaux et sculptures modernes ; Seilly, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Versailles (Cheval-Légers), 14 h 30 : tapisserie, tableaux modernes.

## PLUS LOIN

Samedi 20 juin

Agas, 10 h : bijoux, 14 h : mobilier, tableaux ; Aix-en-Provence, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; Arles, 14 h 30 : livres, gravures ; Bergerac, 14 h : mobilier, argenterie ; Charente, 14 h : mobilier, objets d'art ; La Rochelle, 14 h : livres ; Marseille (Prado), 14 h 30 : tableaux ; Orléans, 10 h : cartes postales ; Rodez, 14 h : livres ; Saint-Etienne, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Tarbes, 14 h 30 : livres ; Vannes, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Vitry-le-François, 14 h : livres.

## Dimanche 21 juin

Angers, 14 h 30 : argenterie,

- Oria, Cannes.

Sa fille Alberte, Les familles parentes et alliées, ont le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Albert DEHAEN, née Alice Grosjean, officier de l'instruction publique,

à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité.

- Jean R. Diedisheim,

son mari, Le docteur et M<sup>me</sup> S. Felsovanyi, son frère et sa belle-sœur, et Constance, ont le profond chagrin de faire part du décès de

Marie-Aline DIEDISHEIM, née rue Felsovanyi,

survenue à Neuilly, le 8 juin 1992.

Le service religieux a été célébré en l'église de Garches.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité familiale, le 17 juin.

63, rue du 19-Janvier 1992, 92380 Garches.

## Anniversaires

- Tous ceux qui ont aimé

Eve ALONSO

vivent avec son souvenir.

- Le 20 juin 1990,

Jean MOURGUES

quittait ce monde.

Ceux qui l'aiment se souviennent.

Sa compagne, Marie Giletta.

- François TOUTAIN

partait le 20 juin 1993.

Nous pensons à lui.

## Communications diverses

- Guy Georgey signera son livre «*Le Petit Soldat de l'Empire* » (suite de la *Folle Arrière*), éditions Flammarion, le samedi 20 juin 1992, à partir de 16 heures, à la librairie Flammarion du Centre commercial Italie-11, place d'Italie, Paris-13<sup>e</sup>, tél. : 45-80-16-99.

## SOLDES

PRÊT-A-PORTER et ACCESSOIRES

NINA RICCI

VENDREDI 19 JUIN ET JOURS SUIVANTS DE 10 H 00 à 18 H 30

39, AVENUE MONTAIGNE 17, RUE FRANÇOIS 1<sup>er</sup> 22, RUE CAMBON

ET POUR L'HOMME :

Ricci Club

19, RUE FRANÇOIS-1<sup>er</sup>



IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Batailles

A H tions, un match! Ah tions, des buts! Incroyable: des buts! On avait oublié à quel point pouvait ressembler l'échappée victorieuse d'une balle vers son destin. On avait tondance, depuis quelques jours, à prendre le football pour une continuation de la psychothérapie, ou du notariat, par d'autres moyens. Mais les Néerlandais, eux, se souvenaient d'une vérité assez sommaire: le football consiste, après une belle course, à envoyer un ballon dans les filets adverses. Ça ne fut pas un match: ce fut un ballet sur glace, qui nous rappelle que le foot peut parfois être un vol d'hirondelles, un arc-en-ciel, un lâcher de pigeons, un météore de printemps, un soir d'été sous les platanes.

Tant pis pour les Allemands. Et tant pis pour les Papin, Fernandez, Amoros et autres, débuts à l'Orly derrière des lunettes noires de veuves palatines. Platin fut parfait. Il ne se réfugia pas derrière la longueur du gazon, les Danois qui jouaient quasi sur leur terrain, le climat, la nourriture, les arbitres, et autres bousées commodes d'après-pièce. On a été mauvais, dit-il et persista-t-il.

Le service public ayant décidé de nous offrir une soirée pour nous, les hommes (aux deux), il restait la commission Moulin sur TF 1, ou le tricot, on jeta

un œil à «Envoyé spécial», où des messieurs jouaient à la guerre-vidéo avec des avions. Pour ses premières manœuvres nationales depuis la guerre du Golfe, l'armée de l'air recevait les caméras. La situation était grave. Reims était attaquée, Nice enfoncée, les frontières porées, le territoire survolé par des escadilles ennemies: on se serait cru encore à Hémis. Qu'il est petit, l'Hexagone, sur les écrans de contrôle de l'atmosphère de l'armée de l'air! Les pilotes couraient dans tous les sens, jalisant de partout. Il y avait un général, très calme, et son médecin personnel. Et des bunkers, et des boutons, tant de boutons!

Elle est télégraphique, l'armée, et elle le sait. Elle exhibait là toute sa panoplie de Top guns, et aussi un certain amateurisme somme toute assez surprenant. Aïe! de ces deux malheureux gars, saisis par les caméras sur un coin de colline alors qu'ils voyaient passer comme à Roland-Garros deux appareils ennemis. «C'était quel type d'avions?» leur demandait le commandement. «On ne sait pas, ils sont passés trop vite!» On ne sait trop pourquoi, le reporter n'avait de cesse de faire évouer aux officiers et aux pilotes qu'ils s'amusent beaucoup. Quelle question! Comme s'ils étaient là pour faire joujou!

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: \* à signaler dans le Monde radio-télévision; \*\* à film à vision; \*\*\* à ne pas manquer; \*\*\*\* Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 19 juin

TF 1

- 20.45 Variétés: Tous à la Une. Emission présentée par Patrick Sabatier-Avec Michel Galabru, Michel Sorel, Murielle May, Macoulet, Cédric, Michel Sardou, Laurent Voulzy, Véronique Sanson, Annie Lennox, François Feldman.
- 22.40 Magazine: Si on se disait tout. Invité: Lio, Eddy Mitchell, Tom Novembre.
- 23.45 Divertissement: Arthur, émission impossible.

A 2

- 20.50 Jeu: La Piste de Xapetan. Chasse au trésor au Mexique.
- 22.10 Divertissement: Rire A2. Les premiers pas n°3, spécial chanteurs. Avec Sheila, Sylvie Vartan, Johnny Hallyday, Hervé Vilard, Michel Polnareff, Françoise Hardy, Jacques Dutronc, Barbara, France Gall.
- 23.05 Magazine: Lumière.
- 23.30 Cinéma: Meurtre dans un jardin anglais. \*\*\* Film britannique de Peter Greenaway (1982) (v.o.).

FR 3

- 20.45 Magazine: Thalées. Vierge de mer, de Jean Loiseau et Guy Nevers.
- 21.40 Magazine: Caracal. Les Caracal de la nuit. Invité: Calixte Beyala (le Petit Prince de Belleville); Frédéric Marceau (les Indes); Ulla Sepúlveda (Le Vieux qui lisait des romans d'amour).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Magazine: Musiques. L'œil écoute: Rio-de-Janeiro, de Jean Lafite. Visite de Rio, avec pour guide la musique de Villa-Lobos.
- 0.05 Océaniques. Georges Haldas ou l'état de poésie, de Guy Millard.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm: Chasse à l'homme en Californie. De Bruce Seth Green.
- 22.00 Documentaire: Madagascari. L'île aux fantômes. De Doug Allen et Paul Bonnet.
- 22.50 Flash d'informations.
- 22.55 Le Journal du cinéma.
- 23.00 Cinéma: Uranus. \*\*\* Film français de Claude Berri (1990).
- 0.35 Sport: Golf. L'Open des Etats-Unis. 2. Journée à Pebble Beach.
- 1.55 Cinéma: La Loi criminelle. \*\*\* Film américain de Martin Campbell (1989) (v.o.).

M 6

- 20.40 Téléfilm: Jeux dangereux. De Franck Petit, Allen. D'après un roman de Patricia Highsmith.
- 22.35 Série: Mission impossible, vingt ans après.
- 23.25 Magazine: Emotions, charme et érotisme.
- 23.55 Capital.

ARTE

- 20.30 Spécial info. Reportage prime. Beateb. «Le temple du Soleil» (Liban), d'Olivier Wein.
- 21.00 Téléfilm: Pierre qui roule. De Marion Vernoux. Une jeune femme égarée s'accroche désespérément à un critique gastronomique québécois.
- 22.30 Magazine: Mégamix. De Martin Mesconier. Tom 24, Krefwerk, Tika, Kristen Nogues, Penelope, Alan Suval, Public Enemy.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique: Le Rythme et le Raison. Une leçon de piano à la française. 5. Geneviève Bonet.
- 20.30 Radio-archives. Arctique.
- 21.30 Musique: Black and Blue. La vie brève et fertile de Bob Gordon.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Caillou kanké. 5. Le cyclone.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique: Coda. César Evaris (8).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 12 mai au nouveau Gewandhaus de Leipzig): Ouverture d'Obéron, de Weber; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op. 35, de Tchaïkovski; Danse symphonique pour orchestre op. 45, de Rachmaninov, par l'Orchestre symphonique de la Mitteldeutscher Musik, dir. Victor Fedotov; sol.: Maxim Fedotov.
- 23.10 Jazz-club. Par Claude Carrère et Jean Delmas. En direct du Duo des Lombards à Paris: le Quintette du trompettiste François Chessegnette.
- 1.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goussier. Œuvres de Donizetti, Mozart, Chabrier, Wagner.

TF 1

- 13.20 Magazine: Reportages.
- 13.50 Jeu: Millionnaire.
- 14.10 La Une est à vous.
- 17.25 Divertissement: Vidéo gag.
- 17.55 Magazine: Trente millions d'amis.
- 18.20 Jeu: Une famille en or.
- 18.45 Divertissement: Les Roccasseries.
- 19.15 Jeu: La Rose de la fortune.
- 19.45 Divertissement: Le Sébaste Show.
- 19.50 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Tapis vert, Météo, Triciclos.
- 20.50 Variétés: Surprise sur prise. Avec Francis Perrin, Martine Saint-Clair, Charlotte de Turckheim, Pierre Bertrand, Lio, Gérard Philou.
- 22.30 Série: Columbo.
- 0.10 Formule sport.

A 2

- 13.20 Magazine: Si ça vous change...
- 14.05 Magazine: Animalia.
- 15.00 Magazine: Sport passion.
- 15.15 Tierscé, en direct de Vincennes.
- 18.05 Série: Léo et Léa.
- 18.30 INC.
- 18.35 Série: ENG.
- 19.25 Série: Sylvie et compagnie.
- 19.50 Trois minutes pour faire lire.
- 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Magazine: La Nuit des héros. Présenté par Laurent Cabrol.
- 22.40 Magazine: Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Invité: Frédéric Dard.
- 23.55 Journal des courses, Journal et Météo.
- 0.15 Et populaire. En direct de la place de la Bastille, à l'occasion du dixième anniversaire de la fête de la musique.

FR 3

- 14.00 Variétés: Eurotop.

TF 1

- 12.25 Jeu: Le Juste Prix.
- 12.53 Météo et Journal.
- 13.20 Série: Hooker.
- 14.15 Série: Rick Hunter.
- 15.15 Série: Columbo.
- 18.35 Magazine: Téléfoot. Spécial Euro 92: en direct de Stockholm.
- 18.35 Magazine: 7 sur 7. Invité: Jacques Delors.
- 19.30 Journal.
- 20.00 Sport: Football (et à 21.15). Euro 92: Demi-finale, en direct de Stockholm.
- 21.00 Mi-temps, Météo et Tierscé.
- 22.15 Tapis vert.
- 22.20 Magazine: Ciné dimanche.
- 22.25 Cinéma: L'Homme aux yeux d'argent. \*\*\* Film français de Pierre Granier-Deferre (1985). Avec Alain Souchon, Tanya Lopert, Isabelle Trépoigt.
- 0.05 Journal et Météo.

A 2

- 12.00 Magazine: L'heure de vérité. Invité: François Lioriot.
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin.
- 14.55 Série: Mac Giver.
- 15.45 Dimanche Martin (suite).
- 17.20 Documentaire: L'Equipe Courtois à la redécouverte du monde.
- 18.10 1. 2. 3. Théâtre.
- 18.20 Magazine: Stade 2. Football: Euro 92 en Suède: Résultats de la semaine; Rugby; Cyclisme; Basket-ball; Canoë-kayak; Athlétisme; Tennis; Handball; Golf.
- 19.30 Série: Coup de foudre.
- 19.59 Journal, Météo, et Journal des courses.
- 20.50 Cinéma: Pacifico Palisades. \*\*\* Film français de Bernard Schmitt (1988). Avec Sophie Marceau, Adam Coleman Howard, Anne Curry.
- 22.25 Magazine: Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité: Françoise Chenderreges.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.10 Documentaire: Itinéraire d'un ciné-fils. De Régis Debray, Pierre-André Boutang et Dominique Rabourdin (1<sup>er</sup> partie). Hommage à Serge Daney.

Samedi 20 juin

- 14.30 Magazine: Mondo Sono.
- 15.00 Téléfilm: Passions envolées. De Maryn Friend, avec Woody Miller, Harry Andrews (2<sup>e</sup> partie).
- 15.55 Documentaire: La Patrimoine français vu du ciel.
- 18.00 Traverses.
- 18.55 Série: Les Aventures de Sherlock Holmes.
- 17.50 Magazine: Montagne.
- 18.30 Jeu: Questions pour un champion.
- 19.00 La 19-20.
- 20.10 Divertissement: Yacopa. Présenté par Vincent Legoff.
- 20.45 Feuilleté: Edouard et ses filles. De Michel Lang, avec Pierre Mondy, Sylvie Rome.
- 21.40 Soirée spéciale: Samedi en fête. Présenté par Alain Dautit et Vincent Perrot. Dix voix pour une décennie, à l'occasion du dixième anniversaire de la fête de la musique. Avec Luciano Pavarotti, Ruggero Raimondi, Julia Migenes, Piedad Domingo, Barbara Hendricks, Roch Voisin, Charles Treuet, Patricia Kest, Mary Kato, Patrick Bruel.
- 22.40 Traverses.
- 23.00 Vietnam à l'assaut, de Philippe Franchini, Georges Condomines et Serge Duvail.
- 23.55 Magazine: L'heure du golf.

CANAL PLUS

- 13.30 Magazine: L'OE du cyclone.
- 14.00 Le Journal du cinéma.
- 14.05 Téléfilm: Meurtre par omélie. De Bradford May.
- 15.35 Concert: Elton John.
- 16.30 Sport: Boxe. Les meilleurs moments de la Réunion de Las Vegas.
- 17.05 Les Superstars du catch.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Décade pas Bunny.
- 19.05 Dessin animé: Les Simpson.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm: Les Troupes navales. De Jean-Luc Trotignon, avec Zabou, Martin Lamotte.
- 21.55 Flash d'informations.

- 22.00 Sport: Boxe américaine. Championnat du monde de kickboxing, en direct de Las Vegas. Rob Kaman (Pays-Bas)-Jean-Yves Thériault (Canada).
- 23.30 Sport: Athlétisme. Sélections olympiques américaines à La Nouvelle-Orléans, en direct. Spécial 100 m.
- 0.00 Le Journal du cinéma.
- 0.05 Placard de l'angoisse (Cameron's Closet). \*\*\* Film américain d'Armand Mastroianni (1987). Avec Cotter Smith, Mel Harris, Scott Curtis.

M 6

- 13.00 Série: Equalizer.
- 13.55 Série: Supercopier.
- 14.50 Série: Brigade de nuit.
- 15.40 Série: Les Espions.
- 18.35 Série: Vegas.
- 17.25 Série: Amicalement vôtre.
- 18.20 Série: Les Têtes brûlées.
- 19.15 Magazine: Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série: Papa Schultz.
- 20.35 Surprise-partie.
- 20.38 Météo des plages.
- 20.40 Téléfilm: Pratiques à l'appui. De Rod Holcomb.
- 22.15 Téléfilm: Surfin' USA. Les Beach Boys.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Musique: Le Concert de Wembley.

Wembley  
L'HOMMAGE A  
**FREDDIE MERCURY**  
C'EST A 23 h 50 !  
DIFFUSION  
SIMULTANÉE SUR  
Europe 2

Hommage à Freddie Mercury. Avec Queen, Elton John, David Bowie, George Michael, Guns n' Roses, Extrême, Lisa Stansfield, Liza Minnelli, Paul Young, U2, Seal, Robert Plant, Zucchero, Roger Daltrey, Joe Elliott, Mango Groove, Bob Geldof, Montserrat Caballé.

ARTE

- 19.00 Documentaire: Histoire parallèle 147. Actualités américaines et soviétiques de la semaine du 20 juin 1942.
- 20.00 Musique: Concert. Symphonie en ut majeur, de Beethoven, par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu; sol.: Montserrat Caballé, Gérard Gurno, Boris Martinovic.
- 20.30 Magazine: Premières Vues. 1. Ingénierie et arbitraire. De Claude Messot, Catherine Arnaud et Claire Douteux.
- 22.15 Cinéma d'animation: Home on the Range. De Paul Driessen.
- 22.25 Cinéma d'animation: Au bout du fil. De Paul Driessen.
- 22.35 Documentaire: Tango mio. De Jans Bokova.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique: Le Temps de la danse. Avec Jorge Donn et Patrick Dupond.
- 20.30 Photo-portrait. René Bazilly, directeur de la revue Cinéma.
- 20.45 Nouveau répertoire dramatique. L'Éveil des ténés, de Joseph Danan.
- 22.35 Musique: Opus. Stevie Wonder.
- 0.05 Rencontre au clair de la nuit. Genoux écartés.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Opéra (en direct de Stuttgart): La Rondine, opéra en trois actes, de Puccini, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti; sol.: Nelly Miricioiu, Alberto Cupido, Martina Musacchio, Peter Riber.
- 0.08 Les Brûlés du siècle. Par Christian Zéneli. L'Art du paysage: Knud Victor.

Dimanche 21 juin

FR 3

- 11.00 Magazine: Mascarnes. Tenare et les autres, de Brigitte Vial.
- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Expression directe.
- 13.20 Magazine: D'un soleil à l'autre.
- 13.50 Documentaire: La Loure.
- 14.45 Magazine: Cyclisme 3 dimanche. Cyclisme: 44<sup>e</sup> Grand Prix du Midi Libre, 5<sup>e</sup> étape en direct: Font-Romeu-Gérone; Hippisme: Tierscé en direct d'Aureil; Golf: Open de Lyon; Basket-ball: portrait de l'équipe de France avant les J.O.; Escrime: portrait de Jean-François Lamour après le championnat de France de sabre.
- 17.15 C'est Lolo!
- 18.15 Magazine: A vos amours.
- 19.00 Le 19-20.
- 20.05 Série: Benny Hill.
- 20.35 Cinéma: La Symphonie des héros. \*\*\* Film américain de Ralph Nelson (1957). Avec Charlton Heston, Maximilian Schell.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Comédie Musicale: Black Ballad. De Franck Cassenti et Christian Guiffre. Musique d'Archie Shepp. Avec La Velle, Archie Shepp, Youval Mironne, Pierre Ntumba. En direct du parvis de la Défense.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine: Mon zénith à moi.
- 13.30 Concert: R. E. M.
- 14.00 Téléfilm: La Guerre de la drogue. De Brian Gibson, avec Steven Bauer, Elisabeth Pena.
- 16.00 Documentaire: Dragons d'aujourd'hui. De Nigel Marven.
- 16.25 Sport: Handball. France-Suède. Tournoi pré-olympique, en direct de Castelnau-le-Lez.
- 18.00 Cinéma: Gross Anatomy. \*\*\* Film américain de Thom Eberhardt (1989). Avec Matthew Modine, Daphne Zuniga.

ARTE

- 19.00 Soirée thématique. La Nuit.
- 19.05 Magazine: La Nuit de la grande ville; grande ville, la nuit.
- 19.25 Court métrage: Asile de nuit.
- 19.30 Court métrage: Mad Night.
- 19.40 La Magazine du sommeil.
- 20.25 Court métrage: Paa de cerceuil pour les panthères. De Michel Dufourd.
- 20.45 Court métrage: Pour quelques «Je ne t'aime plus». De Marc Adiel.

CINÉMA

- 20.55 Cinéma: Toute une nuit. \*\*\* Film franco-belge de Chantal Akerman (1982). Avec Aurora Clément, Natalia Akerman, Angèle Abazoglou.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Julien Slains, poète.
- 22.35 Musique: Le Concert donné au Centre culturel belge d'Uster (Zürich): Fêtes de la musique: concert d'amateurs au Pays basque.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.35 Concert (donné le 23 avril, lors du Printemps des Arts de Monte-Carlo): Quatuor à cordes en sol majeur, de Haydn; Quatuor à cordes n° 8 en ut mineur, de Chostakovitch; Quatuor à cordes n° 1 en fa majeur, de Beethoven; Poem for flute et piano, de Griffes; Volos in the Wilderness, de Bloch.



## La coordination rurale vent bloquer les accès de Paris dans la nuit du 22 au 23 juin

La coordination rurale a décidé de « bloquer les accès de Paris » dans la nuit du 22 au 23 juin, a annoncé vendredi 19 juin son porte-parole, M. Dominique Rougeant. Cette décision a été prise par un collectif de la coordination, réuni à Enlène, près de Chartres (Eure-et-Loir), où un « quartier général » a été installé.

La Coordination rurale, qui attend le renfort de délégations régionales, affirme que des tracteurs agricoles, armés par des agriculteurs de la « grande couronne », formeront des barrières de la capitale afin d'exiger le retrait de la réforme de la politique agricole commune décidée par la Communauté européenne.

## Loïc Peyron remporte la Transat anglaise

Loïc Peyron, sur Fujicolor-II, a remporté, jeudi 18 juin, à Newport la neuvième transat anglaise en solitaire. Le Français a parcouru les 2 810 miles (5 000 kilomètres environ) qui séparent Plymouth (Angleterre) de Newport (États-Unis) en onze jours, une heure et trente-cinq minutes de mer.

A trente-deux ans, le skipper breton grave son nom au palmarès d'une grande épreuve en solitaire, celle qui avait consacré Eric Tabarly, Alain Colas ou Philippe Poupon, vainqueur en 1988.

Deuxième de la course autour du monde en solitaire derrière Titouan Lamazou en 1990, célèbre pour y avoir porté secours à Philippe Poupon en détresse, Loïc Peyron a longtemps pensé que la victoire en solitaire lui était interdite.

Avec Fujicolor-II, il s'est promis d'être responsable, forçant un peu sa nature. Négociateur pressé, à l'instinct de régulier, il est parti doucement, laissant filer Laurent Bourgnon, Paul Vainne et Francis Joyon qui, comme lui, avaient choisi l'option Nord quand Florence Arthaud tentait l'impossible au Sud. Samedi, enfin, le skipper a lancé l'offensive et a pris la tête lundi pour ne plus être rattrapé.

B. M.

Dans leur rapport remis au gouvernement

## Les autorités de sûreté recommandent de ne pas faire fonctionner Superphénix à plus de 30 % de sa puissance

La décision du gouvernement de faire redémarrer ou non Superphénix, le réacteur nucléaire de Creys-Malville (Isère), était attendue pour ce week-end ou le début de la semaine prochaine. Depuis le mardi 16 juin, le gouvernement dispose, en effet, du rapport des autorités de sûreté qui recommande de limiter une remise en route éventuelle du réacteur à 30 % de sa puissance nominale, et ce pour une période limitée, sans doute, à cinq mois. Le temps, dit un expert, d'améliorer la première ligne de défense en profondeur de l'installation.

La plupart des parties intéressées avaient exprimé assez clairement leur position sur Superphénix lors des auditions publiques organisées le 19 mai par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (le Monde du 21 mai). On s'attendait donc à ce que M. Michel Lavieille, patron de la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), remette très vite ses recommandations à ses ministres de tutelle (de l'Industrie et de l'Environnement), et à ce qu'une

décision rapide soit prise. Mais M. Lavieille a pris son temps, et son choix va donc au-delà de ce qu'il avait retenu dans la première ébauche de son rapport. Il avait alors recommandé un éventuel fonctionnement de l'installation « limité à 50 % de la puissance nominale », ce qui de toute façon s'imposait en raison de l'indisponibilité de l'un des deux turbo-alternateurs auxiliaires, en décembre 1990, lors de l'effondrement du toit de la salle des machines sous le poids de la neige.

« Mais, ajoutait-il dans son pré-rapport, cette limitation [dans le fonctionnement] pourrait être prolongée au-delà du délai nécessaire à la reconstruction de la partie de la salle des machines actuellement indisponible ».

Le ministère de l'Industrie lui avait demandé d'être « plus clair » dans ses recommandations. M. Lavieille a donc choisi, dans son rapport définitif rendu mardi 16 juin à ses ministres de tutelle, une voie « plus dure ». Il estime que sur une installation de ce type « il faut, dès qu'un paramètre sort des limites de l'erreur, arrêter l'installation et regarder ce qui se passe. Or, à 30 % de la puissance, il est facile, dit-il, d'évacuer la chaleur résiduelle du réacteur » et l'on peut donc faire face à la plupart des situations « sans pénalisation du point de vue de la sûreté ».

Nombre d'incertitudes pèsent

encore sur le fonctionnement de cette installation qui fait que Superphénix ne pourrait, au tout état de cause, fonctionner dans ces conditions au-delà de deux ans. Conséquence, il a fallu resserrer les boulons et « rééquilibrer les règles d'exploitation de Superphénix », comme l'expliquait en avril M. Pierre Franck Chevet, responsable des réacteurs de puissance à la DSIN (le Monde du 15 avril 1992). Mais cela ne suffit pas.

Les autorités de sûreté de la DSIN souhaitent que des compléments d'enquête et des travaux soient menés pour améliorer la sûreté de l'installation. D'abord sur les incidents de réactivité qui, à quatre reprises (trois fois en 1989 et une fois en 1990), ont conduit à l'arrêt automatique du réacteur Phénix, dont Superphénix est dérivé. Ensuite sur les dangers des fuites de sodium, notamment les « fuites pulvérisées », qui ont ravagé la centrale solaire d'Almeria.

La vigilance pour le redémarrage de cette installation sera, donc la règle, d'autant que M. Lavieille s'est donné que, lors des précédents incidents qui ont affecté le réacteur, l'exploitant ait mis « trop longtemps » à réagir à un certain nombre d'alarmes.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Approfondissements

ILS sont débordés, mes copains du service de l'éducation. Ils ne savent plus où donner de l'explication aux collègues qui accourent, affolés, en brandissant une lettre de l'établissement fréquenté par leurs gamins. Ça veut dire quoi, ça ? Elle va où là, ma fille ?

— Montre voir ! Prénom : Lucie. Né(e) : le 29-12-84. Classe suivie : CE1. Avis du conseil des maîtres du cycle des apprentissages premiers, des apprentissages fondamentaux, des approfondissements : après avoir examiné les documents établissant le bilan des acquisitions de l'année scolaire écoulée, a prononcé le passage dans le cycle des approfondissements. Je ne comprends pas ce que tu ne comprends pas, c'est très clair. Elle va passer dans le troisième cycle du primaire.

Alors moi : Attends, attends, dans le premier, qu'est-ce qu'on apprend ?

— Ce qu'un apprend à trois, quatre ans, en petite et en moyenne section. Tiens, c'est marqué, là, dans les directives du ministère : Au cours d'explorations d'espaces de plus en plus

étendus et nombreux dans des durées diversifiées, l'enfant doit se situer dans un espace donné, se donner des repères et des codes, repérer des déroulements chronologiques différents, situer les événements de la vie quotidienne les uns par rapport aux autres, exprimer le temps et l'espace.

— Traduction ?  
— Apprendre qu'on ne baisse pas culotte en classe. Qu'il y a un petit endroit pour ça. Qu'il est à gauche au fond du couloir. Qu'il faut mieux tirer la chaîne. Qu'on attend l'heure des repas pour manger sa pâte à modeler et qu'on ne rentre pas à la maison avant d'être allé à l'école.

— Et dans le deuxième cycle ?  
— Là, il traduit les notions qu'il a commencées à rencontrer au cours des apprentissages premiers. Il se situe dans le passé-proche, le futur proche et progressivement par rapport à un passé et à un futur plus lointains.

— Mais encore ?  
— Avec un peu de chance, il devrait être capable d'expliquer à son débile de père en quoi consiste l'avis du conseil des maîtres.

Pour la livraison d'avions à Northwest

## Boeing accuse Airbus de vouloir obtenir des garanties bancaires à l'exportation

Boeing reproche au consortium Airbus Industrie de vouloir obtenir une garantie à l'exportation pour la livraison d'Airbus A 320 à la compagnie Northwest Airlines. « Nous avons appris, il y a quelques semaines, que les organismes de garantie bancaire français, anglais et allemand, étudiaient actuellement la possibilité de fournir une garantie bancaire à Northwest Airlines, qui éprouve des difficultés financières, pour la livraison d'Airbus A 320 », a expliqué M. Ray Waldmann, direc-

teur des affaires gouvernementales de Boeing Commercial Airplanes.

La compagnie aérienne américaine a passé en 1986 une commande de cent Airbus, dont 32 ont déjà été livrés et vingt autres doivent l'être en 1992. Selon Boeing, cette assurance des organismes financiers européens est contraire à l'accord de 1985 qui réglemente les conditions de crédit entre les pays producteurs d'avions, gros porteurs de l'OCDE et pourrait représenter un obstacle à la ratification par les

États-Unis de l'accord sur le plafonnement des subventions au développement des programmes aéronautiques. De source officielle française, on précise que les organismes de crédit à l'exportation étudient bien une possibilité de garantir la livraison de cinq A 320 en 1992 mais qu'aucune décision n'a encore été prise. Toutefois, cette éventuelle garantie ne va pas à l'encontre de l'accord de 1985, estime la France.

M. L.

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Viehy : « Ne tuez pas sur les juges », par Bernard Juhanneau ; « Les camps français », par Anna Grynborg. Yougoslavie : « L'honneur du gouvernement », par Roger Faurois. 2

### ÉTRANGER

Boanie-Herzégovine : A Zvornik, ville « libérée » et martyre. 3  
La fin du voyage de M. Eltsine aux États-Unis. 6  
La visite en France du chef du Mouvement démocratique de Hongkong. 6  
La Chine presse les Khmers rouges de désarmer. 6  
Yémen : L'unité compromise. 7  
POINT/Les élections en Israël. 8  
Haïti : le Père Aristide proclame son opposition au nouveau premier ministre. 9

### POLITIQUE

L'adoption du projet de révision constitutionnelle par l'Assemblée nationale. 10 et 11  
La réunion du comité central du PCF. 11

### SOCIÉTÉ

Un rapport du Sénat dénonce la « grave crise » de la justice administrative. 12  
Les Africains du Mont-Tonnerre. 12  
Aux assises de la Haute-Garonne, la mort du tout petit Paul. 13  
Football : le Championnat d'Europe des nations. 15

### CULTURE

Arts : ouverture à Bonn d'un Centre d'art et d'exposition. 16  
Musiques : La Festival Rossini à l'Opéra-Comique ; Eric Clapton et Elton John à l'hippodrome de Vincennes. 16  
Le programme de la Fête de la musique. 17

### ÉCONOMIE

Le gouvernement prendra des mesures d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune fin juillet. 19  
Une partie du Congrès américain s'oppose à la reprise de la firme LTV par Thomson. 19  
La production pétrolière aux États-Unis a atteint son plus bas niveau depuis trente ans. 20  
Inculpés d'entente frauduleuse, les frères Maxwell sont mis en liberté sous caution. 21  
Selon M. Jean-Luc Lagardère, Hachette devrait retrouver des résultats positifs en 1992. 21

### SANS VISA

Patrimoine : Montaigne en « librairie » ; Coup d'œil : Thelloussion ; Voyage : Saint-Laurent, l'ornithologue du golfe ; Air Londres ; La table, les jeux. 27 à 34

### Services

Abonnements. 22  
Annonces classées. 17  
Cartes. 24  
Jours. 32  
Loto, Tiro-Quotidien. 24  
Marchés financiers. 22 et 23  
Météorologie. 24  
Philatélie. 24  
Radio-télévision. 25  
Spectacles. 18  
Week-end d'un chineux. 24  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folios 27 à 34

Le numéro du « Monde » daté 19 juin 1992 a été tiré à 502 713 exemplaires.

## M. Jean-Louis Bianco invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, des transports et du logement, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 21 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Bianco, ancien secrétaire général de la présidence de la République, élu en mars dernier conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur les listes de M. Tapie, dans les Alpes-de-Haute-Provence, répondra aux questions d'Alain Faugès et d'André Passeron du Monde, et de Richard Artz et de Philippe Bolland, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

**VOTRE AGENCE FRANCE TELECOM EST OUVERTE 24H/24. C'EST VOUS QUI EN AVEZ LA CLE.**

**TAPEZ 3614 FRANCE TELECOM**



**IL Y A DAVANTAGE DE CHOIX. DE LUXE. D'AFFAIRES. DE CREATION. DE MODE. DE PRIX... (CHEZ RODIN) ...QUE DANS 29 A 30 BOUTIQUES ET SHOWROOMS REUNIS!**  
Que la mode et la décoration nous emportent, si nous exagérons...  
Tissus : tout un « Empire » de la mode et de la décoration depuis 30F le mètre.  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

**DE SCIENCE & VIE**  
L'HISTOIRE DES SCIENCES  
**NAISSANCE DU CONCORDE**  
Transporter une centaine de passagers à 2.400 km/h : de cette idée folle naquit le plus grand programme d'avion civil de tous les temps. Sur le plan scientifique, c'est un défi que Britanniques et Français vont relever.  
LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE racontent cette fabuleuse aventure.  
**LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE**  
LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XX<sup>e</sup> SIECLE

**DE SCIENCE & VIE**  
L'HISTOIRE DES SCIENCES  
**NAISSANCE DU CONCORDE**  
Transporter une centaine de passagers à 2.400 km/h : de cette idée folle naquit le plus grand programme d'avion civil de tous les temps. Sur le plan scientifique, c'est un défi que Britanniques et Français vont relever.  
LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE racontent cette fabuleuse aventure.  
**LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE**  
LES GRANDS PROJETS SCIENTIFIQUES DU XX<sup>e</sup> SIECLE

## Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : des régions françaises à Séville  
Les sept régions françaises officiellement présentes ne resteront à l'Expo' 92, à Séville, qu'une ou deux semaines. Contraintes financières et électorales obligent.

Arts : l'exposition « Manifeste » à Beanbourg

Pour son quinzième anniversaire, le Centre Georges-Pompidou présente 1 300 œuvres des trente dernières années.



## A black and white photograph of a small, dark, rectangular building, possibly a shed or garage, situated in a wooded area. The building is partially obscured by large, leafy trees. A path or driveway leads towards the building. The image is grainy and has a high-contrast, somewhat somber tone.

6, RUE PIERRE LESCOT. 75001 PARIS. TEL (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94  
LYON : TOUR CREDIT LYONNAIS - LA PART-DIEU. TEL. 78 63 67 77  
OU CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGES

**Saint-Laurent**  
Gens de la côte nord ... p. 30

**Coup d'œil**  
Sexe et business ..... p. 28

**Gastronomie**  
à l'italienne ..... p. 33

**Londres**  
L'émport du futur .... p. 34

Échelles	(p. 28)	◆	Télex	(p. 28)
Jeux	(p. 32)		Table	(p. 33)



## Thaïlandisation



D'ABORD un peu de néologie, cette science à laquelle la très conservatrice oreille française est particulièrement rebelle par les temps qui courent. Mac Orlan, Carco, Cendrars et d'autres ont, de longue date, transcrit l'anglais *business* en « bizness », ainsi qu'il doit se prononcer et afin qu'il s'insère dans le français sans y provoquer de grumeaux.

Agissent de la sorte, en boos cuisiniers de la langue, leurs prédécesseurs qui firent « édreodo » du riche allemand *Eiderdaun* ou « paquebot » du doublé anglais *packet-boat*. En revanche, sauf dans l'assez beureuse expression « show-biz », ou encore mieux « show-biz », nos plumes publiques cotoient de calligraphier *business* avec, pour certaines peut-être, le secret plaisir élitiste de savoir que le pécho prononcera « bétément » ce mot tel qu'il s'écrit. Un adulte français sur cent seulement maîtrise aujourd'hui l'idiome d'Elizabeth II et de Walt Disney.

Les Tunisiens, auxquels le terme *business* a été transmis par les Français via le langage parlé, en ont fait, eux, d'embles, *bezniss*. C'est même le titre du troisième long métrage du cinéaste Nouri Bouzid dont les affiches – une première pour un film arabe – arborent deux paires de seins, européens il est vrai. Le réalisateur « scodaleux » (*le Monde* du 8 janvier 1990) de *l'Homme de cendres* (1986, tableau de la jeunesse tunisienne montrant notamment un patroo abusant de son appétit) et des *Sabots d'or* (1989, calvaire d'un intello de gauche attaqué face à l'islamisme) s'est attaqué cette fois au gigolisme, à la prostitution des jeunes Tunisiens, phénomène nouveau, en tout cas quant à son ampleur, suscité par l'ovasioo touristique européenne, en particulier allemande.

C'est donc d'affaires de sexe que traite ce réalisateur à part, ancien trotskiste n'ayant jamais retenu son islamité, fils putatif

d'Ingmar Bergman et de Youssef Chahioe (et de surcroît « filleul » de Georges Perec, un de ses profs du secondaire, à Sfax), décoré puis censuré par l'ambigu général-président Ben Ali. Gageons d'ailleurs que *Bezniss* – pour être absolument clair Nouri Bouzid aurait dû orthographier son œuvre *Baisness*, à l'instar de *Tout est Show-Baise*, spectacle parisien actuellement affiché sur les murs de Paris, en même temps que le film tunisien – rencontrera bien des difficultés pour être diffusé dans l'espace arabo-phonie où pudeur et pudibonderie ne manqueront pas de se lier pour empêcher l'exposition d'une plaie douloureuse.

On peut certes discuter des vertus artistiques et techniques de *Bezniss* (*le Monde* du 12 juin), on ne peut lui dénier son caractère inédit, pionnier, casseur de tabous. Un autre Tunisien, Rida Bebi, dans *Soleil des hyènes*, avait, dès 1977, « posé violemment la première interrogation filmée, structurée, idéologique sur le tourisme occidental dans les pays du Sud et ses ravages » (Yves Thoraval, coauteur du *Guide des films*, collection « Bouquins », Robert Laffont, 1990). Il n'était pas allé jusqu'à étudier la sexualité vénale « touristique », qui d'ailleurs n'est pas au Maroc ou au Soudan ou des poudes de luxe du Caïre et de Beyrouth, les musulmans sont protégés des situations « thaïlandaises » par leur statut social même qui les place toujours sous la garde ou la surveillance d'un mâle de la famille, fût-il un garçonnnet (1).

En revanche, ce sont bien des fois les adolescents gardiens de gynécée – le film de Nouri

ou les Philippinoes, plusieurs reportages télévisés l'ont prouvé, il s'agit plutôt d'une prostitution organisée, à majorité féminine, parfois enfantine. Et dehors de quelques bordels populaires comme au Maroc ou au Soudan ou des poudes de luxe du Caïre et de Beyrouth, les musulmans sont protégés des situations « thaïlandaises » par leur statut social même qui les place toujours sous la garde ou la surveillance d'un mâle de la famille, fût-il un garçonnnet (1).

En revanche, ce sont bien des fois les adolescents gardiens de gynécée – le film de Nouri

Bouzid le démontre amplement – qui, profitant de leur liberté, se livrent à un « commerce », lequel, à leurs yeux, ne s'apparente en rien à racolage, gigolisme ou prostitution dès lors que leur rôle sexuel demeure actif et qu'ils reçoivent argent ou cadeaux de leurs partenaires. Pauvreté, chômage, fins de mois difficiles justifient amplement, de leur point de vue, ce monnayage de leur virilité à des hommes ou à des femmes nûs venus d'ailleurs. *Bezniss*, là aussi, décrit fort bien, et sans démonstrations excessives, cette absence totale de sentiment de culpabilité, parfois

même cette fierté d'être un *bezniss-tayara* qui réussit ses coups vite et bien (*tayara* = avion en arabe).

Ceux qui connaissent la littérature érotique orientale – par exemple celle, précisément, du Tunisien Tifachi, catalogue médiéval d'amours de barboos avec filles et garçons – ou tout simplement des auteurs modernes comme Gide (version ostentatoire, vécue et écrite, de la pèderastie appliquée au Maghreb), ou Montherlant (version discrète et littérairement transposée), bausseront les épaules devant le travail de Bouzid. Et ils ne manqueront pas d'ajouter que Jacques Berque lui-même signalait prostitution et homosexualité aux temps colossaux (2); c'est exact mais le grand arabologue, comme nos écrivains, a bien cerné le caractère de ces phénomènes, limité « aux franges sacrées de l'isolement ethnique ».

L'ANNEXION progressive par le tourisme international, depuis deux décennies, de vastes contrées du sud de la planète, où vivent des populations jeunes, démunies et, sauf exception, nullement protégées par leurs dirigeants politiques des tentations que véhiculent les voyageurs nantis du Nord, a fait passer des usages anciens comme l'humanité du stade « artisanal », local, voire pourrît-on dire, en certains cas, « familial » ou « amical » à un échelon mécanique, commercial, quasi industriel. Avec les effets déviants inhérents sur les sociétés, les familles, bien sûr la santé et également les rapports, entre cultures différentes : « *Avant, l'Amal* les Français pour eux-

mêmes, maintenant je les aime par métier », confiera au cinéaste l'un des jeunes modèles tunisiens dont il s'est inspiré pour ses personnages (3).

N'ayant pas de solution à proposer – la renonciation au tourisme de masse ferait perdre des devises jugées indispensables à l'économie d'un Etat comme la Tunisie – le metteur en scène a voulu néanmoins terminer son long-métrage par un signe d'espoir, « imaginant » l'« émancipation » volontariste de la fiancée d'un gigolo, par contre-coup au choc qu'elle éprouve en découvrant la vie clandestine de son promis. Nouri Bouzid fait jouer là, a-t-il indiqué, l'antique précepte islamique – repris un jour par de Gaulle lui-même auquel on dénonçait la vie peu bourgeoise d'un de ses diplomates sous les tropiques : « Si vous pratiquez un vice, faites-le en secret ! » Et s'il y a étalage, donc scandale pour autrui, attendez-vous à de fortes réactions...

Oui, mais le scandale causé par l'homme peut, en Islam, « libérer » la femme, induit le cinéaste. Sans se douter apparemment qu'une telle « libération » pourrait se traduire aussi par une extension à la gent féminine des pratiques d'amour vénal proposées aux touristes occidentaux sur les plages tunisiennes...

Jean-Pierre Péroncel-Hugon

(1) La sexualité sexuelle musulmane est décrite notamment par Georges Henri Bouquet in *l'Éthique sexuelle de l'Islam* (Desclée de Brouwer), par le Tunisien Abdelwahab Boudhina in *la Sexualité en Islam* (PUF) et par l'Algérien Malek Chebel in *le Corps dans la tradition musulmane* (PUF) et *l'Esprit de saint* (Les Éditions).

(2) Le Maghreb, *op. cit.*, p. 100.

(3) Déclaration à *Politix* du 11 juin.

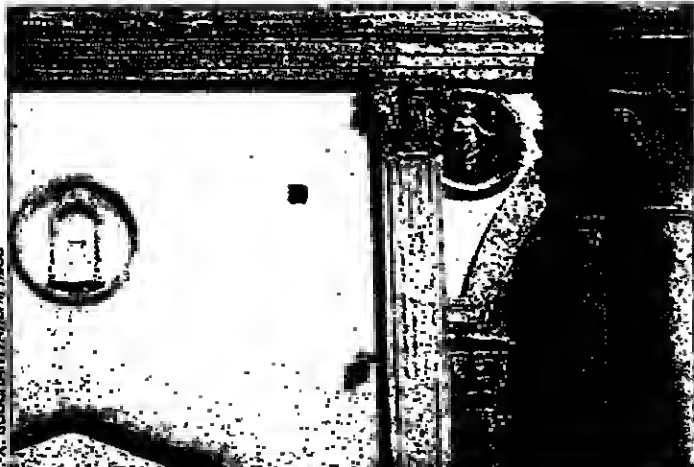
## ESCALES

### Renaître à Florence

Quelle que soit l'heure à laquelle on arrive, il se passe toujours quelque chose à Florence. Regarder l'architecture mais ne pas oublier les vitrines où les Italiens expriment leur goût inné pour l'art, la mode ou la maison. Suivre les rues : ce sont des guides bienveillants. Tôt ou tard, elles conduisent au cœur de Florence, vers la place du Duomo, celle de la Signoria ou de la Santissima Annunziata. Tourner autour de la géométrie blanche, rose et verte du Duomo, du baptistère et du campanile.

A quelques mètres commence l'étroite, bruyante et très florentine via dei Servi. Marcher lentement. Dès qu'une porte y invite, pénétrer sous le porche. Au 14, braver l'interdiction d'entrer. L'extérieur est attirant, la plaque encourageante : palazzo Montauti Niccolini. Construit en 1550, sur un dessin de Domenico di Baccio d'Agnolo, il abrite le ministère des travaux publics. Bureaux aux plafonds peints à fresques. Au 51, le palazzo Budini Cattai, siège de la région Toscane. Admirez le très bel escalier et le jardin délicieux, à l'abandon.

Florence – et le monde – seraient plus pauvres sans Brunelleschi. La place de la Santissima Annunziata, si pure, si dépouillée, a les plus jolies arcades de la ville. On y rend hommage à Brunelleschi pour l'architecture et à Andrea della Robbia pour les médaillons au célèbre fond bleu, en terre cuite émaillée. San Marco est à gauche, à quelques pas. Les cellules du monastère se visitent une à une, en silence, de préférence à l'ouverture (9 heures). Sur les murs, Fra Angelico a peint son âme et, en même temps, les épisodes de la vie du Christ. Place de la Signoria, les statues sont revenues : des originaux ou des copies, selon que les Florentins les apprécient ou non. Dans l'affirmative, ils mettent l'œuvre des maîtres à



Place de la Santissima Annunziata.

l'abri, et l'on s'exalte devant des imitations très parfaites. Dans le cas contraire, ils laissent la pollution faire son travail. Tout est admirable dans la ville des Médicis : palais, églises, villas, jardins. On peut donc la parcourir en toutes saisons mais surtout en ces jours où la ville célèbre le cinq centième centenaire de la mort de Laurent le Magnifique. L'exposition la plus fascinante, aux Offices, a pour thème « Le dessin florentin à l'âge de Laurent le Magnifique ». Cinq sections : l'étude du corps humain, du visage, les grotesques, le paysage et la perspective mathématique, le dessin scientifique. Ils sont pratiquement tous là : les Antonio del Pollaiuolo, Andrea del Verrocchio, Sandro Botticelli, Benozzo Gozzoli, Filippo Lippi et son fils Filippino, Domenico Ghirlandaio, Michel-Ange et Leonardo da Vinci. Tous protégés par les Médicis, hommes de qualité eux aussi, que l'on pense à Cosme l'Ancien, Pierre le Goutteux, Laurent ou Cosme le Jeune, rejets illustres d'une famille de banquiers qui, en deux branches, « régna » sur la République puis sur le grand-duché de Florence pendant au moins deux siècles, pour ne s'en tenir qu'à la période

fastueuse. Une exposition exceptionnelle, à voir d'urgence, avant sa fermeture, le 8 juillet. Certes, il restera le catalogue (en italien, 350 F environ), mais rien ne remplace le contact direct avec les œuvres. Par exemple, cette épreuve de jeune femme versant de l'eau, de Ghirlandaio, que l'on retrouve, habillée de couleurs, sur la grande fresque de Santa Maria Novella. De grands sujets – la vie de la Vierge, celle de saint Jean-Baptiste – traités en scènes familiales. Ghirlandaio s'attache à peindre le peuple. Témoignage précieux de la vie quotidienne à Florence au temps des Médicis. Une approche que l'on retrouve dans une autre exposition présentée, jusqu'au 30 août, au palais Medici Riccardi : « Le temps revient ». On y voit notamment des tableaux ronds, des coffres de marbre en bois peints illustrant les fêtes et réjouissances laurentiennes. Avec l'Officina Profumo Farmaceutica de Santa Maria Novella (16, via della Scala), on ne quitte pas l'art. Ce Guerlain florentin a conservé de vieilles recettes. Mais son plus grand titre de gloire est d'occuper l'officine grand-ducale du XVII<sup>e</sup>, aujourd'hui propriété de la ville.

### La Haute-Loire à cheval

An cœur du Massif Central, au sud de l'Auvergne. Tout est haut, il y a des rochers plantés dans les prairies, des croix et des abreuvoirs de granit, des hameaux blancs, l'hiver, par des tourmentes de neige – la bûche – mais solides comme des rocs. Dans ces pays-là, les légendes ne meurent jamais tout à fait et le pas des chevaux attise les souvenirs. Sur que la « Bête », qui terrorisa le Gévaudan voici deux siècles, danse encore avec les loops, avide de femmes et d'enfants, les soirs de pleine lune.

La veille, on était dans la vallée. Au bord de la Sèze. Les chevaux s'étaient mis au repos, le temps d'une visite à Lavaudun. Tout, là-bas, respirait la sérénité. On se trouvait, comme le rappelle l'étymologie, dans « la vallée de Dieu ». Quelques pas jusqu'à l'abbaye, fondée en 1066 par saint Robert. Un peu de fraîcheur dans le cloître roman (le seul d'Auvergne) et le regard se perdait sur le montonnement paisible des prés. Pour un peu, on aurait manqué la *Danse des morts*, fresque peinte sur un mur de la chapelle, qui préfigure pourtant celle, plus connue, de La Chaise-Dieu, célèbre pour son abbaye et son Festival de musique, et point de départ et d'arrivée d'un pèlerin qui sillonne une partie du Parc naturel régional Livradois-Forez. Inaugurée en mai dernier, la « Caracolade », circuit équestre ouvert toute l'année et balisé sur 200 kilomètres, a été mis au point par six professionnels du tourisme équestre spécialistes des problèmes d'organisation et de logistique, regroupés pour accueillir, chaleureusement, les cavaliers « débrouillés » (il faut être à l'aise aux trois allures), les accompagner et leur faire partager leur passion pour cette région de la Haute-Loire. La « Caracolade » fait ainsi étape dans six localités : Fontannes, Anzani, Sauvages,

Chastel-Jax, Saint-Paulien et La Chaise-Dieu.

Deux formules au choix pour parcourir ce circuit en boucle de six jours. « Parfum d'aventures » pour les cavaliers indépendants propriétaires de leurs chevaux : 1 100 F par personne en demi-pension, hébergement en dortoir et bûcherment du cheval. « Soleil couchant » (3 300 F par personne en pension complète, hébergement en gîte équipé de sanitaire et d'un dortoir, encadrement et cheval) qui permet de trouver sur place des montures calmes et robustes, et de bénéficier des services d'un guide. Non compris, l'acheminement du domicile au point d'accueil.

Au fil de l'itinéraire, de pas en galops, le long de chemins qui ignorent, la plupart du temps, les routes goudronnées, le cavalier sera surpris par la diversité des paysages. En quelques heures de chevauchée se succèdent des landes de genêts, des forêts de sapins et de pins, des massifs de chênes et de frênes, des orgues basaltiques et des gorges volcaniques, sauvages et déboisées, surplombant l'Allier aux eaux plutôt paisibles. Il passera par d'anciennes capitales redevenues d'humbles villages, visitera un élevage de poneys Connemara, prendra le temps de se baigner dans un lac de cratère, avant que le martèlement des sabots ne réveille un bourg où quelques vieux, oostalgiques du temps où les chevaux étaient aux champs, paient une tournée de rouge, pour saluer le passage d'une « Caracolade » qui plonge aux racines de ce coin oublié d'Auvergne.

Réservation auprès des services Loisirs Accueil de Haute-Loire (tél. : 71-09-26-05), 12, boulevard Philippe-Jourde, 43000 Le Puy-en-Velay, siège du comité départemental de tourisme (tél. : 71-09-66-66).

J.-L. A.



## Montaigne en « librairie »



Gravure par Chéreau-Lejeune.  
Bibliothèque nationale.

Suite de la page 27

An château, stoïque on pyrro-  
nien, taciturne on prolix, à son  
gré, il devait éprouver sa méthode,  
surveiller sa moyenne, entre l'ange  
et la bête : il n'était ni à la cour  
du roi, ni aux bords de Venise.  
Frenait-il Léonard, sa fille unique,  
par la main pour l'emmener au  
« fleuriste », son jardin ? En son fi-  
toul humain qu'il était, ne débaillait-  
il pas un peu son égoïsme et  
l'orgueil de sa lignée ? Des bio-  
graphes l'assurent, les *Essais* n'en  
disent rien. Certes, il avait recon-  
vert ses murs de colliers de saint  
Michel - c'était la mode d'embla-  
sonner les maisons, - mais lui-  
même, au sérieux de son livre, pre-  
nait avec humour ses vanités. Puis,  
songeait-il qu'on voudrait un jour  
regarder par-dessus ses toits et ses  
groutettes ?

Dans sa « fricassée », ses « farces-  
ques cogitations », son ouvrage, il  
avait inséré, comme le travail d'un  
curieux, le concept, il avait  
admis le meilleur comme le pire.  
L'honneur Montaigne avait livré,  
jugé, condamné et pardonné  
Michel. Il s'était accroché des fai-

blessés, des parcs, chargeant  
même le coq, se poussant au noir  
pour mieux contraster sa pensée,  
mieux se prouver, peut-être, qu'il  
portait en lui « la forme entière de  
l'humaine condition ». Dans sa  
« librairie », son laboratoire, il avait  
séparé le bon grain sans profit de  
l'ivraie fertile, retenu parmi ses  
actes, ses humeurs, les plus utiles à  
« la pertinence de sa description ».  
Au lecteur, son ami, il avait écrit  
d'une plume ronde et nette, alors  
qu'il était nerveux de  
tempérament : « Les imperfections  
qui sont en moy ordinaires et  
constantes, ce serait trahison de les  
dier. » Il lui avait donné un livre de  
bonne foi, comme « un enfant char-  
né ».

Dans sa tour moqueuse, lui, sans  
mémoire au point d'en oublier ses  
mots de passe, se ressouvenait des  
discours de l'Antiquité, des mille  
citations qui devaient appuyer ses  
« songes ». A l'ombre de sa « libra-  
rie », il voyait même l'originalité de  
son envie. « C'est le seul livre au  
monde de son espèce », disait-il. Il  
s'abritait ici des cruautes de son  
temps, comme il posait d'habitude

un verre sur les pages blanches pour  
atténuer leur éclat. Là, il ne se lais-  
sait plus « rouler dans le roulement  
de la volute céleste », il était moins  
douloureux, malheureux, moins  
enferronné de joissances, car il se  
savait « envieux mais assés, pas  
d'un pouce ». Là, il se plaisait à  
guerroier avec les mots - « Paroi-  
cilleux je n'ai qu'une autorité ver-  
bale : en essence, confuse », - à se  
divertir de l'horreur des guerres  
civiles, de l'absurdité de l'existence,  
et d'une idée fixe de la mort. « Mon  
livre, écrivait-il, c'est la meilleure  
manière que j'aie trouvée à cet  
humain voyage. » Il lisait, il feuille-  
tait « à pièces décousues », il rêvait,  
il griffonnait sur des brevets, il dic-  
tait à son secrétaire les bribes de ses  
fantasies. Il se levait et marchait.  
« Mes pensées dorment si je les  
assis ».

Partout l'écho du livre résonnait  
dans sa tour : les ouvrages, les  
solvies brodées de grec et de latin,  
l'arroi de la « librairie » que,  
Montaigne, en son centre, embras-  
sait d'un seul regard. Des vedins qui  
tendaient leur dos, leurs dorsures  
brillantes au soleil, il faisait le miel de  
ses pensées. Il se servait des mêmes  
sentences, peintes au plafond, pour  
soutenir ses écrits. Au chapitre « De  
l'antidote », il comparait ses « Essais »,  
fantasies, étranges et variés, aux  
tableaux mythologiques, héroïques  
ou licencieux, encadrés de grotes-  
ques, ornant ses murs. De ses  
fenêtres qui donnaient sur la cam-  
pagne, le jardin, la basse-cour, il  
guettait, caché par la muraille,  
comme il observait le monde, avec,  
sans l'humour, son indépendance et  
sa liberté. Il descendait réciter des  
patras dans sa chapelle, et, « heu-  
reusement poétique, c'était, naturelle-  
ment », il remontait à ses idées pro-  
fanées. Une cloche au sommet  
sonnait si régulièrement l'ave maria  
qu'à force il ne l'entendait plus. Il  
en parlait dans son livre au sujet de  
l'accoutumance.

Pendant plus de vingt ans, « pas-  
sant là la plupart des jours de sa vie,  
et la plupart des heures du jour »,  
la tour où il mourut, fut comme le  
frontispice de l'œuvre. Elle devint  
son mausolée. Là, Montaigne avait



connu les joies les plus pures,  
quand, travaillant aux éditions  
futures des *Essais*, portant des addi-  
tions, des corrections de style, il  
forgeait des métaphores extraordi-  
naires, la matière concrète d'une  
pensée où vont ensemble, « à sauts  
et à gambades », la raison et les  
émotions, le « superlatif » et le  
« sous-terrain », les jeux de l'âme et  
du corps. La tour avait abrité un  
poète.

Ici vécut Michel de Montaigne,  
né à Saint-Michel, décoré de l'ordre  
de Saint-Michel. Ici, sous l'épaisse

et bienveillante protection de ses  
murs, il écrivit son grand livre  
moderne, laïc et universel, son  
esprit vagabond et perça des véri-  
tés profondes. Il « verdit encore et  
fleurt comme le gui sur l'arbre  
mort ».

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani

► A lire : *Montaigne, la manière  
et la matière*, de Géraud Nakam,  
éd. Klincksieck, 334 p., 320 F.  
*Montaigne*, de Hugo Friedrich,  
éd. Gallimard, 441 p., 49 F.

Le Château de Montaigne, de  
Léonia Gardeau et Jacques de  
Feytaud, éd. Société des amis de  
Montaigne, 62 p., 80 F.  
La Jeunesse de Montaigne, de  
Robert Trinquet, éd. A.G. Nizet,  
684 p., 140 F.  
Montaigne, de Joseph Neyrac,  
éd. Stock, 338 p., 70 F.  
Visite : château de Montaigne, à  
Saint-Michel-de-Montaigne (Dor-  
dogne). Visite de la « librairie »  
tous les jours, sauf les lundi et  
mardi. S'adresser au gilda,  
tél. 53-58-63-93.

## COURRIER

### Théodolite et niveau

L'une des photographies qui  
illustrait l'article intitulé « Coups  
d'œil américains » dans « Le  
Monde sans visa » du 23 mai, à  
propos de la construction de  
l'Empire State Building à  
New-York, était légendaire :  
« Ingénieur venant au théodolite »  
sur la foi du catalogue édité par le  
Musée Carnavalet à l'occasion  
d'une exposition des œuvres de  
Lewis Hine. M. Paul Bonnetain,  
de Vincennes, nous fait remarquer  
que l'instrument représenté sur la  
photo est un niveau, et non un  
théodolite, et qu'il en avait fait la  
remarque, à l'époque, aux  
responsables du musée parisien.

### Rio, samba et bossa-nova

M. Eduardo R. Fairbairn, de  
Saint-Germain-en-Laye, a trouvé  
« passionnel » le portrait de Rio  
tracé par Slimane Zeghidour (« Le  
Monde sans visa » du 30 mai) :  
« Parce que Rio, comme tant  
d'autres villes du Sud, est une  
ville passionnelle. Elle ne sait pas  
se comporter comme certaines  
villes du Nord, plus calmes, plus  
contenues. Il faut que Rio se sente  
aimée pour qu'elle aime aussi,  
estime-t-il notamment. Mais je ne  
sais quelle méchanceté Rio lui a  
faite qu'il ait voulu s'attaquer à  
l'âme même de son peuple (...).  
La musique brésilienne, l'une des  
expériences culturelles les plus  
riches de l'Occident, en constante  
évolution, a su cohabiter depuis  
longtemps avec les influences  
venues du Nord ou du Sud, sans  
pour autant perdre ses  
caractéristiques. (...) En fait,  
l'auteur de l'article parle surtout  
de la bossa-nova, car c'est  
justement cette branche de la  
samba qui a été le plus  
internationalisée. Là, finalement,  
on est d'accord, la « bossa » est  
vraiment finie, au moins la phase

la plus créatrice de ce  
mouvement (...), mais il y a trente  
ans : la bossa-nova, mouvement  
responsable d'une vraie révolution  
dans la musique brésilienne, a  
vécu sa phase d'or entre 1958 et  
1962. Née d'une génération  
brillante de musiciens de la classe  
moyenne de Rio et de l'invention  
générale d'une *batida* (rythme à la  
guitare) par un Bahiano (João  
Gilberto), la bossa-nova, comme  
plusieurs autres mouvements  
musicaux qui l'ont suivie, a su  
une apparition météorique dans la  
vie culturelle brésilienne.  
L'héritage qu'elle a laissé a  
pourtant profondément marqué  
tout le panorama musical du  
Brésil (...). La dictature militaire  
au Brésil en 1964 entraîne une  
politisation de la musique et les  
Jobim, Gilberto, Lyra, Sergio  
Mendes et tant d'autres, partent  
aux Etats-Unis où ils étaient déjà  
reconnus comme des musiciens de  
première ligne. Pour que les  
lecteurs du *Monde* n'oublient pas  
encore trente ans pour savoir ce  
qui s'est passé après, il faudrait  
leur expliquer que toute une autre  
génération de musiciens, sous  
l'influence de la bossa, se sont  
chargés de pousser en avant la  
dynamique de la musique  
brésilienne. Pour en citer  
quelques-uns : Chico Buarque de  
Hollanda, Gilberto Gil, Caetano  
Veloso, Egberto Gismonti, Milton  
Nascimento, etc. (...).  
Les grands de la bossa-nova ont  
gagné le monde et le monde les a  
gagnés (Vinicius de Moraes et  
d'autres comme Newton  
Mendonça ont sûrement gagné le  
ciel). Tous continuent à faire de la  
musique de première ligne et leurs  
compositions font partie de  
n'importe quel répertoire des  
grands musiciens dans le monde.  
Mais... et la samba ? La bossa. La  
samba qui est derrière tout cela,  
qui emprunte à la musique du  
Nordeste, au *balão*, au *xaxado* sa  
personnalité... la samba de  
Piaçanga, Cartola, Nelson  
Cavalcanti, la samba de

Candeia ? (...) La samba est là où  
elle a toujours été. La *no morro*,  
dans les collines, là où  
M. Zeghidour n'a su voir que des  
voyous, des assassins, des  
misérables ; là, dans les banlieues  
où il ne croit voir que des  
cadavres fétides, habitent aussi  
des bonnettes gens, des  
travailleurs, des pauvres (...) qui  
savent sourire, aimer et créer cette  
expression culturelle merveilleuse  
qu'est la samba (...). Là, dans une  
*feijoadá* à Mangueira, dans une  
*pagode* de Portela, une *roda de  
samba* à Nilópolis (...). Cela fait  
quand même drôle pour n'importe  
quel *caricão* (habitant de Rio), de  
voir constater la mort de la samba  
juste à la *Goffera Estuadantina*.  
Endroit certes très agréable, mais  
depuis quelques temps assez  
touristique, où l'on peut même  
danser... la lambada.

### Tourterelles

Après la parution dans « Le Monde  
sans visa » du 30 mai de l'article  
intitulé « La tourterelle sur les  
armes du Médoc », nous avons  
reçu de M. Alain  
Bougrain-Dubourg, président de la  
Ligue pour la protection des  
oiseaux, une lettre dont nous  
publions les passages suivants :  
Si l'oiseau conserve sa stature, le  
milieu qu'il survole s'est  
considérablement bouleversé. De  
l'Afrique au nord de l'Europe, la  
tourterelle se voit désormais  
confrontée à des déserts  
croissants, des littoraux aménagés,  
des espaces habités de  
lotissements, des paysages  
défigurés et remembrés. Son  
périple n'en est que plus méritoire  
et hasardeux. Les conséquences de  
ces bouleversements n'ont  
échappé ni aux scientifiques ni à  
certains chasseurs. En Casamance  
espagnole, les porteurs de fusil ont  
pris l'initiative d'un moratoire de  
deux ans au bénéfice des  
tourterelles. Est-ce un hasard ?  
Même démarche au Maroc, où les  
périodes de chasse et les quotas  
ont été sensiblement réduits. En

Angleterre, haut lieu de  
nidification des tourterelles, la  
population a chuté de 60 % au  
cours de ces dix dernières années.  
Constat tout aussi alarmant en  
Belgique.

Les braconniers du Médoc  
coupent leur blé en herbe. Pas un  
chasseur digne des règles  
cynégétiques élémentaires ne peut  
en admettre le principe.  
L'histoire, pas si éloignée, du  
pigeon migrateur américain,  
devrait pourtant servir de leçon.  
Voilà un oiseau tellement  
abondant que ses vols massifs  
obscurcissaient le ciel. Naffis, les  
chasseurs l'ont abattu sans  
compter. En moins de vingt ans,  
l'espèce s'est éteinte (en 1914). On  
ne savait probablement pas qu'un  
seul minimum de population  
restait indispensable pour qu'une  
espèce survive.

Aujourd'hui, on sait. Et on n'a  
plus le droit de jouer ou de  
feindre l'ignorance. Les études  
menées sur les migrations de  
tourterelles en pointe de Grave  
révèlent, cette année, un passage  
d'environ 13 700 oiseaux. Soit la  
plus forte chute enregistrée depuis  
que le programme scientifique a  
été lancé en 1983.

En attendant que les décideurs de la  
planète s'interrogent à Rio sur la  
concrétisation d'une solidarité  
internationale en faveur de  
l'environnement, quelques  
braconniers font la loi en Médoc,  
au mépris d'une décence qui  
s'impose.

### Collioure

Dans l'article intitulé « Fauves de  
Collioure » (« Le Monde sans visa »  
du 13 juin), un mastic a déformé le  
sens d'une citation. Il fallait  
lire : « Collioure, c'est la couleur,  
la mer, la figuration ; Cérès, la  
non-couleur, la terre,  
l'abstraction. » Des coquilles ont  
déformé deux noms propres, celui  
de Victor Crastre et celui de la  
maison Roussette (qui s'écrit avec  
un seul « s »).

# CUBA CHOC

SÉJOUR À PARTIR DE

## 5.610 F.

OFFRE SPÉCIALE SUR LES VOLS DU  
21 JUIN AU 26 JUILLET

Inclus : séjour plage, 8 jours, 6 nuits, 1/2 pension

POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES 3615 OU CUBA OU TÉLÉPHONÉZ À  
ECUADOR 42 27 51 02 - NOUVELLES FRONTIÈRES 45 68 70 00  
HAVANATOUR 47 42 58 58 - AMERINOIA 40 46 80 80  
BLUE LAGOON 42 82 95 40 - LVJ 46 07 57 26 - SUBEXPLO 40 39 99 33  
TRANSSTOURS 42 61 58 28 - UNICLIM 43 29 12 36

cubatur CUBANA cuba

Avec Le Monde sur Minitel

### GAGNEZ UN SÉJOUR AUX ANTILLES

avec **jet  
cours**

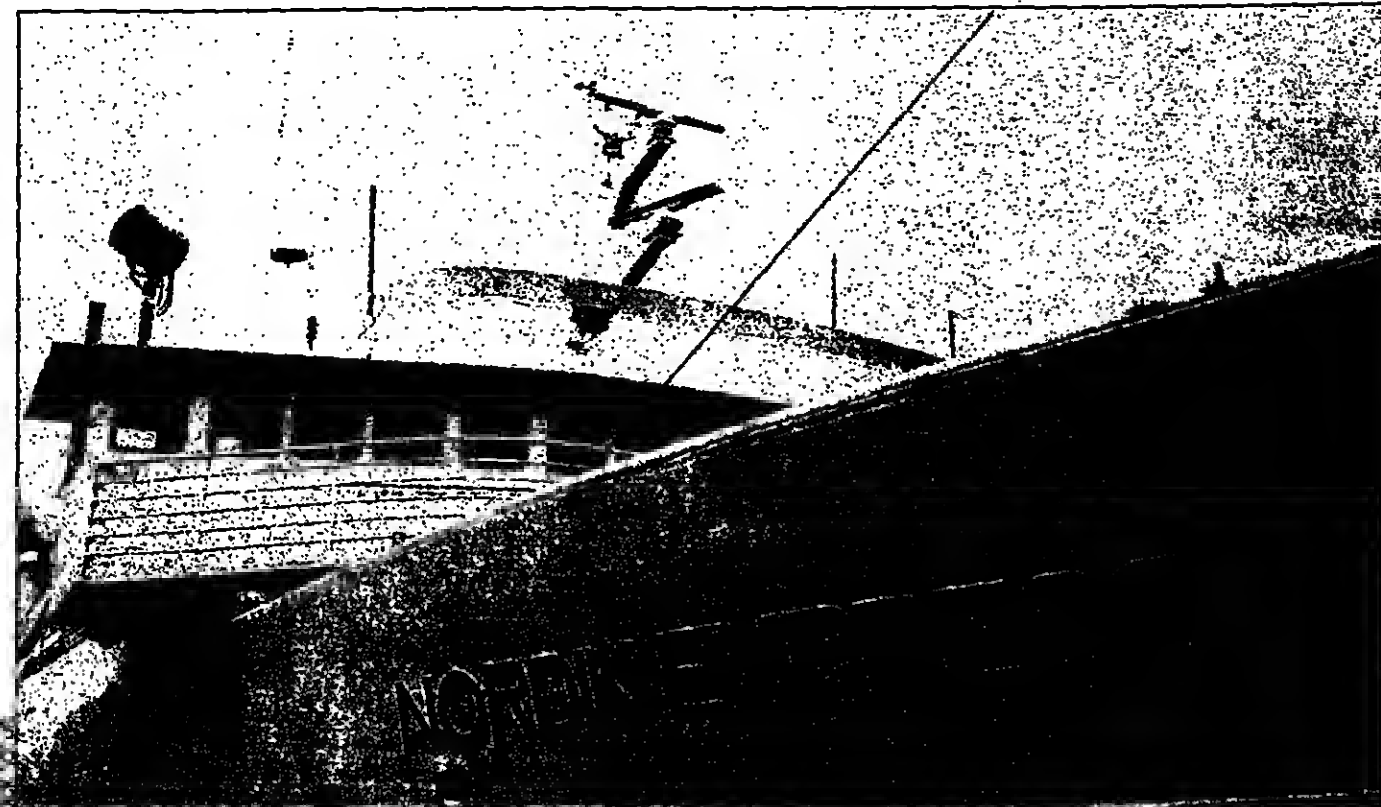
36.15 LE MONDE

Tapez JEUX



# Saint-Laurent : l'omnibus du golfe

Au départ de Rimouski, dans le Bas Saint-Laurent, un petit cargo mixte, le Nordik-Express, ravitaille et transporte chaque semaine les habitants d'une vingtaine de villages blancs francophones on anglophones et indiens montagnais, éparpillés au-delà de toute route terrestre sur la côte nord du golfe du Saint-Laurent jusqu'à l'extrême est de la province du Québec (région de Duplessis). Un voyage aller de mille milles nautiques (1 852 kilomètres) que l'on n'entreprend pas sans entendre Gilles Vigneault, le conteur de Natashquan. Le chanteur vit maintenant la plupart du temps à Saint-Placide, à 50 kilomètres de Montréal.



**Lundi 25 mai, Saint-Placide.**  
« Pour les gens de Natashquan aujourd'hui, le Nordik-Express est d'abord un cabotier qui leur apporte les marchandises », dit Gilles Vigneault. Ils le prennent encore mais le trouvent trop lent et préfèrent l'avion qui atterrit plusieurs fois par jour, alors que le bateau ne passe qu'une fois par semaine. Patienter si longtemps leur est devenu plus difficile. Mais le Nordik-Express reste de tradition : on est sur le quai quand il arrive pour accueillir parents et amis et regarder les touristes qui débarquent. Il y a des blâmes, mais ça reste un événement.

« Quand j'étais petit garçon on allait tous à l'appartement. Chaque quinzaine, on guettait la sirène au loin. A l'époque, il n'existait pas de route. On faisait le kilomètre et demi à pied. On venait aussi en chaloupe, à la rame ou à moteur. On se faisait des peurs : c'était à qui passerait le plus près de la vague qui paraissait énorme à nos yeux d'enfants. Le bateau apportait le courrier, et l'hiver, quand il ne pouvait pas aller jusqu'en bas (à Blanc-Sablon), il livrait à Natashquan et quelquefois descendait en traineau à chiens.

« Jusqu'à chez nous, la côte est francophone, après, elle devient majoritairement anglophone. Les petits villages semés comme au gré du vent qui vivaient essentiellement de la pêche tiennent maintenant beaucoup par l'assurance-chômage et les prestations sociales. Il y a énormément de chômeurs. Pas de route : pas d'industries. Mais la misère ne se voit pas. Chacun a un toit au-dessus de sa tête, chacun est à peu près assuré de manger quelque chose le lendemain. Il n'y a pas d'érants.

« A Natashquan, comme dans bien des villages de la côte, il y a le sable, la mer et la forêt à perpétuité. On a de l'espace, du temps. Voilà deux données essentielles. De l'eau propre, de l'air propre, des écoles, et plein de choses de ce genre, gratuites, que les gens de la ville doivent payer très cher quand ils veulent les retrouver. Alors on est des milliardaires qui s'ignorent. Nous vivons dans un royaume entouré des biens les plus précieux sur terre. Du bois pour construire un toit et se chauffer, du poisson, des bêtes de toutes sortes. Et les gens se croient pauvres ! En fait, ils sont bien, mais n'en sont pas toujours certains. Alors, pour s'en assurer, ils vont faire un tour en ville.

« Les villageois sont fiers et hospitaliers, comme dans les îles. Car chaque village représente toujours une île. Je souhaite que la route

arrive rapidement à Natashquan (1). Il n'y a pas de médecin, pas d'hôpital, rien pour les loisirs, pas grand-chose pour l'éducation : il faut envoyer les enfants ailleurs dès qu'ils ont dépassé la sixième. Les gens veulent la route. Ils savent ce qu'elle leur apportera, ce qu'elle ne leur apportera pas et ce qu'elle leur prendra. Mais ils la veulent. Quand il y a une possibilité de chemin vers l'autre, il faut se la donner. C'est le moyen de l'accueillir.

« On n'est pas sur le Saint-Laurent, on est sur la mer. L'île d'Anticosti, au milieu du fleuve, est aussi grande que la Corse. Elle est à 80 kilomètres de chez nous. Quand vous avez 80 kilomètres d'eau en face de vous, c'est la mer, surtout si elle est salée. C'est à s'y méprendre. Elle est d'ailleurs plus dangereuse dans le fleuve que sur l'océan. Si on regarde en face de Natashquan, on a la pointe de l'île d'Anticosti, puis

les Indiens montagnais et, depuis 1680, un poste de traite de la Hudson-Bay.

« Jacques Cartier s'est arrêté chez nous à son premier voyage en 1534. Et il a baptisé la pointe Natashquan cap Thiennot en l'honneur du capitaine Thiennot qui était devenu un Indien. Il avait été recueilli par des Montagnais et connaissait suffisamment de choses pour être devenu leur chef. J'ai toujours imaginé avec un sourire la tête de Jacques Cartier quand il découvre un Indien qui lui demande : « Au fait, vous n'auriez pas un petit coup de rouge ? » Les pêcheurs malouins venaient là quatre fois par an bien avant lui. Eux ne découvraient pas, ne baptisaient pas, ne tuaient personne. Ils pêchaient et retournaient chez eux. Ce n'étaient pas des découvreurs. Cartier était payé pour cela. Il découvrait et baptisait. Curieux non ?

qu'il fait froid, mais il y a beaucoup de fruits sauvages, des animaux, une mer généreuse. Ce n'est ni une mer, ni une terre de Cain. Elle est rude à cause de l'isolement et du manque de transports. C'est une côte où les gens ont plus de mérite à vivre qu'à proximité des villes. Ils n'ont pas les services, ils subissent les mêmes taxes, sont soumis aux mêmes règlements que le reste de la province. Alors qu'ils habitent un territoire qui ne serait qu'un territoire s'ils n'étaient pas là car ce sont eux qui en font un pays. Ce sont les gens dont le mérite est le moins bien reconnu.

« Ce sont les gens qui font un pays, comme partout dans la province de Québec. Et dès qu'elle sera indépendante, il faudra se demander de qui, et pour qui. Il faut d'abord qu'elle soit indépendante pour se passer la question. C'est un consensus secret entre les gens qui habitent

Rimouski. Même le traverser a été bloqué quinze jours. Et votre côte nord est plus loin encore, loin de tout. Il faut des raisons bien particulières pour y aller. C'est un pays intrigant. J'aimerais aller voir ces gens, chasseurs et pêcheurs, vivre avec eux. Ils sont si différents de nous. Une mentalité définitivement autre... Le commerce avec la côte nord est tout de même une affaire de vingt millions de dollars (3).

Le Nordik-Express est un petit râblé (70 mètres) qui porte échantons (coque rouge et superstructures blanches) les couleurs du drapeau canadien. Il n'apporte plus le courrier, son guichet de banque s'est clos définitivement l'an passé, mais il continue, d'avril à janvier, de faire le marché hebdomadaire des villages isolés, moitié caddie géant, moitié omnibus ramenant trois fois l'an les collégiens à la maison et son lot de touristes assoiffés de leur été. Au démonteur d'une autonomie féroce, ne laissant à personne d'autre qu'à son équipage le soin d'embarquer et de débarquer les marchandises. Et pointilleux sur l'horloge : il n'est pas là pour flâner. Chaque mardi, c'est à 18 heures précises qu'il se jette dans le courant du Saint-Laurent.

« Notre premier voyage en avril dans la neige est féroce, on a l'impression que personne n'est passé là auparavant, dit Robert Landry, le troisième officier, tandis que la rive sud plonge dans la nuit et le fleuve dans l'océan. Paradoxalement, l'isolement est peut-être plus sensible en été. L'hiver, la banquise est le plus merveilleux des boulevards, les habitants se visitent sans cesse. Surtout durant le carnaval. Chaque village est profondément différent : certains sont au chômage, d'autres fort dynamiques. On le perçoit à la quantité de matricules débarqués. L'esprit communautaire semble indestructible. Quand on voit ces gens-là incapables de tout mettre de côté pour partir en chaloupe, ça ne bâtit pas une civilisation, mais cela fait envie. La Gaspésie devait être ainsi il y a cent ans, lorsqu'il fallait prendre le bateau pour aller à Montréal.

**Mardi 26 mai, Rimouski.**  
Dans l'avion qui rejoint Mont-Joli (aéroport de Rimouski) et siège durant la seconde guerre mondiale d'une école de bombardement), trois experts examinent d'épais rapports sur les causes de raréfaction de la morue. Depuis deux ans, y lit-on, les glaces apparaissent plus tôt et disparaissent plus tard sur Labrador, amenant les eaux autour de Terre-Neuve à des températures de 4 degrés au-dessous des normales.

« Il y a eu jusqu'à sept mètres de glace chez nous cet hiver, déplore Pierre Pelletier, le maire de

moquer de ce nom choisi précisément pour manifester son attachement à sa région et à ses habitants. D'ailleurs, elle a vérifié auprès du chauffeur du bus dans lequel l'homme avait écrit avoir vu un carton de bière avec des Indiens allant à un mariage : « C'est faux, c'est totalement impossible, il a tout inventé. Alors... »

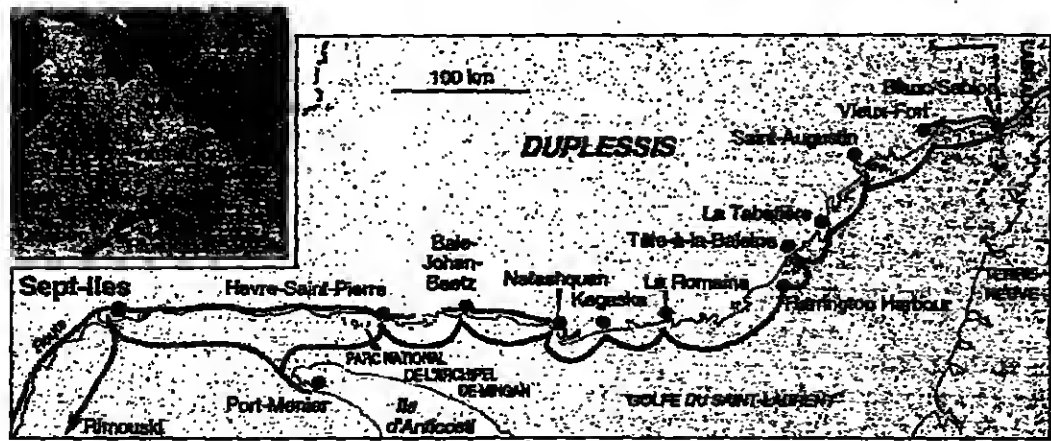
**Port-Menier (île d'Anticosti).**  
L'arrivée du bateau sonne le rappel des pick-up accourus dans un panache de poussière comme de bons animaux familiers à l'heure du repas. Avec ses deux cent soixante-huit habitants pour cent cinquante mille cerfs de Virginie, qu'accompagne, selon le mot des liens, « un renard par patte », Anticosti a vécu un bref conte de fée au début du siècle, transformé ensuite en long cauchemar, avant de s'éveiller difficilement il y a quinze ans lors de son rachat par la province du Québec qui l'a progressivement rendue à elle-même, immense réserve (8 000 km<sup>2</sup>) dédiée à la chasse, à la pêche et à la promenade.

François Légaré, l'un des animateurs de la pourvoirie (5) du lac Genesvière, est de ceux qui célèbrent la première période, lorsque l'île était propriété du moderniste chocolatier français Menier, et dénoncent l'atmosphère pénitentiaire qui sévit ensuite de 1926 à 1974 sous l'égide du tristement connu Bathurst. Ils ont, dit-il, « bûché l'île comme un crâne chauve », et taxé ses habitants « pire qu'en Sibérie ». Au point que récemment encore, devenus propriétaires des maisons de l'ère Menier, il a fallu les convaincre qu'ils étaient libres de la peindre comme ils le souhaitent. Leurs tentes pastel s'harmonisent maintenant avec celles de tous les fronts de Saint-Laurent.

**Joué, Havre-Saint-Pierre.**  
La nouvelle est montée jusqu'à la passerelle : le capelan arrive ! Demain, au après-demain, les familles sortiront leurs haveneaux et leurs seaux pour aller ramasser sous la lune ce petit poisson argenté qui vient rouler par milliers au bord des plages avant de plonger frais dans la friture. Des bancs de poissons plus conséquents suivront. Et les piqueuses et les baléines viendront s'installer dans les eaux du parc national de l'archipel de Mingan, en invités les plus choyés de l'été, que l'on visite à bord de pneumatiques, le cœur battant.

**Révo-Johann-Bœtz.**  
Chemises de laine écossaises, chaussures montantes, casquettes, les hommes sont venus observer silencieusement le déchargement du Nordik-Express, tandis que les enfants sifflent une rooster. Soleil en caisse. Sunkiss, Sunworld, Floride, Californie, Oranges, bananes, citrons. Pâtes du Canada, oignons, navets. Lait. Papier, grillages, poutres. D'un conteneur sort précautionneusement une Le Baron turbo noire qui file aussitôt reconnaître son territoire (90 kilomètres). « Une heure pour Natashquan, dépend comment on chauffe sur la gravelle », commente Pierre dont la blonde fait infirmière chez les Montagnais (« la pale est meilleure »). Le bateau - l'été - l'impatient. « En skidoo (6) - je mets deux heures pour rejoindre Natashquan du Havre-Saint-Pierre ».

**Natashquan.**  
Au bout de la plage de sable tiède, les « galets », ces cabanes de pêche chantées par Gilles Vigneault, ont été repeints façon monuments historiques. Des enfants y tournent sur leurs vélos tout-terrain. L'école leur a donné congé : on entre une de leurs concitoyennes. Tout le village stationne devant et dans l'église. Seule, la Le Baron turbo noire passe et repasse devant le portail, un pilote nouveau à chaque tour. Dans la vitrine du dépanneur



loin le cap Breton, puis l'océan : on a vue sur la France. On ne la voit pas, surtout par temps de brume, mais on a vue sur la France, alors on est sur la mer. Et elle n'a pas changé de goût. Le poisson, lui, a commencé à changer. Quand j'étais petit garçon, les foies de morue, on pouvait en sauver neuf sur dix. Ils étaient beaux, frais, blancs, propres. Aujourd'hui un sur dix.

« La côte nord a été colonisée. Nos ancêtres ont quitté le Pôitou pour l'Acadie, puis, vers 1753, ils ont été déportés vers les îles de la Madeleine. En 1853, ils se sont déportés eux-mêmes car il y avait un seigneur Goffin, qui exigeait d'eux des droits censitaires épouvantables, et ils étaient en train de crever de faim. Alors ils sont allés sur la côte nord, à Natashquan, lieu où ils avaient l'habitude de pêcher. Ils n'y ont pas été accueillis, mais pas repoussés non plus. Il y avait déjà la

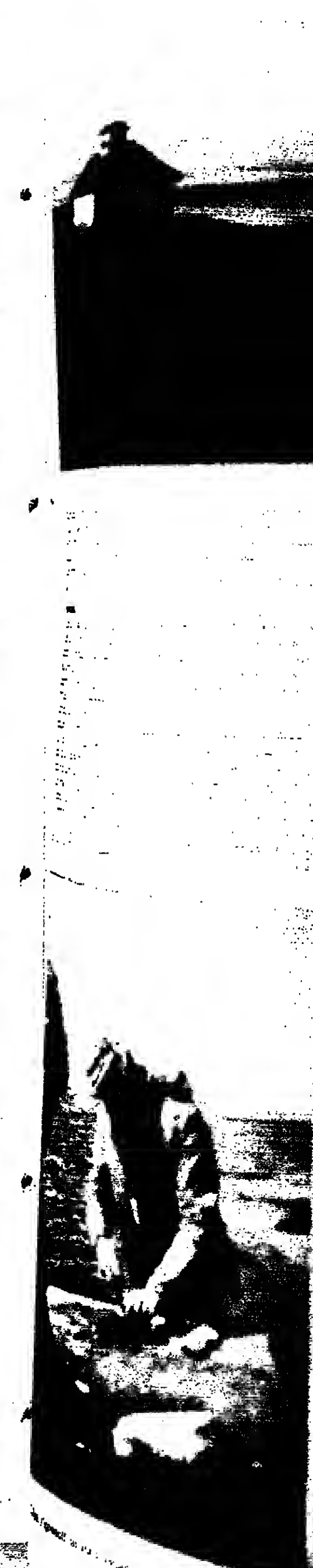
« Les Indiens de Natashquan s'entendent très bien avec les Blancs. Il n'y a pas de communication. Quelques Blancs ont appris leur langue : des marchands et des curés surtout (sans doute ont-ils, eux aussi, quelque chose à vendre). La plupart des Montagnais parlent un peu français. Les Blancs ne vont pas dans leur réserve, et en principe n'en ont pas le droit. Ce sont des existences parallèles, pas des vies imbriquées. Il n'y a guère eu que deux ou trois mariages mixtes depuis 1960. Avant, jamais. Les Indiens aiment bien la chanson Jack Monopoly (2). Il y a beaucoup plus de liens entre les Blancs et les Indiens d'un village qu'entre Indiens et Blancs d'une ville.

« La côte nord est une région difficile à habiter que Cartier avait surnommée « la terre de Cain », une appellation que nous n'aimons pas. La récolte n'y est pas facile parce

un territoire qui en fait un pays qui, peut-être, à la fin est dans les gènes des gens... Voilà, je vous aurai averti, le voyage par le Nordik-Express est long. Mais c'est la meilleure manière d'aller sur la côte nord.

**Mardi 26 mai, Rimouski.**  
Dans l'avion qui rejoint Mont-Joli (aéroport de Rimouski) et siège durant la seconde guerre mondiale d'une école de bombardement), trois experts examinent d'épais rapports sur les causes de raréfaction de la morue. Depuis deux ans, y lit-on, les glaces apparaissent plus tôt et disparaissent plus tard sur Labrador, amenant les eaux autour de Terre-Neuve à des températures de 4 degrés au-dessous des normales.

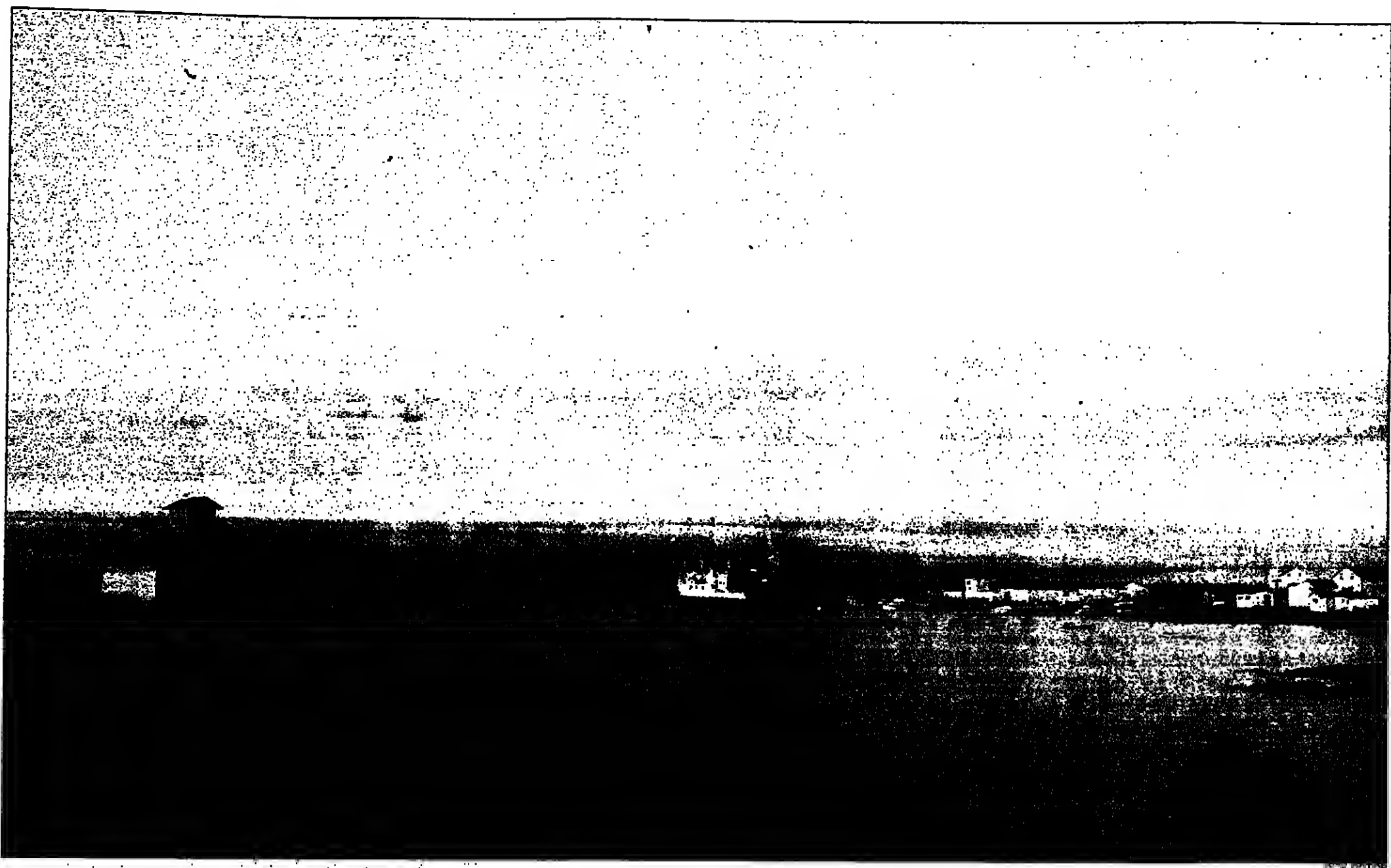
« Il y a eu jusqu'à sept mètres de glace chez nous cet hiver, déplore Pierre Pelletier, le maire de





## VOYAGE

## s du golfe



(suprême), cette affiche : « Nouveau service. Ambiance soleil, salon de bronze. Pourquoi résister à la tentation ? Sur un toit, la découpe d'une motte indique la direction du vent. »

## Kegonsa.

Quatre jeunes Indiens montagnais (de 23 à 29 ans) s'en retournent dans leur réserve à La Romaine. HydroQuébec leur a proposé un contrat de monteurs en lignes électriques. Mais ils sont opposés à la construction du barrage. Que faire : refuser le chômage ou le barrage ? Ils vont réfléchir et insister sur le fait qu'ils prendront leur décision individuellement. « La méthode indienne a du bon, la méthode blanche aussi », dit Nicolas Lalo. Comment choisir ? Depuis la crise c'est plus difficile encore de trouver un job. Plus difficile d'être Indien à

Québec. Essaie d'entrer dans un bar de Sept-Îles. Partout l'hostilité. A Montréal au moins c'est ethnique, les Chinois vont l'aider.

« C'est la fuite aux missions navales qui nous ont enduré nos papiers. Et l'école par là-dessus. J'en connais qui sont allés dans les bois pour fuir. On ne sait plus la magie. Quelques anciens encore. Mais il est trop tard pour apprendre. Il faudrait devenir un exceptionnel chasseur et rester un an dans la forêt. D'accord, Dieu a marché sur l'eau. Mais nous aussi on avait un très grand chaman : mon arrière-grand-père l'a vu marcher sur le lac et disparaître avec sa famille. Il nous reste la médecine, la coutume et la chasse. Le gouvernement peut payer l'avion pour que le village aille trois mois et demi chaque hiver sur notre territoire de chasse, c'est notre

gouvernement à nous qu'on veut. Sinon on ne fera rien. On restera pas chômeurs. Avec rien que la chasse ou la boisson. Depuis qu'on nous a pris le Canada qui est un mot à nous, Canada, on n'a jamais été en paix. »

## La Romaine.

Dans la nuit, les pick-up font la ronde sous le phare du Nordik-Express, tandis que débarquent les caisses de bière qui attendront demain, comme chaque vendredi soir, le village montagnais. Les passagers se sont endormis, sachant tout de leurs voisins, lorsque le navire passe les refuges de l'Île-à-la-brûme et de la Baie-des-loups, et oblique vers le nord-est.

## Vendredi. Harrington-Harbour.

« Nice morning ! » lance ce pêcheur dont la famille est venue il y a cent cinquante ans de Terre-Neuve, comme chaque ici. Le soleil incendie le pack, rehaussant les couleurs de maisons repeintes du mois et aussi brisées que les chalutiers. Le plus homogène des villages, le seul qui soit une île, avec ses ruelles de planches interrompues de lisses pierres roses sur lesquelles pétardent les trois roues des commodes et des jouets, s'éveille sans précipitation aucune.

Au sommet, quelques blocs sommairement assemblés et une phrase d'énoncé aussi glacé que le vent : « Commémoration de l'occupation de Jacques Cartier à Harrington-Harbour en 1534. Plaque érigée pour le quatre cent cinquantième anniversaire du Canada. » Mais c'est le souvenir de la morue que craint de célébrer le pêcheur : « Les glaces n'ont pas encore permis de sortir comme il faut. Déjà, l'été dernier, elles sont descendues jusqu'en juillet. Et en août, l'eau était tellement froide qu'à deux cent pieds on a pêché de la morue gelée. Vous entendez : gelée ! »

## Tête-à-la-Belaine.

Désormais, le Nordik-Express progresse à petite vitesse. Chaque plaque de glace qui paraît venir paisiblement à sa rencontre se révèle un frein brutal susceptible de déchirer la coque. Penché à l'avant, John guette dans les rochers taillés dont les rides de neige viennent souligner l'âge, la massive silhouette de Belaine qui annonce le quai de son village. Il revient y construire une école. Il montre ses mains : « Nous autres, on a de la misère à rester en ville. Quelque chose nous retient sur la côte, c'est dans le sang comme une maladie. Même les gens de l'extérieur, une fois rendus ici, ça ne les tente plus de s'en aller. »

## La Tabatière.

René Randy ne dit pas autre chose. L'œil incessamment en chasse, il

repère du plus loin un couple d'écureuils qui filent au ras de l'eau, les loups marins (phoques) qui se glissent sous les glaces à l'annonce du bateau. Il jubile quand il évoque l'hiver, le fièvre et la perdrix, et le canard aussi. Il rentre d'une consultation des quinze villages de la Basse-Côte pour le syndicat des pêcheurs. « Ils vivent - devraient vivre - à 80 % de la pêche. Mais avec la surpêche étrangère sur la ligne des 200 milles, la morue ne vient plus sur nos côtes. On est là où étaient les agriculteurs il y a trente-cinq ans. Ils se sont pris en main. Nous, on commence. Vous sentez ? Le vent de mai se lève. C'est lui qui chasse les glaces et fait rentrer le poisson à terre. »

## Saint-Augustin.

Le Nordik-Express néglige la baie des Ha! Ha! pour s'enfoncer dans le Petit-Rigot. Pilotage sur millimètre dans d'étroits passages où les appellations indiennes se mêlent aux noms français et anglais. Les ramifications les plus reculées abritent des chalets, ces maisons miniatures dont pas un villageois ne saurait se passer. Comme si chacun cherchait à s'isoler plus profondément encore au cœur même de l'isolement. Avec l'hiver (et le ski-doo), assurent-ils, la mer devient sol, le pêcheur chasseur, le charpentier bûcheron. Dans la forêt, le bois coupé autour du chalet servira à construire les chaloupes et les maisons ou printemps. Ainsi le travail n'arrête jamais. Chacun, en tout, tient à demeurer son propre maître.

## Vieux-Port.

L'angle pêcheur qui tournait à tribord plonge et s'enlève, alourdi d'un saumon, vers la forêt d'épinette qui, dans cette zone protégée du vent du large, s'enhardit jusqu'à la côte. Puis, devant l'horizon marin retrouvé, dégaî, le Nordik-Express accélère et met le cap sur le bout de la nuit, là où un autre fragment de route pourra prendre sa relève.

## Samedi. Blanc-Sablon.

Dès quatre heures, le soleil salue son arrivée. L'autre rive de la baie, plus réaliste, indique 5 h 30 : le Québec laisse au Labrador le soin d'y donner l'heure. D'un côté comme de l'autre, les anglophones sont majoritaires. « Quelle importance ? Le mariage était mal vu il y a vingt ans. Maintenant on se fraye sans frontière. Les anglophones viennent à la messe chez les catholiques. Le curé a perdu beaucoup de ses pouvoirs. » Bruce Dumas, dix-neuf ans, n'a pas dormi cette nuit. Il s'est levé avec ses cousins (copains) la fin des examens et le retour au pays pour la saison de pêche.

La veille, Bruce s'est glissé en chaloupe avec son oncle entre les

glaces jusqu'aux abords de Terre-Neuve et s'est tué quelques loups marins. Il mettra la viande en pots pour envoyer à son grand-père. De sa vie il n'a vu autant de loups marins. Des milliers. Brigitte Bar-dot n'a-t-elle pas fait le voyage jusqu'ici par hélicoptère spécial ? Sans doute est-ce pour cela que la morue disparaît. Il s'inquiète : y a-t-il des chasseurs et des pêcheurs à Paris ? Sinon, comment font donc les gens pour vivre ?

Dans l'écume solidifiée, oscillant parfois imperceptiblement, le Nordik-Express s'en retourne vers le sud-ouest à petite vitesse. Sous les hautes lumières, sa silhouette allongée se dissout dans les reflets des glaces. Seul le bruit du moteur résonne encore jusqu'à la grève. Un cliquetis sourd et joyeux, entêtant comme ce Ti de li dam tidelam

didelou/Ti de li dam tidelam dame li dox... qui vous tient depuis Saint-Pic-de, et qui resurgira encore lorsqu'on croit que le silence a emporté la partie.

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Perrier

(1) Il reste une trentaine de kilomètres à construire pour relier Havre-Saint-Pierre (et, au-delà, Québec ou Montréal) à Natashquan.

(2) Chanson de Gilles Vigneault contant les amours impossibles d'un Indien (John Maloney, qui construisit au début du siècle l'église américaine de Mingan) et d'une Blanche.

(3) Le dollar canadien vaut environ 5 francs.

(4) Kenneth White, dans la Route bleue (Grasset, 224 p. 59 francs).

(5) Concession de chasse et pêche. Celle-ci couvre 730 km<sup>2</sup>.

(6) Motoneige.

## Guide

Les réservations à bord du Nordik-Express se font généralement un mois à l'avance. Le mieux est d'embarquer à Sept-Îles si l'on vient par avion (Air Alliance notamment, le transporteur régional d'Air Canada, assure plusieurs vols quotidiens Montréal-Québec-Saint-Pierre, ou au bout de la route, à Havre-Saint-Pierre, si l'on vient par voiture ou par bus. Cela permet de passer une journée dans l'archipel des Mingan ou dans l'île d'Anticosti qui est reliée à Havre-Saint-Pierre par de petits avions à des prix abordables. A titre indicatif, un simple Havre-Saint-Pierre-Blanc-Sablon par le Nordik-Express coûte environ 100 dollars.

Les escales dans chaque village durant d'une heure à trois heures, et certains étant distants de 7 kilomètres du quai, il est recommandé de louer une bicyclette. Havre-Saint-Pierre et Blanc-Sablon offrent des hôtels, ailleurs on trouve des gîtes ou des chambres chez l'habitant. La plupart des villages sont reliés par avion, hydravion ou hélicoptère à Havre-Saint-Pierre ou Sept-Îles.

Renseignements complémentaires : Ambassade du Canada, division du tourisme, 35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : (1) 47-23-01-01, Minitel : 3615 OTCAN. Office du tourisme du Québec, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. :

(1) 45-00-95-55, Minitel : 3615 QUEBEC. Air Canada, 31, rue Falguière, 75725 Paris Cedex 15, tél. : (1) 43-20-12-00. Ralies Nordik à Rimouski, tél. : (19-1-419) 723-87-87, et à Sept-Îles, tél. : (19-1-418) 988-47-07. •

**PARTEZ  
À LA DÉCOUVERTE  
DU MONDE EN TRAIN !  
RAILS SANS  
FRONTIÈRES**

le magazine  
qui va vous faire aimer  
le voyage en train

- des idées d'évasion  
- des itinéraires à découvrir  
- un train  
- des conseils pratiques  
- les plus belles lignes  
- les trains touristiques en  
France et à l'étranger  
- les grands trains nostalgiques  
- des infos et des loisirs

LE NUMERO 9  
EN VENTE EN KIOSQUES  
ET LIBRAIRIES

RAILS SANS FRONTIÈRES  
8, rue du Faubourg Poissonnière  
75010 Paris  
Tél. : 48.48.72.90.



Gilles Vigneault un été à Natashquan.



## Bridge

n° 1489

LA DONNE PRÉPARÉE  
DE KANTAR

Quand cette dame « préparée » par Kantar a été jouée dans un championnat universitaire en Amérique, un seul concurrent a fait « une de mieux ». Ensuite, quand le même coup a été utilisé dans un concours de bridge en France, les trois quarts des participants ont trouvé la bonne ligne de jeu car ils étaient sur leurs gardes et ils savaient qu'il fallait faire onze levées.

♠ A D 6 2  
♥ 3 2  
♦ A R  
♣ A 8 4 3 2

♠ V 4  
♥ D V 9 5  
♦ D 9 5 4  
♣ R 9 7

♠ R 9 8 7 5  
♥ R 8 6  
♦ 3 2  
♣ A V 6

Ann. : N. Don. Tous vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Quest avant entamé le Valet de Carreau, le déclarant a pris avec le Roi et il a tiré le Roi de Pique et la Dame de Pique (sur lesquels les deux adversaires ont fourni) ; ensuite il a joué le 2 de Trèfle pour le 7, le Valet de sa main et le 5 de Trèfle d'Ouest. Comment Kantar propose-t-il de jouer pour gagner QUATRE PIQUES avec une levée de mieux contre toute défense ?

Réponse :  
Si l'As de Cœur est en Ouest, il semble que la seule chance de faire onze levées soit de trouver maintenant le Roi de Trèfle sec. Or il y a mieux à faire que de tirer l'As de Trèfle et de se rabattre ensuite sur l'impasse à Cœur. Voici la ligne de jeu proposée par Kantar : le déclarant monte au mort par l'As de Carreau et joue le 3 de Trèfle. Alors, si Est met le 9 de Trèfle, Sud doit fournir le 6, et Ouest prendra avec le 10 de Trèfle, mais il sera obligé de jouer Cœur lui-même ou Carreau dans coupe et défausse, livrant ainsi la onzième levée.

On voit que la petite précaution qui consiste à éliminer les Carreaux et à rejouer le 3 de Trèfle du mort, pour une éventuelle

mise en main, était une précaution gratuite pour se protéger contre le placement défavorable de l'As de Cœur quand Ouest a encore le 10 de Trèfle.

## RIZI MARKUS

Rizi Markus, la plus célèbre championne, nuss a quittée à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Elle avait remporté plusieurs titres mondiaux avec pour partenaire Fritz Gordon, décédée quelques mois plus tôt. A quatre ans, elle savait jouer aux cartes et, en 1935, elle était déjà membre de l'équipe autrichienne féminine qui allait gagner le championnat du monde à Budapest en 1937. En 1938, elle se réfugia en Angleterre et, en 1975, elle reçut la médaille de l'Empire britannique.

Ses annonces simples et directes et son talent dans le jeu de la carte faisaient merveille. Voici par exemple un chelem qu'elle a déclaré et réussi dans l'Open par paires du Festival de la Costa del Sol en 1975.

♠ A R 10 7 5  
♥ A R 9  
♦ A 6 5  
♣ A 7

♠ V 2  
♥ D V 10 6 3  
♦ D 10 9 3  
♣ 9 4 3

♠ 7 5 2  
♥ R V 4 2  
♦ R D V 10 8 6

Ann. : O. Don. Tous vuln.  
Quest Nord Est Sud  
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Est avant entamé (hors tour) la Dame de Cœur, Rizi Markus, conformément au code, accepta cette entame. Elle fournit donc le 2 de Cœur et le mort prit avec le Roi. Comment Rizi en Sud a-t-elle fait une de mieux (treize levées) à SIX SANS ATOUT contre toute défense ?

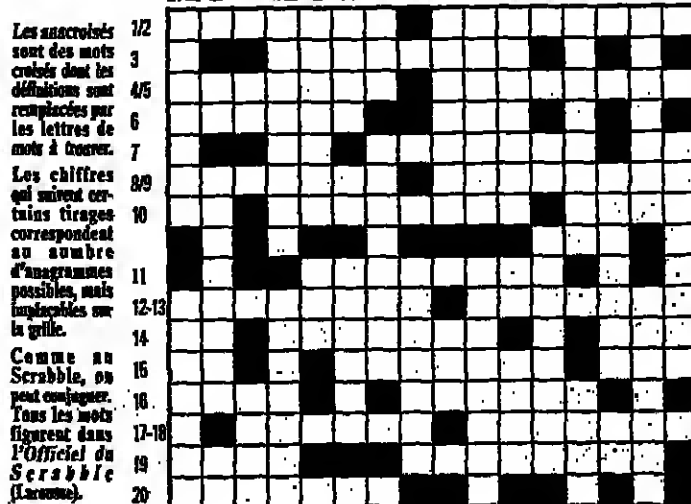
Note sur les enchères  
La réponse de « 2 SA » promettait au moins 8 points sans As. Les enchères étaient naturelles, et le saut à « 6 Trèfles » était le moyen logique de montrer que la couleur à Trèfle était affranchie.

Philippe Brugnon



## Anacroisés (R)

n° 720



HORIZONTALEMENT  
1. ACIDORR. - 2. EEEHNOST. - 3. AEMNNNU. - 4. EFINOT. - 5. ABERITUY. - 6. CEMNOR. - 7. ABNOSTU. - 8. DEULTU. - 9. EEEHNOST. - 10. EEEHNOST. - 11. ABBEMOR. - 12. ADEORR. - 13. ABERITUY. - 14. CEILU. - 15. EEMOSS. - 16. IMMOOST. - 17. INOOPS. - 18. EENTTY. - 19. EENSSU. - 20. ENOST.

VERTICALEMENT  
1. AACCELN. - 2. ABLOLU. - 3. CEMNPT. - 4. EENRSU. - 5. ACCORS. - 6. DEFINO. - 7. EMORSU. - 8. AEMMORT. - 9. BILLOS. - 10. EEMOTU. - 11. EEMOTU. - 12. AEMNORS. - 13. EEMOST. - 14. EIDRST. - 15. EINORST. - 16. EGGLUT. - 17. EENRTU. - 18. EILST. - 19. AAEERTU.

SOLUTION DU N° 719  
1. OFFENSA. - 2. DECALENT. - 3. EGALISER. - 4. SACRIST. - 5. SAHRAOUL. - 6. ENLIERAI. - 7. LAINERIE LAINIERE.

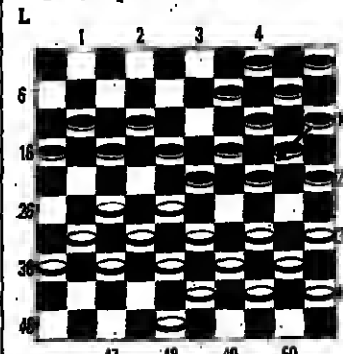
LINEAIRE. - 7. ESPACES. - 8. EMETITAI. - 9. NAZISME. - 10. CROISSEZ. - 11. CATARRHE. - 12. USUELLES. - 13. TESSELLE. - 14. CRAINTE. - 15. TREVIREE. - 16. CHATAIN. - 17. SASSÉ. - 18. TATIS. - 19. OBSCENE. - 20. COUTATES. - 21. NUMERISE. - 22. ONUSIENS. - 23. INEDITES. - 24. LESINE. - 25. NUISSETTES. - 26. LESINE. - 27. SELLERIE. - 28. ALTHAIA. - 29. IRISIEZ. - 30. SELECT. - 31. EGROTANT. - 32. ACCEDAT. - 33. ALLIEZ. - 34. ADAPITAL. - 35. CENDRAI. - 36. ESQUISSA. - 37. MICHETON. - 38. TRACERET. - 39. ETESIEN.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

## Dames

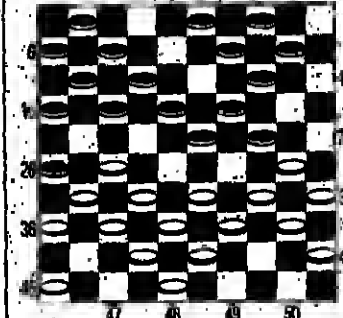
n° 433

LE COIN DU DÉBUTANT  
• Le coup central. La rafle finale se termine au centre du damier.  
• Exemple de schéma :



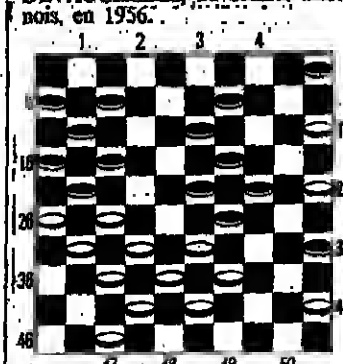
Les Blancs jouent et gagnent.  
• SOLUTION : 28-22 (17-28) 33-13 (9-18) 27-21 (16-27) 31-13 (19-28) 34-30 (25-34) 39-28, + 2 et +.

Exemple d'application :  
II.



Les Blancs jouent et gagnent le pion.  
• SOLUTION : 27-21 (16-27) 31-13 (9-18) 37-31 (26-28) 33-13 (19-28) 30-28, + 1.

L'UNIVERS MAGIQUE  
Combinaison en onze temps exécutée en jouant par l'ancien maître DEVAUCHELLE, au damier, amiénois, en 1956.



Les Blancs jouent et gagnent en onze temps.

• SOLUTION : 27-22 (17-28) 33-13 (9-18) 27-21 (16-27) 33-28 (28-48) 26-21 (16-27) 33-28 (couverture chirurgicale pour damer à (23-32) 39-34 [mécanisme s'appuyant au coup normand vu dans chronique 428] (48-30) 25-31 dame (32-43) 45-40 (35-44) 15-1 (5-14) attention au bon parcours de la dame dans la rafle finale 3-11.

## SOLUTION DU PROBLÈME

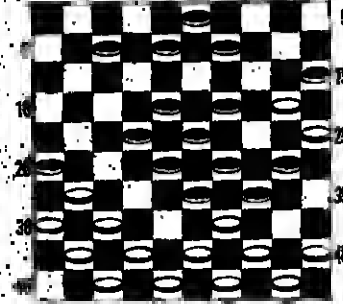
n° 432

A. CALZONA (1985)  
Blancs : pions à 15, 25, 31, 33, 34, 38, 41, 43, 47, 49.  
Noirs : pions à 4, 10, 13, 17, 18, 22, 23, 27, 30, 32, 36.  
34-29 (23-34) 41-37 (32-41) 38-35 (27-29) 47-42 (temps de repos) (36-27) 42-37 (41-32) 43-39 (34-43) suit un enchaînement de deux vastes rafles ponctuées par un coup de dame à 4 : 25-21 (27-16) 49-41 (4-13) 15-41 (13-19) 4-27, etc., +.

## PROBLÈME

M. POUHON (Dakar)

1992



Les Blancs jouent et gagnent.  
M. POUHON est au nombre des onze lecteurs non-membres de la Fédération française du jeu de dames qui ont décidé la solution du problème de P. GARLOPEAU proposé dans la chronique n° 428. M. POUHON nous a également transmis deux de ses compositions, que les nouveaux amateurs et les initiés apprécieront. La seconde de ces compositions, paraîtra dans la chronique n° 434.

• Les lecteurs qui trouveront la solution peuvent, dans les dix jours, adresser directement la marche de gain à Jean CHAZE, 6, rue Ampère, 07000 PRIVAS.

## SOLUTION

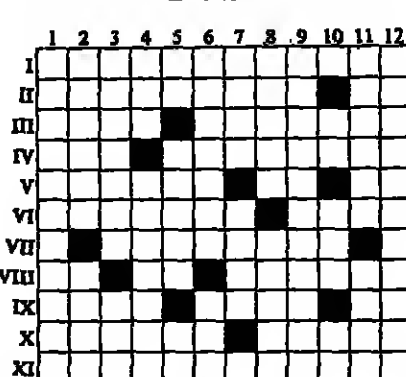
DANS LA PROCHAINE CHRONIQUE

• Les problèmes peuvent, pour publication dans le Monde, adresser leurs problèmes inédits (ou supposés tels) directement à Jean CHAZE.

Jean Chaze

## Mots croisés

n° 719



HORIZONTALEMENT  
I. Il s'occupe des naturalisations. - II. A adopté le style débile. Préposition. - III. On ne peut être plus urbain. Servent assez rarement à franchir les océans. - IV. Dans l'auxiliaire. Répondra en Normand. - V. Sur la boussole. Fait une collection. Pronom. - VI. Travail à façon. La grande illusion. - VII. S'ils n'ont subi que des mots. - VIII. Pas toujours retenu. Conjonction. Garde bien caché. - IX. Dieu. Culotte de peau. Abréviations ressemblantes. - X. Respectée mais maltraitée. Papale. - XI. Dames.

VERTICALEMENT  
1. Cherche à se faire oublier. - 2. Aventures. Eist dans l'état. - 3. Premier. Fit partir. - 4. Fali partir. Il y en a de faux. - 5. Tout à fait. Grand. Il est toujours apprécié. Au cœur d'un défaut empire. - 6. Fait la vitrine. Fait des miracles. - 7. Pris en considération. Européenne. - 8. De plaines barriques. Produit des fanal-

ques. - 9. Ne peuvent pas se voir dans la glace. - 10. Conjonction. Leste. Carte. - 11. Possédait. Dieu intime. - 12. Mises à l'abri.

## SOLUTION DU N° 718

Horizontalement

1. Pentecôtistes. - II. Eparses. Moulé. - III. Levas. Apprend. - IV. Epica. Rot. En. - V. Riga. Drelin. - VI. Inassuvi. ff. - VII. Net. Erit. Hera. - VIII. Etenne. Mon. - IX. Goura. Augment. - X. Enrichissement. - XI. Dames.

Verticalement

1. Pélerinage. - 2. Epépine. On. - 3. Navigateur. - 4. Tracas. Tri. - 5. Esse. Sérac. - 6. Ce. Adoré. - 7. Osa. Ruinal. - 8. Prévenue. - 9. Impoli. Egs. - 10. Sorti. Ma. - 11. Tue. Niemen. - 12. Elne. Front. - 13. Séduisante.

François Dorlet

## Echecs

n° 1492

TOURNOI  
DES GRANDS MAÎTRES  
SKA-MEPHISTO

Munich, 1992

Blancs : R. Hilbert (Allemagne).

Noirs : M. Gurevitch (Belgique).

Gambit-D.

1. e4 e5 2. f4 e6 3. f5 e7 4. f6 e8 5. f7 e9 6. f8 e10 7. f9 e11 8. f10 e12 9. f11 e13 10. f12 e14 11. f13 e15 12. f14 e16 13. f15 e17 14. f16 e18 15. f17 e19 16. f18 e20 17. f19 e21 18. f20 e22 19. f21 e23 20. f22 e24 21. f23 e25 22. f24 e26 23. f25 e27 24. f26 e28 25. f27 e29 26. f28 e30 27. f29 e31 28. f30 e32 29. f31 e33 30. f32 e34 31. f33 e35 32. f34 e36 33. f35 e37 34. f36 e38 35. f37 e39 36. f38 e40 37. f39 e41 38. f40 e42 39. f41 e43 40. f42 e44 41. f43 e45 42. f44 e46 43. f45 e47 44. f46 e48 45. f47 e49 46. f48 e50 47. f49 e51 48. f50 e52 49. f51 e53 50. f52 e54 51. f53 e55 52. f54 e56 53. f55 e57 54. f56 e58 55. f57 e59 56. f58 e60 57. f59 e61 58. f60 e62 59. f61 e63 60. f62 e64 61. f63 e65 62. f64 e66 63. f65 e67 64. f66 e68 65. f67 e69 66. f68 e70 67. f69 e71 68. f70 e72 69. f71 e73 70. f72 e74 71. f73 e75 72. f74 e76 73. f75 e77 74. f76 e78 75. f77 e79 76. f78 e80 77. f79 e81 78. f80 e82 79. f81 e83 80. f82 e84 81. f83 e85 82. f84 e86 83. f85 e87 84. f86 e88 85. f87 e89 86. f88 e90 87. f89 e91 88. f90 e92 89. f91 e93 90. f92 e94 91. f93 e95 92. f94 e96 93. f95 e97 94. f96 e98 95. f97 e99 96. f98 e100 97. f99 e101 98. f100 e102 99. f101 e103 100. f102 e104 101. f103 e105 102. f104 e106 103. f105 e107 104. f106 e108 105. f107 e109 106. f108 e110 107. f109 e111 108. f110 e112 109. f111 e113 110. f112 e114 111. f113 e115 112. f114 e116 113. f115 e117 114. f116 e118 115. f117 e119 116. f118 e120 117. f119 e121 118. f120 e122 119. f121 e123 120. f122 e124 121. f123 e125 122. f124 e126 123. f125 e127 124. f126 e128 125. f127 e129 126. f128 e130 127. f129 e131 128. f130 e132 129. f131 e133 130. f132 e134 131. f133 e135 132. f134 e136 133. f135 e137 134. f136 e138 135. f137 e139 136. f138 e140 137. f139 e141 138. f140 e142 139. f141 e143 140. f142 e144 141. f143 e145 142. f144 e146 143. f145 e147 144. f146 e148 145. f147 e149 146. f148 e150 147. f149 e151 148. f150 e152 149. f151 e153 150. f152 e154 151. f153 e155 152. f154 e156 153. f155 e157 154. f156 e158 155. f157 e159 156. f158 e160 157. f159 e161 158. f160 e162 159. f161 e163 160. f162 e164 161. f163 e165 162. f164 e166 163. f165 e167 164. f166 e168 165. f167 e169 166. f168 e170 167. f169 e171 168. f170 e172 169. f171 e173 170. f172 e174 171. f173 e175 172. f174 e176 173. f175 e177 174. f176 e178 175. f177 e179 176. f178 e180 177. f179 e181 178. f180 e182 179. f181 e183 180. f182 e184 181. f183 e185 182. f184 e186 183. f185 e187 184. f186 e188 185. f187 e189 186. f188 e190 187. f189 e191 188. f190 e192 189. f191 e193 190. f192 e194 191. f193 e195 192. f194 e196 193. f195 e197 194. f196 e198 195. f197 e199 196. f198 e200 197. f199 e201 198. f200 e202 199. f201 e203 200. f202 e204 201. f203 e205 202. f204 e206 203. f205 e207 204. f206 e208 205. f207 e209 206. f208 e210 207. f209 e211 208. f210 e212 209. f211 e213 210. f212 e214 211. f213 e215 212. f214 e216 213. f215 e217 214. f216 e218 215. f217 e219 216. f218 e220 217. f219 e221 218. f220 e222 219. f221 e223 220. f222 e224 221. f223 e225 222. f224 e226 223. f225 e227 224. f226 e228 225. f227 e229 226. f228 e230 227. f229 e231 228. f230 e232 229. f231 e233 230. f232 e234 231. f233 e235 232. f234 e236 233. f235 e237 234. f236 e238 235. f237 e239 236. f238 e240 237. f239 e241 238. f240 e242 239. f241 e243 240. f242 e244 241. f243 e245 242. f244 e246 243. f245 e247 244. f246 e248 245. f247 e249 246. f248 e250 247. f249 e251 248. f250 e252 249. f251 e253 250. f252 e254 251. f253 e255 252. f254 e256 253. f255 e257 254. f256 e258 255. f257 e259 256. f258 e260 257. f259 e261 258. f260 e262 259. f261 e263 260. f262 e264 261. f263 e265 262. f264 e266 263. f265 e267 264. f266 e268 265. f267 e269 266. f268 e270 267. f269 e271 268. f270 e272 269. f271 e273 270. f272 e274 271. f273 e275 272. f274 e276 273. f275 e277 274. f276 e278 275. f277 e279 276. f278 e280 277. f279 e281 278. f280 e282 279. f281 e283 280. f282 e284 281. f283 e285 282. f284 e286 283. f285 e287 284. f286 e288 285. f287 e289 286. f288 e290 287. f289 e291 288. f290 e292 289. f291 e293 290. f292 e294 291. f293 e295 292. f294 e296 293. f295 e297 294. f296 e298 295. f297 e299 296. f298 e300 297. f299 e301 298. f300 e302 299. f301 e303 300. f302 e304 301. f303 e305 302. f304 e306 303. f305 e307 304. f306 e308 305. f307 e309 306. f308 e310 307. f309 e311 308. f310 e312 309. f311 e313 310. f312 e314 311. f313 e315 312. f314 e316 313. f315 e317 314. f316 e318 315. f317 e319 316. f318 e320 317. f319 e321 318. f320 e322 319. f321 e323 320. f322 e324 321. f323 e325 322. f324 e326 323. f325 e327 324. f326 e328 325. f327 e329 326. f328 e330 327. f329 e331 328. f330 e332 329. f331 e333 330. f332 e334 331. f333 e335 332. f334 e336 333. f335 e337 334. f336 e338 335. f337 e339 336. f338 e340 337. f339 e341 338. f340 e342 339. f341 e343 340. f342 e344 341. f343 e345 342. f344 e346 343. f345 e347 344. f346 e348 345. f347 e349 346. f348 e350 347. f349 e351 348. f350 e352 349. f351 e353 350. f352 e354 351. f353 e355 352. f354 e356 353. f355 e357 354. f356 e358 355. f357 e359 356. f358 e360 357. f359 e361 358. f360 e362 359. f361 e363 360. f362 e364 361. f363 e365 362. f364 e366 363. f365 e367 364. f366 e368 365. f367 e369 366. f368 e370 367. f369 e371 368. f370 e372 369. f371 e373 370. f372 e374 371. f373 e375 372. f374 e376 373. f375 e377 374. f376 e378 375. f377 e379 376. f378 e380 377. f379 e381 378. f380 e382 379. f381 e383 380. f382 e384 381. f383 e385 382. f384 e386 383. f385 e387 384. f386 e388 385. f387 e389 386. f388 e390 387. f389 e391 388. f390 e392 389. f391 e393 390. f392 e394 391. f393 e395 392. f394 e396 393. f395 e397 394. f396 e398 395. f397 e399 396. f398 e400 397. f399 e401 398. f400 e402 399. f401 e403 400. f402 e404 401. f403 e405 402. f404 e406 403. f405 e407 404. f406 e408 405. f407 e409 406. f408 e410 407. f409 e411 408. f410 e412 409. f411 e413 410. f412 e414 411. f413 e415 412. f414 e416 413. f415 e417 414. f416 e418 415. f417 e419 416. f418 e420 417. f419 e421 418. f420 e422 419. f421 e423 420. f422 e424 421. f423 e425 422. f424 e426 423. f425 e427 424. f426 e428 425. f427 e429 426. f428 e430 427. f429 e431 428. f430 e432 429. f431 e433 430. f432 e434 431. f433 e435 432. f434 e436 433. f435 e437 434. f436 e438 435. f437 e439 436. f438 e440 437. f439 e441 438. f440 e442 439. f441 e443 440. f442 e444 441. f443 e445 442. f444 e446 443. f445 e447 444. f446 e448 445. f447 e449 446. f448 e450 447. f449 e451 448. f450 e452 449. f451 e453 450. f452 e454 451. f453 e455 452. f454 e456 453. f455 e457 454. f456 e458 455. f457 e459 456. f458 e460 457. f459 e461 458. f460 e462 459. f461 e463 460. f462 e464 461. f463 e465 462. f464 e466 463. f465 e467 464. f466 e468 465. f467 e469 466. f468 e470 467. f469 e471 468. f470 e472 469. f471 e473 470. f472 e474 471. f473 e475 472. f474 e476 473. f475 e477 474. f476 e478 475. f477 e479 476. f478 e480 477. f479 e481 478. f480 e482 479. f481 e483 480. f482 e484 481. f483 e485 482. f484 e486 483. f485 e487 484. f486 e488 485. f487 e489 486. f488 e490 487. f489 e491 488. f490 e492 489. f491 e493 490. f492 e494 491. f493 e495 492. f494 e496 493. f495 e497 494. f496 e498 495. f497 e499 496. f498 e500 497. f499 e501 498. f500 e502 499. f501 e503 500. f502 e504 501. f503 e505 502. f504 e506 503. f505 e507 504. f506 e508 505. f507 e509 506. f508 e510 507. f509 e511 508. f510 e512 509. f511 e513 510. f512 e514 511. f513 e515 512. f514 e516 513. f515 e517 514. f51

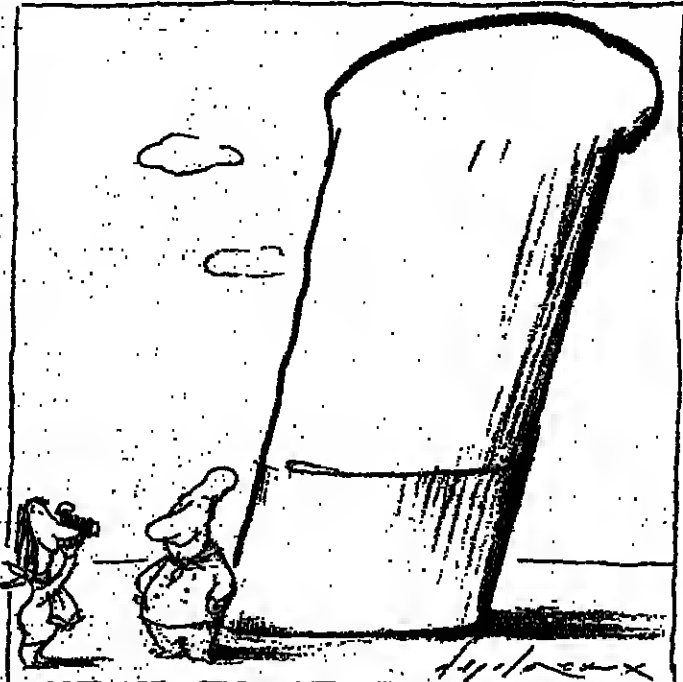


هكذا من لايحيا

SANS VISA  
TABLE

Dames

Cucina italiana



Un lecteur me reproche de sembler ignorer les restaurants italiens de Paris. C'est peut-être qu'ils sont trop! Plus d'un millier, sans compter les trop souvent minables pizzerias. C'est aussi, à mon goût, que trop sont d'une cuisine italienne quelque peu déformée par la tentation d'une nouvelle cuisine (comme si l'on n'avait pas assez de la nôtre!). Et que le consommateur ne sait pas bien juger, une fois pris dans l'ambiance, aimable mais « empâtée », de la qualité du produit : qui saurait distinguer la mozzarella de buffalona (la vraie) de celle au lait de vache souvent utilisée?

D'autre part, quelques restaurants italiens de Paris ont pour chef (et/ou patron) un Français. C'est le cas d'un des meilleurs (Sormani, 4, rue du Général-Lanrezac, tél. 43-80-13-91. Cotti, 72, rue Lauriston, tél. 47-27-74-67. Villa Vinci, 23, rue Paul Valéry, tél. 45-01-68-18. Le Chateaubriand, 23, rue de Chabrol, tél. 48-24-58-94.

Mais revenons à l'éventail des bonnes adresses, aux plats classiques que connaissent les Français, pasticcias divers et leurs sauces (bolognese, carbonara, etc.), scampi fritti, osso buco et autres salumi-bocce, piccata, fegato alla ventrigione avant le tiramisù et les glaces. Alors qu'il y en a bien d'autres, d'un régionalisme plus alléchant.

Il y a les grands, en tête le carapacio du Royal Monceau (37, avenue Hoche, tél. 45-62-76-87), supervisé par un « grand » de la bas, Angelo Paracucchi et avec au « piano » un chef de Bergame, Mario Chiametti.

Vous pourriez noter aussi Paolo Petrioli, récemment installé au Paris-Parme (9, rue d'Argenteuil, tél. 42-60-56-22), dont on vante notamment les charcuteries et le filet à la pizzaiola; le Beato (8, rue Malart, tél. 47-05-94-27, où j'allais déjeuner avec mon cher Raymond Oliver, qui appréciait singulièrement la mosaïque de poissons grillés); le Florentin (22, rue du Champ-de-Mars, tél. 45-51-52-69, de patron et chef français mais bien « adaptés » et dont le menu

« déjeuner-express » à 89 F est une occasion), le Sipario (69, rue de Charenton, tél. 43-45-70-26, très classique), Bellini (28, rue Le Sueur, tél. 45-00-54-20, où j'ai apprécié le carpaccio aux artichauts crus et dont la cave est renommée); Bice enfilio (6, rue Balzac, tél. 42-89-36-34) qui, après quelques balbutiements, peut séduire autant par sa cuisine que par l'élégance de sa salle.

Avec enfin à noter le changement de direction de La Fontana (17, rue

de Ponthieu, tél. 42-25-14-72, et sa ravissante terrasse estivale toute murmurante de la cascade voisine. Bonne cuisine et bons produits signés Cl. Sammarone. Importante carte de vins italiens à découvrir.

Les vins d'Italie sont plus variés que l'on pourrait penser. J'ai toujours regretté de ne pas trouver sur les cartes ce vin « moussillant » du haut Adige, mais notez que vous pourrez toujours faire confiance aux vins signés Antinori. Et parler vins me fait penser à la carte établie par régions et presque complète du cher Livio Bassano (La Main à la Pâte, 35, rue Saint-Honoré, tél. 45-08-85-73), complétant la divine cuisine de la « mamma » Anna Bassano. C'est ici qu'il convient de venir s'initier à la cuisine italienne « vraie », sans vins d'œuf à la « nouvelle cuisine », sans époustouille, dépoluée et sincère. Pour moi, c'est « le meilleur » italien de Paris.

Ce qui ne me fait point oublier lorsque je passe par là le modeste Appennino (61, rue de l'Amiral-Monchev, tél. 45-39-08-15), à la cuisine « paysanne », comme dit Heori Gank dans son Guide Dohmo des restaurants italiens de Paris (J.-P. Taillandier éd.). Un ouvrage utile, puisqu'il me fait noter que j'oubliais de vous citer un dernier venu : Il Ristorante (22, rue Fourcroy, tél. 47-54-91-48). Un patron cuisinier, Rocco Anfosio, qui a le culte des bons produits, ce n'est pas si commun!

La Reynière

Semaine gourmande

Yves Quintard

On se demande parfois comment les guides « cherchent » les restaurants? En dehors du Michelin (qui ne lui alloue que deux modestes fourchettes alors qu'il mériterait l'étoile de tout d'autres!) et du Bottin gourmand, aucun représentant du Guide-Michelin, de Claude Lebezy, de Pudowski, n'a eu l'idée d'entrer dans cet élégant petit restaurant caché du quinzième arrondissement et d'y découvrir une cuisine sagement méditée, de la terrée de foie gras à la vieille prune au parfait de ris de veau aux morilles, cerfeuil, sauce crémeuse accompagnée de pâtes fraîches; du chausson

de morilles fraîches et langoustines au coq au vin de foie de veau « minute » au miel d'acacia et pommes d'arpenne; de la poipiette de haddock aux coquillages à la tarte fine de fromage blanc à la civette et carpaccio de bœuf... J'en passe, avec d'excellents desserts, une cave honnête, une patronne charmante, un service correct et (avec un menu à 150 F) des prix raisonnables (compter 250-300 F pour un bon repas).

Yves Quintard, 99, rue Blomet (15<sup>e</sup>). Tél. : 42-50-22-27. Fermé dimanche soir et lundi midi. Parking : mairie du quinzième. Carte bleue. Chiens acceptés.

Les Trois Marches, à Versailles

Mais oui, c'est toujours l'enseigne, mais transférée dans le tout neuf décor de cette « historique » demeure qu'est le Trianon Palace! Une véritable face au pays royal et un décor luxueux pour une cuisine inéchangée, si on en a mieux encore. Alors qu'importe au vrai gourmet que l'on nous promette bientôt, voisin, un restaurant japonais, qu'importe piscine et hammam, l'espace Givenchy et les petits déjeuners, dîners, accompagnés de 30 grammes de pain, pas plus, du cocotte biologique. Tout cela est

merveilleux, certes. Mais il y a d'abord les Trois Marches. Les « trouvailles » de Gérard Vié, du mélan de ligne rôtie à la plaque au poulet fermier vivarois au basilic et romarin, de l'assiette de foin gras à la croque au sel au turbot au jus de viande. Desserts signés J.-P. Weiss, splendide cave proposée par Noël Bajor, accueil principal du directeur Robert Deviras. Gérard Vié me semble arrivé au sommet, tout en sachant « raison garder ». Compter 550-650 F pour cette découverte.

Les Trois Marches (Trianon Palace), 1, bd de la Reine, à Versailles. Tél. : 39-50-13-21. Fermé dimanche et lundi. Salons. A.E.-D.C.-C.B. Voiturier.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

**Alsace**

68590 SAINT-HIPPOLYTE  
HOSTELLERIE MUNSCH\*\*\*  
« Aux Ducs de Lorraine »  
piéd du Haut-Koenigsbourg  
séjour agréable, promenade, 1/2 pension.  
Tél. 89-73-00-09 - FAX. 89-73-05-46.

**Côte d'Azur**

06500 MENTON  
HÔTEL VILLA NEW-YORK\*\*\*  
FORFAIT SOLEIL 7/17 nuits en 1/2 pens.  
Grand confort, TV couleur, climatisé.  
tél. Vue panoramique, jardin exotique.  
Parking clos. La TRANQUILLITÉ à 100 m des plages.  
Tél. : 93-35-78-49. Doc. Fax : 93-28-55-87.

**NICE**

HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, cabine.  
Téléphone direct, minibar.

**Côte basque**

64000 ANGLET  
HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF  
(3 km de Biarritz)  
A 300 m de l'océan, piscine, tél. direct,  
TV couleur, vue lac, jardin et golf.  
Tout confort et calme de la forêt.  
Quelques dispo. en juillet et fin août :  
Incastans en appart.-hôtel  
(studios-2 pièces-3 pièces) de 2 à 6 personnes. Prix à la semaine pour 2 pers. à partir de 3 080 F.  
Poss. de forfaits golf et thalasso.  
Tél. : 59-52-15-16. Fax : 59-52-11-23.

**Montagne**

SAVOIE  
Saint-Jean-d'Arves  
Accueil, authenticité, plein du soleil  
d'été à 1 600 m. Randonnées,  
tir à l'arc, équitation, tennis, mini-golf.  
Plaisir des traditions agricoles :  
fromage à l'alpage - Fêtes du village,  
animation quotidienne.  
Journées enfants. Nombreux chalets,  
appartements, studios, en location.  
Chambres d'hôtes, Hôtes\*\*\*  
Tous renseignements : Office de tourisme  
- 73300 Saint-Jean-d'Arves  
Tél. & Fax. 79-59-72-97.  
Hôtel de l'ÉTOILE ROUGE\*\*\*  
Logis de France (guide Auto-Journal).  
Cuisine et vins savoyards  
où les disciples d'Epicure se retrouvent.  
« Famille Surrier », tél. : 79-59-70-99.

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Été-hiver, plus haute comm. d'Europe.  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Séjour de fond, piste, promenade.  
Meubles, chambres studios, chambres,  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres.  
HÔTEL LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08  
et l'HÔTEL LE BEAUREGARD  
tél. : 92-45-82-62. FAX : 92-45-80-10.

**Paris**

SORBONNE  
HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques.  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

**PORTE DES LILAS**  
HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)  
Petit déjeuner à 25 F  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

**Sud-Ouest**

PÉRIGORD-DORDOGNE  
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
\*\*\*  
TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE  
24550 VILLEFRANCHE-DE-PÉRIORD.  
Tél. : 53-29-95-94 - Fax : 53-28-42-96.

**Grenadines**

CANOUAN  
Ile préservée  
Le rêve des mers du Sud,  
le sable blanc, les cocotiers,  
le bleu turquoise, le soleil  
ROBINSON TOUT CONFORT  
CANOUAN BEACH HOTEL  
Minibar : 3615 CBH  
Tél. : 16 (1) 34-86-41-02

**Espagne**

MADRID CENTRE  
HÔTEL MAYORAZGO\*\*\*\*  
Affaires et tourisme.  
Flor Baja 3 : 28013 Madrid - Gax. privé  
gardé. Tél. : 247 26 00 et 241 94 75.  
Fax : 541 24 85. Tél. : 45647-MZGO.  
Salons pour réunions, séminaires, colloques.  
Grill-restaurant de classe.  
Calme et proche du centre d'affaires  
et secteur culturel, historique, musées.  
Directeur : F.-J. de la Peña.

**Italie**

VENISE  
HÔTEL LA FENICE  
ET DES ARTISTES\*\*\*  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721  
et son restaurant  
nouvelle ambiance « bohème »  
Taverna LA FENICE  
Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-37-866.

**Suisse**

SILS-MARIA (Engadine)  
HÔTEL EDELWEISS\*\*\*\*  
L'hôtel aux 4 étoiles.  
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.  
NOUVEAU : Grand Whirlpool avec  
cascade et environnement aquatique.  
Bain de vapeur, Sauna, Solarium, etc.  
Tous les sports.  
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22  
Hôtel et maison d'appartements  
Edelweiss/Alvorn CH-7514 Sils-Maria

**CH-6903 LUGANO**  
L'HÔTEL WASHINGTON\*\*\*  
Situation calme près gare et  
centre-ville - Grand parc et parking  
1/2 pension : FS. 82 à 89 par pers.  
Tél. : (1941) 91/56-41-36.

**TOURISME**

CANADA en ONTARIO  
Stage cours d'anglais et golf  
14 à 18 ans - 9 au 31 juillet  
Excursions, hébergement en famille.  
Encadrement et cours par professionnels.  
GOLF ÉVASIONS, 6, rue de Solferino,  
75007 Paris. Tél. : (1) 47-63-89-21.

**VENISE**  
à LOUER  
APPARTEMENTS aménagés  
sur GRAND CANAL et Central  
pour long week-end, semaine et plus  
2/4 pers. - transport/séjours/hôtels  
Vivre à Venise  
6, rue de Solferino, 75007 Paris  
Tél. : (1) 47-63-89-21.

**week-end escargot**

A emporter avec vous, les meilleurs de Paris préparés, livrant vous. Vous pouvez aussi les congeler pour en avoir d'avance.

**MAISON DE L'ESCARGOT**  
sauf lundi, tous les jours jusqu'à 20 heures, le dimanche  
9 h à 13 h. 79, rue Fondary (XV<sup>e</sup>) 45.75.31.09.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

<p><b>CRUSTACÉS-POISSONS</b></p> <p><b>DESSIRIER</b> *** Huitres, coquillages, crustacés Spéc. de poissons, viandes 9, pl. du Mal-Juin 17<sup>e</sup> (volant) 42-27-82-14 - 43-80-50-72</p> <p><b>LA TERRASSE DE CRÉTEIL</b> 39, av. de Verdun, 94000 CRÉTEIL Tél. : 42-07-15-94. Terrasse d'été. La santé par la mer. Spéc. de poissons et une suggestion à 180 F.</p>	<p><b>FRANÇAISES TRADITIONNELLES</b></p> <p><b>RELAIS BELLMAN</b>, 37, rue François-1<sup>er</sup>, 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.</p> <p><b>LA COUR COLBERT</b>, 12, rue Hôtel- Colbert 5, 43-54-61-99. TLJ. Cadre XVII<sup>e</sup> authent. PMR 220 F.</p>	<p><b>ALGÉROISES</b></p> <p><b>LE DEY</b> 109, rue Crémier, 19<sup>e</sup> dim. lun. Tél. : 48-28-51-64 Cuis. traditionnelle : Bourcek, Chorba Choix de couscous et tagine algériens</p> <p><b>DANOISES ET SCANDINAVES</b></p> <p><b>COPENHAGUE</b> <b>FLORA DANICA</b>, sur un jardin 142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.</p>	<p><b>ETHIOPINIENNES</b></p> <p><b>ENTOTTO</b> 45-67-08-51 - F. dim. 143, r. L.M. Nardum, 19<sup>e</sup> Dorowon, Beyanetou av. l'Indigère.</p> <p><b>INDIENNES</b></p> <p><b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 72, bd St-Germain, M<sup>e</sup> Maubert. SCE NON-STOP 7 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.</p>	<p><b>ITALIENNES</b></p> <p>L'APPENNINO, 61, rue Amiral- Mouchet, 14. 45-89-08-15. F/dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.</p> <p><b>THAILANDAISES</b></p> <p><b>BANKOK CITY</b> 13, r. Montagne-Sainte-Geneviève. 43-26-22-19. F. dim.</p>	<p><b>VIETNAMIENNES</b></p> <p><b>NEM 101</b> 101, r. du Ranchin, 16<sup>e</sup>. 45-27-76-92. F. sam. soir et dim.</p> <p><b>NEM 66</b> 66, rue Lauriston, 16<sup>e</sup>. 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.</p>
--	---	--	--	--	---





RICHARD DAVIES

# Air Londres

UN hangar en bout de piste, et une route pour y aller. Comment retrouver la figure idéale de l'aéroport, la simplicité, l'accès direct ? Autant le train laisse au voyageur, jusqu'au moment exact du départ, sa liberté, autant l'avion lui fait payer la supposée brièveté du déplacement par une approche lente et entravée, bardée d'interdictions, de contrôles, une succession de sas et couloirs opaques, moquettes ternes, faux plafonds, éclairages fluorescents, musique au kilomètre : rien n'est plus oppressant qu'un grand aéroport, surtout quand il s'est développé dans le désordre des besoins successifs. Mais les architectes pensent aux voyageurs : sur les planches à dessin des meilleurs d'entre eux, se prépare une nouvelle génération de grands édifices. Clairs et spectaculaires.

Ricardo Bofill, déjà, avec le généreux espace d'accueil offert à Barcelone, à l'occasion des Jeux olympiques ; Renzo Piano, bientôt, à Osaka, Richard Rogers pour Heathrow-4 et Marseille, Paul Andreu et l'équipe d'Aéroports de Paris qui préparent l'arrivée du TGV dans une nouvelle et grandiose extension de Roissy ; tous réfléchissent à ces retrouvailles avec le ciel, dont Stansted représente une avant-garde.

L'aéroport avant le voyage... Sitôt posé, sitôt à terre, le passager est emporté par un train électrique et automatique, glissant vivement dans un bref tunnel, jusqu'au bâtiment principal. Là, tout est simplissime, linéaire : il entre, il avance, il passe, il sort. Sans cesser d'être attiré par le « ciel » de cette grande halle carrée, ces dômes blancs, losangés, supportés par une charpente puissante à sa base, mais immédiatement arborescente. Ce toit semble flotter, comme une grande collection de parachutes rassemblés à 15 mètres au-dessus du sol ; et d'ailleurs les éléments de la structure, ces trente-six colonnes d'acier avec leur silhouette à la fois puissante et minimaliste, parfaitement oculée, et parfaitement dessinée, prennent naturellement la position des suspentes et semblent retenir de l'envol cet immense abri, grand comme Trafalgar Square, qu'en fait ils supportent.

L'originalité fonctionnelle de cette aéroport s'est organisée sur un seul niveau, départs et arrivées traités en parallèle. Juste en dessous, construite en même temps, c'est la gare du chemin de fer direct pour Londres : quarante minutes après un départ dans une campagne entièrement verte, ce sera l'arrivée au centre de Londres (48 kilomètres), dans une de ses belles gares du dix-neuvième siècle, repeinte de couleurs vives, celle de Liverpool Street, proche de la City.

Nul doute que les architectes aient voulu rivaliser avec ces grandes halles métalliques qui, au siècle dernier, ont fait la gloire des Britanniques en particulier : si on a démolé le Crystal Palace de Paxton, son image hante les mémoires. Le fer et le verre demeurent les instruments favoris des bâtisseurs pour piéger et domestiquer la lumière, modeler les grands espaces et Stansted en offre une nouvelle démonstration. L'originalité esthétique, le caractère architectural de l'œuvre, c'est encore dans cette charpente et cette toiture qu'ils résident. Harmonie en gris et blanc, grandes façades vitrées en verre transparent ou verre sablé, étude acharnée des détails et des finitions, organisation claire de la signalisation, rassemblement autoritaire des informations pratiques, regroupement dans un enclos des boutiques et cafés, les architectes ont tout fait pour rendre le toit visible pratiquement dans son entier de l'importer quel point de la gare, pour libérer le regard et aérer l'esprit.

Si Stansted est forcément « hi-tech », au sens où la technologie est mise au service de la qualité la plus fine, il s'écarte complètement de cette grande famille de bâtiments de l'« école Beaubourg » qui prenaient plaisir à montrer de quoi ils étaient faits et comment ils respiraient. Ici, c'est tout le contraire : le toit est libre, pas de sports, pas de canalisations, pas de tobes, ni de rampes, ni de coffrages, rien. La mécanique est au-dessous, elle répartit ses effets par l'intermédiaire des trente-six piliers de la charpente, coque comme autant de petites usines. Ce sont eux aussi qui diffusent, le soir venu, cet éclairage puissant mais indirect, dont les sources cachées envoient vers le blanc du toit une lumière qui transfigure l'édifice.

Sobre, retenue, laconique, l'architecture de Norman Foster l'est autant que son auteur, qui manie plus volontiers le crayon que les mots et répond aux questions par des croquis. Dans son agence à Londres, près du pont de Battersea, assis à la grande table ronde d'où il peut voir, à travers l'immense verrière, le paysage de la

Le dix-neuvième siècle avait su, avec des gares monumentales, exalter sa foi dans le progrès technique et ouvrir l'ère des communications rapides. Blasé, le vingtième siècle a souvent négligé ces espaces symboliques. Sauf exceptions : la première aéroport de Roissy avait marqué son époque ; le nouvel aéroport de Londres-Stansted, construit par l'auteur de la fameuse Banque de Hongkong, l'architecte Norman Foster, veut rendre au voyageur les émotions visuelles des premiers temps de l'aviation. En plus grand.

Tamise, mais aussi l'ensemble de ce vaste atelier-monastère où travaillent et dessinent une centaine de collaborateurs, il confirme ce que ses plus récentes œuvres affirment : « L'architecture est une affaire d'espace ; c'est la lumière qui modèle l'espace et nous travaillons beaucoup à maîtriser la lumière. » L'espace, la lumière, et une prodigieuse capacité à insérer les apports les plus modernes dans les environnements les plus contraignants, comme Foster et ses associés en avaient tenté la périlleuse démonstration en créant, à l'intérieur de la Royal Academy, un accès pour des galeries nouvelles (1) dont la réussite fait l'unanimité.

Sir Norman est un pilote depuis vingt ans, il connaît bien les avions, embarque plans et maquettes en se rendant à ses rendez-vous sur le continent aux commandes de son propre jet, et on se souvient à Stansted de ses arrivées en hélicoptère sur le chantier. C'est pourtant comme simple mécanicien qu'il avait fait son service dans la Royal Air Force. La passion se déclenche plus tard, devant une démonstration de planeurs, les « objets les plus beaux au monde », qu'il apprécie à manier. Mais Norman Foster est surtout un as de l'architecture, aujourd'hui reconnu et salué comme tel non seulement au Japon, en France, en Espagne, mais — plus difficile — dans son propre pays, la Grande-Bretagne.

On ne pourra plus dire en effet que l'Angleterre méprise toute architecture moderne et ignore son « héros », les plus brillants de son « corps d'élite », comme disent les journaux. L'énorme succès qu'a rencontré dans la presse — et pas seulement dans les revues spécialisées — puis auprès du public, la nouvelle aéroport de

Stansted, depuis son ouverture il y a un an, a coïncidé avec plusieurs événements, médailles, récompenses, qui confirment la maturité d'une œuvre architecturale et sa reconnaissance. L'accomplissement d'un style qui, sans rien renier de ses principes, de ses matériaux, des options d'ère modernité sans réticence, parvient à une sérénité, arrive à son âge classique. 1992 verra l'ouverture de la Century Tower à Tokyo, l'inauguration de la tour de télécommunications de Barcelone pour les Jeux olympiques et peut-être la fin du chantier de la médiathèque de Nîmes. 1991, déjà, était une année faste à home : inauguration par la reine Elizabeth de l'aéroport de Stansted, puis des galeries d'exposition de la Royal Academy, à Londres ; ouverture d'une extension du centre Sainsbury à l'université de Norwich ; enfin, classement du plus « jeune » monument historique du pays, l'immeuble de bureaux construit par Foster dans les années 60 pour Willis Faber et Dumas, qui était menacé de transformation abusive : un immeuble dont la façade sinuante en verre avait fait sensation à l'époque tout en respectant l'échelle médiévale de la petite ville.

Premier bâtiment public de Norman Foster, l'aéroport de Stansted, avec les routes et les accès qu'il a nécessités, est un « grand chantier » (4 milliards de francs, dont 97 millions pour la seule aéroport, moins chère, affirmait-on, que ses semblables), « le grand chantier de la décennie dans un pays où les pouvoirs publics n'investissent plus et où l'essentiel des grands réseaux date du siècle dernier. Après vingt années d'hésitations, le site avait été choisi en 1985 comme

troisième porte d'entrée aérienne avec Heathrow à l'ouest, qui ne cesse de s'agrandir, et Gatwick au sud de l'agglomération londonienne. L'agence de Foster a travaillé dès 1981 sur ce projet et l'a fait admettre notamment en étudiant l'insertion d'un bâtiment bas dans l'environnement. Base militaire construite par les Américains en 1942 pour les bombardiers (la piste de 3 000 mètres reste l'une des plus longues du pays), le développement de cet aéroport s'est en pleine campagne était fortement contesté par les riverains : il a pu être finalement réalisé (on a compté 258 journées d'enquête publique...) en l'accompagnant d'un aménagement paysager avec des milliers d'arbres replantés, et même une réserve de faune et de flore protégée.

C'est ce qui voudrait, à partir de Stansted, se livrer, comme les Japonais, les Californiens ou les Allemands, au tourisme architectural et faire connaissance avec l'œuvre de Foster, une destination s'impose : l'université de Norwich et le centre d'art Sainsbury, construit en 1978 pour abriter la collection privée d'arts primitifs et d'art moderne de Sir Robert et Lady Sainsbury. Comparé par ses détracteurs à un « bangar d'aviation » (les mêmes trouveraient peut-être que Stansted est un splendide musée !), c'est un manifeste d'austérité, posé subtilement dans le paysage, avec les proportions d'un temple et les manières d'une usine à pécher la lumière, qui révèle un maître fait de docteur et de ouvrier : les sculptures d'Henry Moore et d'Epstein, les toiles de Bacon répètent aux masques africains et aux pièces d'art oriental, comme elles peuvent le faire dans une collection privée réunie, à partir des années 1930, selon une orientation précise, mais avec l'exigence de qualité qu'aurait une institution publique. Dans sa neutralité raffinée, l'endroit convie à toutes les manifestations artistiques, comme le montre en ce moment l'exposition temporaire des œuvres du Français Olivier Mourgue : mobiles, sculptures, objets, installations, et petits théâtres.

Les groupes de recherche, les ateliers de restauration, la bibliothèque en liaison avec l'université, ont assuré le développement du centre qui a eu besoin de s'agrandir. Les mêmes architectes, Foster et ses associés, sont retournés à la planche à dessin : ils ont imaginé une extension



souterraine, creusée en prolongement du bâtiment principal, sous la pelouse l'interrompue, et qui se termine par un front court, vitré, lumineux, une sorte de corniche semi-enterrée, un corridor de lumière qui dessert des bureaux, une autre galerie d'exposition, des réserves accessibles au public et des ateliers qui manquaient au bâtiment principal.

Domestiquer la lumière, quand il y en a trop, la conduire là où elle ne vient pas spontanément, la modeler et la maîtriser : à Londres, les galeries Sackler de la Royal Academy, à Stansted, l'aéroport, à Norwich, le centre Sainsbury, sont pour les architectes autant de laboratoires d'essai. Et de réussite.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois

(1) « Le Monde sans visa » du 14 septembre 1991.

► L'aéroport de Londres-Stansted, à 48 kilomètres au nord-est de la capitale, est desservi, au départ de Paris (vingt fois par jour) et de Nice (une fois par jour) par une seule compagnie, Air UK. Renseignements et tarifs chez KLM au (1) 44-56-18-18, à Paris. Le train Stansted Express dessert en quarante minutes le centre de Londres, gare de Liverpool Street, dans la City. Départ toutes les demi-heures.

► Le Sainsbury Centre for Visual Arts est situé sur le campus de l'University of East Anglia, à Norwich, à deux heures de train de Londres (gare de Liverpool Street), ou bien à deux heures de voiture de l'aéroport de Stansted. Ouvert au public de 12 heures à 17 heures tous les jours, sauf le lundi, il présente jusqu'au 30 août, entre les collections permanentes, une exposition d'Olivier Mourgue intitulée « Jardins inégales et petits théâtres ». Renseignements : 19-44-803-880-80.